This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

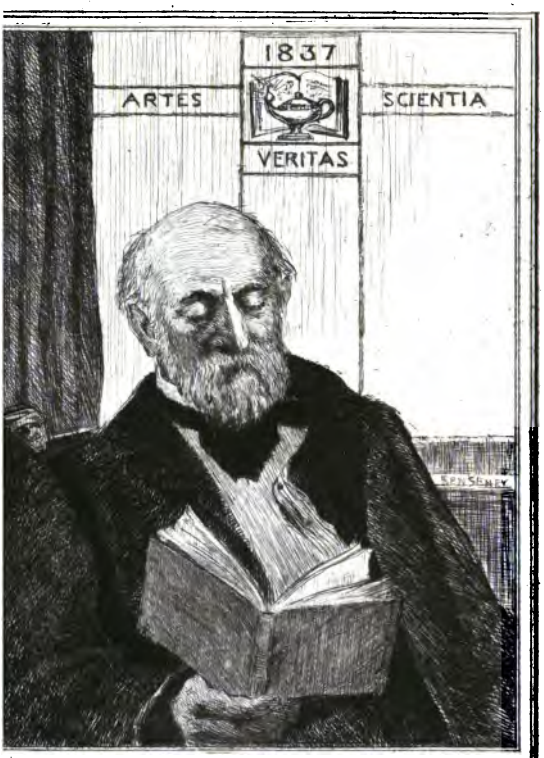
+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

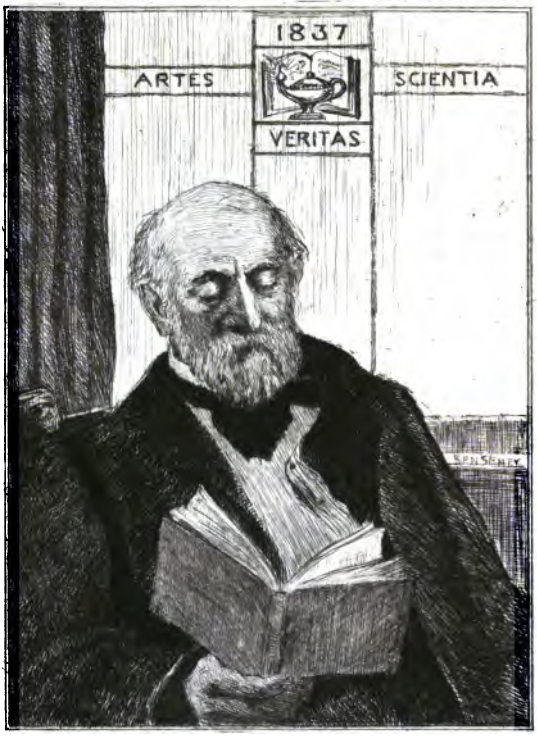
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`



UNIVERSITY OF MICHIGAN
HENRY VIGNAUD
LIBRARY

IK
429
R935
O85



UNIVERSITY OF MICHIGAN
HENRY VIGNAUD
LIBRARY

IK
429
R935
O85

DK
429
.R935
O85

RÉVOLUTIONS
DE POLOGNE

TOME II

TYPOGRAPHIE DE H. FIRMIN DIDOT. — MESNIL (EURE).

RÉVOLUTIONS
DE POLOGNE

PAR

CLAUDE CARLOMAN DE RULHIÈRE
DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Ouvrage désigné par l'Institut
Pour le grand prix décennal de 1810.

QUATRIÈME ÉDITION, REVUE SUR LE TEXTE ET COMPLÉTÉE

PAR

CHRISTIEN OSTROWSKI.

TOME DEUXIÈME

PARIS
LIBRAIRIE DE FIRMIN DIDOT FRÈRES, FILS ET Cie
IMPRIMEURS DE L'INSTITUT, RUE JACOB, 56
1862

Tous droits réservés.

Vignaud Lib.

RÉVOLUTIONS

DE POLOGNE.

LIVRE SIXIÈME.

I. *Caractère et conduite du primat Lubienski.*

L'unique soin du primat devenu chef de la république, fut de chercher à concilier tous les différends qui divisaient les familles. Lubienski, archevêque de Gnesno et primat de Pologne, était un homme faible, irrésolu, élevé par la maison de Saxe à cette importante dignité, parce qu'il pouvait être facilement gouverné ; mais toutes les circonstances étant changées, ce furent les ennemis de cette maison qui le gouvernèrent. Ses intentions étaient droites, ses vues étaient bornées. A mesure que les sénateurs arrivaient à Varsovie, il entrait dans tous les détails de leurs animosités particu-

426447

lières ; et pour étouffer dans leurs principes les moindres germes de division, il donnait beaucoup d'importance à une infinité de petites affaires. La Pologne, dans l'anarchie, ne pouvait être sauvée qu'en y formant un parti puissant; et lui, au contraire, n'imaginait aucun autre bien à faire dans l'État, que d'y maintenir la tranquillité. Tous ses soins tendirent constamment à la paix, dans un temps où on n'aurait pu la conserver que par une entière soumission aux volontés d'une puissance étrangère.

Pendant les derniers siècles, la couronne de Pologne avait toujours été un objet d'émulation et de concurrence entre les grands de cette république, les souverains de contrées voisines, et tout ce qu'il y avait en Europe, ou de généraux illustres par leurs victoires, ou de jeunes princes sans États, mais annoncés par l'éclat de leurs actions. Pendant toute la durée des interrègnes, c'était un grand et singulier spectacle que les assemblées de cette nation, où les envoyés de cette multitude de concurrents venaient briguer pour leurs maîtres, les suffrages de cette noblesse belliqueuse, en exposant à l'envi ce que chacun avait fait d'héroïque, les vertus qui le rendaient digne du trône, et les différents avantages que son élévation promettait au royaume. On ne vit point cette fois une si belle concurrence; et sous le despotisme russe, ce champ d'honneur se trouva fermé.

II. *Le nouvel électeur de Saxe se présente pour candidat.*

Le nouvel électeur de Saxe, né avec un corps débile et contrefait, fut le seul étranger qui s'offrit. Ses infirmités tenant à des vices de conformation, ne lui laissaient aucun espoir d'acquérir ni force ni santé. Tous les soins de l'administration étaient entre les mains de son épouse, et depuis

longtemps cette princesse s'occupait nuit et jour de trouver quelque moyen de devenir reine. Alliée de près à tous les souverains de l'Europe, ses talents dans tous les arts agréables, l'activité excessive de son esprit, et la grande facilité de ses mœurs lui avaient procuré une infinité de correspondances intimes ; elle remplit toutes les cours de ses sollicitations et tous les cabinets de ses lettres.

III. *Insinuations de Keyserling et ses premières démarches.*

Le vieil ambassadeur Keyserling ne recevait de sa cour aucune instruction nouvelle ; mais il prenait pour règle les ordres qu'il avait reçus à son départ de Russie. Il ne tarda pas à insinuer dans tous ses entretiens, que la Russie voulait voir un Polonais sur le trône. « Il était temps, disait-il, d'interrompre une succession qui deviendrait enfin dangereuse pour la liberté, si elle se maintenait encore cette fois-ci, dans la famille des derniers rois ; et rien n'était plus honorable pour la noblesse polonaise, que l'intention où était la tzarine de faire revivre les droits que les moindres d'entre eux avaient également à la couronne. » Sa première démarche publique fut d'annoncer qu'il avait reçu toutes les sommes nécessaires pour acquitter les anciennes dettes de l'armée russe. On s'étonna d'autant moins de voir ces remboursements toujours si vainement sollicités, annoncés dans les conjonctures présentes, que le primat avait, sur ces indemnités, douze mille ducats à prétendre. C'était un moyen bien simple de le gagner ; et pour séduire un homme naturellement honnête, la corruption commençait à se reproduire sous l'apparence de la justice.

IV. *Le vœu général est en faveur du comte Branicki.*

La plus grande partie de la nation polonaise parut d'abord apprendre avec joie le dessein formé par la Russie de placer un Polonais sur le trône. « Plutôt un esclave qu'un Allemand, disait-on; ayons enfin pour roi un homme qui parle notre langue, et non plus un automate qui n'ait pour interprêtes que des favoris. » Il y a peu de gentilshommes polonais qui, pendant que le trône est occupé, n'aient conçu l'espérance d'y parvenir un jour; mais sitôt que le trône est vacant, chacun sent sa propre faiblesse, et la seule crainte d'exciter la risée suffit pour contenir cette orgueilleuse prétention. La plupart ne cherchent plus alors qu'à se prévaloir, pour quelque intérêt particulier, de leur crédit dans la nation, et de tous les suffrages dont ils peuvent disposer. Le vœu le plus général parut, dans ce premier moment, se déclarer en faveur du comte Branicki. Quelques-uns le proposèrent à l'ambassadeur russe, en ajoutant : « Nous sommes environ deux cents de toutes les familles qui pouvons prétendre à la couronne, et qui nous ferons hacher pour nous en exclure les uns les autres; s'il est vrai cependant que les cours voisines veuillent nous laisser choisir entre nous, le comte Branicki est le seul de nos concitoyens qui puisse parvenir à concilier tous les suffrages. La nation est accoutumée à le respecter. Il ne lui manque, dans la magnificence royale avec laquelle il a toujours vécu, que le titre de roi. Il tient aux deux partis : à l'un par lui-même, à l'autre par son épouse; le malheur même d'être le dernier de son nom lui deviendrait favorable, en lui permettant de donner tous ses biens à la république, et en nous rassurant contre la crainte de voir toutes les grâces envahies par une seule

maison. » Des différentes provinces du royaume, tous les sénateurs se rendaient à Varsovie ; et partout, sur le passage du comte Braniçki, depuis ses terres jusqu'à la capitale, il fut joint par la principale noblesse des cantons qu'il traversa. Partout la voix publique l'élevait au trône. Tous les vieillards se faisaient un devoir de raconter les nombreux combats qu'il avait autrefois livrés aux troupes saxonnes, pendant cette ancienne confédération dont il avait été un des chefs, et qui seule avait affranchi la Pologne du séjour de cette armée étrangère et de la tyrannie d'Auguste II. On ajoutait que depuis ce temps, une conduite toujours égale, toujours soutenue, sans témérité et sans faiblesse, pendant quarante années d'une anarchie destructive et d'une paix dangereuse, était un mérite supérieur aux actions les plus éclatantes ; que d'avoir si longtemps sauvé la république du joug de ses perfides alliés, c'était véritablement avoir vaincu ses ennemis : c'était avoir mérité le trône par plus de vertus que ceux en qui la nation avait autrefois couronné des victoires. Il entra à Varsovie le premier novembre 1763, accompagné d'une foule de sénateurs, aux acclamations de tout le peuple qui le bénissait, et qui d'avance lui donnait la couronne. Mais Braniçki ne s'abandonna pas à cette faveur populaire ; il sentait que dans la malheureuse situation où était sa patrie, on n'y obtiendrait la couronne que de la protection des puissances étrangères, et il se pressa de solliciter l'appui de la France, dans l'espoir qu'elle soutiendrait en lui un ennemi des Russes, et le chef du parti qu'elle avait trouvé en Pologne quand elle avait cru de son intérêt de chercher à relever cette république.

V. *Prétentions du comte Poniatowski.*

Afin de contrebalancer cette faveur générale, le vieux Keyserling prévenait, avec un air de confidence et d'amitié, quelques gens importants et accrédités dans la république, que Poniatowski serait roi. Pour réussir dans une entreprise presque impossible, il se montrait pleinement assuré du succès. « Poniatowski est bien jeune, disait-il, mais il suivra de bons conseils ; et quand il sera roi, je me charge de sa conduite. » Soit qu'on eût une espèce de honte d'être cité comme auteur d'un pareil bruit, soit que chacun se tût dans l'incertitude de ce qu'il devait faire, cette nouvelle, toute surprenante qu'elle était, fut quelque temps à se répandre. Enfin, tout le monde se la confiait l'un à l'autre ; les grands avec indignation, la multitude avec étonnement. On ne concevait pas qu'une si haute prétention pût être formée par un jeune homme sans fortune, sans expérience, sans talents pour la guerre, dont le père, disait-on, ne s'était élevé que par l'intrigue ; dont le frère n'était connu que par un duel, et qui lui-même n'avait de nom que par une aventure galante. On publiait que dans une terre de la maison Sapiéha, il existait une ferme tenue à la fin du dernier siècle par un Poniatowski, aïeul de celui-ci, et qu'on y voyait écrit sur une solive son nom, et l'époque toute récente où il avait bâti cette ferme. On se rappelait cette suite d'outrages que la Pologne avait reçus de la Russie, les divisions que cette cour artificieuse avait entretenues dans la république, l'adresse avec laquelle elle s'était ingérée par degrés dans toutes les parties du gouvernement. On croyait voir enfin à découvert, dans le dessein de couronner Poniatowski, le dernier degré de ce système d'oppression.

La plupart se persuadèrent que ce dessein était chimérique, que rien ne pouvait décider la nation à donner ses suffrages à un tel homme; que l'Europe entière s'opposerait à l'asservissement dont la république serait menacée; et que l'impératrice allait causer, par cette faveur imprudente, le malheur de son ancien amant; mais quelles que fussent de toutes parts la surprise et l'indignation, une foule de gens, loin de s'éloigner de Poniatowski, loin de le regarder avec indignation, commençaient à le rechercher avec empressement.

VI. *Sa conduite.*

Poniatowski, qu'on voyait il y a peu de mois si entreprenant, si téméraire, si empressé à faire naître des troubles, pour y trouver l'occasion que la fortune lui offrait aujourd'hui il semblait maintenant étonné de sa position. Il se montrait rarement en public, craignant également de paraître dans la simplicité de son état naturel, ou dans le faste d'une prétention qu'il n'avouait pas encore. Tout le soin de conduire son élection était confié à ses deux oncles, les princes Czartoryski; il paraissait le leur abandonner sans réserve, et ces deux vieillards l'avertissaient chaque jour de prétendus complots formés contre sa vie; soit qu'ils redoutassent la faiblesse de son caractère, sa facilité à recevoir des conseils, et qu'ils voulussent par ces horribles méfiances l'éloigner de toute autre intimité, soit qu'ils espérassent, en l'effrayant, jeter de l'incertitude dans ses démarches et le détourner peut-être de son entreprise, soit plutôt que devant à lui seul l'appui des Russes, ils craignissent réellement qu'on ne leur enlevât cet appui par un assassinat.

Mais pendant qu'ils s'efforçaient de lui rendre suspects

tous les plus vertueux citoyens, d'un autre côté, ses deux jeunes confidents déjà ses flatteurs, et qui avaient attaché leur fortune à son élévation, lui rendaient ces deux veillards eux-mêmes également suspects. Ils ne pouvaient se persuader que les princes Czartoryski, arrivés au terme où depuis trente années, avaient tendu tant de travaux, tant de factions et d'intrigues, parvenus au point de remonter sur un trône qu'une branche de leur maison avait occupé pendant deux siècles avec tant de gloire, employassent de bonne foi tout leur crédit, tous leurs efforts, le zèle de tous leurs clients pour y placer un jeune homme, un allié dont eux-mêmes avaient longtemps rougi. Ces deux jeunes confidents semblaient s'être chargés de le garder soigneusement contre tous les piéges qu'on aurait pu lui tendre dans sa famille; et en affectant de lui faire cortége par honneur, leur véritable soin était qu'il ne se montrât jamais que sous leur escorte.

VII. *Disposition de la maison Czartoryski.*

Le sacrifice d'une couronne fait par des hommes ambitieux, paraît toujours si étonnant, qu'on cherche avec curiosité quelles pouvaient être les dispositions secrètes de la maison Czartoryski. Nous avons dit plusieurs fois que le prince Michel, grand-chancelier de Lithuanie, occupé d'une ambition plus noble que celle d'être roi, voulait être le législateur de son pays. Cet homme, d'un génie entreprenant, artificieux et opiniâtre, se proposait depuis longtemps de changer ce gouvernement défectueux en une monarchie réglée, et d'employer pour y parvenir, le concours même de la Russie, sans que cette cour ignorante et vénale soupçonnât l'usage qu'il voulait faire des forces qu'elle lui confie-

rait; mais au moment de s'engager enfin dans cette périlleuse et difficile entreprise, au lieu de trouver en Russie l'ignorance et la vénalité si naturelles à cette cour, et sur lesquelles il avait toujours compté, il voyait avec inquiétude que la fortune avait placé sur le trône une jeune étrangère, active, ambitieuse, avide de renommée; et qu'au lieu de faire servir cette puissance aux succès de leurs vues, leur faction elle-même n'était plus qu'un instrument dont Catherine prétendait se servir. Voyant avec une inquiétude non moins vive, sur une autre frontière de la Pologne, un prince vigilant, éclairé, difficile à surprendre, plus sagement ambitieux que la tzarine, mûri par une longue expérience, ce Frédéric enfin si redouté de l'Europe entière, et qui peu de mois auparavant s'était opposé à tout projet de réforme dans cette république, il crut que pour obtenir de la tzarine plus de condescendance sur tous les changements qu'il méditait, pour l'aveugler plus sûrement sur tous les plans qu'il avait embrassés, pour obtenir même au besoin son appui contre le roi de Prusse, il fallait condescendre au délire de son amour; et il lui laissait entrevoir le couronnement de Poniatowski, comme un juste échange de la protection qu'elle accorderait au rétablissement de la Pologne.

Le prince Auguste, son frère, vieilli dans un faste égal à celui des souverains, devenu moins ambitieux par la vieillesse même, et par cette triste satiété qui accompagne la longue jouissance d'une immense fortune, s'abandonnait à l'amour du repos, et trouvait que l'honneur d'être roi ne valait plus pour lui la peine de le devenir. Tous ses anciens clients ne lui demandaient que de laisser agir leur zèle en sa faveur; mais l'impératrice en arrivant au trône, et pour ainsi dire dans le premier enthousiasme de la puissance, ayant promis de faire roi un des jeunes gens de cette maison, il sentait que, si lui-même voulait l'être, elle ne s'opposerait

pas à son ambition, mais qu'elle lui refuserait toute espèce de secours, et que dans ce cas il n'aurait pas assez de forces à sa disposition pour prévenir la résistance de ses adversaires et les désastres d'une guerre civile. Il craignait de voir dévaster ses terres, ruiner ses châteaux; et cette sage circonspection, cette gravité, cette économie qui avaient si longtemps secondé son ambition, empêchèrent, quand il fut près de parvenir au terme, qu'il ne tentât de franchir les derniers pas. Toutefois il ne put voir, sans une vive douleur, le sacrifice plus réel que fit le prince Adam, son fils unique, sur qui s'étaient rejetés depuis longtemps tous les desseins de cette famille, et à qui la tzarine elle-même avait laissé la concurrence libre avec le comte Poniatowski.

L'auteur de cette histoire, dans un long entretien avec le prince Adam sur les causes d'un si grand sacrifice, n'en a bien démêlé que le repentir. Il paraît que ce prince, bien jeune alors, avait laissé prendre à Poniatowski un singulier ascendant sur son esprit. Il ne doutait pas de lui voir bientôt réunir les deux couronnes de Russie et de Pologne; et il sentait une sorte de répugnance à devenir personnellement l'obstacle à une si brillante destinée. Il doutait encore moins que la Pologne ne se rétablît sous un roi qui paraissait instruit, laborieux, rempli de l'enthousiasme du bien, qui serait aidé de toute la faveur d'une cour voisine, et qui remettrait ensuite à leur famille une puissance affermie et un royaume florissant. Depuis plus d'un an que l'impératrice leur avait laissé cette concurrence libre, il existait entre eux une émulation de générosité que Poniatowski entretenait avec adresse. S'il se montrait quelquefois déterminé à accepter la couronne, c'était comme un homme qui se dévoue. « Je prévois, disait-il, que j'aurai un règne difficile, je n'aurai que les épines pour laisser aux autres toutes les fleurs. Peut-être comme Charles Ier, subirai-je une

longue prison ! » Et ce qui peint entièrement le comte Poniatowski, toutes les ressources qu'il imaginait pour supporter courageusement les malheurs qu'il semblait prévoir se réduisaient à désirer dans cette prison toutes les recherches de la propreté et tous les soins des plus minutieuses toilettes. Enfin, dans un de leurs entretiens, il saisit à propos un moment décisif, pour engager son cousin à écrire à l'impératrice une lettre de remercîment, dans laquelle celui-ci renonçait formellement à la couronne, et la demandait en faveur du comte Poniatowski ; et ce fut, dit-on, Poniatowski lui-même qui composa le modèle de cette lettre. Aussitôt qu'elle fut écrite, le prince Adam annonça hautement une sorte de renonciation aux espérances que toute la Pologne lui avait connues. Il dit à la noblesse qui lui était dévouée, que si elle s'obstinait à vouloir lui donner la couronne, il fuirait hors du royaume. Quand on pénétrait dans l'intérieur de cette famille, on y trouvait de l'irrésolution, des reproches mutuels, une secrète espérance qu'en travaillant pour l'élection de Poniatowski, le temps amènerait d'autres conjonctures, et que peut-être ils auraient enfin travaillé pour eux-mêmes. Leurs confidents découvraient avec facilité ces sentiments cachés, mais leur conduite n'en laissait rien pénétrer au dehors. Le plus parfait accord semblait régner entre eux. Poniatowski ne parlait jamais qu'au nom de ses deux oncles. Tout se faisait en commun. Tant que dura cette grande affaire, ce qui fut dit à l'un d'eux fut dit à leur famille entière ; et quelques intérêts qui les divisassent en secret, leurs démarches fidèlement concertées tendirent toujours à l'intérêt commun de leur faction.

VIII. *Caractère du comte Oginski.*

Toutefois, du sein de cette famille s'éleva contre Poniatowski un rival dangereux, et qui prétendit à le supplanter par les mêmes voies que celui-ci avait prises. Le comte Oginski, resté à l'âge de douze ans maître de biens immenses, élevé par le grand-chancelier de Lithuanie, en avait épousé la fille, et le crédit de cette maison avait commencé de bonne heure sa fortune politique. Une conduite sage, jointe à des talents agréables, avaient acquis à ce jeune Polonais l'estime et la faveur publique. Les ennemis même des Czartoryski ne le confondaient point dans la haine qu'ils leur portaient. Sa figure était noble; ses connaissances dans tous les arts libéraux et mécaniques étaient très-étendues; ses talents étaient ceux d'un amateur éclairé, il exécutait sur tous les instruments les airs que lui-même composait; il dessinait des vues de campagne, des fruits, des fleurs, des oiseaux, avec facilité, élégance et correction. Son esprit était cultivé, instruit et modéré, ses passions douces, sa société égale, et il montra dans la suite une fermeté d'âme à l'épreuve des plus cruels revers. Rien dans ses manières ni dans ses amusements n'était donné à l'ostentation; simplicité rare dans un gouvernement populaire, et qui formait un contraste marqué avec le caractère apprêté et théâtral du comte Poniatowski. Ses amis s'occupaient plus que lui-même de le faire valoir; et par un contraste non moins marqué avec les mœurs générales, dans un temps où toute la jeune noblesse vivait au milieu de ce désordre qui suit toujours l'excès du luxe, et dans ces perpétuels embarras d'emprunts et de dettes, qui donnent aux fortunes les plus immenses l'apparence de la ruine, Oginski seul régissait lui-même tous ses

biens, et l'ordre sévère qu'il y observait lui donnait une grande réputation de sagesse et de probité. Au lieu de ces folles profusions où s'abandonnaient tous ses compatriotes, il faisait construire à grands frais, en Lithuanie, un canal pour la jonction de la mer Baltique et de la mer Noire. Sa résidence sur les bords de ce canal allait être, dans peu d'années, plus singulière et plus belle qu'aucune résidence de souverain en Europe et en Asie. Ce devait être un superbe château, autour duquel s'élèveraient, pour l'habitation de ses amis, vingt-quatre pavillons séparés par autant de branches de ce même canal. Une perpétuelle rivalité entre lui et le comte Poniatowski s'était établie dès le temps de leur éducation, dans le sein de la même famille. Cette rivalité s'était perpétuée depuis leur entrée dans le monde par tous les genres d'émulation. Les succès du comte Oginski dans tous les arts de la poésie, de la musique, de la peinture, inspiraient à Poniatowski toutes les fureurs de la jalousie. Un tableau, une sonate, un madrigal, étaient entre eux de fréquentes occasions de brouilleries ; mais d'un autre côté, les soins que le grand-chancelier donnait de préférence à Poniatowski, son neveu, pour le former aux affaires, inspiraient non moins de jalousie au comte Oginski, son gendre : celui-ci, pour me servir de ses propres expressions, ne reconnaissait dans son cousin, que l'esprit de ces subalternes fourbes, intéressés et flatteurs, qui parviennent à plaire quoiqu'on s'en défie.

Tels étaient leurs sentiments mutuels, quand tout parut annoncer au comte Oginski, que son cousin allait devenir roi.

IX. *Intrigue du ministre de Danemarck à Pétersbourg, en faveur de Poniatowski.*

Une correspondance secrète et sûre, qu'il avait à la cour de Russie, lui répétait sans cesse que le dessein de l'impératrice en faveur de Poniatowski, était uniquement l'effet d'une passion exposée à de fréquentes alternatives, et qu'il serait facile, suivant toutes les vraisemblances, de substituer une autre passion dans le cœur de cette princesse. Cet émissaire semblait avoir pénétré fort avant dans la confiance de la tzarine.

C'était un baron Osten, ministre de Danemarck en Russie, homme d'un esprit agréable et fin; intrigant, qui, dans plus d'une cour, passait pour un profond politique; autrefois confident nécessaire des amours de Poniatowski et de la tzarine, et qui, dans les temps les plus fâcheux de leur séparation, avait servi à leur correspondance. La princesse, environnée dans ces temps-là de surveillants et de périls, lui envoyait des lettres chiffrées; il les copiait de sa main, sans connaître la signification des chiffres, mettait au bas sa signature, et profitant du droit accordé dans les cours aux ministres étrangers, d'assurer le secret de leurs correspondances en y employant ces écritures mystérieuses, il les envoyait en Pologne, par la poste, au ministre de Danemarck, de qui Poniatowski les recevait; et les réponses revenaient de la même manière et par la même voie. Osten, que la seule apparence de cette intimité avait rendu justement odieux à l'empereur Pierre III, avait été, sous ce règne, rappelé de Pétersbourg et envoyé à Varsovie. Oginski était alors dans la première fleur de l'âge, et dans tout l'éclat de sa figure. Osten, dont la dépravation connue rendait tous les attache-

ments suspects, s'était vivement attaché à ce jeune homme, et en avait épousé tous les sentiments contre Poniatowski. Aussitôt que l'impératrice fut devenue souveraine, elle voulut rappeler Osten, pour en faire un ministre d'État. Le comte Panin, instruit du caractère de cet homme, détourna le coup. Mais le ministère danois, attentif à profiter de toutes les petites intrigues des cours, crut qu'il était de ses propres intérêts de renvoyer le baron Osten en Russie, pour lui donner une place importante dans l'administration russe, et l'y accrédita de nouveau. Il y recevait secrètement des Czartoryski une pension de quatre mille ducats. Il en était le ministre caché; mais en paraissant également dévoué à toute cette maison, il s'occupait de porter au trône le comte Oginski. Il répétait en toute occasion, que l'intérêt de la Russie était de choisir un roi dans une famille qui lui était attachée depuis si longtemps; que le prince Auguste était trop vieux, le grand-chancelier trop haï, le prince Adam trop jeune; que jamais Poniatowski ne pourrait former une pareille prétention, qu'il n'était point aimé, que sa pauvreté devait l'en exclure, et que sa naissance n'était point assez illustre. Il ne cessait, au contraire, d'attribuer au comte Oginski, les qualités les plus dignes du trône. Il disposait en sa faveur l'esprit de la tzarine. Il inspirait les mêmes préventions aux favoris et aux ministres. Lui-même, courtisan agréable, réussissait à passer pour un favori; et Catherine, amusée par l'esprit de cet homme, avait remarqué tout ce jeu d'intrigue, et prenait un plaisir malin à le laisser continuer en le rendant inutile. A la première nouvelle que le trône était devenu vacant, Osten, dont l'amitié pour le comte Oginski était une véritable passion, et qui ne doutait pas que ce jeune homme n'en inspirât une très-vive à toute femme sensible, le pressa d'accourir à Pétersbourg, lui promettant la couronne, s'il venait la solliciter lui-même, et l'assurant

que sa présence achèverait un ouvrage si heureusement commencé. Oginski partit avec précipitation, et toute la Pologne apprit avec étonnement, qu'un grand-officier du royaume avait quitté sa patrie dans une conjoncture si intéressante, sans commission, sans passe-port, sans demander l'aveu de sa famille, sans prendre congé du chef de la république. On ne tarda pas à pénétrer l'objet de son voyage; et on disait hautement, dans l'Europe entière, qu'il était parti pour aller détruire dans le cœur de Catherine les sentiments qu'elle conservait encore à Poniatowski.

X. *Retard des diétines.*

Le succès de cette nouvelle intrigue exigeait du moins quelques semaines; et les lois au contraire veulent que les diétines s'assemblent dans les provinces le plus tôt qu'il est possible après la mort du roi. Mais tous les partis avaient, en secret, un même désir que les diétines fussent différées, et agissaient également pour y parvenir. Dans cette vue, il s'était fait entre tous les grands une réconciliation générale, espèce de fête qu'ils donnèrent au primat, tous à l'envi les uns des autres, et chacun dans l'espoir de lui complaire et de le séduire. Le bon archevêque, qui n'avait cessé de se porter pour conciliateur, pleurait de joie à ce spectacle, et se promettait un glorieux interrègne. Tous avaient eu cette condescendance pour obtenir de lui le retard des diétines, qui furent indiquées à quatre mois de là, c'est-à-dire au mois de février 1764; la diète générale au mois de mai suivant; et chacun s'efforça de se faire un mérite auprès de ses adversaires, en accédant à ce vœu secrètement unanime.

XI. *Projets pour réformer le gouvernement de Pologne.*

Un intérêt plus grand que celui de donner la couronne, allait encore occuper les Polonais. Le temps était arrivé où, suivant les usages de leur république, ils pouvaient, pendant la vacance du trône, et avant d'élire un roi, réparer les désordres de leur gouvernement. Dans une première diète, appelée diète de convocation, les députés ont droit de proposer à la nation de nouvelles lois, dont le code, présenté ensuite à toutes les provinces, est, d'après leurs suffrages, unanimement admis dans la diète du couronnement, ou rejeté par l'opposition d'un seul gentilhomme. Dans cet interrègne, dont les plus vertueux citoyens avaient attendu l'époque pour exécuter plus facilement les réformes qu'ils méditaient, il ne s'agissait pas, comme dans les interrègnes précédents, de se borner à redresser quelques griefs de la nation, à corriger quelques abus introduits sous le dernier roi. Il était évident que les lois de la Pologne ne convenaient plus à ses mœurs; c'était un nouveau gouvernement qu'il fallait établir. Le vœu des plus sages était de soustraire leur patrie au pouvoir anarchique de la noblesse, en abrogeant cette folle loi de l'unanimité, mais de sauver en même temps la république de tous les dangers du despotisme, en établissant un conseil national pour la nomination de tous les emplois. La plupart des grands en arrivant à Varsovie, se faisaient gloire d'annoncer le projet de ces réformes, et la résolution d'employer tous leurs pouvoirs à vaincre l'attachement insensé de la noblesse pour ses absurdes prérogatives. Mais les Czartoryski, instruits par le mauvais succès de leur dernière tentative, craignaient qu'en publiant imprudemment ce dessein de réformer l'État, on ne mît une se-

conde fois les puissances voisines en garde contre la révolution qu'ils méditaient. Ils éludaient toute espèce de conversation sur ce sujet. Ils se laissaient hautement accuser de sacrifier le bien de leur patrie à leur intérêt actuel, et rédigeaient dans un profond silence les plans d'une constitution monarchique et de réformes bien opposées à celles que le vœu des zélés républicains paraissait indiquer.

Dans ces conjonctures, le comte Wessel, grand-trésorier, proposa de ne point faire d'élection, de n'avoir plus de roi, et de réduire le gouvernement à une grande aristocratie, projet qui devait naturellement séduire une multitude de grands seigneurs attachés à leur indépendance. Tout y paraissait favorable; la faiblesse de ceux qui prétendaient au trône; le mécontentement que la république avait eu des deux derniers règnes; tant de troubles successivement renouvelés par les élections; la résolution prise, depuis longtemps, d'ôter à la royauté la distribution arbitraire des grâces, unique pouvoir qui lui restât encore.

XII. *Opposition des puissances voisines.*

Mais aussitôt que l'ambassadeur de Russie et le ministre de Prusse eurent vent de ce projet, ils en prévinrent la publicité; et par des menaces personnelles, Keyserling obligea l'auteur à le renfermer. Ce léger événement confirma tout ce qu'on avait craint de l'opposition des puissances voisines à toute réforme; et bientôt, en effet, Keyserling, saisissant cette occasion, déclara conjointement avec le ministre de Prusse, que leurs souverains ne souffriraient aucun changement, quel qu'il fût, à la constitution actuelle, ni qu'on enlevât, disaient-ils, à la noblesse polonaise la moindre de ses prérogatives.

Ce désir de réformes parut dès lors généralement éteint. On eût dit que la légèreté nationale, l'activité des différentes factions, et l'impossibilité de parvenir à aucun changement utile, avaient éloigné de tous les esprits toute idée de ce genre. Les princes Czartoryski s'en occupaient avec d'autant plus de secret. Mais pour établir de nouvelles constitutions, il était nécessaire que les députés des provinces à la diète générale, fussent munis de pleins pouvoirs; et il devenait trop dangereux d'en faire ouvertement la demande; le primat, conduit par ces princes, se borna donc, dans les universaux qu'il publia pour indiquer le jour des élections, à faire un tableau fidèle de la situation où était la république. « Examinez, disait-il aux provinces, l'état présent de la patrie, dont la ruine instante et prochaine est prévue par tous les étrangers, étonnés de l'avoir vue subsister si longtemps sans aucun conseil, sans aucun gouvernement. Depuis trente-sept ans la puissance législative suspendue, nulle exécution des lois anciennes, la justice écrasée sous la force; la liberté opprimée par la puissance, le commerce expirant, les villes et les cités, ces ornements des empires, tombant de toutes parts en ruines; les bourgs et les villages, unique fortune de la noblesse, exposés aux incursions : dans quelles histoires trouverait-on l'exemple d'une nation livrée à de pareils désordres? Comment nous dissimuler que nous touchons à l'entière dissolution d'une république si mal constituée, et qu'elle va devenir la proie de ses ennemis, ou s'abîmer toute entière sous ses propres débris? Citoyens, voilà les maux auxquels vous devez apporter remède; et le premier, le seul qui soit aujourd'hui en votre pouvoir, c'est d'élire dans les diétines, des nonces éclairés et courageux qui se rassembleront à Varsovie, le 7 mai prochain. La nécessité nous inspirera alors des des-

seins utiles; et les circonstances nous décideront sur la manière dont nous élirons un roi. »

Après la publication de ces universaux, tous les sénateurs se séparèrent, pour aller dans leurs provinces veiller aux intérêts qu'ils avaient embrassés, préparer, par de sourdes intrigues, toute la noblesse aux différents desseins dont chacun d'eux se flattait encore; et dans quelques mois les Polonais devaient offrir à l'univers le plus grand spectacle qu'aucune nation lui eût offert : un peuple tombé dans l'anarchie, et qui, à la vacance du trône, rentré dans tous ses droits, était convoqué pour élire un roi, et former, malgré des voisins vigilants et redoutables, de nouvelles constitutions.

L'impératrice de Russie, pour avoir entre les mains les sommes nécessaires à l'exécution de son dessein, fit suspendre, dans tout son empire, le payement des gages et la solde même des troupes. Les Russes n'en murmuraient point, espérant s'en dédommager par le pillage des provinces polonaises, habitués depuis quelques règnes à regarder le choix d'un roi de Pologne comme un droit que leurs souverains exercent avec quelques efforts. Le grand-duc, à peine âgé de neuf ans, était élevé dans cette persuasion; et ayant été amusé quelques instants par un Polonais aventurier, escroc et bouffon, nommé Gurowski, il dit, en apprenant la vacance du trône, qu'il voulait que Gurowski fût roi. Par un sentiment pareil à celui de cet enfant, l'impératrice voulait donner cette couronne au jeune polonais qu'elle avait aimé; mais elle craignait encore d'annoncer ce dessein. Elle apportait dans sa conduite cette réserve d'une femme qui, dans un désir passionné, craint de laisser voir qu'elle n'agit que par une passion. Quand elle se voyait contrariée par des gens hors d'état de lui résister, son orgueil

s'en irritait, et elle s'opiniâtrait dans sa volonté. Un secret émissaire, qui alla, en son nom, trouver les plus grands seigneurs du royaume, lui rapporta que la plupart s'indignaient à la seule idée d'avoir pour roi un homme dont ils avaient vu le grand-père économe dans une petite terre des princes Sapiéha. A ce mot d'économe, elle rougit, montra un mouvement d'impatience, et répliqua : « Quand il l'aurait été lui-même, je veux qu'il soit roi, et il le sera. « Mais son ambassadeur restait sans instruction positive. Jusqu'à ce moment, elle n'avait montré qu'une ambition vague ; elle n'avait pu encore parvenir à se mêler dans les affaires générales de l'Europe. Les Polonais, malgré leur anarchie, lui avaient opposé récemment, et dès sa première démarche, des obstacles qu'elle n'avait pu vaincre. Cette vacance du trône lui ouvrait enfin une grande carrière ; mais elle craignait de se voir une seconde fois compromise, se tenait prête à céder, si elle eût trouvé des forces capables de balancer les siennes ; laissait le choix incertain entre ce jeune Polonais et l'un des Czartoryski, voyait avec joie ceux-ci interpréter ses intentions et aller au-devant de ses désirs.

Le comte Panin, son principal ministre, la secondait avec une activité qu'on ne lui avait pas encore connue ; plus déterminé qu'elle-même à tout employer, à tout risquer pour faire réussir ce dessein. Le soin de flatter cette passion de sa souveraine n'était pas son seul motif. Chargé en même temps d'élever le grand-duc et de conduire les affaires étrangères, il voulait, à ce qu'ont prétendu ses confidents, et comme nous l'avons précédemment rapporté, ouvrir à cette princesse un moyen honorable de restituer l'empire au légitime héritier, en passant elle-même, par un mariage, sur un trône étranger. Ennemi déclaré du nouvel amant qui depuis le commencement de ce règne dominait dans le palais ; implacable dans ses ressentiments contre cet homme

par lequel il avait été joué dans les factions qui avaient placé l'impératrice sur le trône, il s'attachait à l'humilier, à traverser tous ses projets, à lui opposer un ancien rival. Il espérait que cet ancien rival, devenu roi, reprendrait plus aisément ses premiers droits sur le cœur de Catherine. Il se faisait un point d'honneur personnel de l'emporter par la seule force des affaires, sur tout le crédit que peut donner la faveur; et cédant à cette jalousie d'autorité que les ministres conçoivent presque toujours contre les favoris, saisissant, pour s'y abandonner tout entier, une occasion si nouvelle et si extraordinaire, il sortait enfin pour la première fois de son indolence accoutumée. Un de ses premiers soins fut de faire nommer, pour commander les troupes qui environnaient les frontières de Pologne, des généraux qui lui fussent personnellement dévoués, qui attendissent de lui leur avancement et leur fortune, et qui, s'il fallait entrer en Pologne, y marchassent non-seulement par obéissance et par devoir, mais avec cette ardeur et ce zèle pour le succès qui suivent communément l'esprit de parti, et que leur inspirait cet aveugle dévouement à ses volontés. Il s'occupait à aplanir les difficultés que les cours étrangères devaient susciter nécessairement à l'exécution de ce dessein; et ses négociations, dans la plupart de ces cours, étaient conduites avec autant d'activité que d'artifice.

XIII. *États de l'Europe.*

Arrêtons-nous un moment sur le tableau que présentait alors aux yeux des politiques la situation générale de l'Europe. Tous les États étaient fatigués de la guerre longue et sanglante qui venait de finir. Les vaincus et les vainqueurs avaient un égal besoin de repos. Chaque jour, de nouvelles

banqueroutes effrayaient les villes commerçantes, et rendaient incertaine la fortune des particuliers qui avaient soutenu le crédit des États. Les haines nationales et l'ambition des princes paraissaient amorties par de si longues calamités. Les prétentions opposées qui avaient armé tant de souverains étaient, par des traités récents, conciliées autant qu'elles peuvent l'être. Les ligues formées dans les derniers troubles n'avaient plus ni sûreté ni convenance. Aucune puissance n'avait intention de renouveler la guerre, aucune n'en avait les moyens; et toutes, se rappelant avec effroi les malheurs qu'avait occasionnés le dernier interrègne de Pologne, souhaitaient unanimement que l'ambition de donner cette couronne ne troublât point cette fois une paix si nécessaire. Les Anglais, devenus souverains de toutes les mers, renonçaient à toute liaison sur le continent. Cette grande révolution dans leur politique, l'aigreur des discussions qui subsistaient entre eux et le roi de Prusse, au sujet des subsides arriérés qu'il réclamait avec hauteur, et qu'ils refusaient avec ingratitude, tout annonçait le terme prochain de leur union passagère.

Ce prince était au comble de la gloire. Mais si tous les États qui l'avaient combattu étaient épuisés, les siens l'étaient plus encore, et sa personne avait besoin de repos. La crainte de se trouver sans alliance forçait ce redoutable voisin des Polonais à se rapprocher de plus en plus de la tzarine, à chercher tous les moyens de lui complaire; et cette conjoncture favorable aux vues de cette princesse, lui promettait l'allié dont elle avait besoin pour dominer en Pologne.

Les Turks, que nous avons vus tout prêts à prendre part à cette guerre qui venait de finir, déjà si étendue et si terrible, étaient retombés depuis dix-huit mois dans cette molle et présomptueuse indolence qui énervait toutes les forces de

leur empire. La mort récente de ce visir qui avait employé tant d'insinuations, de souplesses et d'intrigues, à maintenir la paix, contre l'inclination et le vœu d'un maître sévère, ne causait encore dans l'État aucun changement réel. Ses maximes continuaient de régner. Des vieillards intègres occupaient toutes les grandes places ; mais ces vieillards nonchalants, efféminés, timides, sans expérience et sans lumières, étaient réduits à donner leur confiance à des subalternes avides et que les Russes pouvaient aisément corrompre. Un nouveau visir, connu par son courage et par son inimitié contre les Russes, était mandé des provinces d'Asie ; mais sans attendre son arrivée et ses conseils, le sultan, jaloux de gouverner par lui-même, voulut, en apprenant la mort d'Auguste, connaître les obligations que les traités lui imposaient; il fit apporter sous ses yeux tous ceux qui le liaient à la Pologne et à la Russie; et ce prince, attaché scrupuleusement aux plus rigides principes de la probité musulmane, ne trouvant, dans aucun de ces traités, aucune stipulation relative à l'élection d'un roi de Pologne, jugea cette affaire entièrement étrangère à son empire.

Enfin, la fortune avait voulu qu'à cette même époque, le kan de Krimée, après avoir campé pendant deux ans sur les frontières de Pologne, s'en fût récemment éloigné, eût séparé toutes les hordes, et eût renvoyé dans leur différents pâturages leurs troupes errantes, croyant n'avoir plus rien à craindre depuis la mort du grand visir, sous l'administration duquel il avait fait soulever les Tatars; il était tout récemment rentré dans sa presqu'île ; mais ce prince éclairé , qui regardait avec raison l'indépendance de la Pologne comme un des plus sûrs boulevards de ses propres États, et qui veillait sur toutes les entreprises des Russes, autant que le peut un chef de Tatars, assujéti lui-même à l'empire ottoman, aussitôt qu'il apprit la va-

cance du trône, demanda l'aveu du grand-seigneur pour s'avancer une seconde fois avec cent mille Tatars sur les frontières de cette république. Il n'avait même demandé cette permission que pour la forme; et sa résolution était prise de rassembler aussitôt toutes ses hordes et de marcher à leur tête, si quelque puissance voulait contribuer aux frais de cette expédition. Il fit secrètement parvenir cette proposition au ministère de France. Il fit représenter à cette cour qu'une armée tatare n'était pas dispendieuse, quoique son propre souverain ne fût pas assez riche pour l'entretenir longtemps comme une simple armée d'observation, sans butin, sans contribution et sans pillage. Mais en effet, ce prince avait alors désarmé comme les autres puissances; et dans cette suspension générale de toute hostilité en Europe, les Russes par l'invasion récente de la Kourlande, par leur dernière irruption en Lithuanie, et par le soin qu'ils avaient eu de laisser en Pologne un magasin gardé par un détachement de leurs troupes, se trouvaient de toutes parts en armes sur les frontières et au centre même de cette réplique.

XIV. *Opposition de Bestucheff.*

Mais si le comte Panin se laissait aisément séduire par ce premier aspect des affaires générales, et n'entrevoyait que des facilités à l'élévation du comte Poniatowski, il n'en était pas ainsi de l'ancien chancelier Bestucheff. Ce vieux ministre, acheté par la cour de Saxe, dévoué à la fortune d'Orloff, et joignant la hardiesse à l'intrigue, traversait, par de secrètes menées, le dessein de sa souveraine, et la contrariait hautement dans le conseil. Sans autorité, sans crédit, mais fier de sa longue expérience, il essayait de reprendre, à l'occasion

de ces délibérations importantes, la supériorité qu'il avait eue longtemps sur tous les autres ministres. Il représentait qu'on ne devait pas s'engager dans une si grande affaire sur la foi d'un allié artificieux et infidèle; que de placer sur le trône de Pologne un homme qui ne pouvait pas s'y maintenir par ses propres forces, c'était s'engager à le défendre contre de perpétuels soulèvements; que tôt ou tard ces soulèvements seraient appuyés; que la situation de l'Europe changerait; que le nouveau grand-visir attendu à Constantinople, et connu par son inimitié contre les Russes, ne tarderait pas à éclairer le divan; que ce premier pas, qui paraissait aujourd'hui si facile, deviendrait nécessairement le principe d'une guerre inévitable et prochaine. Il demandait où seraient les alliés et les subsides, dans toutes les suites d'une entreprise qui rendrait la Russie odieuse aux Polonais et suspecte à l'Europe entière. Il soutenait avec opiniâtreté que du seul parti auquel on allait se déterminer, la destinée ferait dépendre tous les événements du règne de Catherine. Les autres ministres, en gardant le silence, paraissaient se réunir à son avis. Toujours actif, toujours intrigant, il tentait d'intéresser aux vues de la cour de Saxe le nouvel amant de l'impératrice. Il lui représentait combien la fortune de son ancien rival pouvait devenir dangereuse pour lui-même. Il lui offrait, au nom des cours de Vienne et de Dresde, le titre de prince, des biens assurés en pays étrangers, tous les avantages publics et secrets qu'il pouvait ambitionner. Mais Orloff, soit prudence, soit incapacité, n'avait aucune présomption sur ses lumières politiques. Maître absolu dans l'intérieur du palais, il respectait le génie de sa maîtresse. Elle gouvernait seule : il veillait à leur sûreté commune. Amant infidèle, mais indulgent, favori sans intrigues, mais d'autant plus audacieux contre tout ce qui aurait fait ombre à son pouvoir, il consentait avec chagrin à

laisser Poniatowski monter sur un trône étranger ; certain que si cet ancien rival devenait dangereux pour lui, un poignard lui en ferait raison ; et il permettait son élévation, sûr d'empêcher son mariage.

XV. *Arrivée d'Oginski, et suite de cette intrigue.*

Dans cette situation de la cour de Russie, arriva précipitamment à Pétersbourg le comte Oginski, si avantageusement annoncé à l'impératrice, et qui venait essayer de faire changer ses résolutions en attaquant son cœur. Des fêtes qui se donnaient alors dans cette capitale devaient finir dans trois jours par un bal masqué. Il cacha son arrivée pendant ces trois jours, afin que cette première entrevue, dont sa destinée allait dépendre, se fît dans un de ces moments que la gaieté, la danse et les surprises du masque rendent toujours si favorables à la galanterie. Ce bal déroba aux yeux des courtisans attentifs les premiers regards de l'impératrice sur un jeune homme pour qui on lui avait inspiré de si heureuses préventions. Le lendemain, il reçut d'elle en public l'accueil le plus distingué. Orloff dit en pleine cour : « Voilà un homme tel qu'il le faudrait pour être roi, et non pas un mauvais comédien comme Poniatowski. » Osten souvent admis aux entretiens d'Oginski et de l'impératrice, employa toute son adresse pour développer en lui les qualités qui pouvaient le plus la séduire. Mais un homme tel que le comte Oginski, dont les vertus étaient simples, dont les passions étaient douces et dont les talents avaient plus d'agréments que d'éclat, ne devait pas faire une impression assez vive ou assez durable sur une imagination ardente, élevée, audacieuse, sur un caractère altier tel que celui de Catherine, toujours occupée elle-même du bruit

qu'elle voulait faire dans le monde ; et soit qu'elle n'eût cherché dans ce commencement d'aventure qu'un amusement de coquetterie, soit que le chagrin d'une ambition déconcertée eût affaibli tous les agréments du comte Oginski, on remarqua bientôt entre eux plus de sérieux et de réserve. Il se détermina cependant à rester auprès d'elle, dans l'espérance qu'il pourrait devoir au temps ce qu'il n'avait pas dû aux premières impressions, et que la lenteur avec laquelle on conduisait en Pologne cette grande affaire de l'élection, lui permettrait de développer à loisir tous les moyens qu'il avait de plaire.

XVI. *Plan des Czartoryski.*

En effet, les princes Czartoryski agissaient alors avec la plus lente circonspection : le plan qu'ils s'étaient formé l'exigeait ainsi. Ils avaient résolu de respecter en apparence tous les usages de la république, de ne désigner celui qu'ils avaient dessein de donner pour roi à la nation, qu'à l'époque précise et fixée par les lois, où il devient indispensable de déclarer formellement ceux qui prétendent à la couronne ; de n'employer, pour dominer dans l'État, que la seule crainte de l'invasion d'une armée russe et leurs troupes domestiques entretenues par les subsides de cette puissance ; de se rendre maîtres du grand nombre des députés, par l'argent que la Russie leur prodiguait ; d'exécuter par les suffrages de ces députés, et sous le voile de quelques légères réformes, tous les changements qu'ils avaient médité de faire dans l'État ; de former ensuite, sous le prétexte de faciliter l'élection du comte Poniatowski, une confédération dont ils seraient eux-mêmes les chefs, et qui réunissant peu à peu toute la nation dans une ligue puissante, la soumettrait

tout entière à leur propre autorité, les rendrait maîtres de disposer du trône, et assurerait sous quelque roi que ce fût, la durée de ce nouveau gouvernement. En exécution de ce que l'impératrice connaissait de ce plan, soixante mille Russes étaient répartis sur les frontières, sans s'avancer au-delà de leurs limites; elle envoyait à ce parti toutes les sommes dont il avait besoin, plaisantant quelquefois elle-même sur la facilité de cette corruption, au point qu'un jour elle disait au comte Oginski, en lui faisant admirer un superbe collier de diamans : « Il y a là de quoi faire un roi de Pologne. »

Ces démarches lentes et mesurées des deux princes Czartoryski étaient parfaitement d'accord avec la conduite également circonspecte de l'ambassadeur Keyserling; et jusque-là, ces trois vieillards, liés depuis longtemps entre eux par toutes les apparences de l'amitié, avaient toujours agi de concert; tout semblait concourir à leurs succès. Mais l'impératrice crut nécessaire de faire seconder ce vieil ambassadeur, que Poniatowki avait accusé auprès d'elle d'irrésolution et de faiblesse, parce que cet homme sage avait pacifié les derniers troubles; et malheureusement jamais aucun souverain ne fit un choix plus déplorable que celui du nouveau ministre qu'elle envoya dans cette république.

XVII. *Caractère de Repnin, et son arrivée en Pologne.*

C'était un jeune Russe, dont le caractère altier et féroce se trouva entièrement incompatible avec le caractère d'une nation faible par ses désordres, mais encore fière et présomptueuse. L'attachement aux lois était pour lui un mot sans idées, et il ne parvint pas même après quelques années

de séjour parmi ces républicains, a entendre ce que c'est qu'un homme libre.

Le prince Repnin, c'était le nom de ce russe, était né dans le temps de la dernière élection, au milieu d'une armée qui ravageait la Pologne. Les Polonais dispersés, l'incendie de leurs châteaux, le pillage de leurs terres, furent les premiers objets qui frappèrent ses regards. Il comptait, parmi ses grands-mères, une tatare kalmouke ; et les traces de cette origine sauvage se reconnaissaient encore dans ses mœurs, aussi bien que dans ses traits, dont la bizarrerie n'était pas sans agrément. Sa physionomie était vive et altière, son esprit intrigant et brouillon, autant qu'on peut l'être dans une cour despotique. Parmi les jeunes Russes, aucun, à la honte de cette cour, n'annonçait de plus heureuses dispositions. Mais ses débauches avaient fait la seule occupation de sa jeunesse ; et son activité ne lui avait servi qu'à accumuler des dettes, et à le plonger dans tous les genres de désordres. Il portait, dans la société familière, une sorte de gaîté assez vive et de plaisanterie assez spirituelle. Il s'abandonnait quelquefois à ces premiers mouvements de bonté qui échappent aux plus méchants naturels, et qui servent à excuser la bassesse de ceux que l'intérêt rapproche de pareils hommes. Il n'était pas entièrement dépourvu de sagacité dans les affaires ; mais tout ce qu'il avait vu jusqu'alors avait plus gâté son esprit qu'ajouté à son expérience. Tout avait contribué à exagérer dans son imagination l'idée de la puissance russe. Pendant la dernière guerre, où, par une convention entre les cours alliées, les volontaires de chaque nation servaient dans chaque armée, il avait fait toutes les campagnes avec les Français, entièrement inconnu dans cette armée, empruntant pendant l'été aux officiers généraux, et revenant à Paris pendant l'hiver, vivre, à la faveur de son titre, aux dépens des filles de théâtre. Là, durant une guerre malheureuse, et dans la liberté

des conversations françaises, où toutes les opérations du ministère sont représentées comme le dernier période de la décadence de la nation ; où tout ce qui est étranger est loué par une opposition satirique à tout ce qui se fait dans le pays ; Repnin, quand le gouvernement français commençait déjà à tomber dans le mépris, n'avait pas conçu une grande opinion de la puissance française. Envoyé ensuite par Pierre III à la cour de Berlin, dans un temps où le roi de Prusse cherchait à disposer de toutes les forces de la Russie, il s'était vu l'objet des attentions séduisantes de ce héros. Aussi disait-il hautement, avant son départ de Pétersbourg, « que sa souveraine donnerait à la Pologne tel roi qu'elle jugerait à propos, le plus simple gentilhomme polonais ou étranger, et qu'aucune puissance sur la terre n'était en état de l'en empêcher. » Neveu de Panin, qui se plaisait à voir en lui l'héritier de sa fortune, son élève et son successeur, il en avait reçu, en faveur de Poniatowski, des instructions secrètes bien plus positives et plus pressantes que celles mêmes de la tzarine ; et dans les voyages que Poniatowski avait faits à Pétersbourg, le libertinage et la confidence les ayant unis d'une sorte d'amitié, Repnin prenait plaisir à faire roi un ancien confident de ses désordres, un homme sous le nom duquel il espérait régner lui-même ; car la faiblesse et la facilité de Poniatowski donnaient cette espérance à tous ceux qui agissaient en sa faveur ; et lui-même employait quelque adresse à les entretenir chacun séparément dans cette espérance générale.

L'arrivée de Repnin, à Varsovie, changea toute la face des négociations. On vit aussitôt se former une espèce de ligue entre tous les jeunes gens qui s'étaient trouvés à Pétersbourg dans la société intime de la grande-duchesse, au temps de ses amours avec Poniatowski, et dont Repnin avait dès lors été l'ami. C'étaient les plus beaux jeunes gens de la

Pologne; et tout ce qu'il y avait de jeunes femmes occupées d'intrigues et de galanterie commencèrent, dès ce moment, à s'attacher ouvertement à ce parti; elles y formaient même une faction particulière : et il ne resta presque plus parmi leurs adversaires, que les femmes des provinces et celles de la vieille cour.

Au lieu de ces insinuations adroites que le comte Keyserling avait employées avec succès, au lieu de ces menaces toujours secrètes, toujours personnelles, toujours faites à propos, Repnin semblait avoir apporté à toute la nation polonaise des ordres absolus. Jusque-là, toutes les premières difficultés de cette grande affaire avaient été applanies par Keyserling avec la circonspection la plus artificieuse.

XVIII. *Conduite de Keyserling.*

Il y a une sorte de plaisir à considérer avec quelle singulière dextérité et quelle profonde connaissance du cœur humain, ce vieux et habile intrigant avait manié toutes les passions des grands, des simples gentilshommes et de la multitude. Il avait commencé par se rendre maître du primat, qui croyait avoir beaucoup fait pour la dignité de la république, en obtenant pour sa place le titre d'*altesse;* et Keyserling avait profité de cette vanité pour le brouiller avec les autres cours moins prodigues de titres et d'honneurs. Il s'occupait à miner sourdement tout le parti de la maison de Saxe; il offrait aux parents de la jeune polonaise qui avait secrètement épousé le duc Charles de faire reconnaître en Russie et en Pologne son rang de princesse royale, en y joignant une pension convenable à cette dignité; et il ajoutait que, si dans ce moment, cette famille ne croyait pas qu'il fût de son honneur d'accepter ses offres, au moins elle prît garde

de rien faire qui empêchât l'impératrice de les réitérer. Il avait reçu de la main même de Catherine une lettre pleine d'invectives contre les défauts corporels de l'électeur de Saxe. Cette femme qui voulait couronner en Poniatowski les agréments de la figure, semblait trouver dans la difformité de cet électeur un motif d'exclusion. Elle ordonnait à Keyserling de communiquer cette lettre à tous les grands de Pologne, et elle la terminait par des menaces contre ceux qui ne se soumettraient pas à sa volonté. Keyserling, pour concilier ce qu'il devait d'obéissance aux ordres de sa souveraine et de ménagement à l'indépendance de ces républicains, notifiait cette exclusion à chacun en particulier; mais il la niait publiquement : il paraissait avoir un grand respect pour la nation, que ses divisions empêchaient de se réunir, et il affrontait tous les particuliers. Il flattait les Polonais pour les dompter, et ne faisait sentir le mors que dans l'instant où il exigeait l'obéissance.

XIX. *L'arrivée de Repnin change toutes les affaires.*

Repnin, au contraire, voulut dès les premiers jours de son arrivée, renverser tous les usages de la république, nommer le roi avant la diète de convocation, avant la tenue des diétines. Il apportait au comte Poniatowski une somme de cent mille ducats, et celui-ci commença à marcher avec un nombreux cortége, premier indice public de ses hautes prétentions. Keyserling, pour conserver la supériorité de son rang sur le nouveau ministre russe, se vit obligé de prendre le ton de sa cour, et de menacer au moindre obstacle de faire appuyer ses négociations par une armée. L'effroi se répandit en Pologne. Cette république sans défense craignit que la cession de quelques-unes de ses provinces ne

fût le prix convenu pour les efforts dispendieux que la Russie paraissait annoncer. Poniatowski devint en horreur à une nation qui se voyait menacée pour lui seul, et qui, dans l'opprobre de le recevoir pour roi, envisageait encore la honte de céder à cette occasion quelque partie de son territoire. Lui-même sentit avec inquiétude que cette hauteur insultante allait fermer toute voie à une conciliation ; que plus les Polonais seraient menacés, plus ils espéreraient d'être secourus. Il fit des représentations à l'impératrice; il la supplia de rassurer la république, et d'après ses instances, elle chercha elle-même à calmer cet effroi. Elle publia une déclaration, où elle représentait « que la justice et l'humanité étaient les seules règles de sa conduite; que ces seules vertus l'avaient placée sur le trône; qu'elle fondait sur elles seules la réputation que lui méritait la manière dont elle gouvernait son empire; et elle finissait par promettre de maintenir la république dans ses lois, ses libertés et toutes ses possessions. » Keyserling reprenant aussitôt son ton insinuant et ses propos mesurés, protesta « que l'impératrice avait pour unique objet de procurer la couronne, par les moyens les plus doux, à celui des Polonais qui lui serait le plus agréable; qu'elle n'avait encore désigné personne, et qu'elle attendait le temps où les usages de la république y autorisaient les puissances étrangères. » Mais le chef-d'œuvre du vieil ambassadeur fut de contenir, pendant le peu de temps qu'il vécut encore, le caractère hautain et impétueux du nouveau ministre qu'on lui avait donné pour collègue, d'astreindre cet homme violent à toutes les formes républicaines, et de le forcer ainsi à laisser aux Polonais une ombre de liberté, en les amenant par degrés à une soumission prudente et volontaire.

Cependant, les cours de France et de Vienne ne voulaient point croire que l'impératrice de Russie eût l'intention de

donner à la Pologne un pareil roi. L'Europe entière avait su, il est vrai, les amours de Poniatowski et de la tzarine, et presque tous les États avaient pris part à cette aventure. Ce jeune homme, émissaire d'une faction polonaise, et ministre de Saxe, donné pour amant à la grande duchesse de Russie par un ambassadeur d'Angleterre, avait été séparé d'elle par les efforts réunis des ambassadeurs d'Autriche et de France; et depuis leur séparation, un ministre de Danemarck avait servi à leur correspondance. Pendant bien des années, tout le corps des ministres étrangers à Pétersbourg, s'était à l'envi occupé de cette intrigue; et peut-être ce concours bizarre de circonstances qui intéressa tant de souverains et de ministres dans une aventure galante ne fut-il pas une des moindres causes qui attachèrent cette femme altière au dessein de couronner Poniatowski.

XX. *Conduite de la France et de l'Autriche.*

Toutefois, les cours de France et d'Autriche n'ajoutèrent aucune foi à ce dessein. En vain d'habiles ambassadeurs les en avaient depuis longtemps prévenues; elles avaient toujours confondu cette prévoyance avec ces frivoles spéculations politiques dont la nécessité de leur écrire toutes les semaines grossit les dépêches d'un si grand nombre de négociateurs, correspondances presque toujours aussi futiles que le public les croit importantes, et dans lesquelles tous les possibles se trouvent combinés avec la plus vaine subtilité. Ces deux cours, où les idées d'une naissance illustre et d'une ancienne origine ont tant d'influence sur les mœurs, et dont les opinions sur les différents états de la vie ne sont point prises dans ces fréquentes révolutions auxquelles les pays orientaux sont accoutumés, ne voyaient dans l'élévation de Poniatowski

qu'une prostitution de la grandeur royale, et ne pouvaient se persuader qu'une souveraine eût conçu un semblable projet. Toutes deux, unies à la maison de Saxe par les liens du sang, lui accordèrent leur recommandation auprès des Polonais; mais, résolues d'éviter tout ce qui pourrait donner lieu à de nouveaux troubles, elles annoncèrent qu'elles ne voulaient gêner en rien la liberté des suffrages.

Dans la conduite de ces deux cours, qui paraissait absolument la même, il entrait des vues différentes. La France, que ses anciennes querelles avec la maison d'Autriche avait rendue depuis deux siècles l'alliée de tous les peuples maintenant opprimés par la Russie, voyait avec une jalouse inquiétude, cette puissance nouvelle usurper la domination du Nord. Elle aurait voulu l'abaisser, ou du moins l'humilier; elle cherchait à lui susciter des ennemis; elle tenta alors d'intéresser les Turks en faveur des Polonais; mais la crainte de se trouver elle-même entraînée et compromise dans de nouvelles dépenses, et peut-être dans une nouvelle guerre, avant d'être rétablie des malheurs qu'elle venait d'éprouver, ne lui permit que d'employer des moyens faibles, timides, et qui ne pouvaient avoir aucun succès. On défendit à l'ambassadeur de France à Constantinople toute voie de corruption, tandis que les Russes avaient soin d'y faire passer de grandes sommes d'argent et toutes ces riches fourrures de la Moskovie si recherchées dans le luxe oriental. On lui défendit de faire parvenir aux ministres ottomans aucun mémoire instructif, aucune note par écrit, tandis que ces ministres indolents et d'un accès toujours difficile pour les étrangers, n'abordaient eux-mêmes qu'avec crainte un maître défiant et taciturne, et ne prenaient aucune résolution sur quelque affaire que ce fût, sans lui en avoir fait le rapport par écrit. Aux propositions faites par le kan des Tatars, cet ambassadeur fut chargé de faire

répondre verbalement, mais sans prendre aucune espèce d'engagement, que si des troupes étrangères entraient en Pologne, la France ne serait pas éloignée de contribuer aux frais de l'expédition que le kan projetait contre ces troupes.

Le ministre qui présidait alors aux affaires étrangères de ce royaume avait pour principe de ne prendre aucun parti dans les divisions des autres cours ; et pour y conserver toutefois à la France quelque apparence de crédit, il recommandait à tous les ambassadeurs français une conduite telle, que le parti qui triompherait crût avoir quelque obligation à la France. En conséquence d'un pareil système, après avoir accordé à l'électeur de Saxe la recommandation de la France auprès des Polonais, il faisait encourager, par des compliments vagues, les desseins du grand-général sur le trône ; et dans le même temps, persuadé que la Russie voudrait y placer un des princes Czartoryski, il envoyait un secret émissaire à ces princes. Ainsi la France eut en Pologne trois négociateurs, un ambassadeur, un résident et un consul, précisément parce qu'on n'avait aucune intention réelle ; et il est remarquable que, dans une combinaison si compliquée et si subtile, on avait tout prévu excepté ce qui arriva.

Ce n'est pas tout encore ; et la nécessité de porter le plus grand jour sur une intrigue très-mystérieuse, et qui a eu la plus singulière influence sur les principaux événements de cette histoire, nous oblige d'ajouter d'autres détails. Ce ministère, au milieu de tant de subtilités et de circonspection, était lui-même tombé dans un piége. Le résident et le consul qu'il envoyait en Pologne étaient tous deux secrètement employés dans cette correspondance que le roi de France entretenait à l'insu de son ministère, et dont nous avons raconté précédemment l'occasion et les effets. Le comte de Broglie, ministre caché de cette correspondance, avait eu l'adresse de faire choisir deux de ses con-

fidents par le véritable ministre. Ceux-ci obéissaient donc réellement à d'autres instructions plus secrètes, et qui paraissaient émanées directement de l'autorité suprême. Elles prescrivaient de ne point s'opposer à l'élection du comte Poniatowski. Les ordres envoyés à Constantinople par cette même correspondance, n'étaient pas moins contradictoires à ceux du ministère. Ils prescrivaient à l'ambassadeur de France d'employer toute son habileté à entretenir la paix entre les deux empires. Ils lui défendaient de faire parvenir au kan des Tatars la faible promesse que la France pourrait entrer dans les frais de son expédition. L'excès de réserve dont le ministre de France avait imposé la loi à cet ambassadeur lui servit à pallier la mollesse avec laquelle il exécuta les ordres qu'il en avait reçus, et le sauva longtemps de l'extrême embarras d'une position si critique.

Peut-être voudrait-on pénétrer plus avant, et demander quels motifs dirigèrent la conduite du comte de Broglie, dans une contrariété que nous verrons se soutenir opiniâtrément contre tous les projets du ministère de France. Mais soit qu'il ait voulu, par une ambition personnelle, se jouer de tous les projets d'un ministre qu'il cherchait à supplanter, soit que, dans l'intention d'entretenir toujours un parti en Pologne, il ait cru que l'élection et le règne de Poniatowski offriraient de perpétuelles occasions de factions et de soulèvements, soit qu'il ait écouté d'autres intérêts encore moins généreux, nous ignorons entièrement ses motifs. Il est seulement très-vraisemblable que le comte de Broglie n'ayant pas tiré de cette confidence du roi son maître tous les avantages personnels qu'il devait s'en promettre, ayant, au contraire, subi plus d'une disgrâce et la rigueur même d'un exil, dans lequel son frère, déchu du commandement des armées qu'il conduisait avec gloire, avait été tout récemment envoyé avec lui, se voyant en quelque sorte trahi

par son maître, et perpétuellement sacrifié au crédit des favoris et des ministres, voyant enfin ceux qui gouvernaient alors les affaires établis à la cour et dans leurs emplois d'une manière qui paraissait inébranlable et qui lui ôtait tout espoir de leur jamais succéder, il est vraisemblable, dis-je, que son ambition mécontente et irritée prit alors de nouvelles voies ; qu'il commença à vouloir tirer de cette bizarre intrigue d'autres avantages que ceux qu'il en avait d'abord espérés; que le ressentiment et le dépit se joignant à son ambition, le firent enfin fléchir de cette droiture rigoureuse qui semblait être dans son caractère, et le détournèrent de ces grandes vues politiques, qu'il avait jusque-là suivies avec la persévérance la plus courageuse. Ce qui est certain, c'est que Poniatowski, devenu roi, donna aussitôt sa voix pour le cardinalat à un frère du comte de Broglie.

Quant à la cour de Vienne, justement irritée contre les Russes qui l'avaient si indignement trahie dans la dernière guerre, et personnellement contre la tzarine, qui dans ses menées pour usurper le trône de son mari, l'avait jouée par de fausses espérances, elle voulait lui susciter des embarras, lui faire sentir qu'elle était maîtresse de contrarier ses vues, et que le roi de Prusse ne serait en comparaison d'elle qu'un allié inutile. Son premier soin fut de ranimer les espérances amorties de l'électeur de Saxe, à qui l'exclusion formelle que lui donnait la tzarine en avait facilement imposé. Il était prêt à renoncer à ses prétentions, dans la crainte de hasarder des démarches qui l'eussent compromis, et des dépenses infructueuses qui eussent achevé sa ruine. La cour de Vienne l'empêcha de se désister. Elle craignit que dans l'alliance qui se tramait entre le roi de Prusse et la tzarine, ils n'eussent concerté les partage des provinces polonaises; et elle fit annoncer qu'elle prenait sous sa protection le moindre village de Pologne : cette cour qui, dans les der-

nières élections, avait joué un si grand rôle, tenta de réparer, par les talents de son ambassadeur, ce que la perte d'une province limitrophe avait diminué de son influence. Elle fit choix, pour l'envoyer à Varsovie, du plus habile politique qu'elle eût alors dans ses négociations.

XXI. *Arrivée du comte de Mercy en Pologne.*

Le comte de Mercy, après avoir vu presque toutes les cours de l'Europe, et séjourné trois ans à celle de Russie, en rapportait cette haine que les étrangers vertueux ont toujours rapportée de ce pays. Il n'avait pu voir sans une sorte d'horreur un peuple qui joint des mœurs féroces aux vices des peuples policés, un luxe effréné à une profonde misère, et l'insolence des manières à la bassesse des âmes ; qui, sans argent et sans industrie, plein d'ambition et d'arrogance, n'a rien de ce qu'on estime chez les peuples pauvres ; chez lequel on ne connaît pour toute vertu qu'un dévouement superstitieux aux volontés d'un despote, pour tous talents que ceux des esclaves, l'imitation et la ruse. Son honnêteté naturelle révoltée par tous ces vices qu'il avait vus de près, lui faisait porter une sorte de passion dans le projet politique de s'opposer aux progrès de cette puissance ; et peut-être avait-il un secret désir d'humilier personnellement une princesse qui, dans le cours de son ambassade auprès d'elle, ne l'avait laissé réussir dans aucune de ses négociations. Il était persuadé, qu'il ne fallait dans ces commencements que tenir tête à la tzarine pour lui en imposer, lui montrer la guerre pour la contenir en paix ; et que si les Polonais paraissaient prêts à lui résister, la tyrannie qu'ils en éprouvaient cesserait aussitôt. Il résultait de ces différentes conjonctures, que, des deux cours de France et de Vienne,

celle qui n'avait jamais pris aucun intérêt au sort des Polonais, celle dont ils se défiaient avec tant de raison, et qui, depuis deux cents ans, les avait en toute occasion sacrifiés à la Russie, se montrait aujourd'hui la plus zélée pour leur défense.

L'arrivée de son ambassadeur à Varsovie, et l'activité qu'il mit dans ses premières démarches, en donnant des conseils, en promettant des secours, en tâchant de réunir les esprits, en faisant prendre des engagements, fortifièrent le parti de l'électeur de Saxe.

XXII. *Parti en faveur de l'électeur de Saxe.*

Le concert qui s'établit entre les ambassadeurs de France et de Vienne servit à réunir aux partisans de la maison de Saxe tous ceux qui attendaient la résolution de la France; et par-là, les anciens ennemis de cette maison se joignirent à leurs plus zélés défenseurs. La crainte de l'oppression des Russes prévalut sur les plus justes ressentiments. Le grand-général suspendit toutes les mesures relatives à son ambition personnelle, pour s'occuper uniquement à maintenir l'indépendance de la république. Il craignit de diviser pour ses propres intérêts ceux qui, par des vues différentes, avaient un égal projet de s'opposer aux Russes. Il tâchait que tout ce qui ne s'était pas donné à cette faction, fût uni contre elle, et qu'ainsi, il n'y eût dans le royaume que deux partis. Mais les infirmités que l'électeur avait apportées en naissant ne lui laissèrent point assez de forces pour résister à une maladie dont il fut atteint.

XXIII. *Divisions entre les oncles du nouvel électeur.*

Ce prince, le seul encore qui eût demandé le trône, fut enlevé par une mort imprévue. Son successeur était un enfant, et les lois de Pologne ne permettent pas qu'un mineur soit élu. Les oncles de ce nouvel électeur, princes sans États, sans argent et sans forces, ne pouvaient soutenir par eux-mêmes une si haute concurrence. Ils furent bientôt désunis, et suspendirent toutes démarches relatives à l'élection au trône de Pologne, jusqu'à ce que les cours de Vienne, de Versailles et de Madrid, dont ils étaient alliés, eussent décidé duquel d'entre eux elles voudraient appuyer les prétentions.

XXIV. *Assemblée des grands à Bialystok, et leurs projets.*

A cette nouvelle si favorable au dessein de la Russie, la plupart des grands accoururent auprès du grand-général. Ils vinrent lui offrir leurs suffrages. Tous jurèrent, d'une seule voix, de les lui donner. Tous parurent résolus à périr plutôt que de laisser monter sur le trône un jeune homme qui, n'ayant pour y parvenir aucun titre que d'avoir su plaire à la tzarine, ferait de leur patrie une province Russe. Ils s'engagèrent à réunir toutes leurs troupes en une seule armée, pour dissiper tout parti qui voudrait faire une élection illégale, et pour combattre les Russes s'ils entraient en Pologne. Les troupes du prince Radzivill, jointes à celles du grand-général, du palatin de Kïovie et de tous leurs amis, devaient former une armée de trente mille hommes. Mais pour son entretien, pour contrebalancer l'argent que répan-

dait le parti opposé, et suffire aux dépenses que doivent faire dans les diètes les nonces populaires et qui entreprennent de dicter à la noblesse les opinions qu'elle doit suivre, on compta qu'il fallait avoir en main une somme de plus de deux millions. Plusieurs de ceux qui étaient présents avaient un revenu annuel au-dessus de cette somme. Mais le luxe dans lequel ils avaient toujours vécu ayant épuisé leurs richesses, et ces dépenses, faites en opposition de la Russie, pouvant encore monter plus haut, on résolut de solliciter l'assistance des trois cours dont les princes de Saxe attendaient la décision; de soumettre à ces cours l'engagement pris en faveur du grand-général, et de consentir, avec l'aveu même de cet illustre vieillard, à porter au trône, si c'était leur volonté, celui des princes Saxons qu'elles désigneraient.

XXV. *Conduite du roi de Prusse, et son alliance avec la Russie.*

Mais c'était d'une autre puissance que devait dépendre le sort des Polonais. Le roi de Prusse n'était encore lié par aucun traité avec aucun État de l'Europe; situation conforme au système général qu'il avait embrassé de s'engager peu, de croire faiblement à la prévoyance, parce qu'il considérait les événements comme les jeux d'un hasard aveugle, de regarder avec dédain toute cette vaine politique qui agite les cabinets, de se maintenir en forces, d'attendre l'occasion, et de prendre le parti qu'elle indique. Ce prince, depuis la paix, sans se relâcher d'aucun soin, ni du gouvernement, ni du généralat, menait, au fond d'une campagne isolée, la vie d'un sybarite et solitaire Là, entouré des statues ou des portraits des plus grands hommes de tous les siècles, il donnait la ma-

tinée entière au soin de son royaume et de son armée, et le reste du jour aux arts, à la méditation, à son goût pour la poésie et pour la musique. C'est là que dorénavant, sacrifiant toujours l'éclat au succès, redoutable jusque dans son repos, jamais arriéré d'un seul jour sur une seule affaire, impénétrable à ses secrétaires les plus intimes, il suivait des yeux les mouvements de l'Europe entière, et savait prendre part aux agitations des pays voisins, toujours à propos, et de manière à s'assurer, par le concours même de ses ennemis naturels, une des plus belles provinces de cette malheureuse république. On s'aperçut bien qu'au premier bruit de la mort du roi de Pologne, il donnait de nouveaux ordres; mais on ne les connut que par leur exécution. Tous ses régiments furent recrutés, son artillerie réparée, et il se retrouva, sans bruit et sans effort, dans l'état de guerre le plus formidable. Sollicité par l'électrice de Saxe, qui cherchait depuis quelque temps à le séduire par tous les agréments de l'esprit, de protéger la demande qu'elle faisait du trône, il lui répondit avec les égards les plus recherchés et la politesse la plus ingénieuse, mais comme si l'élection, étrangère pour lui, devait intéresser uniquement la Russie. Pendant ce temps, il cherchait de toute manière à pénétrer les véritables intentions de la tzarine. Il démêla tout l'embarras où elle se trouvait; et, bien assuré de ce que Poniatowski serait sur le trône, il enhardit cette princesse à se livrer plus ouvertement au désir de l'y élever. Il se fit un mérite auprès d'elle de lui en aplanir les principales difficultés; son ministre, à Varsovie, s'attacha à y tenir, en toute occasion, le même langage que l'ambassadeur russe; et Frédéric, par cette suite de ménagements et de prévenances, obtint de la tzarine le traité d'alliance le plus avantageux, le même qui avait été conclu dans le temps où l'enthousiasme du feu empereur pour lui en avait dicté les conditions. Allant au-devant de

tous les projets que pouvait méditer le parti que protégeait la tzarine en Pologne, il fit insérer dans ce traité la condition expresse de ne point souffrir en Pologne les entreprises de ceux qui tenteraient d'y changer la forme du gouvernement. Ce traité, qui devait durer huit ans, fut signé le 31 mars 1764.

Aussitôt après la signature, il envoya à Poniatowski le cordon de l'ordre de Prusse; et cet honneur, accompagné d'une simple lettre de compliments, devint le premier titre public que ce jeune homme eut à faire valoir. Dès-lors, le roi de Prusse ne cessa d'exhorter les Polonais à se soumettre, parce qu'il n'y avait pas, disait-il, moyen de résister à la volonté des Russes. Il semblait craindre que, par une résistance mal concertée, ils ne forçassent la Russie à aggraver son joug sur eux; il favorisait alors les desseins de Catherine, de manière que ces malheureux républicains cédassent sans être opprimés. Toute sa conduite tendit évidemment à ce que les Polonais, déshonorés de plus en plus en recevant de gré ou de force Poniatowski pour roi, demeurassent toutefois séparés de la Russie, et que, ni la servile complaisance d'un parti, ni l'impuissante opposition de l'autre, ne rendissent la tzarine maîtresse de la république. Il publia, à l'exemple de cette princesse, une déclaration où il assurait : « Que le concours des deux cours était bien éloigné d'avoir pour objet le démembrement de la Pologne ; que leur amitié était fondée sur des principes trop équitables, pour qu'il eût jamais été question entre elles d'un pareil dessein ; et qu'il ne travaillait qu'à maintenir les États de la république dans leur intégrité. »

Telle était, relativement à cette vacance du trône, la situation des affaires en Pologne et dans les pays étrangers. La Russie et la Prusse réunies et agissant de concert; les Turks indifférents et trompés; les Tatars attentifs, mais

éloignés et contenus; la France et l'Autriche irrésolues, embarrassées et laissant encore les Polonais sans réponse, lorsqu'arriva le temps fixé pour l'assemblée des diétines, dans toute l'étendue des provinces de la république.

XXVI. *Ce qui se passe en Pologne et en Lithuanie.*

Ces diétines, qui doivent en Pologne précéder l'élection des rois, ont dans tous les siècles été sanglantes et meurtrières. On y choisit des députés, chargés d'examiner dans la diète générale l'état de la république, de proposer les changements que l'on croit nécessaires dans la constitution, et de décider le temps et la forme de la prochaine élection. On y choisit aussi des juges, chargés de tenir les tribunaux au nom de la nation, pendant qu'elle n'a point de chef. Ces cours de justice, qu'on nomme les tribunaux du deuil, ont ensuite et pendant toute la durée de l'interrègne, une grande influence, parce qu'au milieu des factions et des brigues, la faveur qu'elles accordent dans les jugements est un moyen presqu'infaillible de se rendre maître des suffrages pour l'élection du roi. Les violences et les massacres ont toujours été inévitables dans ces diétines, composées d'une noblesse en armes, rassemblée par de si puissants intérêts. Mais aucun interrègne ne vit plus de divisions excitées par de plus puissants motifs. Aucun cependant ne vit couler moins de sang. On remarqua avec surprise qu'il n'y eut que dix gentilshommes de massacrés dans toute l'étendue de la république, tant les mœurs de la nation étaient adoucies. Toutefois, le vœu général s'y produisit d'une manière si marquée, que les Czartoryski ne se dissimulèrent plus que le succès de leur entreprise serait impossible, tant que la république serait

libre. L'importance de cet événement exige de plus grands détails.

Dans la Pologne proprement dite, où le comte Branicki exerçait directement son autorité, il écrivit aux gentilshommes les plus accrédités dans chaque district : « Que de ces premières assemblées allait dépendre l'asservissement ou la liberté de leur patrie ; que la fermeté ou la faiblesse de ceux qu'ils chargeraient de la destinée de l'État, pouvait assurer ou faire évanouir toutes les espérances de leurs adversaires ; que les cours alliées de la république attendaient sans doute ce premier événement pour juger de l'esprit général qui animait les Polonais, et pour se déterminer à les secourir ou à les abandonner. » Cette seule lettre suffit pour déconcerter presque toutes les manœuvres des Czartoryski ; et quoiqu'ils fussent présents dans cette province, et qu'ils y employassent par eux-mêmes tous les moyens de séduction, ils n'eurent un succès complet que dans le district de Varsovie. La noblesse de ce district, la plus voisine de la cour, et la plus accessible à la corruption, élut, au milieu des acclamations et des cris de joie, Poniatowski pour un de ses députés. Elle nomma aussi pour présider aux tribunaux le prince Auguste Czartoryski. Partout ailleurs ils se trouvèrent les plus faibles ; mais ils surent éluder cet esprit général ; et dans la plupart des districts, après de grands tumultes qui coûtèrent la vie à quelques-uns des plus téméraires de l'une ou de l'autre faction, leurs partisans, séparés des autres gentilshommes firent, malgré leur petit nombre, une double nomination de députés et de juges. Les républicains choisirent leurs députés dans les maisons les plus illustres ; comme si la Pologne appelait à sa défense ceux qui, par leur rang et l'étendue de leurs possessions, devaient y prendre un plus grand intérêt. De leur côté, les Czartoryski firent élire de nouveaux nobles ; gens à qui il était plus agréable que

l'un d'eux fût élevé sur le trône, et qui devaient voir avec plus d'indifférence les changements que le Czartoryski projetaient de faire à la constitution.

Dans le grand-duché de Lithuanie, où le prince Radzivill et la maison Massalski étaient chefs des deux factions opposées, on avait cru prévenir les troubles en concertant d'avance et d'un commun accord le choix des députés et des juges. Mais pendant que Radzivill, chef des républicains, se fiait à ce traité, les Massalski, dont l'un était grand-général de cette province, et dont l'autre en était évêque, répandirent à propos des sommes considérables; ils envoyèrent les troupes dont ils étaient maîtres environner les diétines dont ils se croyaient le moins assurés. Aucun des gentilshommes que le prince avait proposés ne fut élu; et ceux-ci, dans quelques districts, ayant fait une double élection, furent dispersés et poursuivis. A cette nouvelle, Radzivill accourut à Vilno, suivi de deux cents gentilshommes, son cortége ordinaire, et la terreur du pays. Il force la maison de l'évêque, principal auteur de ces manœuvres, en chasse les juges choisis par cette faction. Il joint de sanglantes ironies à de violents outrages; et nommant à ce prélat les anciens évêques tués par des princes pour s'être mêlés des affaires publiques, « quand vous serez pris une seconde fois de la même tentation, rappelez-vous, lui dit-il, que j'ai cent mille ducats en réserve pour aller à Rome demander mon absolution ». Cet évêque, qui joignait une excessive timidité à un extrême empressement de se mêler dans toutes les affaires, précipité dans ses desseins et irrésolu après en avoir entrepris l'exécution, toujours intrigant et toujours dupe, aussitôt que le prince l'eut quitté, fit armer le peuple au son du tocsin, se barricada dans sa cathédrale, envoya réclamer le secours des Russes, et commença une confédération contre Radzivill, en la prêchant comme une croi-

sade, et en la faisant signer d'abord par son clergé. De son côté, Radzivill fit tenir les tribunaux par les députés que son parti avait élus, et reprit toute l'autorité dans tous les districts de la Lithuanie.

Enfin, les dernières diétines, et les plus importantes, devaient se tenir dans la province de Prusse. L'usage voulait qu'elles s'assemblassent un mois plus tard que celles des autres provinces. Ce pays jouissait du singulier privilége d'envoyer aux diètes autant de députés qu'il voulait; avantage peu considérable dans les diètes ordinaires, où les décisions doivent être unanimes, mais qui lui assurait la prépondérance aussitôt que les affaires se décidaient, comme dans les interrègnes, par la pluralité des suffrages. Les espérances des deux partis contraires allaient donc véritablement dépendre de cette province. Le parti russe y avait pour chef un frère de Poniatowski, général au service d'Autriche, avancé par son mérite, couvert de blessures, et dont les ordres étaient respectés par les ennemis mêmes de son nom. Il était accouru de Vienne pour seconder les factions qui devaient placer la couronne dans sa famille; et cette probité sévère dont il avait fait profession toute sa vie ne put le préserver ni de cette funeste ambition, ni des criminelles démarches dont il fallut la soutenir.

Une coutume immémoriale avait fixé pour le lieu des assemblées, la ville de Graudentz, que les Russes, au nombre de deux mille hommes, occupaient depuis le commencement de la dernière guerre, sous le prétexte d'y garder un de leurs magasins, triste et fatal monument des fautes du dernier règne! Il avait été décidé que ces troupes, suivant l'usage observé par la garde polonaise elle-même, s'éloigneraient d'une lieue pendant toute la durée de la diétine, et paraîtraient ainsi en respecter la liberté. Mais les républicains connaissaient la perfidie de l'ambassadeur russe qui leur

avait fait cette promesse. Ils craignirent de laisser une assemblée aussi importante exposée à la violence; et tous ceux qui avaient été naturalisés dans la province de Prusse partirent pour s'y rendre de toutes les autres provinces du royaume, avec leurs troupes domestiques, dont la réunion devait composer plus de six mille hommes.

XXVII. *Les Czartoryski demandent à la tzarine un secours de troupes.*

A cette nouvelle, les Czartoryski, déjà intimidés par le peu de succès qu'ils avaient eu dans les autres diétines, tremblèrent pour l'événement d'une assemblée aussi décisive, et prirent la fatale résolution d'appeler une armée russe à leur secours. Ils fermèrent les yeux sur deux lois effrayantes, dont l'une prononce la nullité absolue de toute élection tant qu'il y aura des troupes étrangères dans le pays, et dont l'autre permet à tout citoyen de tuer quiconque, dans un interrègne, appellera des troupes étrangères. Le malheur de cette dernière loi est que la tête des coupables est mise à prix, et qu'au lieu d'honorer ce meurtre, elle l'a ainsi dégradé par un lâche intérêt. Ils demandèrent à l'impératrice un secours de dix mille Russes; ils lui représentèrent la résistance de la nation comme l'effet des menées du grand-général et de la crainte que Radzivill inspirait. Tout était prêt en Russie pour satisfaire à cette demande. Des détachements russes s'avançèrent donc à la hâte dans la Prusse polonaise pour en imposer à la diète de cette province; un corps d'armée entra en Lithuanie pour y soutenir les ennemis du prince Radzivill, et d'autres détachements prirent d'avance la route de Varsovie, afin d'y soutenir, quand la diète générale s'assemblerait, les doubles

élections que les Czartoryski avaient osé faire dans la plupart des diétines précédentes.

XXVIII. *Déclarations de la France et de l'Autriche.*

La destinée, qui amenait ainsi les malheurs de cette république, voulut que dans le même moment les Polonais pussent espérer les plus puissants secours. La France et l'Autriche se refusant à toute espèce de mesure pour soutenir la résistance de ces républicains, imaginaient cependant qu'il fallait encourager cette résistance, soit dans l'espérance qu'elle suffirait seule pour en imposer à la Russie, soit dans l'attente d'une révolution dans cet empire, ou de quelqu'autre accident de la nature ou de la fortune. Elles avaient, depuis la mort de l'électeur de Saxe, prescrit à leurs ambassadeurs de tenir toujours le même langage, et d'animer leurs partisans par des promesses. Leurs déclarations arrivèrent dans ces conjonctures critiques, et furent remises au primat dans deux audiences solennelles. Ces deux cours déclaraient à la république : « Qu'elles ne recommandaient aucun des concurrents au trône; qu'elles reconnaîtraient pour roi quiconque serait élu par le choix libre de la nation; et que si elle était troublée dans l'exercice de ce droit légitime, si quelque ennemi entreprenait de lui faire violence, elle pouvait compter sur leurs secours et les requérir avec assurance. »

C'est ainsi que nous avons vu de nos jours quatre déclarations publiées solennellement au nom de quatre souverains puissants, ne contenir que de vaines promesses, violées avec perfidie, ou lâchement oubliées !

Ces déclarations de l'Autriche et de la France, répandues dans tout le royaume, donnèrent aux bons citoyens la fausse

certitude d'être secourus; et d'abord, cette foule de nobles réunis dans la Prusse se crut assurée d'un appui. On ne pouvait plus douter que la diétine de cette province n'assurât tout l'avantage au parti des républicains. La seule ressource qui restât au parti opposé était ou d'user de surprise, ou d'employer les dernières violences, ou enfin d'empêcher la tenue de cette diétine; démarches également odieuses, et qui n'étaient pas sans péril.

XXIX. *Diétine de Prusse rompue.*

Les troupes des deux partis, d'après la convention précédemment faite à Varsovie, étaient éloignées de la ville de Graudentz au-delà du marais qui l'environne à plus d'une lieue de distance et n'y laisse d'accès que par une chaussée étroite. Le frère de Poniatowski, ce général accouru de Vienne à son secours, fit subitement rentrer les Russes dans la ville, et jura que personne n'y entrerait et n'en sortirait qu'on n'eût acquiescé aux propositions qu'il présentait, et qui l'eussent rendu le maître de la diète. Les Polonais, séparés de leurs troupes et enfermés, résolurent de ne point tenir la diétine; persuadés que sans les députés d'une grande province on ne pourrait tenir la diète générale; que toutes les opérations de la république allaient se trouver suspendues; que leurs adversaires, arrêtés dès les premiers pas, perdraient ainsi le fruit de cette violence; et que ce retard même donnerait le temps de recevoir les secours promis par les puissances amies de la Pologne. Ce fut le sens d'un manifeste qu'ils publièrent, pour se plaindre de cette oppression, pour conjurer la république d'avoir égard à leurs droits en refusant de tenir sans eux la diète générale, et

pour réclamer les promesses authentiques qui venaient d'être faites à la Pologne.

Chacun des deux partis crut ainsi avoir l'avantage; l'un se félicitait de s'être débarrassé des nombreux députés de cette province, l'autre espérait que la diète ne serait pas tenue sans eux.

XXX. *On se rend à Varsovie.*

Aussitôt après la rupture de cette diétine, les Russes quittèrent Graudentz, et s'avancèrent à grands pas vers la capitale, où déjà se rendaient de toutes parts les sénateurs et tous les députés élus par l'un ou par l'autre parti. Déjà les troupes particulières de la maison Czartoryski s'y étaient rendues, et tous les jours on voyait dans les places publiques le comte Poniatowski, en exerçant ses nouvelles recrues, prendre avec elles les premières leçons de la guerre. Quarante mille Prussiens bordaient les frontières de Pologne, et dix mille Russes, divisés en deux corps, occupaient des deux côtés de Varsovie les postes les plus avantageux. Tandis que ce voisinage y répandait la consternation, un trésor de plus de deux millions y arriva publiquement sous une escorte nombreuse. Tous les moyens se réunissaient, argent, troupes, menaces, promesses, manœuvres de tous les genres; tout, dans ce parti, avançait constamment vers un objet fixe. Au contraire, dans l'autre parti, si ce nom doit être donné aux défenseurs de la république, on n'avait pu former aucun plan. L'espérance d'un secours étranger suspendait encore toute résolution; tous ceux qui pouvaient prétendre à la couronne se renvoyaient l'un à l'autre le dangereux honneur d'y concourir. Tout ce parti, et c'était presque la nation entière, était dans l'attente et dans la désunion. La no-

blesse, dispersée sur ses terres, n'imaginant pas ce que dans sa faiblesse elle pourrait faire sur les lieux où la faction opposée prenait les armes, aimait mieux ne rien autoriser par sa présence; et ceux que leur dignité forçait de se montrer dans la capitale étaient les seuls qui s'y rendissent.

XXXI. *Arrivée du grand-général.*

Mais plus le danger augmente, plus le courage de ceux qui veulent s'opposer à l'oppression s'élève. Le grand-général s'avançait vers Varsovie, avec un nombreux cortége militaire, estimant assez sa nation pour se croire soutenu d'un parti considérable. Il avait pris à son service trois cents Tatars, d'une bravoure éprouvée dans la dernière guerre. Ses compagnies de janissaires et de Hongrois étaient augmentées de quarante hommes chacune. Il laissait à l'abandon sa propre résidence, asile de sa vieillesse, il laissait tous ses biens au pillage, et venait avec toutes ses forces, résolu de s'enterrer sous les ruines de la république, plutôt que de permettre aux Russes d'y donner des lois. Il espérait, à la vue même des troupes étrangères, ou faire tenir une diète légitime, ou empêcher qu'il ne s'en tînt aucune; et par sa résistance, donner du temps à quiconque en Europe voudrait s'opposer au despotisme de la Russie.

Il était accompagné de son épouse, sœur du comte Poniatowski. Une raison sûre dirigeait la conduite difficile qu'elle avait à tenir; liée par la tendresse et le devoir à deux partis conjurés l'un contre l'autre, elle ne fut jamais suspecte à aucun des deux.

Les ministres russes, qui avaient cru tout vaincre par la terreur, étonnés de la résistance qui se préparait, s'en plaignirent au primat; et ce chef de la république crut devoir se

montrer neutre entre les étrangers qui opprimaient son pays, le parti qui voulait y dominer, et les citoyens qui en étaient les défenseurs. Il nomma trois députations; l'une pour aller au devant du grand-général, le prier de ne point entrer à Varsovie avec un si nombreux cortége; une autre vers les ministres russes, pour traiter avec eux sur l'entrée de leurs troupes en Pologne; et enfin une troisième vers les princes Czartoryski, pour les exhorter à faire retirer leurs troupes de Varsovie. Le grand-général répondit aux deux sénateurs qui lui furent envoyés : « Que ses prédécesseurs avaient dans tous les interrègnes augmenté leur garde, sans que jamais les Polonais eussent conçu des soupçons contre les troupes de leur propre république destinées à les défendre, et surtout sans que jamais aucun ministre étranger eût imaginé avoir droit de s'en plaindre ». Puis, en élevant la voix, il leur demanda : « S'il était vrai qu'il y eût des troupes particulières dans Varsovie, et des troupes étrangères près de cette ville? » Les deux sénateurs en étant convenus, il répondit : « Que sur ce pied là, il savait quel était son devoir ! » Et poursuivant sa route, il entra à Varsovie sous les armes; mais au lieu de cette joie tumultueuse qu'un peuple immense faisait ordinairement éclater sur son passage, on voyait avec le même concours et le même empressement, des signes d'attendrissement, d'intérêt et de crainte.

A la députation qui fut adressée aux ministres russes, le vieux Keyserling répondit avec une douceur artificieuse : « Que l'impératrice faisait, en bonne voisine, comme celui qui, voyant porter des barils de poudre dans la maison de son voisin, tâche de l'empêcher dans la crainte que le feu n'y prenne et que lui-même n'en souffre. » Les Polonais ayant repliqué : « Que les dissensions de leur malheureuse patrie ne pouvaient porter atteinte à l'empire de Russie, et demandé pourquoi l'impératrice prenait tant à cœur leurs querelles? »

Repnin répliqua : « Il y a longtemps qu'il aurait fallu faire cette demande ; aujourd'hui il n'est plus temps. » Quant aux Czartoryski, ils répondirent qu'ils n'avaient de troupes que ce qu'en exigeait leur sûreté, et qu'avant de les écarter ils demandaient une assurance pour leur vie.

Un ambassadeur de Prusse, accrédité seulement pour l'élection, arriva dans ces conjonctures, apportant, au nom du roi son maître, des exhortations à la concorde. Il avait amené pour sa garde une compagnie de hussards prussiens.

XXXII. *Tableau de Varsovie, et tout ce qui se passa avant la diète.*

Varsovie offrait un singulier spectacle. Tous les sénateurs et tous les nonces, accompagnés de leurs épouses, s'y rendaient avec un cortége de femmes, de gentilshommes et de soldats. Une multitude de gens en armes, qui n'avaient entre eux aucun rapport de service ni de discipline, Turks, Tatars, Hongrois, Russes, Prussiens, Polonais de toutes les provinces, inondaient tous les quartiers et toutes les rues. On voyait deux ou trois cents uniformes différents. Il semblait que ce fût une ville neutre au milieu de plusieurs armées ennemies; toutes les apparences de la paix y régnaient encore. Ni les mouvements de son commerce intérieur, ni la navigation du fleuve, n'étaient interrompus. Les boutiques demeuraient ouvertes et toutes les marchandises exposées sous les yeux du public; des bateaux chargés de grains descendaient paisiblement la Vistule; des ouvriers travaillaient avec tranquillité au pont qui devait communiquer de la ville au champ électoral. Presque tous ces hommes s'appelaient encore frères, suivant l'usage de la langue slavonne; mais on les voyait apprêter leurs armes pour un

combat, et renoncer à cet autre usage antique et sacré de ne point affiler leurs sabres dans leurs dissensions civiles. Il y avait dans la cour de chacun des ministres russes un train d'artillerie. Trois généraux de cette nation, avec de nombreuses escortes, habitaient dans la ville; et leurs soldats campés par détachements ou cantonnés dans les environs, y venaient acheter, sans désordre, les choses dont ils avaient besoin. Mais en même temps les paysans s'y réfugiaient chargés de leurs meubles, qu'ils tâchaient de soustraire au pillage de ces troupes. Toutes les factions vivaient encore en société, et quand il se trouvait une occasion de célébrer quelque fête, tous les partis y paraissaient réunis dans les plaisirs. Cependant toutes les maisons étaient gardées; il n'y avait point de famille où les passions dont les âmes humaines sont capables ne fussent au plus haut point de leur activité, l'ambition dans toute son ardeur, les haines dans toute leur rage, l'intérêt dans toute son avidité, l'amour de la patrie et de la liberté dans leur essor le plus généreux. Les dames polonaises, toujours mêlées dans les affaires de leur république, employaient, pour servir l'un ou l'autre parti, le crédit puissant que donne la séduction; et tandis qu'une multitude de sourdes intrigues préparaient en secret la destinée de l'État, on craignait, au milieu de tant de gens de guerre prêts au premier signe de leurs différents maîtres, à devenir les ennemis les uns des autres, que chaque moment n'enfantât des querelles qui pouvaient avoir d'horribles suites, et que l'emportement de quelque soldat ivre ne devînt l'occasion d'un massacre. Dans cette terreur perpétuelle, on attendait encore avec plus d'inquiétude les grands événements qui devaient éclore dans peu de jours; et personne ne pouvait prévoir si la république recevrait un roi de la main des étrangers, où si, pour ne pas subir un joug odieux, elle préférerait rester sans chef et sans lois.

Depuis la mort de l'électeur de Saxe, aucun candidat ne s'était encore ouvertement présenté. C'était une singulière ignominie pour les Polonais d'avoir à donner leur couronne, sans qu'aucun prince étranger ni même aucun Polonais songeât à l'obtenir de leurs suffrages. Un seul enfin se présenta, et peu s'en est fallu que je négligeasse d'en faire mention. C'était le prince Stanislas Lubomirski, sous-panetier du royaume. Après un dîner chez le primat, il s'adressa hautement à ce chef de la république, et lui déclara que sur le désir des cours voisines de voir monter un Polonais sur le trône, certains particuliers ayant conçu des espérances, il croyait pouvoir se mettre aussi bien qu'eux sur les rangs; qu'il pensait y avoir au moins autant de droit que tout autre, et qu'il se proposait lui-même. Le primat pour toute réponse lui dit « que cette prétention était libre ». Ce Polonais possédait en Ukraine un pays plus étendu que beaucoup de souverainetés. Il entretenait quelques milliers de Kosaks; mais ses terres étaient engagées, ses bois coupés, la solde de ses Kosaks n'était point payée. Il était joueur, buveur et prodigue. Ce qui étonna, c'est qu'après cette démarche, il ne parut pas moins lié qu'auparavant avec les princes Czartoryski. C'était vraisemblablement une intrigue de ces princes, afin qu'on ne dît pas que cette élection n'était faite que par la terreur, et sans qu'aucun concurrent osât se présenter. Un de ses amis disait cependant lui avoir inspiré cette prétention, pour le déterminer à joindre ses troupes à celles des républicains. Mais comme cet ami était un homme à doubles artifices, on ne savait pas au juste qui il voulait tromper, et cette énigme ne fut jamais expliquée.

L'arrivée de Radzivill à Varsovie fut un événement plus remarquable, et donna une force réelle au parti républicain. Ce jeune prince accourait pour sa propre défense. Ses ennemis

avaient juré sa perte. Absent de la Lithuanie pour aller se marier dans une province éloignée, il apprit sur sa route que les Russes étaient déjà dans quelques-unes de ses terres ; il précipita son voyage, se maria, partit le surlendemain pour aller visiter la principale de ses forteresses, et de là vint à Varsovie avec sa nouvelle épouse, sous une escorte de six cents hommes, laissant un autre détachement de ses troupes à quelque distance de la ville. Il sentait avec une noble fierté que les ennemis de la république ne pouvaient en commencer l'oppression qu'en travaillant d'abord à sa ruine personnelle. Il jura, dans une assemblée de républicains, de consacrer tous ses biens et toutes ses forces à leur défense, et d'en soumettre l'emploi à leurs conseils.

Tout ce qu'une si longue anarchie avait produit de désunion dans les esprits parut alors dans la difficulté de ramener aux mêmes avis ceux qui avaient un même sentiment. Chacun exprimait avec éloquence la crainte de subir le joug de la Russie ; mais toutes les propositions étaient contredites et rejetées. Nous n'entrerons point dans le détail des vaines tentatives que fit ce parti pour engager le primat à convoquer une assemblée du sénat. On lui remettait sous les yeux les lois qui devaient régler sa conduite ; mais il craignait, disait-il, de voir naître des querelles dans sa maison : ni sa santé, ni sa tête ne suffisaient plus au poids du gouvernement. Un abbé, vendu aux Czartoryski et aux Russes, lui servait de chancelier, et trafiquait de toutes les résolutions de son maître. Quelquefois, éclairé par de meilleurs conseils, il s'apercevait qu'il était trahi. Après quelques instants d'humeur, il se livrait de nouveau à ce confident ; et sa faiblesse rendait toutes ses vertus inutiles. Quinze sénateurs, sur vingt et un qui étaient à Varsovie, s'assemblèrent malgré lui dans son palais ; et comme les ambassadeurs de France et d'Autriche, pour éluder de donner les secours qu'ils avaient

promis, disaient « que ces secours devaient être réclamés par un corps qui représentât la république », ces quinze sénateurs écrivirent en commun à toutes les cours alliées, et remirent ces lettres aux deux ambassadeurs, en leur disant : « Que s'il manquait à cette réclamation quelque formalité, ce défaut même était l'effet de l'oppression; que la Pologne ressemblait à un homme que son ennemi tient à la gorge; il jette des cris à demi formés, mais moins il peut élever la voix, plus il prouve l'extrémité à laquelle il se trouve réduit ».

Les mêmes sénateurs expédièrent des ordres pour faire assembler près de Varsovie l'armée de la couronne. Elle pouvait, quoique peu nombreuse et mal disciplinée, servir de point de réunion à toute la noblesse, et appuyer ceux qui voudraient s'opposer à la tenue d'une diète illégale.

Un secours de cinquante mille ducats, qu'ils reçurent alors du prince régent de Saxe, anima leurs espérances. Ils avaient envoyé lui promettre, s'il concourait à leurs premiers efforts, de seconder ses vues sur le trône. Le comte Braniçki s'y engagea formellement : « Ce n'était plus, disait-il, au trône qu'il prétendait, mais à la gloire de verser son sang pour la patrie ». Un jeune Polonais, envoyé à Dresde avec cette commission, en revint avec une somme d'argent, unique secours que la Pologne reçut dans son malheur.

De leur côté, les princes Czartoryski employaient avec activité tous les moyens de séduction qu'ils avaient entre les mains; ils répandaient l'argent avec profusion; ils promettaient des emplois; ils donnaient des brevets d'expectative; ils assuraient : » Que la présence des troupes étrangères n'influerait en rien sur les délibérations de la diète, que les suffrages y seraient entièrement libres. » Ils commençaient à insinuer, avec une extrême réserve, qu'on se proposait d'y

faire les arrangements les plus favorables au rétablissement d'une bonne administration en Pologne; et ils tâchaient par cette insinuation d'intéresser l'amour même de la patrie à concourir à l'oppression actuelle. Pour s'opposer plus sûrement aux forces que les républicains avaient rassemblées dans Varsovie, de nouveaux détachements russes arrivèrent à la hâte, et s'emparèrent de tous les postes aux environs de cette capitale; de sorte que le grand-général et ses amis se trouvèrent exactement enfermés. Mais les ministres russes, aussi bien que les Czartoryski, ne cessaient d'assurer que les troupes étrangères n'agiraient point, tant qu'il ne se commettrait en Pologne aucun acte de violence. Toutes les assurances que donnait ce parti, signifiaient : « Faites tranquillement mes volontés, et nous serons d'accord ».

Au dernier conseil que tinrent les républicains, avant l'époque fixée pour ouvrir la diète, une jeunesse impétueuse proposa d'attaquer les troupes russes, et de délivrer la capitale. Un chef de Tatars lithuaniens arriva dans cette assemblée, et vint dire au grand-général qu'il avait passé la journée entière, déguisé en paysan, dans le camp des Russes; qu'il avait observé tous leurs postes, et qu'il s'engageait, ou à périr du dernier supplice, ou à leur faire mettre les armes bas. Mokranowski, la plus sûre espérance des républicains, prit aussitôt la parole. Il compara l'état actuel des deux partis, dont l'un, soutenu par plus de quinze mille hommes aguerris et disciplinés, était maître de la ville et de tous les postes aux environs, et dont l'autre avait à peine rassemblé trois mille hommes, parmi lesquels les seuls Tatars lithuaniens avaient quelque usage de la guerre, le reste étant composé de troupes domestiques, de nouvelles recrues, d'anciens gardes de châteaux, à qui depuis leur naissance, la guerre était inconnue; il ajouta que le succès même de cette témérité, en le supposant possible, ne servirait qu'à attirer

en Pologne de nouvelles armées russes et prussiennes, et pouvait occasionner l'oppression éternelle de la patrie; que le seul parti à prendre était de refuser constamment de tenir la diete tant que les troupes russes seraient en Pologne; que cette opposition ferme et constante était un parti plus courageux que la témérité d'un coup de main; que si la faction opposée tentait de tenir une diète illégale, il se chargeait d'y porter lui-même un manifeste pour la dissoudre et pour la rompre enfin; que s'ils s'obstinaient malgré cette opposition, et contre toutes les lois, à tenir une assemblée, il faudrait sortir de Varsovie en s'ouvrant le passage de vive force, rassembler la noblesse dans un camp près de cette ville, et se faire appuyer par les armées polonaises; attendre les secours promis par le kan des Tatars, et ceux que les réclamations adressées aux cours alliées donnaient droit d'espérer, et prêter la main à toutes les confédérations particulières dont la confédération générale doit être formée. Ce plan de conduite fut agréé; on dressa le manifeste, on y protesta : « Que la diète de convocation ne pouvait être tenue ni en présence d'une armée étrangère, ni sans le concours de la noblesse de Prusse ». Il fut signé par vingt-deux sénateurs et quarante-cinq nonces.

Le parti opposé, averti de cette résolution, fit représenter au grand-général que, si le projet de se faire roi était effacé de son esprit, comme il le déclarait hautement, il devait se joindre à un parti auquel il appartenait de si près. Mais les Czartoryski ne lui firent porter que des propositions personnelles; et de pareilles tentatives ne pouvant avoir aucun succès auprès de Branicki, il répondit : « Qu'il demandait uniquement l'exécution des lois, qu'il n'était ennemi de personne, et qu'il ferait son devoir ».

XXXIII. *Diète de convocation.*

Le 7 mai, jour fixé pour l'ouverture de la diète, les Russes, dès le point du jour, se rangèrent en bataille hors de la ville ; cinq cents grenadiers se tinrent sous les armes dans la cour de l'ambassadeur de Russie ; un autre détachement dans celle du prince Repnin ; des corps de cavalerie occupèrent les places publiques ; des sentinelles et des vedettes furent placées dans tous les carrefours. Poniatowski avait fait faire des embrasures dans les murailles de son palais, et garni de soldats toutes les fenêtres. Il fut escorté au château de la république par une compagnie de gardes. Plus de deux mille hommes de troupes de la maison Czartoryski escortèrent pareillement les principaux chefs ; tout ce parti, pour se reconnaître, avait arboré une cocarde des couleurs de cette maison.

La salle des sénateurs, celle des nonces, tout le château fut rempli de leurs soldats. Les uns furent placés aux portes, d'autres dans les tribunes ouvertes au public, et sur les bancs mêmes destinés aux nonces. Dans ce formidable appareil, ils prétendaient que la diète serait libre. Ils faisaient inviter tous les nonces à s'y rendre. Leurs émissaires assuraient de leur part qu'on ne commettrait aucune violence, et que tous ces soldats n'étaient présents que pour la sûreté du comte Poniatowski. Malgré cette assurance, leur parti fut le seul qui se rendit à cette assemblée. On n'y comptait que huit sénateurs, de cinquante qui étaient à Varsovie. Le vieux comte Malachowski, maréchal des précédentes diètes, devait ouvrir la séance. Une députation qu'on lui envoya revint dire qu'il ne tarderait pas. Poniatowski, impatient, prétendit qu'on était autorisé, en l'absence du maréchal,

d'ouvrir la diète, indépendamment de son autorité. Mais les usages anciens trouvèrent des défenseurs. Ils représentèrent qu'on ne pouvait faire à ce vertueux vieillard, qui avait tant de fois présidé aux assemblées de la nation, l'injure de ne le pas attendre.

Pendant cet intervalle, le général Mokranowski s'était rendu au dépôt des actes publics. Il avait traversé seul toute cette multitude armée qui environnait la diète, et dans le château même où elle était assemblée, il enregistrait de sa main ce manifeste où la loi annulait tout ce que la force allait faire. L'enregistrement fini, il traversa une seconde fois cette foule de soldats, et il alla chercher pour l'amener dans la diète, le vieux comte Malachowski.

Pendant ce temps, un envoyé du kan des Tatars parcourait les rues de Varsovie et les dehors de cette ville. Il remarquait tous les postes occupés par les troupes russes. « Il y a, dit-il, en Krimée, un Russe, député pour jurer au nom de sa souveraine, qu'elle n'a pas un seul soldat en Pologne ; j'ai été envoyé pour voir : j'ai vu. » Il vint ensuite prendre une audience publique du grand-général. Tous les adversaires du parti dominant s'y étaient rassemblés. Ce Tatar leur annonça authentiquement : « Que son maître avait cent mille hommes et plus, s'il était nécessaire, au service de la république, et qu'il désirait qu'elle restât libre et tranquille. » Tandis que les républicains opposaient cette démarche et les espérances qu'elle leur donnait aux forces actuelles de leurs adversaires, ceux-ci, impatients de commencer la diète, après une longue attente virent enfin paraître le maréchal, accompagné de Mokranowski, tous deux respectés de leurs ennemis mêmes, tous deux si considérés dans la république, que, pendant leur vie entière, quiconque eut pour soi l'un des deux, crut en lui seul avoir un grand parti ; n'ayant entre eux, dans la car-

rière des vertus, que la différence de leurs âges; l'un dans les dernières années de la vieillesse, plus recommandable par le souvenir de ses actions passées : l'autre dans la plus grande force de l'âge, étant pour de longues années l'espérance des bons citoyens. Le maréchal s'avança au milieu de l'assemblée, s'y arrêta debout, et ayant en main le bâton de sa dignité, qu'il fallait lever pour ouvrir la diète, il le tint renversé. Mokranowski arrivé à la place qu'il devait occuper comme nonce, lui dit en élevant la voix : « La sage prévoyance de vingt-deux sénateurs et de quarante-cinq nonces nous a appris que nous ne pouvons point délibérer sur les affaires publiques. Voici leur manifeste, dit-il, en le déployant; je vous prie donc de ne pas lever le bâton, puisque les troupes russes sont dans le royaume et nous entourent. J'arrête l'activité de la diète. »

XXXIV. *Grande action de Mokranowski et du maréchal de la diète.*

A ces mots, cette multitude de soldats dispersés dans la salle tirent leurs sabres et se précipitent vers Mokranowski. Chacun dans ce tumulte s'arme pour sa propre défense; et ce mouvement se communiquant avec rapidité dans les vestibules, dans les escaliers, dans les cours, dans les rues, tout mit le sabre ou le pistolet à la main. La ville entière, incertaine de l'événement, et dans l'attente d'un carnage, était remplie d'épouvante. Un bruit rapidement répandu, qu'on égorgeait Mokranowski, parvint jusque dans le palais du grand-général. Radzivill, se précipitant sur ses armes, et appelant à lui tous ses amis, volait pour le secourir ou le venger; mais la grande-générale, éperdue, tout en pleurs, dans un trouble qui trahissait

peut-être les sentiments d'amour qu'on lui soupçonnait pour Mokranowski, cédant encore cependant à des sentiments plus légitimes, se jette aux pieds de Radzivill, et lui embrassant les genoux, tâche de le retenir par ses efforts et ses prières. Tous les plus sages citoyens se joignent à elle pour représenter au prince que tous les passages sont fermés, tous les postes occupés, et que les plus braves de leur parti périront sans succès et sans gloire. On se résolut donc à attendre l'événement. Déjà, en effet, les hulans qui gardaient les quatre portes de la salle où se tenait la diète, les avaient fermées, soit dans la crainte que Mokranowski ne fût secouru, soit de peur que les nonces ne se dispersassent, et que la diète ne fût rompue. Tous les chefs de ce parti s'étaient jetés an-devant de lui pour le retenir dans la diète, et pour faire autour de lui un rempart contre cette soldatesque. Pendant qu'ils parviennent avec peine à apaiser le tumulte, Mokranowski, dont le premier mouvement avait été de tirer l'épée pour sa défense, fut le premier qui la remit dans le fourreau; et dans ce moment de silence, apercevant des nonces qui avaient des cocardes, il leur dit : « Quoi, messieurs, vous êtes députés de votre patrie, et vous arborez la livrée d'une famille ! »

Aussitôt que ce tumulte fut apaisé, le vieux Malachowski, debout au milieu de la salle, prend la parole et dit : « Messieurs, puisque la liberté n'existe plus parmi nous, j'emporte ce bâton, et je ne le leverai que lorsque la république sera délivrée de ses maux. » Une nouvelle rumeur s'élève. Cent voix lui crient, avec fureur, de lever le bâton. Mokranowski, d'une voix plus haute, répond : « Vous ne pouvez ouvrir la diète en présence des Russes et de tant de soldats qui remplissent ici la place de nos frères. » A ces mots, tous ces soldats, le sabre nu, s'élancent une se-

conde fois vers lui. Les uns, du haut des tribunes, paraissent chercher à le pointer; d'autres tâchent de l'atteindre et de le percer au travers de la foule qui l'environne. Ceux qui le couvrent ne sont plus en état de le défendre, et les épées passent entre eux. Les chefs lui crient : « Mokranowski, rétractez-vous, nous ne sommes plus les maîtres, vous allez périr! » Il croise les bras, et les regardant avec tranquillité, il leur répond : « Frappez, je mourrai libre et pour la liberté! » Ces furieux, étonnés, restent le bras suspendu. La nature en cet instant eut quelque pouvoir sur lui; et saisi de l'idée qu'il allait être déchiré sans être tué sur la place, il s'écria : « *Faites-vite, achevez!* » Mais tandis que l'horreur de cette situation ne pouvait rien de plus sur son âme, que de lui faire désirer une mort prompte, les chefs de ce parti tremblèrent de rendre leur gouvernement à jamais odieux, en le commençant par le massacre d'un républicain si justement considéré, et que par cette mort leurs violences ne fussent prouvées à toute l'Europe. Ils redoublent d'efforts, et tous se réunissant, parviennent enfin à apaiser ce tumulte. Aussitôt on se tourne du côté du maréchal, on lui crie de rendre le bâton, puisqu'il ne le veut pas lever. Cet homme, de quatre-vingts ans, inébranlable au milieu de cette foule, leur dit : « Vous me couperez le poing ou m'arracherez la vie; mais je suis maréchal élu par un peuple libre, je ne puis être destitué que par un peuple libre. Je veux sortir! » On l'entoure, on s'oppose à son passage. Mokranowski le voit retenu avec violence, il leur crie : « Messieurs, respectez ce vieillard, laissez-le sortir. S'il vous faut une victime, me voici; respectez la vieillesse et la vertu! » Et poussant avec effort ceux qui lui-même l'environnent, il se jette dans cette autre foule, la force de céder, entraîne avec lui ceux qui résistent, et conduit ainsi le maréchal vers une des portes. Les soldats qui la tiennent

fermée en refusent le passage; mais leurs chefs leur font signe de l'ouvrir. Mokranowski s'arrête sur le seuil, et se retourne vers l'assemblée en disant : « Vos gens, qui vont voir le maréchal emporter le bâton, vont le massacrer. » Un des chefs se résout à l'accompagner. Mokranowski les suit. A mesure qu'ils avancent au milieu des troupes dont cette diète est gardée, un murmure d'étonnement et de fureur s'élève autour d'eux. Le bruit de leur action les devance, et le danger devient aussi grand que dans la diète même. Mais un jeune homme dont l'histoire doit regretter le nom, sortant de la foule, se met derrière Mokranowski, et cherchant à tromper cette multitude, il l'appelle à diverses reprises général Gadomski : « Messieurs, c'est le général Gadomski, faites lui place! » et tous ces gens, à qui le visage des vertueux citoyens était inconnu, le laissèrent passer sous ce faux nom. Il traverse avec Malachowski plusieurs détachements russes pour se rendre au palais du grand-général; et toute la ville, en leur voyant emporter le bâton de maréchal, apprend ainsi que la diète est rompue.

XXXV. *La diète continue, quoique rompue.*

La chambre des nonces demeurait dans l'étonnement, la consternation et le silence. Le courage de deux hommes avait rendu inutile tout ce formidable appareil. Suivant l'ancienne coutume, la diète était véritablement dissoute; et quoique tous les nonces présents fussent dévoués aux Czartoryski, à l'instant même huit d'entre eux quittèrent cette assemblée. Tous les autres restaient plongés dans une morne tristesse. L'inquiétude de ce qu'on allait faire agitait en secret les esprits. On craignait de violer cet usage antique, que tous avaient regardé dès leur enfance comme

leur plus belle prérogative, cet abus de la liberté que l'amour de la patrie venait d'employer avec tant d'héroïsme. On craignait que toutes les provinces ne méconnussent l'autorité d'une diète devenue illégale; et chacun, dans l'irrésolution, attendait l'opinion et l'exemple de ceux à qui il avait engagé sa conscience et sa voix. Enfin Poniatowski cria aux nonces qui devaient parler les premiers, de donner leurs suffrages pour l'élection d'un maréchal. Ils nommèrent, comme ils en étaient convenus, le prince Adam Czartoryski; et cette assemblée, composée d'un même parti, annonça, par cette première séance, la résolution où elle était de ne point regarder la diète comme rompue.

Le jour était trop avancé pour qu'il fût possible aux républicains de suivre le projet qu'ils avaient formé de quitter Varsovie ce soir même. La nuit se passa dans des précautions mutuelles; chacun des deux partis se garda soigneusement, les républicains s'apprêtant à partir au point du jour, et les Russes enfermant la ville de toutes parts pour leur en défendre la sortie.

XXXVI. *Sortie des républicains hors de Varsovie.*

Le lendemain, les républicains s'étant rassemblés, leurs troupes réunies avec la noblesse formaient environ trois mille hommes. Leurs adversaires voulaient empêcher ce départ; mais il n'existait dans la république aucune autorité qui pût s'y opposer, et les Russes avaient ordre d'éviter tout ce qui pourrait engager un combat. On résolut d'examiner la contenance des républicains et d'essayer s'il suffirait, pour prévenir leur départ, d'y susciter des obstacles et de leur y faire envisager d'inévitables périls. Le résident de Russie vint prier le grand-général de ne point passer

devant le camp des Russes ni à la portée de leur canon. Le grand-général répond : « Qu'il ne s'informe pas où sont les Russes, et qu'il passera par le chemin ordinaire ». Mokranowski va seul chez l'ambassadeur de Russie pour demander l'explication de ce message. Il lui déclare que si on ne veut pas laisser passer les Polonais qui veulent se retirer, ils forceront le passage ; et il engage sa parole d'honneur que, hors ce cas, ils ne commettront aucune hostilité. N'oublions pas que les princes Czartoryski l'avaient fait assurer que ni eux, ni leurs amis, n'avaient eu aucune part aux attentats commis contre lui dans la diète ; tant la vertu inspire de respect à ceux même qu'elle irrite ! Il alla ensuite, également seul, au camp des Russes, pour y parler au prince Repnin. Enfin les paroles réciproques étant données, on prit des deux côtés les plus sages précautions. Aucun des Czartoryski ne se montra. Aucune cocarde de leurs couleurs ne parut sur cette route. Les Russes bordèrent le front de leur camp, et se tinrent sous les armes, leurs généraux à leur tête, et le comte Poniatowski parmi eux. Les troupes ne se saluèrent point ; la fierté polonaise et la férocité russe conservant chacune leur caractère. Poniatowski ne put retenir ses pleurs en voyant de ce camp ennemi passer devant lui la comtesse Branicka, sa sœur, qui abandonnait la capitale où il allait régner sous la protection des ennemis de l'État, et qui suivait son mari, ce généreux défenseur des lois.

Quelques-uns des plus considérables citoyens ne s'étaient déclarés pour aucun parti, tant qu'il y avait eu quelque espérance de conciliation ; mais quand ils eurent vu violer toutes les lois, ils se déclarèrent pour leurs défenseurs et allèrent joindre les républicains. Ceux-ci campèrent à peu de distance de Varsovie. On y remit au grand-général des lettres du roi de Prusse, qui lui conseillait une conduite modérée.

Il répondit à ce prince : « Une modération qui nous ferait supporter l'oppression serait coupable ; elle approcherait de la trahison. Attenter à la liberté de sa patrie, est le premier des crimes dans une république ; souffrir qu'elle soit perdue, est le second ». Le lendemain, dès la pointe du jour, les républicains se séparèrent en deux corps, afin de suivre les lois de ce pays, qui veulent que les opérations du grand-duché de Lithuanie marchent toujours de front avec celles du royaume de Pologne. Radzivill partit à la tête de ses troupes pour aller confédérer le grand-duché, tandis que le grand-général allait rassembler la noblesse du royaume.

XXXVII. *La diète destitue le grand-général de ses emplois.*

Cependant la plus grande partie des députés ayant quitté Varsovie, la diète, au lieu d'être composée de près de trois cents nonces, comme elle aurait dû l'être, restait bornée à quatre-vingts, seul nombre que les menaces et les promesses, l'argent prodigué et la présence d'une armée y purent retenir. On se pressa d'y porter contre le grand-général plusieurs chefs d'accusation, et on proposa de lui ôter le commandement de l'armée. Cette proposition excita dans cette diète mercenaire une consternation remarquable. Chacun parut sentir sa propre honte. La plupart des nonces n'opinèrent qu'en baissant tristement la tête. Les suffrages s'étant ainsi réunis, le grand-général fut destitué de l'autorité attachée à ses emplois. On en confia l'exercice au prince Auguste Czartoryski ; et pour faire exécuter ce décret, ce prince obtint non-seulement l'ordre d'employer la force, mais la permission de se servir des troupes étrangères.

XXXVIII. *Repnin et Braneçki partent pour le poursuivre : ce que c'est que Braneçki.*

Aussitôt, tout ce qui restait à Varsovie de troupes polonaises et un nombreux détachement des troupes russes partirent; celles-ci sous le commandement de Repnin, et les autres sous le commandement d'un certain Braneçki, le plus audacieux de ces jeunes gens qui, depuis l'élévation de la tzarine, ne cessaient d'exciter Poniatowski à s'emparer du trône et de lui inspirer de jalouses défiances contre ses deux oncles.

Braneçki, d'une naissance inconnue, passait assez généralement pour le petit-fils d'un mirza ou noble Tatar, autrefois fait prisonnier dans une incursion; il avait altéré son véritable nom, afin de se faire croire parent du grand-général Braniçki; et malgré le désaveu de cet illustre vieillard, il tirait encore quelque honneur d'une si haute prétention. Il joignait à tous les vices la valeur la plus téméraire. On l'avait vu, dans une surprise à l'armée française, charger les ennemis, une houssine à la main. Il s'était trouvé en Russie au temps des amours de Poniatowski et de la tzarine; et lui-même étant d'une figure agréable, malgré les traits tatars qui s'y reconnaissaient encore, avait osé montrer à cette princesse la galanterie la plus passionnée, et le regret d'avoir été prévenu. Sans amitié pour Poniatowski pendant le séjour qu'ils firent tous deux à Pétersbourg, et plutôt son rival que son confident, il l'escortait toutefois dans les rendez-vous dangereux ; et une nuit, il l'avait sauvé d'un péril qui aurait perdu la princesse elle-même. Depuis ce temps, il conservait toujours la faveur de la tzarine; d'autant plus impatient de voir régner Poniatowski, que la fortune

qu'il se promettait sous ce règne l'éléverait certainement lui-même aux premières dignités, et peut-être jusqu'aux espérances du trône. Une liaison de plusieurs années, et plus encore une ressemblance d'origine, de caractère et de mœurs, l'unissaient au prince Repnin. Ils reçurent l'un et l'autre de Keyserling et des princes Czartoryski les ordres les plus modérés; mais cette modération ne parut à ces jeunes téméraires qu'une collusion entre ces trois vieillards, pour susciter de perpétuelles difficultés à l'élection de Poniatowski, et inspirer d'autres desseins à l'impératrice. Tous deux partirent avec la résolution de presser les événements et de dissiper promptement leurs adversaires.

La diète, après avoir traité si sévèrement le grand-général, agit avec plus de rigueur encore contre le prince Radzivill. Elle légitima la confédération de Lithuanie qui avait déjà pris les armes pour le dépouiller de sa fortune, et elle adhéra à cette confédération.

XXXIX. *Discours artificieux de Poniatowski.*

Après un grand nombre d'autres proscriptions, Poniatowski, dans une harangue très-artificieuse, se plaignit de ce que la république était obligée de sévir ainsi contre ses principaux membres. Il en parut pénétré de douleur, et il alla jusqu'à gémir de ce que la capitale était entourée et remplie de troupes étrangères. Il dit que les bons citoyens pouvaient être alarmés; mais, se rejetant aussitôt sur les vertus de l'impératrice de Russie, il assura que ses troupes étaient venues pour maintenir la paix, rétablir l'ordre, empêcher les citoyens de se massacrer; que l'on voyait déjà, par l'union qui régnait dans cette assemblée, le bien qui résultait de leur présence; et il proposa : « Que la diète écrivît à

l'impératrice, pour remercier cette princesse du service qu'elle rendait à la république ». Cette proposition fut accueillie par les uns avec les acclamations de la flatterie, et par les autres avec une apparente soumission.

XL. *Le grand-général ne trouve point l'armée de la Couronne où elle avait eu ordre de s'assembler.*

Le grand-général, arrivé au lieu où son armée avait eu ordre de s'assembler, n'y trouva pas un seul homme. Le palatin de Kïow, qui s'était chargé de ce soin, et qui en même temps avait promis de faire marcher ses troupes particulières et de rassembler la noblesse de trois provinces, sur le point d'exécuter de si grands projets, s'était livré à son irrésolution naturelle. Il avait laissé ses propres troupes à trente lieues. En adressant des ordres à toutes celles de la Couronne, il les avait à dessein laissées éparses. Lui seul savait les différents villages où il les avait réparties. Il croyait par là s'être rendu maître des événements, et pouvoir à son gré disperser ou rassembler une armée. Dans cette position, il écoutait de secrètes ouvertures d'accommodement que lui faisaient les Czartoryski; et afin de gagner du temps, à chaque marche du grand-général, il partait pour une de ses terres dans le voisinage, promettait de revenir, se faisait attendre, écrivait des lettres d'excuse, arrivait enfin, et cherchait encore de nouveaux artifices pour éluder les résolutions qui avaient été prises. Les usages de cette république exigeaient qu'on signât une confédération pour former une autorité légale; et quoique chacun, rempli de soi-même, craignît de prendre un engagement qui devait le soumettre à l'autorité d'un chef, malgré les jalousies réciproques, malgré les défiances qui troublaient ce parti accoutumé aux

petites actions, et qu'aucun grand intérêt n'avait jamais rassemblé, on avait enfin commencé à signer cet acte. Mais dès les premières signatures, le palatin de Kïow partit encore sans en avoir prévenu ; et bientôt après il écrivit au grand-général pour excuser ce nouveau départ précipité, et promit de se rendre partout ailleurs où on aurait besoin de lui.

D'autres sénateurs demandèrent un délai jusqu'à ce qu'on eût assemblé plus de troupes, et retournèrent dans leurs terres, en promettant de rejoindre aussitôt qu'on aurait reçu quelque nouvelle favorable des cours étrangères, et qu'on serait assuré d'être soutenu.

Ainsi, le parti républicain s'affaiblissait en se séparant. Il ne restait avec le grand-général qu'un petit nombre de troupes, intimidées par le départ de tant de chefs.

Celles qui le poursuivaient, sous le commandement de Repnin et de Braneçki, firent plus de quarante lieues de France en trois jours. Leur approche l'obligea de quitter subitement le lieu où il était. Il franchit la Vistule près de Sandomir. Les Russes la passèrent; et sept cents Kosaks atteignirent son arrière-garde, composée de deux cents Tatars. On demanda à ceux-ci une conférence. On les somma de reconnaître l'autorité du nouveau chef que la diète venait de donner aux troupes ; et pendant le pourparler, on chercha à les envelopper. Ils s'en aperçurent, mirent le sabre à la main, renversèrent les Kosaks russes, et s'ouvrirent un passage. Ils furent vivement poursuivis ; mais le général Mokranowski les soutint avec une partie de sa petite armée; et les Russes se retirèrent en voyant sa contenance.

Ces légères hostilités étaient contraires aux ordres de la tzarine, et démentaient les assurances données en son nom à Constantinople. Le prince Repnin revint subitement à

Varsovie pour conférer avec Keyserling. L'un était inquiet et consterné; l'autre affectait de le paraître. Il fallut envoyer à Pétersbourg se justifier et demander de nouveaux ordres.

Depuis ce moment les troupes russes, en continuant de harceler les Polonais, évitaient d'en venir aux mains. Ceux-ci tenaient une conduite également circonspecte; ils attendaient le combat et ne le cherchaient pas; sans appui, sans secours, ils ne crurent pas devoir déclarer la guerre à l'empire de Russie, et leur audace consistait dans leur fermeté. Le grand-général tâchait de se faire joindre par toutes ces compagnies qu'on avait laissées si malheureusement éparses, et de se rendre à Sambor, pays fertile, d'où il pourrait communiquer aisément avec toutes les provinces. Mais Branecki avait noué des intelligences dans cette petite armée, il retenait entre ses mains la solde de toutes les troupes qui suivaient son adversaire, et il parvint à enlever presque toutes les compagnies polonaises, à mesure qu'elles s'avançaient pour joindre le grand-général.

Après cet enlèvement, un frère de Poniatowski écrivit à la grande-générale, sa sœur, pour chercher, disait-il, les moyens d'épargner le sang et d'éviter les malheurs d'une guerre civile. La réponse qu'il reçut ne lui laissa entrevoir aucune espérance que le grand général consentît à un accommodement particulier. Ce vieillard abandonné, poursuivi, privé de ses emplois, disait : « Comment puis-je me relâcher actuellement, qu'aucun intérêt personnel ne me guide ? » Pendant qu'on offrait cette négociation, de nouveaux détachements russes s'étaient joints aux troupes de ce parti, avec l'ordre de l'impératrice d'éteindre dans le sang, s'il le fallait, cette première étincelle de guerre, avant qu'aucune puissance pût venir au secours des Polonais. Ces détachements approchaient du grand-général, et occupaient

déjà presque tous les défilés des montagnes; et pendant cette négociation, il allait se trouver enfermé. Il partit précipitamment; et après quelques escarmouches où Mokranowski signala son courage, on parvint à se réfugier dans un asile en quelque sorte inviolable; on se retira dans le comté de Zips, province originairement hongroise, donnée à la Pologne en hypothèque pour des emprunts faits par la couronne de Hongrie, avec l'étrange stipulation que si ce comté n'était pas dégagé dans un temps prescrit, il faudrait ensuite payer pour le retirer autant de fois ces mêmes sommes qu'il se serait écoulé d'années depuis cette époque. On choisit, pour attendre ce que les événements permettraient encore de faire, cette province, toujours réputée hongroise, dans l'espérance que l'impératrice reine de Hongrie jugerait l'honneur de sa couronne intéressé à la préserver d'une invasion.

XLI. *Radzivill condamné.*

De son côté, le prince Radzivill s'était rendu à Biala, à quatorze milles au nord de Varsovie; et après y avoir rassemblé trois mille hommes et une nombreuse artillerie, ne recevant d'aucune puissance ni secours, ni espoir, certain de l'abandon où toute l'Europe laissait la république, il fit des propositions de paix. Mais la haine des Czartoryski contre lui était implacable; et l'abaissement de sa puissance entrait dans les plans secrets qu'ils avaient formés pour établir un nouvel ordre dans leur pays. La confédération de Lithuanie avait rendu contre ce prince un jugement dicté par la fureur, l'avait dépouillé de ses dignités, condamné à une prison perpétuelle, avait prononcé la saisie de ses forteresses et la confiscation de ses biens. Ses amis

étaient déclarés infâmes, les uns condamnés comme lui, les autres bannis. Radzivill envoya à Berlin réclamer la protection du roi de Prusse, comme parent de la maison Radzivill, et comme ayant même dans des partages de famille garanti à cette maison la possession de ses forteresses en Lithuanie. Le roi ne lui répondit que par des conseils de paix, tandis que ses ennemis en rejetaient toute proposition. Enfin, Radzivill n'eut plus à compter que sur son courage. Il apprend que les confédérés de Lithuanie, soutenus par les Russes, ont mis le siége devant Nieswiez, le plus fort de ses châteaux. Il part avec toutes ses troupes, déterminé à périr plutôt que de tomber entre les mains de ses ennemis, et de voir éclipser le lustre de sa maison. Il marche à grandes journées pour secourir, s'il est possible, ceux de ses gens qui étaient assiégés. Il publie par un manifeste, « qu'il ne prend les armes pour aucune entreprise violente, mais uniquement par le droit de la défense naturelle; qu'il est citoyen de la république, égal à tous les autres; qu'il a été attaqué pendant qu'il vivait tranquille, sans avoir été condamné juridiquement, sans avoir été convaincu par aucune procédure; et qu'il offre toutes ses forces à ses concitoyens pour la défense des lois. » Il enlève sur son passage dans les terres de tous ceux qui étaient attachés à la maison Czartoryski, leur artillerie et leurs munitions. Il incorpore leurs soldats dans ses troupes, et prévient par une sévère discipline toute espèce de désordre.

XLII. *Il gagne un combat contre les Russes.*

Le second jour de sa marche, comme il allait établir son camp à deux lieues de Slonim, seul passage qu'il pût prendre pour aller en Lithuanie, ses postes avancés aperçurent quel-

ques cavaliers russes à l'entrée d'un bois. Il les fit reconnaître par cent cinquante hommes de cavalerie. Les Russes, qui étaient au nombre de cinquante, rentrèrent dans le bois. Celui qui commandait le détachement polonais avança sur eux. Les Russes se retirant toujours sortirent du bois. Il se mit à leur poursuite, et cet homme qui avait du courage, mais nulle expérience, incertain du point où il devait s'arrêter, continua de les suivre pendant un espace de deux lieues, accélérant sa marche à mesure qu'ils accéléraient leur retraite, et arriva ainsi jusqu'au pied d'une hauteur où six cents hommes d'infanterie russe s'étaient retranchés à peu de distance de Slonim. La cavalerie polonaise se forma en bataille, et y demeura dans une entière incertitude de ce qu'elle avait à faire, trop faible pour combattre, et ne sachant pas, après s'être avancée si loin, s'il n'y aurait pas quelque honte à reculer. Elle demeurait exposée à l'artillerie des Russes; mais cette artillerie placée sur une hauteur tirait à coups perdus, et la plupart des boulets donnaient en terre, ou passaient à toute volée au-dessus des Polonais.

Radzivill, n'ayant aucune nouvelle de son détachement, suivait avec une partie de son infanterie. Le bruit du canon lui fit précipiter sa marche; et en arrivant au pied de la hauteur, l'infanterie polonaise, animée par la contenance de la cavalerie, avança avec courage et attaqua le retranchement. Radzivill combattait à leur tête. Sa sœur et son épouse, toutes deux jeunes et belles, étaient à cheval, le sabre à la main. Elles exhortaient les soldats; elles les animaient par leur exemple. Les Russes ayant fait une sortie, elles se mêlèrent plusieurs fois dans les rangs, et toutes deux ayant remarqué un jeune Polonais dont la bravoure égalait la beauté, et qui dans toutes les charges enfonça et dispersa les ennemis, elles lui demandèrent son nom dans le combat même. C'était un gentilhomme pauvre et inconnu.

nommé Morawski. La sœur du prince conçut une si grande passion pour lui, que huit jours après ce combat, elle l'épousa, et partagea avec lui une immense fortune. Les Russes cédèrent au nombre et au courage. Cent cinquante prirent la fuite vers Slonim, et s'y barricadèrent; les autres cessèrent de se défendre, mais sans fuir, sans jeter leurs armes, sans reculer d'un seul pas; ils demandaient quartier en se courbant, et en cherchant à éviter par le balancement de leurs corps les coups qu'on leur portait. Il y en eut près de cinq cents de pris ou de tués. On apprit qu'ils étaient détachés d'un corps de cinq mille hommes qui s'avançait à grandes journées, après avoir fait le siége de Nieswiez, et que cette forteresse, au secours de laquelle le prince accourait, était par la vénalité du gouverneur, déjà tombée au pouvoir des ennemis.

Dans cette position, l'attaque de Slonim pouvant devenir trop dangereuse, Radzivill se rejeta sur la droite, dans un pays coupé de montagnes et de marais impraticables, où il espérait se soutenir longtemps. Il avança vers Olyka, ville qui lui appartenait, située au milieu d'immenses forêts, et qui avait eu dans les anciens temps la réputation d'avoir quelque force. On y trouva une grande quantité de munitions de guerre; mais les fossés étaient éboulés, les remparts en ruine. Elle était dominée de toutes parts. On reconnut que cette réputation de force dont elle jouissait encore avait précédé l'invention de l'artillerie, et l'on craignit de s'y enfermer.

XLIII. *Il se réfugie en Turquie.*

Mais déjà trois détachements, dont chacun séparément

était plus nombreux que l'armée de Radzivill, marchaient pour l'environner. L'un, qui s'était avancé de la Lithuanie sous le commandement du prince Dolgorouki, e suivait de près ; l'autre, envoyé de Varsovie sous le commandement du prince Daschkoff, devait l'attaquer à Biala, et ne l'ayant plus trouvé dans cette ville, s'était rabattu vers les provinces méridionales, et le côtoyait sur la droite. Enfin Braneçki revenait au-devant de Radzivill, pour lui couper toute retraite. Radzivill prit alors le parti d'abandonner son infanterie, en lui laissant l'ordre de capituler comme elle pourrait. Quant à lui, sous l'escorte de cinq cents chevaux, il s'approcha des frontières turques, et toujours poursuivi, se jeta dans le Dniester à la vue de ses ennemis, le passa à la nage ; et se fiant aux droits de l'hospitalité, toujours fidèlement observée par les Ottomans, se réfugia sous la protection du grand-seigneur.

Pendant ce temps, la diète, dirigée par les Czartoryski, continuait ses séances. Ils s'étaient proposé de renverser la forme du gouvernement, et d'établir une véritable monarchie sur le débris des mauvaises lois qui avaient perdu la Pologne. Ils travaillaient à dérober leurs vues à la nation elle-même et à ses dangereux alliés.

XLIV. *Nouveau gouvernement établi en Pologne.*

Le grand-chancelier de Lithuanie poursuivant ce vaste dessein, marchait dans un chemin hérissé de difficultés, et qu'il fallait encore environner de ténèbres. Il sentait qu'une si grande opération entraînait mille injustices particulières, et il se livrait par occasion à toutes ses vengeances et à toutes ses haines. Résolu d'élever le trône sur les ruines des grandes charges et des principales maisons, il unissait l'idée

du bien de l'État au plaisir de dépouiller ses ennemis, écrasant à la fois toutes les anciennes lois, et toute morale et cachant aux yeux des ennemis naturels de la Pologne ses profondes vues politiques, sous l'apparence de satisfaire ses animosités personnelles.

Le vieux Keyserling était moitié gagné, moitié trompé. Ce vieillard, tourmenté de gravelle, ne sortait plus de sa chambre; on le flattait par tous les moyens auxquels il était sensible; on le prévenait dans tous ses goûts dispendieux; on lui envoyait de superbes chevaux, les meubles du luxe le plus recherché, les livres les plus curieux, les instruments de musique les plus rares. Comme il n'entendait pas la langue polonaise, on s'était assuré du secrétaire qui traduisait pour lui tous les projets en latin, et au moyen de quelques équivoques, les lois nouvelles en paraissant fidèlement traduites, avaient cependant un sens plus ou moins étendu dans la langue originale.

Repnin, esclave insolent, ne connaissait rien à tout ce labyrinthe de lois et de droit public. Les jeunes Polonais de cette faction menaient avec lui une vie licencieuse; leurs chefs étaient convenus de lui payer une pension annuelle; il ne voyait que l'autorité de sa souveraine dans tous les changements qui se faisaient sous la garde de ses troupes; la défense naturelle du prince Radzivill lui paraissait une rébellion contre l'impératrice; et dans la proscription de ce prince, dans l'abaissement qu'on allait faire de toutes les grandes charges, il ne voyait qu'une juste satisfaction faite à la Russie (1).

(1) Pour de plus amples détails sur cet homme détestable, le valet de bourreau de la tzarine, voyez les *Mémoires du duc de Lauzun*, publiés par M. F. Barrière, 1862, à la page 72, où le duc, sans doute à cause de la ressemblance de leurs mœurs, l'appelle : « un homme de mérite et de distinction. »

Des deux ministres prussiens, l'ambassadeur était nouvellement arrivé, sans autre objet que d'être présent par honneur à l'élection ; et l'ancien résident de cette cour, Français réfugié, sans parents, sans fortune, sans amis, n'avait dû sa place qu'au soin de plaire dans cette république, où ses distractions et ses naïvetés l'avaient fait accueillir dans les grandes maisons. Cet homme, qui ne prononçait jamais une phrase entière, et qui donnait toujours à entendre par des sens suspendus et par des demi-mots susceptibles de toutes les interprétations, ne fut pas inutile dans la suite aux desseins du roi son maître. Mais les opérations de la diète actuelle étaient beaucoup au-delà de tout ce qu'il avait d'intelligence.

La noblesse polonaise se voyait entraînée malgré elle. Les Czartoryski, maîtres de presque tous les députés restés à cette diète, dictaient à chacun ce qu'il devait dire. Ils avaient acheté les voix mêmes dont les autres chefs de leur parti se croyaient assurés. Ceux-ci, étonnés des opérations auxquelles on les forçait de concourir, se trouvaient réduits à leur unique suffrage ; et la honte de quitter la diète, après y être entré à la tête d'une faction, les y retenait malgré eux. Souvent on occupait la multitude de questions frivoles, afin de la distraire des objets principaux, et de lui laisser une apparente liberté sur de vaines discussions. Le terme de la diète étant limité, moins il restait de temps pour discuter les affaires importantes, plus elles passaient avec rapidité. Un sénateur ou un nonce voué au parti dominant, faisait-il une proposition, si quelqu'un voulait en débattre les inconvénients ou les avantages, il se formait autour de celui-ci un groupe qui l'interrompait en lui criant : « Il n'est pas besoin de voter, la pluralité est évidente ! » Aussitôt on lisait une constitution toute dressée, et le primat la signait aveuglément. Ainsi furent érigées en lois une mul-

titude de propositions captieuses, et qui devaient produire dans la république un entier changement. Ainsi fut effectué l'abaissement de toutes les grandes charges indépendantes de l'autorité du roi, et qui, depuis la rupture perpétuelle des diètes, formaient dans les quatre départements, de la justice, de la guerre, des finances et de la police générale, autant de véritables souverains. La plupart de ceux qui exerçaient ces grandes charges, avaient méconnu l'autorité de cette diète; et sous le voile des jugements sévères qu'elle rendit contre eux, elle renversa en effet tout le gouvernement. Pour remplacer les fonctions dont elle les destituait, elle créa quatre conseils souverains, composés chacun de seize commissaires; et les grandes charges si puissantes autrefois, furent réduites à n'être plus que les simples présidences de ces commissions. Ce fut alors que le grand-chancelier de Lithuanie parut justifié de la sévérité implacable avec laquelle il avait dépouillé tous ses ennemis; il fit par un sacrifice volontaire ce qu'il avait exigé d'eux par la rigueur des jugements. Il se démit de l'autorité suprême de la judicature, et supplia les états de lui nommer des conseillers, générosité qui perdait un peu de son prix dans un homme assuré, en restreignant le pouvoir d'une charge, d'exercer bientôt le pouvoir souverain.

XLV. *Opposition des puissances voisines, à la réforme du liberum veto.*

De toutes les réformes qu'il avait entreprises, la plus nécessaire était d'abroger cette folle loi de l'unanimité, source de tous les abus qui avaient perdu la république. Qu'un seul soit égal à tous, cette ancienne maxime des Polonais est infiniment dangereuse; mais que chacun séparément soit

pour l'État plus que tous les autres ensemble, que l'opposition d'un seul suffise pour détruire l'autorité de tous les citoyens réunis : la république de Pologne est la seule sur la terre qui ait subsisté plusieurs siècles avec un principe si vicieux et si destructeur. Les Czartoryski voulaient profiter de tous leurs avantages pour obliger la noblesse à renoncer à cette absurde prérogative. Cette proposition faite dans la diète y fut vivement appuyée et vivement combattue. Mais aussitôt que les ambassadeurs de Russie et de Prusse apprirent qu'il était question de cette importante réforme, tous deux s'y opposèrent; Keyserling produisit les ordres de sa cour, qui ne lui permettaient de condescendre à aucun changement ni sur cette loi, ni sur ses abus. Poniatowski présuma assez de son crédit sur l'esprit de la tzarine, pour s'engager à lui inspirer des sentiments plus favorables. Il proposa dans les secrets conseils de sa famille, de suspendre toute délibération à ce sujet, jusqu'à une entrevue qu'il se flattait d'avoir bientôt avec cette princesse sur les frontières de Pologne. On disait, en effet, que tous deux avaient concerté de s'y rendre; et les préparatifs de ces deux voyages se faisaient publiquement. On cessa donc d'agiter cette affaire; et pour sauver l'honneur de la nation, le primat déclara en pleine diète, que beaucoup de nonces n'étant pas autorisés par leurs instructions à donner leurs voix sur un si grand changement, il fallait le renvoyer à d'autre temps; mais le grand-chancelier parvint à éluder tout ce que cette mauvaise volonté des puissances voisines avait de funeste pour la Pologne. Il avait attribué aux diètes le droit de nommer à toutes les places des quatre conseils souverains. Il établit alors, que pendant tout le temps où les diètes seraient séparées, le roi seul aurait cette nomination; et comme on était sûr qu'aucune diète ne se tiendrait en Pologne tant que la loi de l'unanimité y subsisterait, ce droit attribué aux

états devenait illusoire, et n'était réel que pour le roi. Par là, l'opposition des puissances voisines à l'établissement de la pluralité, au lieu de maintenir la république dans ses anciens désordres, comme elles l'avaient prétendu, allait au contraire produire une singulière augmentation du pouvoir monarchique.

Dans les réglements faits par ces commissions, il employa d'autres artifices. Des expressions générales déguisaient le rétablissement réel de l'ordre dans toutes les parties de l'État. Tous les projets qui se rapporteraient par quelque circonstance que ce fût, au profit de la république, devaient au commencement des diètes être proposés par la commission du trésor, et décidés avant tout autre objet par la forme judiciaire, ce qui voulait dire par la pluralité. Tout pouvait entrer dans l'étendue de cette loi, si on reprenait assez d'avantages contre les puissances voisines, pour faire usage de cette expression captieuse. La commission de guerre fut établie sur le même pied que celle du trésor, et chargée de veiller à toutes les parties de l'administration militaire, telles que la levée des troupes, leur entretien, leur discipline et leur instruction. Une multitude d'autres réglements sur toutes les parties de l'État tendirent au rétablissement général de l'ordre; et dans les réglements pour la commission de justice, on fit des lois favorables aux paysans, et qui restreignaient l'autorité excessive de la noblesse sur ces infortunés.

XLVI. *Commencement de l'affaire des dissidents.*

Il parut alors une requête imprimée des dissidents, adressée à la république, dans laquelle ils exposaient très-éloquemment les motifs qui pouvaient engager à les laisser par-

venir à toutes les charges, comme dans les anciens temps. Ils signaient vos *fidèles sujets et frères*. Pour intéresser directement la Russie à leurs demandes, ils affectaient de faire cause commune avec tous ceux qui en Pologne professaient la religion grecque. Mais depuis que la noblesse grecque s'était réunie à la religion romaine, étant admise à toutes les dignités, elle ne pouvait avoir aucune sorte de part à cette requête; et les simples paysans qui professaient encore cette religion, ayant leurs églises, leurs évêques et leurs pasteurs, vivaient tranquilles, ne formaient ni plaintes, ni demandes, et ignoraient entièrement cette affaire. Toutefois le nom de *tolérance* donné à tout ce que les dissidents demandaient, rendit la plus grande partie de l'Europe favorable à leur requête. On ne songeait pas que non-seulement ils étaient tolérés, mais qu'ils étaient admis au partage des plus riches starosties, à tous les droits civils de la noblesse, à tous les emplois militaires, et qu'ils demandaient non pas la tolérance, mais le partage de la souveraineté. Le grand-chancelier de Lithuanie, uniquement occupé de rétablir l'ordre dans la république, d'y restreindre les priviléges de tous les états, de toutes les charges, ceux même des provinces, était bien loin d'accorder de nouveaux priviléges à des sectes que la protection des puissances étrangères rendait si dangereuses; et leurs prétentions étaient absolument contraires à tout le système des constitutions nouvelles. Il se conduisit avec une profonde dissimulation, et en paraissant favoriser leurs demandes, il abandonna cette affaire au fanatisme de la multitude. En effet, le zèle pour la religion catholique éclata dans la diète avec plus de hardiesse que l'amour de la liberté n'avait osé faire. Le vieil ambassadeur Keyserling savait combien il est difficile de gouverner les mouvements populaires, et que les plus habiles sont obligés de céder quelquefois à

états devenait illusoire, et n'[illegible] que sa cour accor-
là, l'opposition des pui[illegible] que le grand objet actuel était
la pluralité, au li[illegible] devait écarter avec soin tout
ciens désordre [illegible] et qu'il fallait tout assoupir. »
contraire pr[illegible] porta jusqu'à faire déchirer le projet
monarchi[illegible]

Dans [illegible] et les priviléges dont jouissaient les
d'aut[illegible] restreints. On leur ôta le droit de
rét[illegible] comme ils en avaient obtenu sous le
T[illegible] et on les réduisit à la plus étroite tolérance.

XLVII. *La province de Prusse dépouillée de ses priviléges.*

Enfin, dans les derniers jours de la diète, on profita de l'absence de tous les députés de la province de Prusse, pour dépouiller cette province des prérogatives qu'elle s'était réservées en s'unissant à la Pologne. On exerça contre elle le pouvoir législatif qu'elle avait droit d'exercer elle-même. On limita le nombre de ses députés aux diètes. On ordonna que tous ses autres priviléges, et ceux de ses grandes villes, seraient soumis à un nouvel examen; et on les rendit en quelque sorte dépendants de la volonté du roi qu'on allait élire.

XLVIII. *Résumé de la conduite du grand-chancelier.*

C'est ainsi que le grand-chancelier de Lithuanie parvint à changer le gouvernement de son pays en une véritable monarchie, sous le voile de rétablir simplement un meilleur ordre dans quelques parties de l'administration, et sans que les puissances qui protégeaient cette faction, intéressées à tenir les Polonais dans l'abaissement, s'aperçussent qu'on

employait leur protection à donner une nouvelle constitution à la république. Ce que les rois de France ont eu peine à faire en plus de quatre siècles, l'abolition des grandes charges dont l'autorité était presqu'indépendante de celle de roi, l'abaissement des grandes familles, la noblesse affaiblie par la diminution de son pouvoir sur les serfs, l'abrogation des priviléges particuliers des grandes villes et leur réduction à l'obéissance immédiate, les provinces entières dépouillées de leurs droits, les sectes de la plus grande partie des leurs, l'établissement arbitraire des impôts, tout cela fut l'ouvrage de six semaines; et pour mieux déguiser encore aux yeux des puissances voisines et des Polonais eux-mêmes, l'état nouveau de la république, en leur montrant les apparences des anciennes formes dans le pouvoir même qui ferait exécuter les lois nouvelles, la diète, dans sa dernière séance, se changea en confédération, et le dessein était pris d'y faire adhérer de gré ou de force toute la noblesse du royaume. Le grand-duché de Lithuanie était confédéré d'avance par les ennemis du prince Radzivill, aveugles instruments de cette singulière et surprenante intrigue; et par là, les Czartoryski, maîtres de tous les conseils de ces deux ligues réunies, l'étaient en effet de tous les pouvoirs de l'État; ils devaient, après la séparation de la diète, rester toujours armés d'une dictature capable d'en imposer à quiconque voudrait se plaindre ou tarderait à se soumettre. Le prince Auguste Czartoryski fut élu maréchal-général de cette confédération. Il était contre les anciennes lois qu'un sénateur fût élevé à une pareille dignité; mais on ne suivait plus les principes d'un gouvernement qu'on venait de détruire, et l'on n'écouta plus la voix de ceux qui voulurent s'opposer à cette nouveauté; c'était dédommager ce prince de la couronne, que de le rendre sous un autre titre, le véritable chef de la nation.

XLIX. *Conduite de Poniatowski.*

Le comte Poniatowski donnait alors ses journées entières au soin de se faire peindre avec tous les ornements de la dignité royale. Uniquement occupé de frivoles intrigues, il offrait aux femmes qu'il voulait séduire, l'espérance de le gouverner sur le trône. Dans une de ses lettres qu'on surprit dans ce temps-là, il disait à une jeune princesse polonaise : « Qu'il préférait un seul de ses regards, aux plus tendres faveurs des têtes couronnées ! » On répandit avec profuion des copies de cette lettre, dans laquelle se trouvaient encore d'autres expressions capables d'offenser la tzarine; mais ce fut alors même que les ambassadeurs de Russie et de Prusse prirent une audience du primat, pour nommer authentiquement ce jeune Polonais, comme le candidat que leurs cours protégeaient. Cette démarche, prévue depuis longtemps, produisit néanmoins la plus vive sensation. Les uns voyaient avec plaisir approcher le temps des récompenses promises, et affectaient d'autant plus de joie que les grâces ne pouvant suffire à contenter tous ceux qui en attendaient, chacun voulait mériter des préférences. Les autres sentaient, avec désespoir, qu'ils allaient être forcés de recevoir un maître dont ils méprisaient la naissance, dont ils haïssaient la personne, et dont tant d'innovations leur faisaient redouter les desseins. Les bruits d'un prochain mariage entre l'impératrice et le roi désigné se renouvelaient de toutes parts. Cette princesse était attendue à Riga; et lui, de son côté, avait fait de magnifiques apprêts pour s'y montrer avec une pompe presque royale. Tous les États voisins commençaient à craindre de voir la Russie et la Pologne sous une même domination, et une si énorme puissance entre les

mains de deux personnes si entreprenantes, dont l'ambition et l'audace prendraient encore de nouvelles forces dans le succès même d'une aventure si romanesque.

Tout ce qui avait osé faire quelque résistance était dispersé; le parti triomphant avait jeté partout la terreur, en faisant périr sur l'échafaud deux gentilshommes, l'un en Lithuanie, l'autre en Pologne. Une tentative de confédération dans les provinces méridionales, formée par quatre jeunes gens de la maison Potoçki, avait échoué; et ces quatres chefs, après avoir perdu un combat contre les Russes, et s'être jetés dans une forteresse, avaient été pris, et devenaient autant d'otages dans les mains des vainqueurs. On ne voyait dans tout le royaume que gens déconcertés, et qui reconnaissaient enfin avec autant de consternation que d'étonnement, l'abandon dans lequel toutes les puissances laissaient cette république.

Les Polonais, depuis plus d'un siècle, s'étaient persuadé que le maintien de leur liberté était nécessaire au système politique de l'Europe. Attachés à leur gouvernement, dont tous les vices leur étaient agréables, et dont ils ne pouvaient se dissimuler la faiblesse, ils se croyaient suffisamment protégés par leurs alliances, ce qui fut toujours vrai pendant un siècle entier; mais ils s'étaient mis, par cette fatale sécurité, dans une dépendance absolue des événements; et dès que l'état de l'Europe se trouvait dérangé, dès que l'équilibre était rompu, ils se trouvaient réduits à leur propre faiblesse, et demeuraient exposés à toutes les entreprises de leurs ennemis naturels. Cet abandon, qui eut des suites si importantes pour l'Europe entière, et si déplorables pour la Pologne, était, en quelque sorte, publiquement avoué par le départ de tous les ambassadeurs, ministres, résidents, consuls et secrétaires des cours de Vienne, de Versailles, de Madrid et de Dresde. Tous, par un concert unanime

avaient quitté Varsovie. L'événement qui occasionna ce départ précipité, roule sur une complication d'incidents obscurs et difficiles à saisir et à développer. Mais, comme il est devenu l'époque de ce délaissement général et de cette destitution de tout appui étranger, nous avons cru devoir entrer dans quelques éclaircissements.

Il prend son origine secrète dans ces correspondances mystérieuses du comte de Broglie, dont nous avons parlé plus d'une fois. Un confident de cette intrigue, alors employé à Varsovie, sous le titre de résident, crut encore possible, au milieu des désastres qu'éprouvèrent les anciens amis de la France, de sauver et de conserver les restes d'un parti, soit afin de le rallier quelque jour, si les conjonctures devenaient plus favorables, soit uniquement pour sauver l'honneur de la France, ou peut-être par attachement personnel pour de zélés républicains avec lesquels il avait depuis longtemps d'intimes liaisons. Il s'adressa directement à Poniatowski, en lui faisant espérer que la France et l'Autriche consentiraient à le regarder comme légitime roi de Pologne, et reconnaîtraient la validité de son élection, si, de son côté, il consentait à rétablir dans leurs dignités tous ceux qui venaient d'en être dépouillés, et s'il faisait sortir de Pologne toutes les troupes russes. Poniatowski parut accueillir cette proposition, quoiqu'elle fût entièrement opposée au plan que suivaient ses deux oncles; et nous ne déciderons point s'il se livrait, en cette occasion, à sa duplicité accoutumée, ou si ce jeune homme cherchait à s'emparer enfin de quelque rôle dans les soins qui devaient lui donner une couronne. Quoi qu'il en soit, d'après sa promesse positive, le résident crut devoir suivre une négociation qui, en apparence, commençait si favorablement; et pour y donner plus de consistance, il proposa à l'ambassadeur de France, qui n'avait reçu de sa cour aucun ordre à ce sujet, de faire ouverte-

ment la même démarche auprès du grand-chancelier de Lithuanie ; mais la sévérité même de ces destitutions et de ces proscriptions tenait au plan des constitutions nouvelles ; et le chancelier de Lithuanie sentait que pour opérer de si grands changements, il avait besoin d'avoir de grandes forces à sa disposition. La dureté de son caractère lui servit à cacher la profondeur de ses vues. De violentes ironies furent ses uniques réponses. Il parut choqué de la seule idée de faire grâce à ses compatriotes. Il dit : « Qu'on ne pouvait se fier à cette troupe de rebelles ; que le grand-général était un vieillard gâté par l'adulation ; le prince Radzivill une bête féroce, et que les cours de France et de Vienne voulaient seulement, par ressentiment contre l'impératrice de Russie, envisager les affaires de Pologne sous un autre point de vue qu'elle. » Aussitôt, pour achever d'abattre et de déconcerter ceux qui s'obstinaient encore à espérer quelqu'appui de ces cours, il publia qu'elles avaient sollicité avec instance un accommodement. A cette nouvelle, l'ambassadeur de Vienne se plaignit amèrement d'une démarche faite sans sa participation. En effet, ni l'une ni l'autre de ces deux cours n'avait encore fait entendre qu'elle voulût, dans aucun cas ni à aucune condition, reconnaître l'élection de Poniatowski. La cour de Vienne vit donc avec un orgueil jaloux et défiant qu'on eût voulu la devancer. Le ministère français se justifia auprès d'elle en marquant le plus vif mécontentement à l'ambassadeur de France ; et dès lors, celui-ci ne chercha plus qu'à se dérober à un séjour que tout avait rendu si désagréable pour lui : il demanda et obtint facilement son rappel. Il devait, en partant, accréditer à sa place ce même résident, connu depuis longtemps dans cette république, aimé dans tous les partis, et que la médiocrité de ce titre eût moins exposé à être compromis. Mais les Czartoryski, se livrant à leur ancienne haine contre la France, et,

pour éloigner toute occasion de troubles, voulant étouffer jusqu'aux restes du parti qu'on lui supposait encore en Pologne, crurent devoir profiter de cette occasion pour forcer tous les ministres français à se retirer; politique qui pouvait réellement avoir un côté sage, mais qui pouvait, à beaucoup d'autres égards, devenir dangereuse, comme l'événement l'a prouvé : et il paraît que cette fois le caractère dur et violent du grand-chancelier de Lithuanie l'emporta au-delà des justes mesures. Un affront fait à l'ambassadeur de France, dans la cérémonie de sa dernière audience, fut le moyen qu'on employa. Cet ambassadeur, dans cette audience solennelle, dit au primat : « Que la république étant divisée et la ville de Varsovie livrée à des troupes étrangères, il ne pouvait rester décemment au milieu de ces troupes, et qu'il avait ordre de se retirer, jusqu'à ce que le calme et le bon ordre fussent rétablis. » Le primat, en élevant la voix, lui répondit : « Vous ne reconnaissez donc pas la république? » L'ambassadeur reprit : « Je reconnais la république divisée. »

Le résident, qui avait accompagné l'ambassadeur pour être accrédité à sa place, fit remarquer que le primat répondait à ce que l'ambassadeur ne disait pas; mais quoique tous deux s'efforçassent d'expliquer l'espèce de neutralité énoncée par les paroles de l'ambassadeur, jamais ils ne purent faire sortir le primat de la leçon qu'il avait apprise. Il répétait toujours : « Puisque vous ne reconnaissez plus la république, vous pouvez l'aller chercher où il vous plaira, vous et tous les ministres de France! » Et aussitôt, affectant un air familier, feignant de ne plus regarder l'ambassadeur comme revêtu de ce caractère, il lui dit : « Adieu, M. le marquis de Paulmi! » L'ambassadeur répondit du même ton : « Adieu, M. l'archevêque de Gnesno! » En sortant de cette audience, on ne lui rendit point les honneurs qu'il avait reçus en y entrant.

L. *Départ de tous les ambassadeurs et de tous les ministres alliés.*

Tous les ambassadeurs et ministres alliés, ne cherchaient qu'un prétexte pour ne pas rester plus longtemps exposés à la hauteur d'un parti et aux reproches de l'autre. Ils annoncèrent que leurs cours partageaient le ressentiment de cet outrage ; et ils ne tardèrent pas à recevoir l'ordre de quitter la Pologne. Ils partirent successivement, sans prendre congé du primat ; et ce prélat, au désespoir de voir son gouvernement méconnu de la plus grande partie de l'Europe, se livrait à d'inutiles regrets, et s'écriait dans sa douleur : « *Ah! la France, la France!* » plus justement affligé, s'il eût prévu toutes les suites de cette retraite générale, qui ne laissait plus en Pologne aucun ministre, aucun ambassadeur capable d'y contrebalancer le crédit et l'autorité de l'ambassadeur et du ministre russe et prussien.

LI. *Entretien de Mokranowski et du roi de Prusse.*

Dans cette extrémité, Mokranowski renonçant à toutes les fausses espérances que lui donnaient depuis si longtemps ses liaisons publiques avec le ministre français et ses liaisons secrètes avec le roi de France, s'indignant de l'abandon où ils laissaient la Pologne dans une conjoncture aussi décisive, prit la résolution de courir à Berlin, et de s'adresser directement au roi de Prusse. Il le trouva mal informé des affaires de Pologne, ou du moins affectant de le paraître ; il n'en parlait que sur les plus fausses nouvelles. Dans le dédain que ce prince a marqué de tout temps pour cette politique inquiète qui agite l'Europe, il a toujours peu dépensé dans son ministère des affaires étrangères. On sait qu'avant

la dernière guerre, tous les frais de ce département, en y comprenant les appointements de ses ambassadeurs et de ses ministres, ne se montaient pas à plus de quatre cent mille livres. Aussi, de faux avis ont-ils plus d'une fois dirigé sa conduite; mais ses talents et ses forces ont tout réparé. Il croyait, ou il feignait de croire, qu'on avait voulu écraser les Czartoryski, joindre l'armée de la république à un corps de quarante mille Autrichiens sur les frontières de Hongrie, et enfin qu'on voulait établir la succession au trône dans la maison de Saxe. Mokranowski n'oublia rien pour le détromper, lui jura que jamais l'Autriche n'était entrée dans aucun arrangement avec eux; que les Polonais, en favorisant aujourd'hui la maison de Saxe, malgré leur juste ressentiment contre elle, avaient voulu uniquement secouer le joug de la « Russie. Vous êtes les plus faibles, il faut céder, lui dit le roi. » Le général reprit : « Votre majesté ne nous a pas donné de pareils exemples; elle a seule résisté à toute l'Europe. — Sans un événement, lui répondit le roi, j'étais perdu. — Il est arrivé, lui répartit Mokranowski; et les talents de votre majesté ont donné le temps à la fortune. — Le roi répliqua qu'ils étaient accoutumés à recevoir leurs rois de la Russie. — Elle nous en a donné un seul, dit le général, et nous n'en voulons plus de sa main. Mais votre majesté ne paraîtra-t-elle jamais chez nous que pour jouer un second personnage? Quand vous étiez allié de la France, votre ministre en Pologne se joignait à l'ambassadeur de France, et répétait les mêmes choses que lui. Aujourd'hui que vous êtes allié de la Russie, votre ministre ne paraît qu'à la suite de son ambassadeur. Emparez-vous enfin du rôle qui convient à votre gloire, donnez-nous un roi; donnez-nous votre frère, le prince Henry. » Le roi répondit : « Il ne veut pas se faire catholique ». Le général n'ayant repliqué que par un sourire, « non, reprit le roi, il ne le veut pas, et son parti est si bien

pris qu'il est inutile que vous lui parliez; je vous défends de le voir. — Sire, au moins sauvez notre liberté, lui dit le général »; et il lui expliqua comment la république allait être soumise au despotisme. Le roi montra beaucoup de curiosité sur tous les changements qui avaient été faits dans la constitution; il lui demanda des notes sur les plus importants, les lui fit écrire sous ses yeux, les apostilla de sa main; et lui dit : « Qu'il chargerait son ministre à Varsovie de veiller au rétablissement de la liberté; que l'alliance qu'il avait contractée avec la Russie, n'avait point d'autre but; qu'il ne dépendait que des patriotes de tout pacifier, en se réunissant au corps de la république, et que si c'était là leur dessein, il s'emploierait à faciliter les voies de la conciliation ». Le roi lui demanda ensuite ce que c'était qu'un bruit généralement répandu sur le mariage de l'impératrice avec Poniatowski? Le général répondit : « Qu'il savait seulement que c'était un bruit public ». Le roi reprit avec un visage sévère : « Je ne le leur conseille ni à l'un ni à l'autre; je viens de leur écrire à tous deux de ne pas faire cette folie-là ». Cette conversation finit par des propositions que fit le roi au général, pour l'engager à quitter un pays si en désordre, et à entrer de nouveau à son service. Mais le général lui répondit : « Qu'il ne chercherait une retraite que quand sa patrie serait libre et tranquille. » Le roi le congédia avec bonté; et comme le prince Henry, alors absent, était sur le point de revenir à la cour, le roi pressa Mokranowski de partir, et il le fit, en quelque sorte, garder à vue jusque sur la frontière.

LII. *Dispositions de la cour de Saxe.*

Dans le même temps, le référendaire Podoski, zélé partisan de la maison de Saxe, intrigant, audaci eux, ne déses-

pérant jamais des choses qu'il désirait, avait couru à Dresde. Cette cour regardait encore l'élection d'un des princes de Saxe au trône de Pologne comme facile, et tout ce qui pouvait la traverser comme impossible. Si on entreprenait de leur en démontrer les obstacles, ils écoutaient ce discours avec ressentiment, et comme la preuve de quelque mauvaise volonté déclarée contre eux. Ils ne doutaient pas qu'après la diète de Varsovie, le retour des députés dans les provinces ne devînt l'occasion d'un soulèvement général, et que les partisans de leur maison n'en profitassent pour lui rendre le trône. Le référendaire Podoski leur avait donné de loin ces opinions, d'ailleurs si naturelles à toute famille royale, et il vint encore les confirmer de vive voix. Il vint assurer : « Que malgré les désastres et l'oppression, le même sentiment restant dans tous les cœurs, et l'indignation lui donnant même une nouvelle force, non-seulement l'espérance n'était pas détruite, mais qu'elle devait augmenter ; que la nation était prête à se porter aux partis les plus violents et les plus extraordinaires ; que la crainte de perdre sa liberté lui rendait toutes ses forces ; que si un des princes de Saxe voulait être roi, il n'avait qu'à paraître en Pologne à la tête de quelques troupes, et que toute la nation se réunirait à lui. Il leur représentait que le droit de la noblesse étant de faire l'élection en corps, une assemblée de quatre-vingt mille gentilshommes ne recevrait pas la loi, et que du moins on ferait facilement une double élection. » Mais après de longs conseils la cour de Dresde, gouvernée par un ministre prudent, répondit : « Nous ne pouvons empêcher l'élection de Poniatowski ; il faut le laisser monter sur le trône, dans peu d'années nous verrons à l'en faire descendre ». Et le référendaire Podoski fut prié de réserver son zèle pour ce temps-là.

LIII. *Conduite des Turks.*

Quelques nuages commencèrent aussi à s'élever du côté de la Turquie, la seule puissance qui, dans la situation actuelle de l'Europe, pouvait traverser les desseins de Catherine. Cette princesse n'était pas assez affermie sur le trône, pour engager son empire dans une guerre contre les Turks ; et la crainte rendait ses négociations à Constantinople un tissu des plus subtils artifices. Elle profita du nouveau crédit que le roi de Prusse y avait acquis par ses longues guerres contre la maison d'Autriche ; et le ministre de ce roi y devint le plus fidèle émissaire de la Russie. Presque tout l'argent destiné aux corruptions se répandait par ses mains ; les Russes, n'espérant pas qu'on ajoutât foi à leurs mensonges, les faisaient passer par une bouche étrangère. Mais ce fut l'empressement des deux ministres russe et prussien, pour aller au-devant de tous les obstacles, qui encouragea ces longues et sanglantes querelles. Il faut reprendre ce récit d'un peu plus haut.

Mustapha, après quelques années de règne, se croyant en état de suffire par lui-même au gouvernement de son empire, pourvu que la vérité fût toujours mise sous ses yeux, avait choisi pour grand-visir un homme doué de toutes les vertus, mais dénué de tous les talents ; il se flattait de l'éclairer sur toutes les affaires. Mais bientôt convaincu de son erreur, il avait fait un choix entièrement contraire ; il avait appelé d'Asie, pour son ministre, un homme connu par de grands talents, mais diffamé par de grandes prévarications ; se flattant de le maintenir par sa vigilance. Celui-ci, nommé déjà trois fois grand-visir, et trois fois disgrâcié, avait une véritable connaissance des intérêts de l'empire. Il avait,

dans ses ministères précédents, arrêté les entreprises des Russes. Il savait avec quel soin on devait surveiller cette puissance active, ambitieuse et perfide ; et dès le premier moment de son arrivée à Constantinople, une extrême attention sur les affaires de Pologne succéda à la plus profonde indifférence. Le kan des Tatars eut ordre de redoubler de zèle. Les princes de Moldavie et de Valaquie reçurent également ordre d'envoyer à Varsovie des ministres publics, qui rendissent compte de tout ce qui s'y passerait. Enfin, le ministre russe à Constantinople, reçut une injonction formelle d'informer exactement la Porte des intentions de sa cour. Mais ce nouveau grand-visir ne tarda pas à reconnaître qu'il n'avait ni la confiance ni l'estime de son maître. Il craignit de s'engager dans des projets dont l'événement était incertain. Uniquement occupé de conserver sa place, et dans l'attente perpétuelle d'une quatrième disgrâce, il rallentit cette première activité de ses démarches. Le grand-seigneur instruit , il est vrai, par ce visir, commença à sentir les conséquences que les entreprises des Russes pouvaient avoir pour ses États; mais ce prince voulant tout faire par lui-même, dans un gouvernement trop étendu pour que tout y soit régi par une seule main, fut bientôt distrait, et pour ainsi dire, emporté par le courant de ses occupations journalières. Tout ce qui regardait la vacance du trône de Pologne était oublié, et en quelque sorte perdu dans la foule des affaires d'un si vaste empire.

Ce fut alors que les deux ministres russe et prussien, inquiets des premières démonstrations d'un intérêt qui déjà n'existait plus, vinrent assurer au ministre ottoman, par des déclarations authentiques, que ces deux puissances n'enverraient pas un seul soldat en Pologne ; que l'élection serait entièrement libre ; qu'elles désiraient seulement que le nouveau roi fût Polonais, et que d'ailleurs elles ne soutiendraient

et même n'indiqueraient aucun candidat. Les deux ministres allèrent jusqu'à solliciter la Porte de se joindre à leurs cours, dans des vues qui semblaient si légitimes; soit que ce fût un excès de zèle égal entre ces deux collègues, soit plutôt que le zèle du ministre prussien ne fût pas exempt d'artifice, et qu'il eût pour véritable objet de contenir la Russie, en affectant de la servir.

Le ministre ottoman, sur la foi de ces déclarations, ne vit dans les troubles qui s'élevèrent bientôt en Pologne, que des discussions intestines; et le grand-seigneur, se persuadant que les deux partis étaient abandonnés à leurs propres forces, leur fit écrire : « Que s'ils écoutaient un bon et sincère conseil, ils feraient l'élection d'un roi d'un commun accord; mais que la Porte, en leur donnant ce conseil de paix, les laissait maîtres de faire ce qu'ils jugeraient à propos, et s'intéressait seulement à la république en général, parce qu'elle avait fidèlement observé les traités ». Ces lettres étaient d'ailleurs pleines d'ignorance sur le gouvernement de Pologne, et confondaient perpétuellement le sénat avec la diète, et la diète avec la noblesse.

Le grand-seigneur fit dire en même temps au roi de Prusse et à l'impératrice de Russie, qu'il espérait que, suivant leur *ingénuité* ordinaire (ce fut l'expression turque), ils tiendraient la promesse qu'ils lui avaient faite, de ne se point mêler des dissensions polonaises. Son étonnement fut extrême, lorsque bientôt après il apprit qu'une armée russe était en Pologne; le grand-visir en demanda aussitôt raison au résident de Russie. Celui-ci répondit : « Que la république avait sollicité l'envoi de quelques troupes, pour protéger ses libertés dont la Russie était garante; et que, sur cette prière, on avait envoyé dans ce royaume, sans canons et munitions, six mille hommes d'infanterie et mille Kosaks pour y être employés aux ordres de la république. »

Le sultan parut satisfait de cette explication, et fit répondre à l'ambassadeur de France et au kan de Krimée, qui avaient fait répandre cette nouvelle dans le sérail : « Qu'il n'avait aucun droit de s'opposer à cette entrée des Russes en Pologne; que les Russes non-seulement y étaient souvent entrés sans que la république s'y fût opposée, mais qu'elle les avait souvent reçus à titre d'hospitalité; que les traités ne faisaient aucune mention de ce point, et qu'il ne serait pas convenable que la Porte voulût gêner la liberté de la république. Il fallut encore bien du temps pour informer les ministres turks, et par eux le grand-seigneur, du dessein qu'avait l'impératrice de donner la couronne à un jeune homme qui avait eu avec elle les plus intimes liaisons. Mustapha apprit avec la plus vive colère cette recommandation publique faite au primat du royaume, en faveur de Poniatowski, contre la promesse formelle faite au grand-visir, que la tzarine ne recommanderait ni même n'indiquerait aucun candidat. Il s'indigna d'avoir été joué; et le ressentiment de cette perfidie eût dès lors éclaté par la guerre, si le muphti, que la religion rendait tout puissant sur l'esprit de son maître, et qui lui-même était gouverné par un Iman, vendu aux Russes, n'eût calmé ce premier transport (1). Le grand-seigneur crut devoir cependant à la dignité de sa couronne,

(1) Presque tous ces lettrés ont abjuré, dit-on, leur ancien fanatisme; ceux qui sont versés dans les lettres orientales n'ajoutent plus aucune foi aux dogmes de Mahomet, et c'est le pur déisme qui règne secrètement à Constantinople; mais qu'en est-il résulté pour l'empire? Ils n'en sont pas moins occupés, comme le sont les prêtres de tous les autres pays, à maintenir en crédit une religion, source de leur puissance; et l'ancien esprit de la loi mahométane ne dirigeant plus leurs décisions, ils emploient, chaque fois, toutes les subtilités des interprétations théologiques, à trouver seulement dans les livres saints, ce qui peut favoriser la perpétuité de la paix, et la mollesse générale.

(*Note de Rulhière.*)

a son honneur personnel, d'exclure nommément de l'élection au trône le Polonais recommandé par la Russie, contre la foi des promesses les plus sacrées. Mais soit que les ministres ottomans évitassent d'engager leur maître par une démarche publique, soit qu'ils espérassent qu'en ménageant l'orgueil de l'impératrice, ils obtiendraient plus facilement qu'elle renonçât à son dessein, ce fut dans une conférence très-secrète, avec le résident de Russie, qu'ils donnèrent une exclusion formelle à Poniatowski. Ils firent, en même temps, quelques préparatifs de guerre sur les frontières de Russie et de Pologne. Quinze mille janissaires, et huit mille spahis s'avancèrent de ce côté pour se joindre aux Tatars, dont le kan avait formellement promis aux Polonais un secours de cent mille hommes ; et ces mouvements de guerre semblaient appuyer cette déclaration secrète du grand-visir.

Par ces dispositions générales de toutes les cours, et par celles du plus grand nombre des Polonais, on voit que le trône où Poniatowski allait monter, était en quelque sorte miné de toutes parts. De fâcheux événements devaient encore précéder son élévation.

LIV. *Voyage de la tzarine sur les frontières de la Pologne.*

L'impératrice de Russie faisait alors sur les frontières de son empire et de la Pologne, ce voyage annoncé depuis le commencement de l'interrègne, et devenu l'objet d'une attente générale. Elle y vint, à deux cents lieues de sa capitale, s'assurer par elle-même de tout ce qui avait rapport à la marine, au militaire et au civil dans la province de Livonie, qui conserve encore sous le despotisme russe une administration et des priviléges particuliers. Elle s'instruisit de tous les détails, elle vit tout par ses propres yeux; elle vint aussi

jeter quelques regards sur la Kourlande, et y reçut avec fierté les hommages de Biren dans la souveraineté qu'elle lui avait rendue. Poniatowski était attendu sur cette frontière. Il avait mis la plus fastueuse ostentation dans les apprêts de son voyage. Il avait depuis longtemps annoncé cette entrevue, et on ne doutait pas qu'elle ne produisît les événements les plus extraordinaires. Mais Orloff, dont la faveur avait dans ce moment plus d'éclat que jamais, annonça que si cet ancien rival osait paraître, fût-il déjà roi, il le ferait poignarder, et qu'aucun déguisement ne pourrait le soustraire à sa vigilance. De nouveaux ennemis que les Czartoryski s'étaient faits dans leur propre faction, saisirent au contraire cette occasion pour former des liaisons personnelles dans la cour de Russie. Quelques-uns se rendirent à Mittau, sous des prétextes vraisemblables. Ils s'adressèrent au comte Orloff, et portèrent à ce favori leurs plaintes sur l'ambition de son ancien rival et sur tous les changements faits à la constitution dans la dernière diète. Pendant que la tzarine s'occupait dans cette province de tous les objets de l'administration, et paraissait remplir si dignement les devoirs du trône, un horrible événement se passait dans l'intérieur de son empire.

LV. *Massacre du prince Yvan.*

On égorgeait dans une forteresse voisine de Pétersbourg, ce malheureux Yvan, chef de la maison impériale. Ce n'était pas assez qu'il mourût, il fallait, pour la sûreté de cette princesse, que tout l'empire russe fût certain de cette mort. Exposer le corps de cet infortuné ne suffisait pas; sa vie entière s'était passée dans les fers : et l'exposition d'un corps inconnu aurait laissé aux mal intentionnés le droit de dire

qu'Yvan s'était évadé, et la facilité de produire sous son nom quelqu'audacieux imposteur. Une détestable intrigue satisfit à tous ces embarras. Il parut que des factieux, enhardis par l'absence de l'impératrice, avaient voulu enlever Yvan pour lui rendre la couronne ; et que les officiers chargés de sa garde, sur le point d'être forcés, avaient, en l'égorgeant, prévenu l'exécution de ce complot, comme ils en avaient l'ordre positif dans leurs instructions : de sorte que tout l'empire de Russie, et l'Europe entière, qui ne connaissait de ce malheureux prince que son nom, ne purent pas douter que le corps exposé à Pétersbourg ne fût véritablement le sien. Catherine apprit cet événement avec une profonde tranquillité, et retourna lentement dans sa capitale. Mais un bruit vague qu'il y avait eu des troubles en Russie, tint pendant quelques jours toute la Pologne attentive. L'inquiétude et l'espérance étaient extrêmes, et faisaient sentir à cette république qu'elle n'était plus libre.

Mais déjà les troupes russes, après s'être séparées en plusieurs détachements pour disperser les partis qui avaient voulu se former, et pour forcer la noblesse éparse dans ses terres de signer la confédération de Varsovie, étaient revenues aux environs de cette capitale, afin de soutenir la diète d'élection. Les Czartoryski appréhendaient que l'assemblée de la noblesse n'y fût trop nombreuse, parce que tous les députés dont ils s'étaient assurés n'eussent pas égalé la noblesse d'une seule province. Ils avaient pris soin de faire craindre à tous les gentilshommes que, pendant leur absence, leurs châteaux ne fussent pillés par les Russes ; il envoyèrent des troupes couper le chemin à ceux qui voulaient se réunir pour marcher en corps ; et par ces manœuvres, la diète d'élection fut la moins nombreuse qui eût jamais été. De cette foule de quatre-vingt mille gentilshommes, qui avaient toujours concouru à l'élection des autres rois, il n'y

en avait pas quatre mille au champ électoral. Sept provinces n'y avaient pas même de députés. Ce beau spectacle, que les seuls Polonais pouvaient encore dans notre siècle offrir à l'univers, cette élection du chef d'une nation libre, ne paraissait en cette occasion, suivant l'expression des Polonais eux-mêmes, qu'une pompe funèbre sous laquelle on ensevelissait toutes leurs lois. Au lieu des mouvements tumultueux de la liberté, toutes les démarches, concertées d'avance, n'étaient que des cérémonies. On rendait tristement à la force des hommages involontaires. Ceux même qu'on devait croire au comble de leur prospérité, ne se montraient en public que taciturnes, et le front chargé de soucis. Ils semblaient partager cette impression générale de tristesse et d'horreur; et on ne pouvait deviner pourquoi ils étaient si loin de se livrer ouvertement à la joie qu'on leur supposait. Mais, en effet, de nouvelles espérances et de nouvelles craintes agitaient alors en secret tous les chefs de cette faction triomphante.

LVI. *La tzarine permet de choisir un autre roi.*

L'élection de Poniatowski, dont le projet avait paru chimérique, étant sur le point d'être consommée, tous les obstacles paraissant aplanis par la prudence et la circonspection de trois vieillards, par l'activité inconsidérée et téméraire de quelques jeunes gens, par l'abandon où l'Europe entière avait laissé les Polonais, les résolutions de l'impératrice de Russie changèrent. Il est vraisemblable que plusieurs causes agissant à la fois sur son esprit, contribuèrent à ce changement inattendu. L'exclusion donnée à Poniatowski par les Turks, en secret et de manière qu'en y cédant elle ne croyait pas sa gloire compromise; leurs mouvements sur leurs fron-

tières ; cette consternation qui régnait en Pologne, et qu'elle devait prendre pour une soumission entière à ses volontés ; la lettre du roi de Prusse, qui lui ôtait toute espérance de mariage avec son ancien amant ; la faveur du nouveau, et les emportements de sa jalousie ; cette lettre de Poniatowski surprise, publiée, et si offensante pour elle ; le caractère de ce jeune homme mieux connu d'elle, depuis que les événements leur avaient également permis à tous deux de s'abandonner à toute l'étendue de leurs penchants, et que Poniatowski ne pouvait plus, comme autrefois, ne se montrer à elle que sous les apparances qu'il voulait prendre et qu'il avait soin d'étudier ; enfin, le massacre d'Yvan, qui lui persuadait que désormais son règne était assuré, sans l'appui d'un royaume voisin : telles furent, sans doute, les causes de cette nouvelle révolution. Elle écrivit à son ambassadeur, qu'elle lui laissait la liberté de choisir dans la maison Czartoryski, le roi qui serait le plus agréable à la nation polonaise ; et il est remarquable que depuis ce temps-là, le prince Adam et le comte Oginski sont toujours demeurés chacun dans une égale persuasion d'avoir été l'objet de ce changement.

LVII. *Pourquoi ce changement n'eut pas lieu.*

Mais Keyserling était sur le bord du tombeau ; ce caprice importunait ce vieillard mourant. Poniatowski, que depuis longtemps il appelait son fils, se jeta à ses genoux, fondant en larmes, lui jura de ne se conduire sur le trône que par ses lumières, et que sous le nom de Poniatowski, ce serait en effet Keyserling qui régnerait. On ajoute que le ministre Panin avait eu l'adresse d'insérer dans cette lettre de l'impératrice, un billet particulier pour le prince Repnin, par lequel il disait que l'impératrice avait eu un moment de

timidité ; que ce serait la bien servir que de ne pas lui obéir dans cette conjoncture, et qu'il prenait sur lui l'événement. Les ministres russes mandèrent donc à leur souveraine qu'il n'était plus temps, et qu'il suffisait pour rassurer les Turks, et faire tomber le motif de l'exclusion qu'ils donnaient au comte Poniatowski, de stipuler, dans les conditions que la république devait imposer au roi, celle de ne se marier qu'avec une Polonaise.

LVIII. *Pacta conventa.*

Douze sénateurs avaient été chargés de rédiger ces conditions ; et dociles aux volontés du grand-chancelier de Lithuanie, ils avaient achevé, par cet acte même, le singulier édifice de cette nouvelle monarchie. Les quatre régiments des gardes soumis immédiatement aux ordres du roi ; les hôtels des monnaies et les bureaux des postes remis entre ses mains ; le droit de s'approprier, à son choix, quatre des plus beaux domaines destinés à la noblesse : telles étaient les nouvelles prérogatives ajoutées encore, en cette occasion, à toutes celles dont ont avait augmenté l'autorité royale. Il s'éleva, à ce sujet, quelques oppositions. Des étincelles de liberté jetèrent encore quelqu'éclat sous les débris de toutes les anciennes lois. Dans le même temps, l'ambassadeur de Prusse demanda formellement, qu'une des conditions imposées au nouveau roi, fût de ne se marier qu'avec une Polonaise ; et ce qui remplit tous les esprits d'étonnement, l'ambassadeur et le ministre de Russie firent la même demande, et insistèrent plus fortement encore sur cette même condition. Mais les Czartoryski parvinrent à éluder ces instances, en remettant jusqu'après l'élection à régler tous les points contestés. Enfin, le 7 de

septembre 1764, au milieu de toutes les cérémonies prescrites par l'usage et la loi, le comte Poniatowski fut élu roi d'une voix unanime, par la noblesse qui se trouva présente au champ électoral. Le vieux Keyserling était près d'expirer, après avoir eu la singulière destinée de faire élire trois souverains, chacun contre le gré de la nation qui l'avait élu.

LIX. *Harangue et mort de Keyserling.*

Il envoya porter à la diète une harangue, où il disait, en félicitant la noblesse polonaise du choix qu'elle venait de faire : « Que ce n'est point une galerie pleine d'anciens portraits qui fait la noblesse ; que personne ne peut avoir vécu avant nous pour notre gloire ; que c'est l'âme qui fait les grands ministres, les hommes illustres et les rois eux-mêmes ». Et après avoir loué les talents du nouveau roi et la magnanimité de l'impératice de Russie, il finissait par une citation de Publius Syrus : « *Beneficium digno tibi des, omnes obliges.* Recevoir un bienfait dont on en est digne, c'est obliger tout le monde ». Ce vieil ambassadeur expira le même jour, et Poniatowski avait déjà commencé son règne exécrable sous le nom de *Stanislas-Auguste*.

LIVRE SEPTIÈME.

I. *Sentiments mutuels de la tzarine et du nouveau roi.*

L'élévation du comte Poniatowski, si détestée des Polonais, était applaudie de l'Europe entière. Les femmes réunies dans les grandes villes, et qui, pour la plupart uniquement occupées de leurs amours ou des intrigues qui s'y rapportent, déterminent cependant aujourd'hui toutes les opinions publiques, voyaient avec plaisir qu'une femme, à peine parvenue au trône, eût employé sa puissance à donner à son amant un royaume voisin de son empire. Ce qu'il y avait de romanesque dans cette aventure faisait oublier ce qu'elle avait de violent et d'injuste. Les plus habiles politiques, instruits de l'oppression dont la Pologne gémissait, ne s'alarmaient pas encore des desseins ambitieux de Catherine, parce qu'ils ne supposaient dans sa conduite que le délire d'une amante. Les plus prévoyants, comme les plus timides, imaginaient seulement que deux amants allaient gouverner, de concert, deux nations naturellement ennemies. Mais cette passion, devenue l'entretien de l'Europe entière, et regardée alors avec une indulgence ou plutôt avec une faveur générale, n'existait plus ; et quand la fortune amena enfin un événement si extraordinaire, si vivement désiré par

ces deux amants, si impatiemment attendu, ils éprouvèrent cette triste fatalité attachée à presque tous les succès humains : le temps où il aurait fait leur bonheur était passé.

II. *Situation de ce nouveau roi.*

Jamais aucun prince ne monta sur le trône dans des circonstances plus difficiles et plus malheureuses que celles où Stanislas-Auguste commença de régner. Abandoné, dans le moment qui précéda son élection, par la puissance même qui l'avait protégé; élu roi malgré la plus grande partie de sa nation; méconnu de presque toute l'Europe ; menacé par les Turks, qui lui avaient donné l'exclusion ; une armée étrangère, son unique soutien, répartie dans toutes les provinces de son royaume, et ne recevant de lui aucun ordre ; les deux hommes les plus considérés de son pays réfugiés au-delà des frontières; un nouveau gouvernement établi par l'artifice, après cent années d'anarchie, et dirigé par deux vieillards jaloux de son élévation, qui ne s'en consolaient que par l'espérance d'exercer toute son autorité; ce nouveau gouvernement, formé sous la protection, mais à l'insu des puissances mêmes auxquelles il devait la couronne ; des sectes de religion irritées du refus qu'elles venaient d'éprouver, et protégées par ces mêmes puissances: telle fut sa position en arrivant au trône.

III. *Manière dont la tzarine reçoit la nouvelle de l'élection.*

De son côté, l'impératice, en apprenant la nouvelle de cette élection, ne montra aucune joie. Elle dit au comte Oginski, d'un air sérieux : « Je vous fais mon compliment ; » et

rentra aussitôt dans ses appartements. Son ouvrage se trouvait achevé, malgré la prudence qu'elle avait eue d'y renoncer ; et ce succès, qui n'en était plus un pour elle, ne lui donnait que de cruelles inquiétudes.

IV. *Colère du grand-seigneur en apprenant cette même nouvelle.*

En effet, le grand-seigneur apprit avec la plus violente colère qu'on n'avait eu aucun égard à l'exclusion positive et formelle qu'il avait donnée au comte Poniatowski; il s'écria, dans son indignation : « Je saurai réduire ces infidèles! » Les ministres ottomans conformaient avec soin leur langage à celui de leur maître. Ils recherchaient les ministres des cours qui avaient essayé de traverser cette élection. Ils leur disaient, en vantant les richesses accumulées dans le sérail, que le grand-seigneur était prêt à ouvrir, s'il le fallait, tous ses trésors pour renverser Poniatowski du trône. Mais aucun des ministres de ces différentes cours n'osait se fier à ce langage, ni exciter cet empire à la guerre.

V. *État de l'empire turk.*

Ils voyaient de trop près sa faiblesse intérieure ; les provinces remplies de brigands, l'Égypte soulevée, la Mecque envahie, la Tatarie ou révoltée ou suspecte; toutes les affaires languissantes, à l'exception des seules affaires du fisc impérial ; le sultan, laborieux, austère, appliqué, mais sans expérience, parce qu'il avait passé dans une prison les seules années où elle peut s'acquérir ; sans suite dans les affaires,

parce que la multiplicité des détails qu'il embrassait lui faisait perdre de vue ceux qui la veille avaient le plus occupé son attention. Ils voyaient dans chaque occasion l'intérêt de l'empire sacrifié aux intérêts particuliers ; le ministère incapable, par son amour pour la tranquillité, de soutenir longtemps des résolutions courageuses ; le grand-visir sans crédit ; les gens de loi maîtres de tous les conseils ; les janissaires dégénérés, par le soin que les sultans eux-mêmes avaient pris d'altérer la constitution de cette milice ; les spahis ruinés par le luxe, et mis hors d'état, par les folles dépenses qu'il entraîne, de se pourvoir d'armes et d'entrer en campagne : enfin toutes les parties de la constitution de l'empire dénaturées et son ancien esprit militaire entièrement éteint. L'ambassadeur de France (c'était le comte de Vergennes, qui depuis, dans les conjonctures les plus épineuses, gouverna les affaires étrangères de sa patrie avec tant de sagesse et de succès), l'ambassadeur de France, maître d'exciter les Turks à la guerre, autorisé même, pour y parvenir, à leur promettre la neutralité de la maison d'Autriche, ne leur fit point cette promesse ; dans la juste appréhension, si elle était inutile, de compromettre deux cours ; et si elle produisait tout son effet, d'entraîner les Turks à des résolutions précipitées. La profonde connaissance qu'il avait de ce pays, le mit à portée d'observer que dans cette indignation apparente des ministres ottomans, ils étaient plus embarrassés d'un événement qui causait tant de colère au grand-seigneur, qu'ils n'en étaient eux-mêmes irrités ; qu'ils en avaient plus de confusion que de ressentiment. Il remarqua qu'ils employaient toute leur adresse à chercher des moyens qui apaisassent l'animosité du grand-seigneur, et qui satisfissent à la dignité de l'empire sans en troubler le repos.

VI. *Les ministres russe et prussien à Constantinople.*

Sur ces entrefaites, les envoyés russe et prussien parvinrent à se procurer une audience du reys-effendi, ou ministre des affaires étrangères ; celui-ci, instruit, quoique d'une manière insuffisante, de l'oppression des Polonais et du changement fait aux lois de la république, leur dit dans cet entretien : « Peu nous importe qui est ou qui sera roi en Pologne, le nom ne nous fait rien ; mais ce qui nous intéresse, c'est de savoir comment et à quelle condition. » Les deux envoyés saisirent cette espèce d'ouverture. Ils promirent formellement et par écrit que le nouveau roi n'épouserait point une princesse étrangère ; qu'on rétablirait dans leurs dignités tous ceux des Polonais qui en avaient été destitués ; que les domaines nouvellement attribués au roi seraient restitués à la noblesse ; que les troupes russes sortiraient de toutes les terres de la république. Les deux envoyés signèrent entre les mains de ce ministre turk toutes ces promesses rédigées par articles ; et ils ajoutèrent à leur signature qu'ils s'obligeaient personnellement et comme otages à l'exécution de ce traité. On ne peut douter que ces deux envoyés, dans une démarche qu'ils faisaient de concert, n'eussent des vues absolument opposées. Le moskovite prenait sur lui-même tous ses engagements, dans l'espérance que les Turks, après quelques accès de colère, retomberaient dans leur léthargie, que cette ardeur de vengeance ne tarderait pas à s'évanouir, et qu'ils ne songeraient pas à réclamer l'exécution de ces promesses. Le prussien, au contraire, obéissait aux instructions positives de son maître. Ce prince veillait avec un extrême soin à dissoudre tout le nouveau gouvernement polonais ; et son ministre,

intrigant très-rusé, prenait avantage sur le moskovite, et ses insinuations l'engageaient peu à peu à toutes ces promesses. Toutes ces manœuvres furent enfin découvertes ; et la tzarine demanda au roi le rappel de cet envoyé, qui fut aussitôt sacrifié.

VII. *Exil de Krim-Gueray.*

Cependant Krim-Gueray, déterminé à entrer en Pologne, quels que fussent les ordres de Constantinople, offrait au prince Radzivill, réfugié dans une province voisine de la Tatarie, de le reconduire dans sa patrie. Mais dans ces conjonctures, il fut mandé à Constantinople ; soit que les ministres lui eussent tendu ce piége pour le perdre, soit que le grand-seigneur, encore irrésolu sur la guerre, voulût véritablement appeler le kan au conseil. Krim-Gueray, qui avait obligé la Porte de consentir à son élévation, qui méprisait et craignait les intrigues du sérail, ne voulut pas y paraître dépouillé de la force qui l'avait élevé ; il chercha des prétextes pour ne pas obéir. Dix mille spahis et vingt mille janissaires, tirés de toutes les garnisons de ces contrées, bordaient alors les frontières de l'Ukraine. Ils étaient répandus autour d'Oczakow et de Bender, sous le prétexte vraisemblable d'en visiter et d'en réparer les fortifications. De nombreux détachements furent apostés sur sa route. Le commandant des spahis, en arrêtant la voiture de ce prince, y jeta une paire de bottes, marque ordinaire de la disgrâce des kans. Krim-Gueray voulut se précipiter hors de la voiture et appeler les Tatars ; il en parut un petit nombre, mais ils furent aisément contenus par les spahis ; ceux-ci ayant entouré le charriot, le conduisirent de relais en relais jusqu'à Constantinople ; et tandis que la destinée, par la

suite d'une ancienne intrigue d'amour, donnait une couronne à un jeune homme sans fortune, sans noblesse, sans talents, un prince d'une race illustre, un descendant de Genghis-kan, belliqueux, infatigable, également juste et pénétrant dans sa politique, se vit renversé du trône. Sa disgrâce n'abattit point son courage; certain que la guerre ne tarderait pas à éclater, il ne doutait pas qu'elle ne fût l'époque de son rappel. Il parvint même du fond de son exil à se venger du grand-visir qui l'avait trahi; et ses justifications, mises sous les yeux du sultan, coûtèrent la tête à ce premier ministre.

Pour remplacer celui-ci, le sultan fit choix d'un vieillard désintéressé, économe, versé dans les affaires intérieures de l'empire; mais faible, timide, ne concevant aucun des rapports qui lient les États entre eux, dévot musulman, qui, subordonnant la politique au texte littéral du Koran, soutenait que la religion défendait d'attaquer les Russes tant qu'ils laisseraient en paix l'empire ottoman. Un seul trait achèvera de faire bien connaître la situation de cet empire. Le nouveau kan se rendit à Constantinople. Les ministres turks craignirent les entretiens qu'il allait avoir avec le grand-seigneur, et employèrent tous les moyens qu'ils purent imaginer pour le dissuader de prendre aucun intérêt aux affaires de Pologne. Mais ce prince tatare, dans son entrevue avec le grand-seigneur, n'en ayant pas moins insisté sur le préjudice irrémédiable que l'asservissement de la Pologne causerait à l'empire ottoman, le sultan lui répondit : « Mon frère, je sens la vérité de ce que vous me dites ; mais que puis-je seul ? Tous ceux qui sont dans l'administration, ou qui peuvent y parvenir, sont amollis et corrompus. Ces gens-là ne veulent que des kiosques, des maisons sur le canal, des musiques, de belles esclaves ; je travaille à mettre de l'ordre et de la règle, mais il n'y a personne dans mon empire qui veuille m'aider ». Telle était la situation de ce

malheureux empereur, qui seul dans une cour dégénérée, conservait encore quelque sentiment de la fierté ottomane, et qui pouvait être comparé à une âme saine et vigoureuse dans un corps affaibli, dont tous les organes seraient altérés par des maux irrémédiables. L'interprète tatare qui suivait le kan à cette entrevue, répéta, de la part de ce prince, toute cette conversation au comte de Vergennes, et elle est copiée mot à mot du compte qu'il en rendit à la cour de France.

VIII. *Inquiétude du roi de Prusse sur le nouveau gouvernement.*

Pendant ce temps, le roi de Prusse étonné du nouveau gouvernement qui se formait en Pologne, ne savait s'il avait été joué par la tzarine, ou si cette princesse elle-même avait été trompée. Tant d'innovations en faveur de l'autorité royale lui faisaient ajouter quelque foi au bruit toujours répandu d'un mariage entre elle et le nouveau roi. Ce prince, si attaché à l'opinion que tous les événements sont entraînés par un hasard aveugle, est cependant celui de tous les hommes qui a le plus diminué l'influence du hasard dans les affaires de son temps, et qui en a gouverné la plus grande partie par la sagacité de sa prévoyance et l'habileté de sa politique. Il résolut de miner sourdement cet ouvrage, ou de le renverser, s'il le fallait, ouvertement. Aux manœuvres secrètes que son ministre avait commencées à Constantinople, celui qui résidait à Varsovie eut ordre d'en ajouter de publiques. Cet autre ministre eut à ce sujet de longues explications avec le prince Repnin ; et aussitôt que les députés arrivèrent des provinces pour le couronnement du nouveau roi, il leur représenta que la république étant rétablie dans un état tranquille, la confédération générale

devait se dissoudre, et toutes les anciennes lois reprendre leur cours accoutumé.

IX. *Repnin brouillé avec les princes Czartoryski, et devenu ambassadeur malgré eux.*

Repnin, par des raisons différentes, tenait sur la confédération un langage entièrement semblable. Repnin était en quelque sorte l'âme et le chef de cette société de jeunes hommes et de jeunes femmes qui, dans la faction dominante et devenue maîtresse de l'État, formaient depuis quelque temps un nouveau parti ; il était lié avec tous les jeunes confidents du nouveau roi, qui par l'activité de leur démarches se flattaient tous qu'il leur devait la couronne. « C'est moi seul qui l'ai mis sur le trône, » disait hautement chacun d'eux. Et ils étaient tous également persuadés de l'avoir emporté sur la prétendue cabale des vieillards, dont la modération avait été suspecte à leur impatience. Chacun d'eux croyait juste que toute l'autorité fût remise en ses mains, et se flattait de régner sous le nom du roi. Ils voyaient avec chagrin que la confédération générale, dirigée par les deux princes Czartoryski, rendît ces deux vieillards les seuls maîtres de l'État. Ceux-ci, depuis la mort de Keyserling, faisaient tous leurs efforts pour détourner le malheur d'avoir en Pologne Repnin pour ambassadeur. Leur inimitié avait pris le prétexte de tous ses vices pour le discréditer à sa cour; et véritablement sa légèreté, ses dettes et ses débauches inspiraient trop de défiance contre lui à ceux mêmes qui avaient de pareilles mœurs ; son ignorance altière et ses emportements révoltaient ceux mêmes qui s'étaient le plus bassement vendus à toutes les volontés des Russes ; et son extravagance ne laissait aucune prise ni à l'adresse la plus

souple, ni à la patience la plus soutenue. Repnin n'ignorait pas qu'on s'était plaint de lui à sa souveraine; il avait pendant plusieurs semaines attendu son sort avec inquiétude. Mais le crédit des jeunes Polonais à Pétersbourg l'emporta sur les plaintes des vieillards. Repnin, nommé ambassadeur malgré ceux-ci, s'efforçait d'arracher de leurs mains toute l'autorité du nouveau règne, et joignait au désir de les humilier et de se venger, l'impatience d'exercer lui-même toute cette autorité.

X. *Écrits pour et contre les nouvelles lois.*

Mais les Czartoryski, loin de céder aux murmures de la nation, aux inquiétudes des puissances voisines, et aux intrigues qui se tramaient dans leur propre parti, poursuivaient leurs desseins avec une constance inflexible; et ils avaient résolu de consommer leur ouvrage dans la diète qui suit le couronnement, la dernière des assemblées occasionnées par le changement de roi. Ils avaient tâché, par des écrits anonymes répandus dans le public, de démontrer les avantages des changements faits à la constitution, et même de justifier les rigueurs exercées sur quelques citoyens. On disait dans ces écrits : « Qu'un peu de violence, quoique suspecte de tyrannie, est malheureusement nécessaire dans toute révolution ; que la plupart des législations anciennes, si admirées aujourd'hui, ne se sont établies que par de semblables violences ; que Lycurgue lui-même avait d'abord pris les armes contre les Spartiates, et s'était ensuite servi de leur crédulité, joignant ainsi la surprise à la force, pour faire adopter les plus sages lois qu'il y ait jamais eu sur la terre; que ce malheur est en quelque sorte inhérent à la nature des plus utiles réformes, parce que les mauvaises mœurs et tous les abus qui rendent

ces réformes nécessaires, rendent les citoyens incapables d'y consentir ».

Les adversaires des nouvelles constitutions publiaient de leur côté que le nouveau législateur de la Pologne avait employé beaucoup de génie et d'intrigues, une science profonde, une subtibilité incroyable à faire un ouvrage insensé ; publiant cet ancien mot d'un Athénien : « *Le monstre le plus ridicule est une tyrannie impuissante.* La Pologne, disaient-ils, ne pouvait pas croire ses maux réparés par l'établissement de ce despotisme ; les cours voisines ne pouvaient pas tarder à reconnaître le piége où il les avait engagées ; il était facile de prévoir qu'elles s'en irriteraient, qu'elles renverseraient avec fureur un édifice si vaste et si témérairement élevé ; lui-même, en croyant les tromper, avait favorisé l'accroissement de leur autorité ; il avait abattu les anciennes digues, qui, toutes faibles qu'elles étaient, servaient encore à les arrêter ; et les digues nouvelles qu'il avait cru leur opposer ne pouvaient pas s'affermir assez tôt pour résister à leur violence. Ils ajoutaient que cette faction, protégée par la Russie, et devenue si puissante par cette protection, en deviendrait elle-même la première victime, et ressemblerait à ces malheureux qui, croyant avoir apprivoisé des animaux féroces, finissent tôt ou tard par en être dévorés ».

XI. *Couronnement du roi, et son début sur le trône.*

Tels étaient et les dispositions et les discours opposés, lorsqu'arriva la cérémonie du couronnement. Le nouveau roi l'avait fixée au jour de Sainte-Catherine, pour faire de cette solennité même une sorte d'hommage à l'impératrice de Russie.

Stanislas-Auguste annonça dès cette première action de son règne les mêmes penchants qu'on lui avait reprochés dans sa vie privée. La loi exigeait qu'il se fît couronner en habit polonais, la tête rase, suivant l'usage antique et général de cette nation ; il devait sacrifier de longs cheveux noirs, qu'il avait conservés jusqu'alors à la faveur de l'habit français admis à la cour sous les derniers règnes. Une couronne à recevoir ne put l'engager à ce sacrifice. Il imagina une sorte d'habit théâtral, se coiffa d'un casque, chaussa des brodequins, et s'offrit ainsi jusque dans la cérémonie auguste de son sacre, à la risée d'un peuple indigné de son élévation. On vit cependant avec plaisir ce prince qui, n'étant rien, paraissait fier et dédaigneux, parvenu désormais au faîte des grandeurs, se montrer affable et populaire ; comme si l'orgueil étranger à son naturel, n'eût été en lui qu'un pressentiment de sa fortune, et l'eût abandonné aussitôt que son ambition fut satisfaite. L'accès toujours facile qu'il laissa auprès de lui, l'accueil séduisant qu'il fit à ceux mêmes qu'il connaissait pour ses ennemis, quelques réponses où on remarqua de la force et de la bonté, le soin qu'il prit d'admettre à sa table, avec les plus grands de l'État, des gentilshommes sans fortune, enfin les bonnes intentions qu'il annonçait, les larmes qu'il versait en parlant du bien qu'il espérait faire, tout parut justifier cette foule d'hommes avides, qui n'attendaient plus que des prétextes pour grossir sans honte le petit nombre de ses partisans.

Ses deux oncles, toujours respectueux en sa présence, affectaient de donner cet exemple à la nation. Ils avaient tenté d'établir une sorte d'étiquette orientale, et fait enlever dans le palais tous les siéges des antichambres ; mais le roi semblait oublier le plus souvent cette majesté si nouvelle pour lui, et, non sans quelque grâce, faisait à ses courtisans les honneurs de son palais. Au milieu de cette simplicité appa-

rente, on remarquait toutefois dans tous ses discours les plus étudiés, comme dans les moins prévus, je ne sais quel faste, un retour perpétuel au mots de *roi, de royauté, de pouvoir royal.* On voyait que cette seule idée avait toujours dominé dans son esprit, et que cette joie remplissait seule toute son âme. On reconnut aussi bientôt dans la diète qui suivit le couronnement; qu'après avoir donné quelque soin à une vaine ostentation de générosité, il se livrait avec artifice à ses ressentiments; et qu'au lieu de chercher à ramener les esprits par la facilité et l'indulgence, il voulait soutenir tout ce qui avait été fait de plus rigoureux, pendant l'interrègne, contre ceux qui s'étaient opposés à son élévation.

XII. *Diète de couronnement; les Czartoryski achèvent ouvertement la révolution qu'ils avaient entreprise.*

De leur côté, les princes Czartoryski achevèrent dans cette assemblée tout ce qu'ils avaient entrepris pour établir en Pologne un gouvernement nouveau. Autant, jusque-là, ils avaient employé d'art à cacher leurs desseins, avançant à travers mille obstacles, et tâchant d'éluder ceux qu'ils ne pouvaient rompre, autant désormais ils employèrent d'audace, agissant à front découvert, revenant sur leurs pas pour renverser tout ce qu'ils avaient laissé derrière eux, et se pressant d'autant plus que les puisssances voisines étaient devenues plus attentives.

Chaque citoyen, suivant l'ancienne constitution, aurait dû reprendre, dans cette diète du couronnement, toute l'étendue de sa liberté. C'était dans cette assemblée qu'on aurait dû examiner les lois nouvelles, proposées pendant l'interrègne, et c'était par l'unanimité qu'elles devaient alors recevoir leur

dernière sanction, ou être rejetées par une seule opposition. Mais les Czartoryski se gardèrent bien d'exposer leurs établissements à une pareille épreuve, ni de dénouer cette confédération générale, qui remettait tous les pouvoirs de l'État entre leurs mains, et dont l'essence est de traiter toutes les affaires par la pluralité des suffrages. On avait conservé au grand-général de Lithuanie, jusqu'à sa mort, tous les honneurs et tous les pouvoirs de sa charge ; mais quittant alors tous ces ménagements, on le réduisit à n'être plus, comme les autres titulaires des grandes charges, que le simple président d'un conseil souverain. Les deux Massalski opposèrent à cette constitution une résistance opiniâtre ; le roi les appela auprès de son trône pour tâcher de les persuader. Tous les sénateurs présents se levèrent ; la plupart des nonces s'y joignirent pour supplier le grand-général de résigner volontairement son autorité. Il demeura inébranlable. Son fils et lui s'indignant de voir retomber sur eux-mêmes la puissance qu'ils avaient contribué à former, quittèrent la diète. Mais la loi fut portée malgré leur réclamation, et le nouveau gouvernement fut achevé en cette partie.

Toutes les provinces, quels que fussent leurs différents priviléges, furent déclarées également soumises à un nouvel impôt ; c'était un péage général à toutes les entrées du royaume. Le mot de contrebande, jusqu'alors inconnu en Pologne, et toujours odieux dans les pays même les plus assujettis, allait être prononcé sur toutes les frontières. Quelques-uns des députés représentèrent qu'ils n'étaient pas autorisés à donner leur consentement à une pareille loi ; qu'ils la recevaient seulement comme un projet dont ils rendraient compte à leurs provinces. Mais leurs réclamations ne furent point écoutées, et la levée de cet impôt fut passée en loi. Dans cette diète, l'impératrice de Russie proposa de laisser la Pologne lever et entretenir une armée de cinquante

mille hommes, à la condition que la république se lierait avec l'empire de Russie par une alliance offensive et défensive. Mais le grand-chancelier craignait que dans cette alliance les Polonais ne jouassent le rôle des alliés de l'ancienne Rome, toujours entraînés, comme sujets, à des guerres absolument étrangères pour eux, et contribuant, au prix de leurs fortunes et de leurs vies, à accroître la puissance romaine, et par conséquent à aggraver leur propre assujétissement. Cette proposition fut rejetée; et l'ambassadeur de Pologne à Pétersbourg eut seulement ordre d'y proposer et d'y négocier une alliance purement défensive. Aucune considération, aucune crainte, ne put engager le grand-chancelier à porter la condescendance plus loin qu'il ne se l'était prescrit; persuadé qu'il n'avait que trop fait pour Catherine, en sacrifiant toute l'ambition de sa propre famille au caprice qu'elle avait eu de couronner son ancien amant. Il consentit toutefois à dédommager cet empire de toutes les dépenses qu'il avait faites, en offrant de terminer au gré de la Russie les querelles qui subsistaient depuis un siècle entre les deux États, pour le réglement de leurs frontières : c'était le prix qu'il avait proposé de tout temps à la protection qu'il en avait sollicitée, dans la persuasion que la perte même d'une province serait assez compensée par les avantages que la Pologne retirerait d'une réforme dans son gouvernement!

Les dissidents firent encore dans cette diète de nouvelles tentatives pour obtenir l'admission à tous les droits de la noblesse polonaise. Ils s'étaient adressés aux différentes cours de leurs religions, et toute l'Europe commençait à prendre intérêt à cette question. Mais quoiqu'ils eussent dit formellement dans leurs mémoires : « Que ce serait se méprendre sur l'état de la république et sur celui des dissidents, que de supposer qu'ils demandaient à être tolérés »; quoiqu'ils parussent s'offenser du mot de tolérance, c'était cependant

sous ce nom que les souverains les recommandaient, et que les philosophes écrivaient en leur faveur; tant une équivoque peut avoir d'influence sur les plus grandes affaires; tant elle peut tromper les meilleurs esprits ! Les mêmes principes qui avaient dirigé la conduite des princes Czartoryski dans les diètes précédentes, les conduisirent encore en cette occasion. Cette affaire fut laissée au fanatisme de la multitude, dont ils se ménageaient la faveur pour assurer le succès de toutes leurs entreprises. La diète fut inexorable. Aussitôt que le primat eut parlé d'un projet sur la religion, de grands cris s'élevèrent. Le secrétaire de la diète, qui tenait en main ce projet, ne put en commencer la lecture. Les nonces menacèrent de le massacrer s'il était assez hardi pour en lire un mot; et il fallut renoncer à toute proposition. Les Czartoryski, dont le caractère particulier était une constance opiniâtre dans tous leurs desseins, firent décider à leur avantage, dans les derniers jours de cette diète, toutes les querelles qu'ils avaient suscitées ou soutenues depuis leur brouillerie avec le feu roi. Ils s'emparèrent de l'héritage d'Ostrog; ils dépouillèrent les enfants du comte Brulh; ils donnèrent au comte Oginski le palatinat qu'ils avaient demandé pour lui quand Radzivill l'avait obtenu; ils joignirent ainsi à la foule des mécontents une foule d'ennemis personnels. Mais la nation ne devait plus se rassembler qu'après un intervalle de deux années; et pendant ce temps l'autorité l'égislative n'existant plus, rien ne pouvait détruire les résolutions qui avaient été prises (1).

(1) « On voit, dit Léonard Chodzko dans la *Pologne illustrée*, que toutes les intrigues qui déchirèrent plus tard la Pologne se concentrent dans une seule famille; là viennent aboutir toutes les alliances néfastes; là se groupent tous les noms qui ont retenti dans les désastres de la patrie ! »

XIII. *Réflexions sur le nouveau gouvernement établi par les Czartoryski.*

La révolution paraissait achevée. Le grand-chancelier de Lithuanie avait employé les vices mêmes de ses concitoyens et les forces de leurs ennemis naturels, à réformer la constitution de son pays; étonnante entreprise, pleine de difficultés, d'inconvenients et de périls, dont l'inconcevable témérité pourrait être justifiée par la nécessité de tout risquer pour relever la république du penchant de sa ruine. On sait que depuis ce temps-là, le grand-chancelier se comparait à un pilote qui, dans un naufrage inévitable, essaie une manœuvre dangereuse, laquelle peut accélérer de quelques moments la perte du vaisseau, et la seule toutefois qui puisse ouvrir encore quelque espoir de salut. Mais indépendamment de tous les périls attachés de toutes parts à cette entreprise, le caractère même de ce nouveau législateur, cette dureté méprisante qui rendait odieuses en lui de très-grandes qualités, ces haines implacables qu'il avait nourries dans l'animosité des factions, infectèrent, pour ainsi dire, tout son ouvrage.

Cette diète, avant de se séparer, décerna des statues à ces deux princes; l'une au grand-chancelier de Lithuanie, dans la capitale de cette province; l'autre au prince Auguste Czartoryski, dans la capitale de Pologne. Le soir on afficha, il est vrai, dans les principaux endroits de la ville un distique latin, dont les sens était :

« ÉLEVEZ DEUX GIBETS ; C'EST LEUR VRAI MONUMENT ! »

Mais, accoutumés aux colères républicaines, ils dédaignaient ces murmures, et ils assurèrent encore, à la sépa-

ration de cette diète, qui finit le 10 décembre 1764, la durée de cette confédération générale dont ils étaient les chefs, et qui mettait entre leurs mains le pouvoir de soutenir et de défendre tous leurs ouvrages.

XIV. *Les mécontents s'adressent à la tzarine; situation de la république.*

Mais déjà toutes les représentations contre les lois nouvelles, toutes les plaintes, toutes les accusations contre les princes Czartoryski, étaient directement adressées à l'impératrice de Russie. La province de Prusse, refusant de se soumettre au nouvel impôt, recourut à l'autorité de cette princesse. Les Massalski envoyèrent un émissaire à sa cour; les dissidents lui députèrent un de leurs membres les plus accrédités; la ville de Dantzick, inquiète pour sa liberté, implora la même protection. Il est trop vrai que la Russie paraissait enfin arrivée au terme où, depuis la défaite et la ruine des Suédois, son ambition s'était constamment accrue. Cinquante années d'alliances, d'intrigues et de guerres, secondées par les plus favorables conjonctures, avaient, malgré des fautes multipliées, donné au trône des tzars une prépondérance absolue en Pologne.

Les Czartoryski s'étaient efforcés de mettre entre les mains du roi toute la puissance de la république. Mais ce nouveau roi, exposé aux dangers d'une révolution dès que la Russie cesserait de le protéger, ne pouvait régner que par elle. Le nouveau gouvernement qu'ils avaient établi n'étant pas fondé sur des réformes avouées de la nation, était généralement odieux et suspect. Les différentes factions polonaises, n'obtenant plus aucun appui de leurs différents protecteurs étrangers, se précipitaient en foule aux pieds de la tzarine; et

de toutes parts on implorait contre ces législateurs la même protection qui les avait élevés.

Il ne lui restait plus désormais qu'à bien connaître le caractère de ces républicains, si éperduement attachés à leurs folles prérogatives, et si imprudemment livrés aux fureurs de parti. En supposant, comme l'imagina bientôt cette princesse, qu'il y eût une véritable gloire à soumettre cette république, il fallait en différer l'éclat pour en assurer le succès, consommer cet ouvrage en silence, leur rendre le joug insensible, employer cette politique souple, adroite et patiente, dont Keyserling venait de donner l'exemple. Mais comment cette souveraine, toujours environnée d'esclaves dont l'aveugle soumission ne lui laissait jamais apercevoir aucun mouvement de caractère ni de passion, aurait-elle pu acquérir cette connaissance des hommes si nécessaire à qui voulait entreprendre de gouverner arbitrairement des hommes nés libres?

XV. *Lettre du nouveau roi à Catherine, au sujet des dissidents.*

Catherine n'avait encore aucun projet arrêté sur ce royaume. Son orgueil était blessé, il est vrai, des refus quelle venait d'éprouver. Mais le nouveau roi lui avait écrit en ces termes : « La protection que vous accordez aux dissidents est digne de votre humanité et de votre philosophie. La tolérance établie dans mon royaume sera un très-bel événement de votre règne ! La Pologne même ne peut qu'y gagner infiniment, par l'affluence des étrangers et par l'établissement des manufactures qui suivra cette affluence. Je veux même, de concert avec votre majesté, établir un synode catholique qui puisse exercer en Pologne l'autorité que

s'y arrogent les légats du pape, et soustraire ainsi mes sujets à une domination étrangère. Mais laissez-moi un peu de temps. Il faut avant que je puisse amener les esprits de ma nation à de tels changements, que j'aie pu gagner leur confiance. Je n'ai pas besoin de vous dire avec Racine :

« Gardons-nous de réduire un peuple furieux,
Madame, à prononcer entre nous et les dieux ! »

XVI. *Projet de la tzarine d'ériger un nouveau royaume pour son nouvel amant.*

Mais indépendamment de cette lettre et de l'espèce de promesse qu'elle contenait, Catherine recueillait déjà de cette démarche le prix qui la flattait le plus, un grand éclat de renommée attaché à cette protection ; et si son orgueil était blessé, sa vanité était satisfaite. Ne se croyant plus menacée de la guerre, qui avait été près d'éclater au moment qui suivit l'élection, elle se livrait aussi sans inquiétude à cette autre vanité d'avoir élevé son ancien amant sur un trône. On a vu écrit de sa main sur les marges d'un livre, à côté du nom d'Élisabeth, reine d'Angleterre. « Il n'a manqué au bonheur de cette princesse que d'avoir un royaume à donner au comte d'Essex. Il semblait aussi à Catherine qu'il ne manquât plus à son bonheur que d'avoir un autre royaume à donner à son nouvel amant. Elle s'occupait de lui en composer un vers les plaines d'Astrakan, à l'autre extrémité de son empire. On y aurait bâti une nouvelle capitale, dont le plan était déjà exposé dans les cabinets de ce favori. Cette princesse, occupée tour à tour par les soins du gouvernement intérieur de ses vastes États, par les distractions que lui causaient ses plaisirs, par son goût pour des lectures capables de cultiver et d'orner son

esprit, par ses correspondances avec des hommes célèbres, dont les éloges lui paraissaient la véritable gloire; enfin par tous les soins qu'elle donnait à l'ostentation de tous les genres, s'occupait peu des affaires intérieures de la Pologne. Elle méditait un voyage dans les provinces les plus reculées de la Russie, dont l'objet réel était de visiter l'emplacement proposé pour la capitale du nouveau royaume qu'elle avait dessein d'ériger pour le comte Orloff. Elle aurait eu ainsi aux deux extrémités de son empire deux royaumes dépendants de ses volontés, et elle aurait placé ses amants sur chacun de ces trônes.

XVII. *Conduite des Russes envers les Polonais.*

Pendant ce temps, le soin des affaires politiques est déféré au comte Panin. Ce ministre, indolent et valétudinaire, en abandonnait tout le détail à un subalterne. Celui-ci, pour faire sa cour au ministre dont il attendait sa fortune, voulait confier une autorité sans bornes à l'ambassadeur Repnin, que son oncle aimait avec une aveugle prédilection. Mais le comte Orloff et le ministre Panin, ennemis irréconciliables, et tous deux également accrédités auprès de leur souveraine, n'étaient point d'accord sur le plan qu'il fallait suivre. Orloff soutenait les républicains; il obtenait de l'impératrice, pour leurs émissaires, de secrètes audiences. Panin, au contraire, protégeait les constitutions nouvelles; et s'il découvrait à Pétersbourg un envoyé des mécontents, il le forçait de fuir. Jamais aucun Polonais ne parvint à négocier dans cette cour avec quelque sûreté. Orloff y traitait avec indignité ceux qu'il croyait attachés aux intérêts de Poniatowski; et Panin rendait les mêmes outrages à ceux que les républicains y envoyaient. Plus de vingt-mille

Russes étaient répartis dans les provinces polonaises. Aucun des ordres donnés à leurs généraux n'était révoqué. Ils faisaient partout, à main armée, signer la confédération générale, que Repnin voulait dissoudre à Varsovie, et partout exécuter les lois nouvelles. On travaillait au nouveau règlement de limites; et la Russie voulait envahir une étendue de plus de deux cents lieues, depuis la mer Baltique jusque près de l'embouchure du Borysthène. Elle voulait s'approprier cette communication entre les deux mers, dont le comte Oginski faisait exécuter le projet. Les commissaires russes envoyés dans ces provinces, en levaient tous les plans, y constataient la qualité des biens et des personnes. Quelques troupes avaient pris leurs quartiers sur cette ligne pour contenir les habitants, qui s'indignaient de passer sous cette domination. Plusieurs évêques moskovites y étaient arrivés pour y prêcher leur religion. Ils venaient, disaient-ils à tous les paysans, les ramener à la foi de leurs pères ; ils conquéraient ces contrées par la prédication, avant même que cette affaire eût été décidée par le traité. Tout ce qu'il y avait de troupes russes voisines des fro ntières avait ordre d'enlever les artisans et les artistes que les seigneurs polonais avaient attirés à grands frais sur leurs terres ; on les transportait en Russie sous de fortes escortes; et les Russes, chez un peuple qu'ils méditaient d'incorporer à leur empire par une alliance perpétuelle et volontaire, se conduisaient et se conduisent encore comme au temps de leurs anciennes incursions.

XVIII. *Poniatowski reconnu roi de Pologne par les cours étrangères.*

Cependant, le nouveau roi était encore méconnu de la plus grande partie de l'Europe ; et la plupart des Polonais ne dou-

taient pas que le rétablissement de la république dans son ancienne constitution, celui du grand-général comte Branicki dans tous les droits de sa charge, et du prince Radzivill dans toute la splendeur de sa maison, ne dussent être les conditions imposées par toutes les cours avant de consentir à cette reconnaissance. Ces deux illustres citoyens, dont la plupart de ces cours avaient encouragé la résistance, devenus encore plus chers à leur nation par l'oppression qu'ils souffraient, étaient réfugiés au-delà des frontières ; Branicki résolu d'abandonner sa patrie, de laisser confisquer ses biens, et d'aller mourir dans quelque asile plutôt que de consentir à la dégradation de sa charge, dont le rétablissement eût toutefois entraîné la ruine du nouveau gouvernement ; Radzivill plus opprimé encore, son palatinat donné comme s'il eût été vacant, ses biens partagés à une foule de personnes, sous le prétexte d'acquitter les anciennes dettes de sa maison, une argenterie immense portée à la monnaie, ses forteresses occupées par les Russes, toute sa puissance détruite, et toutes ces rigueurs confirmées par des condamnations ; fier dans son infortune, déterminé à ne point fléchir, demandant vengeance et non pas grâce, résolu de ne remettre les pieds dans sa patrie que pour être rétabli dans toutes ses dignités et dédommagé de toutes ses pertes : telle était la situation des deux plus grands seigneurs de Pologne et les difficultés de leur rétablissement.

Les Turks cependant ne cessaient de l'exiger ; les deux ministres russe et prussien à Constantinople s'y étaient formellement engagés. La Porte protégeait, il est vrai, ces deux seigneurs polonais, en évitant de les en instruire. Mais sa politique lente et mystérieuse avait de la persévérance ; elle accordait du temps sans se laisser fléchir ; elle condescendit même à recevoir un envoyé de Pologne, mais seulement comme envoyé de la république, et sans jamais nommer la

personne du roi. Toutefois, se flattant de tout conserver, sans en venir à une rupture avec la Russie, elle ne donnait à ces deux illustres fugitifs que des conseils de paix. Les autres cours de l'Europe agissaient encore avec plus de mollesse. Tous les États voulaient rester tranquilles. Une élection faite en Pologne, et qui n'était pas généralement reconnue, semblait une étincelle de guerre ; on ne travaillait dans toutes les cours qu'à maintenir la paix et à écarter les moindres sujets de dissension. Braniçki ne se dissimula point qu'il allait être sacrifié ; et, ne recevant des pays étrangers d'autres conseils que de se soumettre aux circonstances, il prit alors une résolution digne de lui. Il écrivit au roi, uniquement sous le nom de frère, lui demanda la paix, et, sans attendre aucune réponse, partit sous l'escorte de trois cents hommes qui, dans toutes les calamités où il s'était trouvé, lui étaient demeurés fidèles ; traversa la Pologne entière, revint dans sa résidence ordinaire de Bialystok, et y resta sous la garde de ses troupes. A peine y fut-il arrivé, que tous les républicains se flattèrent d'avoir un chef. On vint de toutes parts lui proposer de former une réconfédération pour rétablir les anciennes lois. Mais il aima mieux endurer dans le silence les offenses personnelles qui lui étaient faites, que d'exposer le royaume à des mouvements où il n'entrevoyait aucune apparence de succès. Son autorité contenait les esprits, en même temps que sa personne et sa fermeté entretenaient encore quelque espérance. Plusieurs généraux russes accoururent également chez lui ; ils lui proposèrent d'envoyer supplier leur impératrice de s'interposer en sa faveur. Soit qu'elle cherchât dès-lors à rallier tous les ennemis du parti triomphant, afin d'abaisser tous les Polonais les uns par les autres, soit plutôt que, réduite à tenir les engagements secrets pris avec les Turks, elle eût souhaité que Braniçki, en s'humiliant devant elle, donnât un

prétexte honorable à cette condescendance, un secret émissaire vint lui apprendre, d'une manière positive, les espérances que lui donnait la tzarine, s'il voulait unir sa cause à celle des généraux de Lithuanie; mais il rejeta constamment toutes ces propositions. Rien ne fut capable de déterminer cet illustre vieillard à implorer une puissance qu'il continuait de regarder comme l'ennemie de sa patrie.

Le brave Mokranowski avait suivi le sort du grand-général; mais à peine fut-il revenu avec lui à Bialystok, que le ministère polonais lui fit déclarer que, s'il ne venait pas à Varsovie rendre hommage au roi, on instruirait son procès, et on le poursuivrait criminellement, pour avoir pris les armes contre la république. Il se crut forcé d'obéir. Pendant qu'il traversait les salles du palais, pour se rendre à l'audience du roi, une voix s'éleva de la foule qui était accourue pour être témoin de ce spectacle, et lui cria : « Vous venez trop tard! » Il répondit d'une voix haute : « On ne vient point trop tard quand on ne demande rien ». Le roi, contre l'usage ordinaire, ne fit aucun pas vers lui, et se tint dans le fond de son appartement. Mokranowski, en l'abordant, lui dit : « Sire, puisque la Providence vous a placé à la tête de la république, je n'ai pas cessé d'en être citoyen, et en cette qualité je vous dois mon hommage. Mes sentiments pour ma patrie ne changeront jamais; si c'est un moyen de mériter vos bontés, je les espère à ce titre ». Le roi lui répondit : « Mes intentions sont pareilles aux vôtres; les mêmes sentiments nous unissent; et je me flatte que le bien dont vous serez témoin vous attachera à mon règne ». Le roi l'embrassa alors en pleurant, et ajouta : « Mokranowski, ne vous séparez point de moi; vous voyez tout ce qu'il m'a fallu employer de moyens pour tromper les Russes ». Mokranowski lui demanda s'il croyait donc les avoir trompés? Il séjourna peu de temps à Varsovie, accueilli à la cour, caressé par ses

ennemis mêmes, mais surveillé de près et bientôt dénoncé pour quelque propos de mécontentement contre le despotisme qui se formait dans la république. On lui ôta l'administration des postes qu'il avait eue au commencement de l'interrègne; on le menaça de le dépouiller de ses autres emplois; il paraissait tranquille sur ces événements, et quitta Varsovie le jour qu'il avait indiqué en arrivant.

Le prince Radzivill se réfugia à Dresde. Cette cour ne pouvait, sans déshonneur, lui refuser un asile; mais comme elle cherchait alors tous les moyens de se rapprocher de la Russie, elle crut devoir s'en justifier, en faisant dire à la tzarine qu'il n'avait été ni invité ni attendu. Les intérêts de ces illustres citoyens ne furent cependant pas totalement négligés dans les négociations qui se suivaient alors. Les cours de Vienne, de France, de Madrid, de Naples et de Dresde négociaient de concert, et faisaient dépendre de leur satisfaction mutuelle la promesse de reconnaître le nouveau roi. Dresde exigeait un désistement formel de toutes les prétentions que la république voulait former à la charge de la Saxe, et un apanage en faveur des princes saxons. La France exigeait une réparation authentique de l'insulte faite par le primat à l'ambassadeur de France. La cour de Vienne, où était le centre de ces négociations, se flattait secrètement de former des liaisons avec Poniatowski, et d'employer le crédit qu'on lui supposait encore sur la tzarine, pour détacher cette princesse du roi de Prusse. Naples et Madrid n'avaient rien à demander, et faisaient seulement corps avec les autres cours. Toutes exigèrent un engagement par écrit, que ni le grand-général, ni le prince Radzivill, ne seraient poursuivis comme rebelles. La cour de France députa un secrétaire d'ambassade au grand-général, pour l'instruire de cet engagement; et la cour de Vienne fit une pareille mission au prince Radzivill. Mais Branicki apprit avec indignation

qu'on eût promis, par un écrit, de ne le point poursuivre. « Comme si j'étais, écrivit-il au ministre de France, dans le cas d'une amnistie, parce que je n'ai pas voulu me soumettre aux volontés des puissances qui ont arrêté la destinée de ma patrie, parce que j'ai soutenu l'indépendance de ma nation, tant qu'il a été en mon pouvoir ! » Il demanda qu'on ne fît aucune mention de lui, plutôt que de lui accorder cette grâce humiliante. Mais la France marqua pour cet illustre vieillard une considération qui adoucit un peu ses chagrins. Un jeune Français qui fût chargé d'aller à Varsovie complimenter le nouveau roi eut ordre de se rendre à Bialystok, pour complimenter aussi le grand-général Un gentilhomme espagnol y arriva dans le même temps, envoyé par le roi d'Espagne, pour lui apporter les marques de la Toison d'or. Un prodigieux concours de noblesse se rendit de toutes les provinces pour assister à sa réception dans cet ordre; et il reprit, dans sa disgrâce, par sa considération personnelle, une autorité bien plus flatteuse que celle dont on l'avait privé.

XIX. *État de la Pologne et conduite du nouveau roi.*

Cependant la nation polonaise voyait avec surprise les quatre commissions souveraines exercer bien plus de pouvoir qu'elle n'avait cru leur en confier. Le conseil de la guerre forçait tous les officiers à lui prêter serment d'obéissance; et sous l'autorité du conseil des finances, non-seulement la douane générale était imposée, mais une troupe de soldats avait été créée pour en protéger les commis. On s'inquiétait de voir passer entre les mains du roi, par ces moyens détestés, de grandes sommes qui pouvaient lui fournir encore de nouveaux moyens pour attenter à la liberté. Les bureaux des

postes dépendaient de lui seul; de sorte que par une infidélité autorisée autant qu'elle peut l'être par l'exemple des autres souverains, presque tous les secrets des particuliers étaient entre ses mains. Les confidences devenaient plus embarrassées et les ligues plus difficiles. On commençait à flatter les paysans, par des écrits imprimés et par des insinuations sourdes, de leur accorder la liberté. On parlait d'établir des tribunaux, où ils eussent le droit de plaider contre leurs seigneurs; et la haute noblesse voyait d'avance, dans cette conduite, l'entier abaissement de sa puissance. Les princes Czartoryski, maîtres de toutes les grâces, n'élevaient aux dignités que des gens dont la naissance et les biens héréditaires étaient médiocres. Ils évitaient de former aucune fortune considérable; et toujours attentifs au double dessein d'abaisser les grands et d'assurer l'exécution des lois nouvelles, aussitôt qu'ils découvraient dans la petite noblesse attachée aux familles puissantes quelques hommes d'un mérite éprouvé, ils ne négligeaient rien pour les détacher de leurs maîtres, et les faire entrer dans quelque emploi du nouveau gouvernement. La promesse de fonder une école militaire, faite successivement par les deux rois saxons, était enfin exécutée par le nouveau roi. On se flattait d'en voir sortir une foule de militaires instruits dans toutes les parties de la guerre. Ce n'était plus, disait-on, cette Pologne qui, par le caprice d'un seul nonce, voyait arrêter toutes les délibérations publiques, et qui, retenue captive sous ses mauvaises lois, avait été justement comparée à un géant enchaîné. Le roi, ses ministres, ses favoris, ne parlaient que de réformes et d'établissements nouveaux. Dans le temps où peut-être il aurait fallu calmer et rassurer la nation, ces discours pleins d'ostentation ajoutaient au contraire à l'inquiétude générale; les projets les plus avantageux devenaient suspects de tyrannie; et d'ailleurs la conduite du roi n'inspirait pas

assez de confiance pour que la nation lui abandonnât un si grand pouvoir. Les meubles, les équipages, les habits, étaient l'objet perpétuel de son attention. On l'avait mille fois entendu, avant son élévation, déclamer contre le luxe amené en Pologne par les rois de la maison de Saxe. Mais aussitôt qu'il fut parvenu au trône, son exemple le fit monter à un excès bien plus extravagant. Le goût des fêtes l'entraîna dans d'incroyables dépenses. Quelque-uns, pour se faire un mérite auprès de lui, perdirent leur fortune dans l'espoir d'obtenir des grâces. — Les spectacles, les bâtiments, un jeu énorme, mirent Varsovie dans une sorte de délire et d'ivresse. On n'était point heureux; on ne se flattait pas de le devenir : le roi n'était point aimé; il servait plutôt de prétexte aux fêtes, que de motif aux réjouissances. Ce peuple léger s'étourdissait sur les affronts qu'il venait de recevoir et sur les maux auxquels il s'attendait !

Stanislas-Auguste crut que c'était un devoir du trône de paraître aimer le militaire, et voulut se montrer capable de conduire ses troupes. Il créa plusieurs régiments, et mit à leur tête des officiers prussiens. Tout fut prussien, jusqu'à son habillement et à son air. Mais dans les détails mêmes, ses goûts dominants et son caractère se firent encore reconnaître. Il n'y eut sorte d'uniformes qu'il n'inventât, presque tous aussi incommodes que magnifiques, presque tous aussitôt abandonnés qu'essayés. Il donna au corps des cadets, pour la plupart composé d'enfants, des casques énormes, surmontés d'un plumage si élevé, que le moindre vent leur faisait perdre l'équilibre. Il présidait à presque tous les exercices; mais les spectateurs démêlèrent bientôt, les uns avec douleur, les autres avec une joie maligne, le peu de disposition qu'il avait à ce genre d'occupation : ceux-ci croyant voir, dans chacun de ses défauts, un moyen de recouvrer la liberté, ceux-là s'affligeant que la fortune eût

confié le rétablissement de l'État aux mains d'un pareil homme.

Tous ceux que la faveur des derniers rois avait élevés aux premières dignités du palais, et qui avaient servi avec orgueil dans la pompe et le faste des deux cours saxonnes, ne se cachaient point à eux-mêmes leur humiliation en servant Poniatowski. Ils se raillaient entre eux de leur avilissement mutuel. L'usage de baiser la main du roi n'était plus pratiqué que par les plus vils flatteurs; et si lui-même avait d'abord senti, au milieu de ces respects forcés, quelque plaisir de vanité et de vengeance, bientôt son âme sensible ne put supporter la présence d'une cour ennemie; il fuyait son palais, il se rejetait dans les plaisirs de sa première condition : au milieu d'une troupe de jeunes favoris, il allait de maison en maison porter son désœuvrement et son ennui. Cette familiarité, qu'on avait prise pour une vertu au commencement de son règne, ne parut bientôt plus que l'amour d'une vaine dissipation. Les plus simples citoyens se trouvèrent importunés de ses fréquentes visites; et l'embarras que la présence d'un roi cause toujours dans une maison particulière n'était plus compensé par aucun honneur.

Ceux qui avaient craint que l'impératrice de Russie n'épousât le simple gentilhomme qu'elle venait de couronner ne tardèrent pas à être rassurés. Stanislas-Auguste, qui dans sa vie privée, avait souvent tenu à l'égard des femmes la conduite la plus circonspecte, au point de se faire soupçonner quelquefois d'une fidélité romanesque, parut bientôt se faire gloire de multiplier les plus méprisables conquêtes. Dans une cour licencieuse, où sa beauté et ses agréments auraient suffi pour lui procurer tous les plaisirs de l'amour et de l'inconstance, on eût dit que ces plaisirs fussent devenus à ses yeux le plus grand avantage du trône.

Les femmes, toujours avides de crédit, se laissaient aisément séduire par l'espoir de la faveur. On le vit attaquer l'une après l'autre, à la ville, à la cour, au théâtre, toutes celles qui avaient quelques charmes, ou seulement quelque réputation, même ancienne. Bientôt ce ne fut plus un honneur de lui avoir appartenu ; et, pour prouver l'avilissement où l'offre de son cœur était tombée, on racontait cette réponse qu'une danseuse fit à ses propositions : « Sire, je ne suis pas cruelle, mais je suis chère. »

XX. *Sa brouillerie avec ses oncles.*

Une pareille conduite, dans un temps où il avait à soutenir l'immense fardeau d'une monarchie naissante, donna de trop justes prétextes aux ressentiments de ses deux oncles. Cette ligue de la maison Czartoryski, maintenue depuis cinquante années par une ambition et des haines communes, aussitôt qu'elle eut atteint le faîte des grandeurs, commença à se diviser. La distribution des grâces, source éternelle de jalousies et de plaintes, fut d'abord abandonnée au grand-chancelier de Lithuanie. Cet homme, à qui il était indifférent de plaire, ou plutôt qui se faisait un plaisir malin de l'ironie et de l'injure, devenu le dispensateur de tous les bienfaits, choquait ceux mêmes qu'il obligeait. De jeunes complaisants cherchèrent bientôt à enlever le roi à des conseils si durs. Braneçki, son premier confident, qui se faisait gloire de tous les vices, les autres Poniatowski élevés à la dignité de princes, et qui cherchaient à étayer la grandeur subite de leur maison, les aides-de-camp du roi, presque tous choisis parmi les joueurs ou les aventuriers, genre d'hommes dont la réputation est toujours équivoque, enfin, tout ce qui environnait ce prince, tendit constamment à l'éloigner de ses

deux oncles. La gravité de l'un devenue plus imposante et plus sévère depuis qu'il avait perdu l'espérance du trône ; la dureté de l'autre augmentée par la puissance qu'il exerçait, étaient également incompatibles avec les mœurs de cette folle jeunesse. Peu à peu le roi disposa des grâces sans les consulter ; et quand ils le virent, au lieu d'être appliqué, comme la difficulté des conjonctures l'exigeait, quitter le soin des affaires pour se livrer à la plus vaine dissipation ; quand de jeunes femmes eurent fait donner à de méprisables protégés des emplois promis à des hommes utiles, alors leurs ressentiments profonds, quoique toujours dissimulés, éclatèrent sur ce prétexte. Trop de sujets de haine devaient concourir à cette rupture. Des mœurs pour ainsi dire formées dans des siècles différents, l'austérité exigeante de ces deux vieillards, que le roi eût à peine satisfaits par l'abandon de son autorité ; cette impossibilité où il était de s'acquitter jamais envers eux, et le vice inhérent au cœur humain, par lequel la reconnaissance se change presque toujours en haine quand elle ne peut égaler le bienfait ; enfin les intérêts des deux familles devenus nécessairement contraires, achevèrent de séparer cette ligue si longtemps formidable aux Polonais. Mais c'était surtout le grand-chancelier de Lithuanie qu'on s'appliquait à discréditer auprès du roi. C'était lui qu'on voulait perdre à la cour de Russie, d'autant plus aisée à irriter contre lui, qu'il montrait ouvertement l'intention de se dérober au joug de cette cour. Ce dernier soin était le point le plus difficile de ses grands desseins. Sans ce dernier succès, sa conduite pleine de hardiesse et de subtilité, n'aurait plus été que dangereuse et funeste a son pays. Les jeunes favoris occupés à le détruire, cherchaient dans cette conduite même les moyens de le perdre. Quand les désirs de la Russie n'étaient pas remplis, ils faisaient tomber sur lui seul le ressentiment de cette cour.

Repnin, qu'il avait offensé par un mépris insultant, devenait contre lui un perpétuel dénonciateur. Repnin, que des rivalités de galanterie brouillèrent bientôt avec le roi, cherchait également à aigrir l'impératrice contre toutes les factions polonaises. Il voulait s'arroger à lui seul toute l'autorité du nouveau gouvernement. Il accusait avec une égale animosité et le roi et les deux princes Czartoryski. Il menaçait quelquefois Stanislas-Auguste de laisser former contre lui une confédération de tous les mécontents, et de l'abandonner à la haine générale. Des femmes de toutes les sortes étaient perpétuellement mêlées dans leurs raccommodements ou leurs querelles, et ces méprisables intrigues influaient sur les espérances ou les craintes de la cour et de la nation. Ainsi se conduisait la nouvelle cour de Pologne, dans un temps où l'assemblage de toutes les vertus et l'union la plus indissoluble eussent à peine suffi contre la difficulté des conjonctures.

XXI. *Le roi de Prusse s'oppose à l'établissement du nouvel impôt.*

Cette difficulté s'accroissait à chaque moment. Le roi de Prusse, à qui tout prétexte était bon pour attaquer à force ouverte cette puissance qui se formait dans son voisinage et qu'il avait minée de tous côtés par de sourdes manœuvres, saisit hautement l'occasion qu'il crut trouver dans l'établissement de la douane générale. Il prétendit que les traités entre les deux Prusses défendaient d'y établir aucune douane que ce ne fût d'un consentement réciproque. En vain on lui représenta l'indépendance mutuelle des deux États. Sans autre réplique, il envoya un détachement de ses troupes sur l'une des rives de la Vistule, imposer un péage exorbitant

sur tout le commerce de la Pologne avec Dantzick, unique port de mer de ce royaume. Il fit placer dans une île, au milieu du fleuve, une batterie de canons d'où on tirait sur les bateaux qui croyaient échapper en côtoyant la rive polonaise; et le résident de Prusse à Varsovie demanda authentiquement au roi la cassation de cette douane; c'était cependant sur le produit de cette perception qu'étaient fondées toutes les dépenses nécessaires au gouvernement actuel: et il fallait une diète pour révoquer un impôt statué par une diète.

XXII. *Ses ressentiments personnels contre Poniatowski.*

Mais bientôt un ressentiment personnel anima contre Poniatowski cet ennemi terrible. Poniatowski se flattait d'assurer sa puissance et peut-être même de la perpétuer dans sa famille par une alliance illustre. La cour de Vienne lui avait, dit-on, laissé entrevoir l'espérance d'épouser une archiduchesse. On ajoute que c'était un piége tendu par le premier ministre autrichien; que cette idée jetée au hasard, fut une amorce à laquelle se prit toute l'ambition des Poniatowski, et que depuis ce moment le roi de Pologne ne cessait d'écrire à la tzarine les lettres les plus pressantes, pour lui persuader de reprendre l'ancien système des alliances de cette cour. Le roi de Prusse découvrit ces manœuvres; et, se livrant à toute l'impétuosité de sa colère, il dit ces propres mots : « Je lui écraserai la tête avec sa couronne! » Un ministre prussien, envoyé à Varsovie pour complimenter Stanislas sur son avénement, eut ordre de demander une nouvelle démarcation de limites, le rétablissement des dissidents dans toutes les prérogatives de la noblesse polonaise, la permission de faire des recrues en Po-

logne pour les troupes prussiennes, un réglement pour les monnaies concerté entre les deux cours. Cet envoyé prenait ouvertement dans la capitale des informations sur tous les changements faits dans la république. Les ministres polonais ne pouvaient opposer à ses demandes que les expressions des traités et les principes du droit naturel. Mais Stanislas espérait y opposer la puissance de la Russie ; il implorait la protection de la tzarine, et, se fiant sur la séduction de son éloquence, il ne doutait pas de l'engager à soutenir la puissance qu'il tenait d'elle.

XXIII. *Voyage du baron Saldern à Varsovie, comme médiateur.*

L'impératrice, après avoir été plusieurs mois sans répondre ni à ses lettres, ni à aucune de celles dont toute cette cour ne cessait de la fatiguer, prit enfin la résolution d'y envoyer un arbitre suprême. L'homme dont elle fit choix mérite d'être peint.

Saldern, né en Holstein, dans une condition obscure, employé d'abord dans l'éducation d'un jeune prince, en avait été récompensé par une charge de judicature. Mais convaincu de prévarication dans cet emploi, et même, dit-on, d'un vol sur de fausses signatures, il avait fui en Russie. Le grand-duc, étant l'aîné de la maison de Holstein, et souverain de ce duché, l'avait accueilli ; ce qui l'approcha de Panin, gouverneur du grand-duc. Saldern était infatigable dans le travail du cabinet, et Panin indolent, mélancolique, cherchait la retraite et le repos au milieu des affaires et de la cour, occupé à rendre à de jeunes femmes les soins qu'il en recevait, se livrant quelquefois au travail pour se dérober à l'ennui, et le quittant presque aussitôt pour retomber dans l'indolence. Panin regarda comme un bonheur d'avoir sous

la main un homme actif, laborieux, plus instruit qu'on ne l'est communément à cette cour. Saldern, dont la tête était forte, la santé robuste et la plume éloquente et facile, se rendit bientôt nécessaire; et quoique son esprit fût aussi méchant que son caractère, qu'il fût naturellement dur, impétueux et mordant, quoique, dépourvu de tout usage du monde, il joignît la grossièreté d'un paysan holsteinois à la pédanterie d'un professeur allemand, toutefois, dans ce commencement de fortune, dans ces premières espérances d'un homme à qui la cour sourit pour la première fois et qui sent la nécessité de dominer lui-même tous ses penchants, qui s'étudie sur tous les points, et à qui la retenue d'un subalterne et la souplesse d'un ambitieux tiennent lieu pendant quelque temps de politesse et de toutes les qualités qui lui manquent, les défauts de Saldern et tous ses vices étaient encore contenus et dissimulés. Devenu en Russie l'homme de confiance du ministère, il cherchait à élever sa fortune par les grands services qu'il rendrait à l'empire. Malgré la flétrissure qu'il avait reçue en Holstein, il venait d'être nommé administrateur souverain de ce duché; et, sous le prétexte d'un voyage qu'il allait y faire, il devait s'arrêter quelque temps à Varsovie. Il était chargé d'y être médiateur entre tous les partis qui divisaient la cour, d'y examiner la conduite de Repnin, de confronter les relations de cet ambassadeur avec l'état réel de la nation, de mettre fin aux querelles avec le roi de Prusse, et d'indiquer les vrais moyens de réussir, dans les trois points qui flattaient également l'ambition et la vanité de l'impératrice, savoir l'affaire des dissidents, l'alliance offensive et la démarcation des limites. Cette commission si étendue n'était cependant qu'une des moindres parties de la véritable commission dont Saldern était chargé.

XXIV. *Négociations pour un alliance générale de tous les États du Nord, confiées à Saldern.*

Un dessein vaste, ou plutôt chimérique, occupait alors l'esprit de cette princesse. Elle voulait réunir l'Angleterre, le Danemarck, la Suède, la Pologne et la Prusse dans une ligue dont la Russie serait le chef. Un hasard remarquable avait voulu que la Turquie, l'Autriche et les différentes branches de la maison de Bourbon, c'est-à-dire tout le midi de l'Europe, eussent été contraires aux desseins de Catherine. Elle voulait opposer à toutes les cours du Midi une ligue générale de tous les États du Nord. C'était la France surtout qu'elle accusait d'avoir cherché à lui susciter des obstacles ; et la considération dont ce royaume jouit en Europe choquait cette princesse altière. Elle négociait en Denemarck et en Suède pour y détruire le crédit que la France y conservait. Cette ligue était aussi le véritable objet de l'alliance qu'elle avait proposée aux Polonais ; et c'est dans cette vue qu'elle avait jusque-là consenti à y maintenir la force que le gouvernement venait d'acquérir.

Un dessein si romanesque, qu'on appelait la grande alliance du Nord, fondé sur l'espérance d'entraîner plusieurs cours sages et habiles dans des liaisons contraires à tous les principes d'une saine politique, commençait cependant à prendre quelque air de vraisemblance. On disait déjà dans le Nord que les peuples du Midi n'avaient qu'à élever un mur à l'exemple des Chinois, pour se garantir des invasions.

Ce dessein était si annoncé, les manœuvres pour y réussir étaient si à découvert, cet unique objet du voyage que Saldern allait faire dans toutes les cours du Nord, était publié avec

tant d'ostentation, que la France regarda dès ce moment cette princesse comme une ennemie capitale, dont elle devait humilier l'orgueil et déconcerter les desseins. De toutes les nations qu'on avait le projet de faire entrer dans cette alliance formidable, les Anglais étant les seuls qui eussent pu en soudoyer les armées, le ministère français craignit qu'ils ne s'en appropriassent bientôt toutes les forces. Le duc de Choiseul, qui gouvernait la France, en avait, depuis la paix, confié les affaires étrangères à un de ses parents, homme sage, d'une imagination froide, dur dans son autorité et circonspect dans ses mesures. Mais il reprit alors pour lui-même ce département où les nouvelles conjonctures exigeaient toute l'activité de son génie. L'ambassadeur de France à Constantinople reçut de nouveaux ordres. On permit à son zèle d'employer tous les moyens nécessaires pour déterminer ou du moins pour éclairer les ministres turks. Les rapports les plus certains et les plus suivis sur toutes les entreprises des Russes, soit en Pologne, soit en Suède et ailleurs, furent directement adressés à cet ambassadeur ; et les ministres ottomans les recevant alors par écrit, n'osèrent plus les altérer. Ils parvinrent dans toute eur vérité sous les yeux mêmes du sultan. Mais n'anticipons point sur les événements, et contentons-nous de remarquer ici que l'ostentation de la tzarine dans ses démarches pour liguer tout le Nord est la véritable source des embarras où elle s'est trouvée depuis.

XXV. *Conduite de Saldern à Varsovie, comme médiateur.*

Saldern, chargé de réconcilier toute la cour de Varsovie, et de former sur les lieux mêmes le plan de conduite que la Russie devait désormais suivre dans ce royaume, commença

par écouter avec une patience apparente les plaintes du roi contre ses oncles, celles de ces deux vieillards contre Repnin, et celles du ministère polonais contre le roi de Prusse. Il affectait une exacte impartialité, faisant, autant qu'il pouvait, des interrogatoires juridiques, écrivant les réponses en présence de ceux qu'il interrogeait, engageant les deux princes Czartoryski à écrire directement à Panin tous les griefs contre l'ambassadeur russe. Mais, bien instruit de la passion qu'avait ce ministre de soutenir son neveu, il dressait tous les mémoires qu'il envoyait en Russie de la manière la plus favorable à cet ambassadeur. Sa violence, qui devint si funeste à la république, perça dès lors au travers de ses fausses souplesses. Cet homme, choisi comme un habile négociateur, crut reconcilier toute cette cour en laissant entendre que la tzarine ferait dévaster les terres de ceux qui refuseraient de rentrer en bonne intelligence.

Quant aux demandes de la Russie, il reconnut la nécessité indispensable de les renvoyer toutes à la diète qui allait s'assembler. Mais il sentit que l'oppression pourrait seule y déterminer les Polonais. Il proposa, comme un moyen sûr et facile, de faire environner cette diète par les troupes russes. Il permit toutefois d'essayer un moyen plus doux, celui de perpétuer dans cette diète la confédération générale, parce que les maréchaux de cette confédération présideraient, dans les différentes provinces, au choix des députés, et que les affaires, dans une diète confédérée, se traitant toujours à la puralité des suffrages, en présence du sénat et du roi, on pouvait espérer de se rendre facilement maître de cette pluralité. Tel fut en effet le plan qui parut dès lors concerté entre les deux cours.

Saldern, après avoir exigé une promesse positive et par écrit, qu'on satisferait dans cette prochaine diète aux principales demandes du roi de Prusse, se rendit à Berlin pour

y faire entendre, disait-il, des vérités dures. Le roi de Prusse éluda de répondre positivement sur la proposition de la grande alliance du Nord; mais il promit de travailler conjointement avec la Russie au succès de toutes ses vues en Pologne, en acceptant toutefois les moyens qui pourraient l'engager personnellement dans une guerre.

Les approches d'une diète sont dans tous les pays libres un temps de fermentation genérale. Tous les partis, tous les intérêts, toutes les opinions cherchent à s'asurer d'avance les moyens de prévaloir. Mais dans la situation étrange où se trouvait alors cette république, les mouvements orageux qui précédèrent cette première assemblée du nouveau règne, n'annoncèrent que trop évidemment par leur violence les désastres qui devaient les suivre.

XXVI. *Élection des nonces pour la diète.*

On reconnut aisément, aux choix des députés dans les différentes provinces, que les deux familles dominantes n'avaient point agi de concert dans leurs intrigues ; qu'une réconciliation forcée, loin d'étouffer les germes de mésintelligence entre elles, les avait secrètement aigries; qu'elles avaient cherché à l'envi l'une de l'autre à gouverner cette diète, et qu'une grande partie des nonces dépendait uniquement des princes Czartoryski, tandis que l'autre partie dépendait uniquement du roi et de ses frères. Huit nonces seulement, sur toute la diète, n'étaient ni au roi, ni à ses oncles, mais à la patrie ; tels que le vieux comte Malachowski, maréchal de tant de diètes, son fils, digne d'un père si vertueux, le comte Wielhorski, le comte Czaçki, et quatre nonces de Prusse, dont les lumières et la vertu ne laissaient aux factions dominantes aucune espérance de les intimider.

de les séduire ou de les corrompre. Encore quelques-uns d'entre eux avaient-ils été choisis par les intrigues de la maison de Saxe. La princesse électorale avait employé la vénalité de quelques districts pour en assurer les voix à des hommes intègres et vertueux, dans l'espérance que leur fermeté pourrait jeter quelque désunion dans cette diète.

XXVII. *L'évêque de Krakovie devient chef du parti opposé à la cour et à la Russie.*

Mais dans les conjonctures actuelles, toute la nation avait surtout les yeux sur le corps des évêques. Leur dignité donne le premier rang au sénat; et l'étendue de leurs droits, souvent contestés dans une république où la licence est depuis si longtemps prise pour la liberté, n'avait pu être maintenue depuis tant de siècles que par un extrême soin de se concilier la faveur publique : ils voyaient avec douleur l'excessive faiblesse du primat. Sa conduite passée le leur rendait justement suspect; et maintenant encore il exhortait ses amis à goûter en paix la liberté dont jouissait la patrie. On ne lui répondait que par d'amères ironies, et on sentait la nécessité d'avoir un autre chef. Une vieillesse avancée empêchait l'archevêque de Léopol, premier sénateur du royaume après le primat, de se livrer à toute l'activité de son zèle; ce fut donc à celui des évêques qui le suivait immédiatement qu'appartint l'honneur et le danger d'être ouvertement le chef du parti opposé à la cour et à la Russie : il y fut également porté par son rang, par son caractère, et par les sollicitations de tous les évêques.

XXVIII. *Son caractère et ses premières démarches.*

Gaëtan Soltyk, évêque de Krakovie, et duc souverain de Sévérie, né d'un sang illustre, mais sans fortune, joignait au caractère le plus ferme la vertu la plus pure et le génie le plus élevé. Trop d'orgueil était la seule tache qui obscurcît de si grandes qualités, mais ce défaut même lui donnait dans ses résolutions une constance inébranlable. Il avait suivi dans ses premières années le sort de ce roi Stanislas, qui dut à de si cruelles adversités dans sa patrie un si long cours de prospérités dans un royaume étranger. Soltyk n'en avait partagé que les malheurs. Attaché au primat de ce temps-là, il fut enlevé par les Russes, et détenu à la suite de ce prélat dans une rigoureuse captivité. Sa liberté lui étant rendue à la paix, il avait passé en France avec la recommandation de sa fidélité et de ses souffrances. Il parut un moment destiné à faire dans ce pays une grande fortune ecclésiastique; mais des affaires importantes l'ayant rappelé en Pologne avant d'avoir été revêtu en France des dignités qui lui étaient promises, il éprouva le sort des absents. Stanislas et sa fille, reine de France, l'oublièrent; et très-jeune encore, il fut déjà un nouvel exemple de l'ingratitude des cours. Le chemin de la fortune lui fut ouvert en Pologne par le premier ami qu'il avait eu dans son enfance, le comte Mniszek, son compagnon de collége, devenu gendre du comte Brulh. Mais il semblait qu'on ne pût approcher du comte Brulh sans contracter quelque sorte de flétrissure. Les ennemis de Soltyk soutiennent que son ambition, sous la fin du dernier règne, avait pris la voie des intrigues de cour, qu'il prétendait au premier crédit de la république par la faveur de Brulh, et même par la faveur des femmes amies de ce mi-

nistre. Mais ses plus cruels détracteurs avouent que depuis la vacance du trône, son ambition avait pris une voie plus digne de l'élévation de son génie et de la fierté de son caractère, celle d'une vertu rigide et d'un attachement inébranlable à la liberté de son pays. Les observateurs les plus défiants, dans de fréquents entretiens qu'ils eurent avec lui pendant l'interrègne, ne parvinrent pas à y découvrir un seul mouvement d'intérêt personnel. Il ne s'était déclaré pour aucun parti, tant qu'il y avait eu quelque espérance de conciliation; sa conduite avait toujours été mesurée. Il avait été en conférence avec tous les différents chefs. Mais aussitôt que les lois furent opprimées, il se déclara ouvertement pour elles. Il vit que dans les conjonctures où était alors la Pologne, il serait impossible de prévenir l'élection du comte Poniatowski. « Eh bien! dit-il, supposons-le roi; occupons-nous de le détrôner! » Les Czartoryski craignirent que par son rang, ses richesses, son caractère personnel, il ne s'emparât dans le parti contraire d'un premier rôle en opposition avec le primat; ils lui offrirent tout ce qu'il pourrait demander, pourvu seulement qu'il se retirât dans son diocèse, et ne se joignît pas au grand-général. Il rejeta toute proposition. On lui fit entendre qu'il serait enlevé par les Russes; il répondit : « Je n'en ferai pas moins mon devoir ». Il avait enfin ployé avec sa patrie, en reconnaissant Poniatowski pour roi; mais sans démentir, dans les respects mêmes qu'il lui rendait, le grand caractère que nous le verrons soutenir dans les plus cruelles extrémités. Prêt à se rendre à Varsovie pour cette prochaine diète, il écrivit au grand-général pour le presser de s'y rendre. Braniçki répondit : « Que touchant au dernier terme de la vieillesse, il avait pris la résolution de passer ses derniers jours éloigné des affaires; mais qu'il offrait sa fortune pour le rétablissement des lois, et qu'il envoyait un plein pouvoir pour prélever au besoin

ses revenus dans tout le royaume ». Soltyk écrivit à tous les souverains catholiques ; il en reçut des réponses flatteuses et encourageantes. Mais toutes les cours, après avoir reconnu l'élection du roi de Pologne, et fait complimenter ce prince sur son avénement, n'avaient laissé auprès de lui ni ambassadeur, ni envoyé, ni résident, et n'avaient, à l'exception de celle de Saxe, repris avec la Pologne aucune espèce de liaisons. Ainsi ce royaume demeurait réellement abandonné au pouvoir de la Russie et aux intrigues du roi de Prusse, sans qu'aucun autre ministre à Varsovie pût éclairer leurs desseins et traverser leurs manœuvres. Soltyk envoya même un émissaire en Russie pour mettre la vérité sous les yeux de l'impératrice, et lui exposer les véritables dispositions où était la nation. Tel fut longtemps le singulier respect des Polonais pour cette princesse, et leur confiance dans les vertus dont elle se louait elle-même par ses déclarations publiques, qu'il la crurent toujours mal informée de leurs affaires. Il étaient persuadés que Repnin, soit extravagance, soit dessein de se faire valoir, dépassait les ordres qu'il recevait, donnait plus d'extension aux demandes qu'il était chargé de faire, envoyait de fausses relations adaptées à ses vues personnelles, et qu'enfin la tzarine était perpétuellement trompée sur le véritable état de la république.

Repnin ayant fait prier l'évêque de Krakovie, qui se tenait encore dans la capitale de son diocèse, de lui envoyer un homme affidé, dit à cet homme, en présence de plusieurs sénateurs, que la tzarine promettait sa bienveillance à cet évêque, mais qu'elle le voyait avec peine tenir une conduite contraire aux intérêts de la Russie ; qu'il devait mériter les bontés de cette princesse par une plus grande déférence ; que s'il persistait dans son opposition, il devait s'attendre à voir ses terres ravagées, les revenus de son évêché séquestrés, sa personne exposée, et que ses parents même répondraient

de ses actions. L'évêque, inaccessible à toute espèce de crainte, écrivit au roi pour se plaindre de la tyrannie que le ministre d'une puissance étrangère osait exercer en Pologne. Il protesta dans cette lettre qu'il n'agissait ni par esprit de parti, ni par des vues particulières, et qu'il ne consultait que le vœu général de la nation, et les devoirs de son état. Enfin, ayant rendu publiques les menaces de l'ambassadeur, et exhorté ses diocésains au jeûne et à la prière, il partit pour Varsovie, dans la résolution immuable de n'acquiescer jamais à rien de contraire à l'indépendance de son pays.

XXIX. *Arrivée de deux colonels russes pour seconder Repnin.*

Deux jeunes colonels, joueurs et débauchés, étaient arrivés de Russie pour aider le prince Repnin dans ses travaux; dignes satellites d'un tel homme. Leur première commission fut d'aller dans les provinces prévenir les évêques qu'il leur était interdit de parler à la diète sur les dissidents, sur le séjour des troupes russes en Pologne, sur la démarcation des limites, et sur le traité d'alliance. On les menaça, s'ils osaient parler contre un seul de ces projets, de faire dévaster leurs terres. Tous répondirent avec fermeté que leur dignité d'évêques et de sénateurs ne leur permettait pas de garder le silence sur des objets si importants ; et comme il était d'usage d'ordonner dans les provinces des prières publiques pour l'heureux succès de la diète, la plupart, dans leurs mandements, excitèrent les fidèles et les citoyens à s'unir pour la défense de la religion et de la liberté. L'empressement et le zèle avec lesquels ces mandements furent partout accueillis ne firent que trop pressentir combien il serait facile d'inspirer à toute la nation un fanatisme prêt à tout

souffrir. Les deux jeunes colonels, après avoir parcouru les provinces, revinrent à Varsovie tenir les mêmes discours aux évêques assemblés. Repnin n'imagina jamais que plus il mettait de publicité dans ses démarches, plus l'honneur obligeait d'y résister; ce fut surtout ce sentiment d'honneur inconnu aux Russes, et toujours offensé par eux dans les Polonais, qui rendit toutes ces affaires inconciliables. Le mécontentement était si universel que Repnin, n'ayant jamais cru que personne osât lui résister, paraissait enfin inquiet et embarrassé. Mais quarante mille Russes bordaient les frontières de la Pologne, tout prêts à se joindre aux vingt mille hommes de cette nation déjà répartis dans le royaume.

XXX. *Déclaration de Catherine au sujet des dissidents.*

Repnin, sous cet appui, publia une déclaration où il commençait par exalter les avantages que l'impératrice avait procurés à la Pologne, en favorisant l'élection du roi, né pour le bonheur de la nation. Il ajoutait que, pour affermir la tranquilité publique sur des fondements durables, elle voulait encore rétablir dans leurs droits plusieurs gentilshommes opprimés; qu'elle demandait que tous les dissidents grecs, luthériens, calvinistes, eussent l'exercice de leur religion, avec le droit de participer aux grâces, de remplir toutes les magistratures, et d'être admis au sénat; que s'il se trouvait, contre son attente, des oppositions que les réflexions ne pussent vaincre, elle serait contrainte d'employer la force, et qu'elle déclarait y être résolue. En publiant par une délaration cette unique demande, Repnin, dans tous ses entretiens, tenait le même langage sur le traité d'alliance offensive, et sur la démarcation des limites;

deux affaires qu'il semblait désormais vouloir terminer avec un égal despotisme, mais sans éclat et sans bruit.

XXXI. *Raisons pour et contre les dissidents.*

Pendant que ces premières dissensions en faisaient prévoir de plus funestes, un émissaire des dissidents à Pétersbourg et un ambassadeur de Pologne mettaient sous les yeux de la tzarine les raisons contradictoires des deux partis. L'ambassadeur exposait : « Que ce n'était pas la tolérance que les dissents réclamaient : qu'ils en jouissaient; que plus de deux cents temples actuellement subsistants suffisaient à leur petit nombre; qu'ils demandaient à jouir de toutes les prérogatives de la religion dominante, et à partager toutes les fonctions de la souveraineté. Il examinait quels pouvaient être dans cette question les droits des puissances étrangères; il prouvait que dans le traité de Welava, unique traité que le roi de Prusse eût à citer, conclu en 1657, par lequel la Pologne a cédé ses droits de suzeraineté sur la Prusse à la branche ducale actuellement régnante, le seul article où il fût question de religion était destiné à maintenir dans le duché qui devenait indépendant, les prérogatives de la religion catholique; que dans le traité d'Oliva, conclu en 1660 avec la Suède, sous la garantie de la France, deux articles, en réciprocité l'un de l'autre, stipulaient, l'un que la religion catholique serait conservée dans la Livonie, et l'autre que le libre exercice des religions réformées serait maintenu dans les villes de la Prusse polonaise : il l'était en effet sans que ces villes formassent la plus légère plainte. Il rejetait l'interprétation forcée que les dissidents donnaient au mot d'*amnistie,* inséré dans le traité, mais uniquement relatif au pardon général ac-

cordé après ces troubles. Puis il prouvait que dans le traité de 1686, le seul où la cour de Russie pût chercher ce qu'elle nommait ses droits, la tolérance de la religion grecque en Pologne était stipulée, en réciprocité de la protection que les Polonais exigeaient pour la religion catholique dans les provinces qu'ils cédaient à la Russie. La religion grecque était tolérée en Pologne, au lieu que la religion catholique n'existait plus dans les provinces cédées aux Russes. Ainsi le véritable droit qui résultait des traités était celui que les Polonais auraient pu avoir de demander son rétablissement. Il représentait ensuite qu'il n'y avait pas en Europe un seul gouvernement qui pût servir de modèle au système politique qu'on voulait faire adopter par la nation polonaise; que chez les nations les plus libres, chez les plus sages, on voit partout une religion dominante; que dans les pays les plus tolérants, des lois sévères écartent la multiplicité des religions de l'administration publique; qu'on avait tâché par là de diminuer les influences de l'esprit de faction si funeste dans les républiques; et que surtout en Pologne, où l'opposition d'un seul arrêtait l'activité de tous, le danger de l'État serait manifeste si plusieurs sectes partageaient la magistrature et la législation. Enfin, il examinait les constitutions polonaises; il prouvait que, dans la plus favorable aux dissidents, il n'était fait aucune mention de leur admission aux charges; il citait à la cour de Russie même les constitutions de 1717, qui défendaient expressément de les y admettre, et qui avaient été faites sous la médiation de Pierre Ier, et sous la protection d'une armée russe; de sorte que la Russie, dont la prétention était d'exercer en Pologne un droit de garantie uniquement fondé sur ce même traité, devait, pour agir conséquemment aux principes qu'elle affectait depuis cinquante ans, soutenir la république contre les prétentions des dissidents. »

L'émissaire des dissidents répondait : « Que l'institution politique de la Pologne avait pour base l'égalité entre les citoyens ; que la souveraineté appartenait à l'assemblée de toute la noblesse ; que leur association était purement civile, temporelle, politique, et ne tenait à aucune autorité spirituelle ; que dans les constitutions anciennes on n'avait point stipulé l'admission des dissidents à toutes les charges, parce qu'elle était de droit, et que des citoyens égaux n'avaient pas eu besoin alors d'entrer dans les détails particuliers sur leur état connu et déterminé ; que les décisions du souverain ne pouvaient retomber contre eux, puisqu'ils étaient eux-mêmes des parties du souverain ; que refuser de les admettre, c'était prononcer la dissolution de la société, c'était déclarer que chacun était rendu à sa liberté primitive et le maître de pourvoir à son salut de la manière qui lui paraîtrait la plus sûre. Il ne réclamait point les anciens traités de la Pologne avec les puissances étrangères ; mais il soutenait que les dissidents, par leur séparation d'avec la noblesse polonaise, rentraient dans l'état primitif ; que le législateur ne pouvait dans ce cas exercer aucun droit contre eux, parce que, s'étant privé d'une partie de ses membres, il avait renoncé à l'autorité qu'il avait eue sur eux ; que la partie la plus forte se séparant de la plus faible ne dénature point les droits de celle-ci ; que, libre, indépendante, souveraine comme l'autre, elle est dans le cas d'une légitime défense, et de faire usage de tous les moyens que lui permet sa faiblesse ; que dans ce cas, toute assistance des puissances voisines devient naturelle et légitime, et n'a pas besoin d'être autorisée par des garanties précédentes. Il répondait aux exemples pris des autres pays, que ce n'était pas une autorité pour un État qui ne dépend que de lui-même ; qu'il n'y avait aucune comparaison entre le gouvernement de Pologne et le leur ; qu'en Hollande et en Angleterre, où la

religion protestante a fondé la liberté publique, il y a deux classes de citoyens, les vainqueurs et les vaincus ; que ceux-là ayant imposé la loi, ceux-ci la subissent, et que sans doute on ne voulait pas mettre la constitution du gouvernement polonais aux mêmes épreuves ».

Ces raisons contradictoires étaient exposées dans des conférences réglées en présence des ministres russes. On y répétait chaque fois les mêmes raisonnements. Mais enfin l'impératrice, sans entrer dans l'examen des droits, sans donner d'autre raison que sa volonté, remit à l'ambassadeur de Pologne une note où les prétentions des dissidents étaient un peu modérées ; et elle ajouta : « Je vous préviens que si on ne m'accorde pas ce que je demande ici, mes demandes n'auront plus de bornes ».

XXXII. *Fausse réconciliation du roi et de ses oncles.*

Cependant le roi de Pologne, absorbé dans le plus noir chagrin, ne sachant plus ni ce qu'il devait faire, ni même ce qu'il devait vouloir, ne trouvant aucune ressource dans les conseils de ses jeunes favoris, implora les conseils de ses deux oncles. Il fallut supporter la sévérité de leurs reproches que sa présomption naturelle et la fierté du trône lui avaient rendus de jour en jour plus insupportables. Mais, quels que fussent leurs ressentiments contre lui, l'espérance que, ramené vers eux par la nécessité, il prendrait désormais leurs conseils pour règle de sa conduite, l'espérance même de soutenir et de perfectionner encore dans cette crise le gouvernement qu'ils avaient établi, tout les engagea à se réunir une seconde fois avec ce prince. Presque tous les députés pour la diète étant ouvertement dévoués ou à ce prince, ou à eux-mêmes, ils se flattèrent que leur réunion les ren-

drait facilement les maîtres de cette assemblée. Le roi, se conduisant par l'avis de ces deux vieillards, assembla le corps des évêques, et leur dit : « Que s'ils étaient déterminés à ne point traiter avec les dissidents comme avec leurs égaux, à ne leur accorder de priviléges qu'à titre d'indulgence et de grâces, à les regarder toujours comme une secte tolérée, il fallait que la nation commençât par assurer son indépendance ; qu'elle se rendît assez forte pour exclure entièrement l'influence des puissances étrangères ; que cette résolution ne devait pas être la décision imprudente et précipitée d'un conseil tumultueux, mais la résolution d'un peuple courageux, déterminé à tout sacrifier pour défendre sa religion et ses lois ; qu'en conséquence ils devaient assurer au gouvernement le pouvoir d'augmenter les troupes et de les employer à la défense du pays ; que la seule manière d'y parvenir était de statuer dans la diète que dorénavant l'augmentation de l'armée ne serait plus sujette au *liberum veto*, et que toute proposition à ce sujet serait accordée ou rejetée à la pluralité des suffrages. »

Presque tous les évêques et les sénateurs promirent par les serments les plus sacrés de mettre le gouvernement en état de soutenir le refus qu'on allait faire, et s'engagèrent à appuyer de tout leur crédit dans la diète une loi si nécessaire.

XXXIII. *Discours du roi à Repnin.*

Ces résolutions prises, le roi, dans une audience publique qu'il donna à l'ambassadeur de Russie, lui parla en ces termes : « Je ne méconnais pas les obligations que j'ai à l'impératrice de Russie, dans les moyens dont Dieu s'est servi pour m'élever au trône ; mais en y montant, j'ai juré

l'exacte observance de ma religion dans toute l'étendue de mon royaume. Si j'étais assez faible pour l'abandonner, ma vie et mon trône seraient exposés au juste ressentiment de ma nation; d'un autre côté, vous me menacez d'employer la force pour établir vos projets, c'est une extrémité qui me deviendrait également funeste, et je n'entrevois que des périls dans les résolutions que j'ai à prendre; mais j'aime mieux m'exposer à celui que l'honneur et le devoir m'engagent à choisir : et dès à présent je m'unis à ma nation pour la défense de notre sainte religion ». Mais le roi, en prenant une résolution si ferme, ne suivait pas l'impulsion de son propre génie; et bientôt ses fausses subtilités le ramenèrent à l'espérance de tirer, par de doubles manœuvres, un parti encore plus avantageux pour lui-même de ces terribles conjonctures.

XXXIV. *Commencement de la diète.*

Aussitôt que dans les premières séances de la diète on eut commencé, suivant l'usage, à lire les conditions imposées au roi à son élection, afin que les sénateurs et les députés examinassent s'il ne les avait pas enfreintes, l'évêque de Krakovie remarqua que le premier point était le maintien de la religion; il en prit occasion d'accuser les dissidents d'avoir, contre la défense expresse des lois, recherché la protection des puissances étrangères. Il proposa de statuer : « Que jamais on ne leur accorderait les priviléges qu'ils osaient réclamer d'une manière si criminelle; de les restreindre pour toujours à la simple tolérance dont ils jouissaient, et de déclarer dignes de mort ceux qui par la suite seraient convaincus d'avoir recherché un appui étranger. » Tout le corps des évêques sollicita aussitôt les états de porter cette loi. La diète répondit

par une acclamation générale ; et ce projet allait être signé, si le roi, surpris par cette fureur de zèle, se voyant près d'être entraîné plus loin qu'il ne l'avait résolu, cherchant à éluder cet engagement pris avec les évêques et que lui-même avait sollicité, ne s'était pressé de tout suspendre. Il prit la parole avec un air d'embarras et de trouble, en offrant sa couronne et sa vie pour la défense de la même cause. Il dit : « Qu'ayant été élevé dans ces principes, il était résolu d'y mourir ; mais il ajouta que ce n'était pas le moment de porter cette loi, ni même d'agiter cette question : que l'ordre prescrit pour les diètes exigeait qu'on procédât à d'autres affaires. » Ce discours, prononcé avec un extrême désordre, laissa la diète dans l'étonnement et l'irrésolution. Il en profita pour chercher à détourner l'attention publique, en donnant quelques grâces vacantes. L'évêque de Krakovie laissa passer dans un profond silence les compliments auxquels ces nominations donnèrent lieu, et aussitôt après il reprit la suite de son discours. Il pria le roi, au nom de la république : « D'obtenir enfin de la tzarine l'entière sortie des troupes russes, et le dédommagement des torts qu'elles causaient depuis si longtemps aux Polonais. Il demanda la cassation de la confédération générale, en annonçant, d'après l'exemple de la république romaine, la perte de la liberté si cette dictature devenait perpétuelle. Il demanda, suivant les anciens usages, la communication aux états assemblés, des instructions que le roi avait données à ses ministres dans les cours étrangères, et nommément aux cours de Russie et de Vienne. » Mais, quelle que fût son éloquence, toutes les intentions de la cour prévalurent dans cette assemblée. Les deux factions dominantes s'étant réunies, elles étaient maîtresses absolues sur tout ce qui n'avait aucun rapport à la religion ; et pour éluder le fanatisme général, pour gagner du temps et satisfaire néanmoins la

multitude, de manière à en obtenir facilement tous les autres points, on eut soin d'ériger le corps des évêques en commission particulière chargée d'examiner les demandes des dissidents, et d'en rendre compte dans les dernières séances de la diète. La cour, constante dans ses démarches, avançait toujours vers son objet. Les délibérations du sénat, tenues à portes fermées depuis le commencement de ce règne, furent aussi lues dans la diète à portes fermées, malgré les murmures d'un grand nombre de noblesse accourue des provinces, et accoutumée, dans les derniers règnes, à être en toute occasion témoin, et pour ainsi dire juge de tout ce qui se passait dans ces assemblées. Lorsque la diète leur fut enfin ouverte, les avantages du nouveau gouvernement furent publiquement démontrés par les comptes que rendaient les commissions des finances. Les rentes des deux provinces, qui se montaient à quinze millions, ayant excédé les dépenses, il restait en argent comptant près de quatre millions dans les deux trésors. La cour voulut profiter de la disposition favorable où cette heureuse situation des finances devait mettre tous les esprits. On proposa, en abolissant la douane générale, comme on s'y était engagé, d'y substituer un nouvel impôt nécessaire à toutes les dépenses du nouveau gouvernement. En vain quelques citoyens, d'autant plus courageux qu'ils croyaient agir contre la volonté des Russes, et s'exposer à la double vengeance des deux cours, demandaient en toute occasion le rétablissement des anciennes lois; c'était surtout les deux nonces de Volhynie, Czacki et Wielhorski. « Daignez, messieurs, disaient-ils, nous instruire, quel est aujourd'hui notre gouvernement? Notre république a perdu son ancienne forme, et dans l'assemblée même de la nation, nous en cherchons en vain quelques vestiges. Ce serait s'aveugler, que de vouloir les reconnaître dans cette espèce de confédération qui s'est élevée au mi-

lieu de nous, irrégulière dans son principe, dans ses moyens, dans sa durée. Deux autorités nouvelles viennent de se former auprès du trône, les deux conseils souverains de la guerre et des finances. Qui osera nous répondre que du sein de ces commissions il ne sortira pas des hommes ambitieux qui nous deviendront aussi redoutables que le fut à Rome le décemvirat? Il est pour nous d'une nécessité indispensable de leur fixer des bornes, et que surtout leur élection ne soit pas confiée à la faveur des rois, mais à l'estime des citoyens. Nous sommes environnés de périls, il est vrai; mais un roi trop puissant est le plus grand des maux que nous ayons à redouter. Les dernières constitutions sont pleines d'obscurités captieuses, et dans le fond de leurs ténèbres se cache cette effroyable furie du despotisme. Daignez, Sire, y porter le flambeau, et nous aider à les éclaircir d'une manière qui dissipe toutes nos alarmes. » Mais tandis qu'ils parlaient ainsi, l'œil sévère des Czartoryski ôtait jusques à l'attention même qu'on prêtait à ces discours. On craignait l'esprit vindicatif de ces princes. Le roi appelait auprès de son trône ceux qui voulaient parler, et employait tour-à-tour contre eux les reproches et les promesses. Deux constitutions nouvelles, dont on ne peut nier l'extrême utilité, furent passées en loi dans ces premières séances. Il fut établi que les diétines de provinces, pour la nomination de leurs députés soit aux diètes, soit aux tribunaux, s'en tiendraient dans la suite à la pluralité des suffrages; que l'unanimité n'y serait plus nécessaire, de sorte que ces diétines ne pourraient plus être rompues, et que les opérations du gouvernement dans ces deux parties ne se trouveraient pas perpétuellement entravées, comme il était arrivé depuis un siècle; en un mot, la cour se croyait déjà certaine du succès de tout ce qu'elle avait résolu : elle pensait désormais n'avoir plus qu'à se soustraire au joug des cours voisines, et commençait elle-

même à solliciter la sortie des troupes étrangères, par des mémoires remis publiquement à l'ambassadeur russe.

XXXV. *Repnin forme un nouveau parti opposé à la cour.*

Mais cet ambassadeur cherchait à se lier avec tous ceux qui, dans cette diète, montraient une opposition marquée aux desseins de la cour. Il les complimentait sur leur zèle et leur patriotisme. Il leur disait qu'il en avait fait à sa souveraine les rapports les plus favorables. Il leur promettait la protection de cette princesse. Il les excitait à parler de nouveau, en les assurant qu'ils seraient soutenus dans la diète par ceux mêmes sur lesquels ils se figuraient devoir le moins compter. Il cessait d'appeler séditieux ceux qui avaient refusé de souscrire aux projets de la Russie. L'affaire de la religion paraissait entièrement assoupie. On eût dit qu'il s'était fait tout-à-coup quelque grand changement dans les esprits. Cet ambassadeur et le ministre de Prusse se présentaient à la Pologne comme les défenseurs de sa liberté. Ils insinuaient dans tous leurs entretiens, que le temps était venu pour la nation de rentrer dans ses droits. Ils recherchaient les amis du prince Radzivill, les partisans de la maison de Saxe, les femmes qui avaient eu un grand crédit dans l'ancienne cour et qui regrettaient de s'en voir, déchues cette foule enfin de subalternes émissaires du comte Brulh, que ce ministre employait, pour les désavouer dans l'occasion, et qui, habitués à traiter dans de sourdes intrigues avec la nation polonaise, en connaissaient les faibles et les passions, et savaient employer jusqu'à ses vertus à l'égarer et à la corrompre. Ils recherchaient les ennemis personnels du roi, qu'il avait crus trop affaiblis pour les craindre.

XXXVI. *Caractère de Podoski et ses projets contre le roi.*

Il y avait alors à Varsovie un ecclésiastique nommé Podoski, venu dans cette ville avec le dessein hautement annoncé de favoriser, malgré son état, la cause des dissidents, et qui joignait à de justes ressentiments contre le roi, des talents fort redoutables, et un genre d'esprit fort dangereux. Dès qu'il se livrait au sentiment de l'espérance, c'était avec une impétuosité qui l'entraînait. Dans les choses qu'il désirait, tout ce qui était possible lui paraissait certain; s'il entreprenait une affaire, il en parlait comme si elle eût été finie. Les revers inopinés n'avaient rien qui l'étonnât. Son imagination fertile en ressources, soutenait son espérance et son courage; et pendant les temps les plus fâcheux, un goût naturel pour la paresse lui tenait lieu de cette patience si nécessaire dans les grandes affaires. On l'avait vu tour à tour, ou le plus entreprenant ou le plus indolent des hommes, s'avançant à la plus grande fortune sans aucune espèce d'ambition personnelle; et souvent mêlé dans les plus grandes intrigues de la cour et de la république, n'aimant que la société la plus familière et les douceurs de la vie privée. Destiné à l'église dès ses premières années, ses mœurs peu ecclésiastiques, son abandon à la mollesse, sa passion pour les chevaux, et surtout pour les plaisirs de la table, irritèrent ses parents. Ils espérèrent qu'en lui refusant tout, le besoin le ramènerait à leurs vues. Mais il trouva des ressources, et je suis forcé d'entrer dans ces détails, il trouva, dis-je, des ressources dans la passion qu'avait conçue pour lui une jeune luthérienne, veuve d'un riche négociant. Le principal commerce de cette femme consistait à fournir la table du roi et celle du comte Brulh de tout ce que les pays étrangers ont

de mets les plus exquis; et ce jeune abbé, au sein de la plus voluptueuse indolence, riche par la fortune de sa maîtresse, dans un loisir qui lui permettait de légères études que la facilité de son génie lui rendait profitables, rencontra encore dans cette même maison si favorable à tous ses penchants, les espérances de la fortune : la société qui s'y rassemblait était composée des domestiques favoris du premier ministre. Ils parlèrent à leur maître du jeune abbé Podoski, l'oracle de leur société. Ce ministre, sur leur témoignage, l'employa d'abord à concilier des différends qui s'étaient élevés entre la magistrature et la bourgeoisie de Dantzick. Podoski, que le désœuvrement plongeait dans l'indolence, dès qu'il se chargeait de quelque entreprise, devenait laborieux et infatigable. Il montra dans cette première affaire des talents et une activité, dont le premier ministre saxon chercha dès lors à tirer parti. On le fit chancelier des jeunes princes, et bientôt l'élection du prince Charles au duché de Kourlande lui offrit une nouvelle occasion de travail et d'avancement. Ce fut dans cette affaire qu'il commença à développer cet esprit d'expédients et de ressources qu'aucune difficulté n'étonnait, capable d'arriver à ses fins à travers mille obstacles; genre d'esprit qui a peut-être des dangers plus grands que ses avantages, et qui, à force de chercher sans cesse quelque nouveau faux-fuyant, risque trop souvent de s'engager dans un labyrinthe de difficultés insurmontables, qui n'ont plus de retour ni d'issue. Tel fut en effet le succès même de l'élection du prince Charles au duché de Kourlande. Podoski en fut cependant récompensé par la charge de référendaire ecclésiastique de la couronne, une riche abbaye et le cordon de l'ordre de Pologne. Il devint le confident et le favori du duc Charles. Aussi, dès le commencement de l'interrègne, fut-il le premier à manifester son attachement pour la maison de Saxe. Non-seulement la fertilité de son

imagination à proposer sans cesse de nouveaux moyens, et son activité dans leur exécution, irritèrent contre lui tout le parti russe; mais les sarcasmes que la franchise et la gaîté lui arrachaient sans cesse, le rendirent personnellement odieux à Poniatowski, toujours sérieux, dissimulé, et que de vives plaisanteries blessaient profondément. Celui-ci, après avoir fait beaucoup de tentatives pour le gagner, essaya de l'intimider. Rien ne réussit. Podoski se montra jusqu'au dernier moment le partisan le plus zélé des princes saxons, et même, quand tout paraissait perdu, il courut à Dresde pour relever leur courage. Il vola à Vienne pour solliciter des secours en leur faveur, et revint en Pologne, persuadé que les succès du parti qui triomphait ne seraient pas de longue durée. Le roi, dès les premiers jours de son règne, lui fit sentir toute sa haine; il laissa un frère aîné de ce référendaire s'emparer de la plus grande partie de leur héritage commun. Podoski s'était alors retiré dans une petite terre qui lui restait près de Varsovie, fuyant la cour où il était si mal venu, se livrant à son goût naturel pour la paresse, oubliant dans le sein de ses premières sociétés toute ambition et toute vengeance. Mais aux approches de cette diète, les partisans de la maison de Saxe l'attirèrent à Varsovie. Le principal objet qu'on y devait agiter, aurait seul suffi pour l'engager à quitter sa solitude. Tolérant par principes et par goût, il n'avait jamais perdu une occasion de manifester cette façon de penser. Ni le temps, ni les affaires, ni les dignités ecclésiatiques, rien n'avait rompu ses liaisons avec cette veuve protestante, à qui il avait dû le bonheur de sa première jeunesse. Pendant leur vie entière, tout fut commun entre eux, amis, société, fortune; et quand depuis on a vu cette marchande unique maîtresse dans le palais primatial, comme autrefois il avait été l'unique maître dans le magasin qu'elle avait eu, on a formé beaucoup de conjectures sur la nature de

leur union. On a prétendu qu'ils l'avaient secrètement consacrée par un mariage, et que dans les premiers temps de leur connaissance, cet abbé, oubliant que son état lui en faisait un crime dans la religion qu'il suivait, avait cédé à la religion de cette femme, qui pour elle en faisait un devoir. A son retour à Varsovie, conduit chez l'ambassadeur russe, il applaudit à la protection que cette cour accordait aux dissidents; il promet d'en seconder le projet avec tout le zèle de la persuasion. Il est bientôt admis dans tous les secrets de cette ambassade. Il apprend que Poniatowski, avant même de monter sur le trône, avait déjà perdu la faveur de l'impératrice. Il apprend le fatal secret de cette élection, faite à l'instant même où l'impératrice venait d'abandonner Poniatowski. Il conçoit aussitôt l'espérance de le renverser du trône. Repnin ne tarda pas à lui abandonner presque entièrement la conduite des affaires. Il lui laissait même le soin de composer des journaux de la diète, qu'il envoyait ensuite en Russie; et la haine inspirait à Podoski dans ce travail mille moyens d'irriter encore l'impératrice contre les deux maisons dominantes. Devenu ainsi l'agent le plus actif de l'ambassadeur russe, il parvint d'abord à former des liaisons entre cet ambassadeur et les citoyens les plus vertueux. En vain on voulut les effrayer sur le danger de ces liaisons, et leur représenter que tous ceux qui s'étaient attachés à cette puissance étaient devenus tôt ou tard le jouet de sa perfidie; ils répondirent qu'il s'agissait de recouvrer la liberté perdue, de renverser l'ouvrage d'une maison odieuse; et quelles que fussent les intentions de la Russie, qu'il fallait toujours en ce point profiter des secours qu'elle offrait; que c'était un remède violent contre un mal désespéré : qu'il fallait briser le joug imposé par la tyrannie d'une seule famille, et remettre à des conjonctures plus heureuses le soin de rétablir un gouvernement plus

sage. On vit donc avec étonnement les concitoyens les plus considérés se liguer avec les vrais ennemis de la république; et l'évêque de Krakovie lui-même parut un moment se rapprocher de l'ambassadeur russe.

XXXVII. *Le roi, étonné de la contradiction qu'il éprouve, s'évanouit sur son trône.*

Le roi, qui ignorait encore ces mouvements, ou qui les dédaignait, se fiant sur la prépondérance qu'il avait eue jusqu'alors dans la diète, tenta de faire passer en loi le projet qui devait soumettre pour jamais à la pluralité des suffrages l'augmentation des armées et la levée des impôts. Quelques intrigues particulières lui avaient persuadé que, s'il parvenait à établir ainsi la pluralité des suffrages, il rendrait aisément sa couronne héréditaire; que l'hérédité assurée, il épouserait une archiduchesse, et qu'avec une alliance si illustre, il augmenterait encore beaucoup son autorité. Tout l'édifice de son ambition s'élevait sur cette base. Ce projet ayant été présenté au nom du ministère, le roi, jusqu'alors maître de la diète, fut étonné des contradictions violentes qu'éprouva aussitôt cette proposition. La foule des spectateurs l'accueillit avec les clameurs de l'indignation; et parmi les nonces même, quelques-uns de ceux qui lui avaient paru le plus dévoués, se montrèrent d'autant plus ouvertement ses adversaires, qu'ils avaient à regagner la confiance du nouveau parti auxquel ils se donnaient. Cette diète qu'il avait lui-même composée de gens séduits, intimidés ou mercenaires, lui parut se tourner maintenant où l'intrigue, l'argent et la puissance la faisaient tourner. Cette opposition inattendue lui fit voir tout à coup l'incertitude de ses vastes desseins. Tant de chimères renversées ne lui laissèrent plus

que l'idée de sa faiblesse; au milieu de la séance, il s'évanouit sur son trône. Son indisposition dura quelques jours, pendant lesquels ils se plaignait amèrement à ceux qu'il admettait auprès de lui. « Il était bien malheureux, disait-il, qu'on n'eût pas en lui la confiance qu'il méritait ». Il leur montrait du regret d'avoir souhaité la couronne; il ne songeait qu'avec douleur qu'il avait perdu pour jamais le repos de la vie privée : le joug qu'il s'était imposé lui était, disait-il, insupportable.

XXXVIII. *Résistance qu'il oppose à l'ambassadeur russe.*

Repnin alors déclara que jamais sa cour ne permettrait en Pologne ni aucune augmentation de l'armée, ni aucune nouvelle imposition; que si le roi y pensait, ce serait déclarer la guerre à la Russie, et que ce projet passé en loi serait regardé comme le premier acte d'hostilité. Il exigea au contraire, au nom de sa souveraine, que les nouvelles constitutions fussent éclaircies, et que toutes les expressions captieuses, par lesquelles on avait tâché d'abroger la loi de l'unanimité sur un grand nombre d'affaires, fussent fixées d'une manière précise, et qui mît cette loi à l'abri de toutes les atteintes qu'on essayait d'y porter.

Six mille Russes étaient arrivés auprès de Varsovie, publiquement destinés à aller ravager les terres de ceux qui s'opposeraient aux volontés de la Russie. Mais le roi paraissait déterminé à perdre la couronne et la vie plutôt que de laisser agiter cette question; et par la résistance qu'il était encore maître de faire, on voyait évidemment combien, dans la constitution actuelle, la pluralité des suffrages établie pour toujours l'aurait rendu véritablement souverain. Repnin essaya toutes les voies que leur ancienne liaison lui permet-

tait. Ni raisons, ni prières, ni menaces ne purent faire changer cette résolution. Du froid de leur dédains mutuels, ils passaient l'un contre l'autre à tous les emportements de la colère. Les Russes reçurent ordre d'aller s'établir dans les domaines du roi pour y vivre à discrétion. Il subit enfin lui-même cette ignominieuse tyrannie à laquelle il avait exposé sa nation, et qu'il avait le premier employée contre ses ennemis. Ses émissaires secrets allaient porter ses plaintes chez tous ceux qu'il soupçonnait d'entretenir encore des relations avec la France. C'était lui qui maintenant gémissait de l'abandon où les autres puissances laissaient la Pologne. Il suppliait qu'on représentât aux Turks que les Russes tenaient dans le royaume un corps d'armée comme une garnison perpétuelle dans un pays conquis, qu'ils y faisaient promener leurs troupes, pour intimider la noblesse dispersée ; qu'ils les mettaient en cantonnement dans la capitale au milieu de la diète, et qu'ils prétendaient y donner des lois souveraines. Un violent dépit contre l'impératrice de Russie soutenait sa fermeté, étrangère à son caractère ; et ses frères l'encourageaient, en le flattant toujours de leur projet chimérique d'alliance avec la maison d'Autriche, et de l'espoir d'obtenir enfin les secours de cette puissance.

XXXIX. *Accommodement en faveur des dissidents.*

Cependant Repnin, dès le commencement de la diète, avait reçu l'ordre de sa souveraine de modérer les demandes en faveur des dissidents ; et dans le temps où il cherchait à se concerter avec l'évêque de Krakovie sur la dissolution des nouvelles lois, il lui avait envoyé le référendaire Podoski, avec un projet d'accommodement sur tout ce qui était relatif à la religion. L'espérance de ramener la tranquillité dans

la république, en trouvant quelques moyens de conciliation sur une affaire si dangereuse, était un des motifs que Podoski avait le plus fait valoir, pour nouer quelque correspondance entre cet évêque et l'ambassadeur russe. Ils étaient convenus que les dissidents pourraient parvenir aux dignités des provinces, à l'exception de celles qui exercent une magistrature perpétuelle ; qu'ils pourraient être élus députés au nombre de deux par province, pour les tribunaux suprêmes : enfin tout était prêt à se concilier. Le roi seul montrait encore un zèle apparent pour l'honneur de la république, afin de ne pas laisser à l'évêque de Krakovie le mérite de cet accommodement. Mais cette dernière résistance paraissait facile à vaincre, et on entrevoyait enfin le moment où la Pologne allait rentrer dans le calme, du moins dans cette paisible anarchie où elle avait vécu heureuse pendant quarante années ; lorsque tout à coup de nouveaux ordres arrivés de Russie vinrent changer entièrement la face des affaires.

XL. *Nouveaux ordres de Russie contraires à cet accommodement.*

La tzarine avait appris avec indignation les résolutions courageuses que Poniatowski avait paru annoncer avant le commencement de la diète. Elle lui reprocha hautement d'avoir fait une affaire de religion de ce qui n'était, selon elle, qu'une affaire de politique. Elle lui reprocha surtout de l'avoir jouée par cette fausse promesse. Cette femme hardie, entreprenante et artificieuse, qui, pour s'affermir sur un trône toujours ébranlé, et pour éteindre dans leurs principes les conjurations qui se renouvelaient sans cesse en faveur de son fils, travaillait à multiplier les embarras du gouverne-

ment, présenta sous les yeux de son conseil la résistance qu'elle éprouvait en Pologne, comme un outrage fait à la religion grecque, comme une persécution opiniâtre que la piété et l'intérêt de l'État l'engageaient également à venger. Elle trouva, dans la superstition de ses sujets, le moyen de leur donner un intérêt commun avec ceux de sa politique. Le roi de Prusse, dont la colère contre Poniatowski se livrait aux propos les plus outrageants, instruit de l'accommodement qui se préparait à Varsovie, se pressa d'écrire à cette princesse que ce n'était pas le libre exercice des différentes religions qu'il s'agissait d'établir en Pologne; qu'il fallait réduire la question à son véritable point, à la demande de la noblesse dissidente : lui faire obtenir l'égalité qu'elle demandait, et la participation à toutes les parties de la souveraineté. On ajoute que cette princesse ignorait l'accommodement prêt à se conclure; que le ministre Panin, dans sa nonchalance mélancolique, dédaignait d'ouvrir les dépêches de son neveu, et n'avait pas rendu compte à sa souveraine de la nouvelle situation des affaires; enfin, comme si la destinée eût voulu, dans le même temps, affranchir cette princesse de tout ce qui aurait pu la retenir, les Turks, devenus plus attentifs à l'oppression de la Pologne, et qui commençaient à exiger positivement la sortie entière des troupes russes de toutes les terres de la république, éprouvèrent alors les cruelles plus calamités. De fréquentes secousses de la terre renversèrent à Constantinople tous les édifices publics; cette ville ne présentait qu'un amas de décombres. La terre fut plus de quatre mois sans se raffermir. L'effroi général produisit le mécontentement public. Toute l'attention du ministère était absorbée par le soin de maintenir l'ordre parmi un peuple séditieux, et qui regardait cette suite de calamités comme les signes évidents de la malédiction céleste sur le gouvernement actuel. Le sultan se voyait à regret forcé

d'ouvrir ses trésors pour la reconstruction des bains, des mosquées, de tous les édifices publics. Le soin des affaires extérieures fut quelque temps abandonné; et la tzarine se vit encore débarrassée cette fois des inquiétudes que l'attention du divan commençait à lui causer.

XLI. *Catherine s'engage à soutenir les dissidents par la force des armes.*

Cette princesse et les principaux membres de son conseil signèrent entre les mains du député des dissidents la promesse de seconder à main armée les efforts qu'ils proposaient de faire, en se confédérant pour arracher par la force tout ce que la république leur refusait. L'impératrice promit de les soutenir avec une armée de quarante mille hommes. et Repnin eut ordre de ne plus mettre aucunes bornes à toutes les demandes déjà faites en leur faveur.

XLII. *L'ambassadenr de Russie, le ministre Prusse, le nonce du pape, prennent audience des états, au sujet de l'affaire des dissidents.*

Repnin demanda alors audience aux états; il prit place à côté du trône, et remit au roi un mémoire où les demandes des dissidents étaient sans mesure. Il ajoutait dans cet écrit : « Que le refus constant de leur rendre justice romprait le contrat qui les unissait au reste de la nation, et leur rendrait pleinement, avec la liberté narturelle, celle d'en appeler au reste du genre humain, et de se choisir parmi leurs voisins, des juges, des alliés et des protecteurs ». Le ministre de Prusse se présenta aussi à la diète, avec moins

d'appareil, pour leur recommander la même affaire. Mais ce ministre, faux et artificieux sous le voile de la candeur, excitait d'un côté le prince Repnin à tout emporter par la force, et assurait d'un autre côté les évêques et les plus fanatiques de leurs partisans, que son maître ne serait point offensé de leur refus. Pour contrebalancer les sollicitations publiques et pressantes de ces deux ministres, le nonce du pape demanda aussi une audience aux états. Le peuple accourut en foule sur son passage, et versait des larmes de joie. La diète le reçut avec un égal enthousiasme. Il recommanda très-éloquemment les intérêts de la religion; et le chancelier lui répondit, au nom du roi, que les états ne permettraient pas qu'elle souffrît le moindre détriment.

XLIII. *Le roi cherche à exploiter l'affaire de la religion.*

Le roi convoqua chez lui les évêques, les chargea de nouveau d'examiner dans des conférences réglées les plaintes des dissidents et les torts qu'on pouvait leur avoir faits dans la tolérance dont ils devaient jouir. Ce prince paraissait chercher avec malignité dans cette affaire les moyens de se venger de l'évêque de Krakovie, en le compromettant avec l'ambassadeur russe. Si dans la diète on voulait s'occuper de la révocation des lois nouvelles, les députés dévoués à la cour cherchaient aussitôt à distraire de cet objet l'attention des états, en la ramenant sur les prétentions des dissidents. Au premier tumulte, excité par les clameurs opposées, le roi rompait la séance; et le terme de la diète approchant, la cour commençait à espérer qu'elle s'écoulerait tout entière sans qu'il fût possible de rien conclure. Une foule de gentilshommes accourus des provinces assistaient chaque jour comme spectateurs à ces assemblées; et par leurs acclama-

tions ou leurs murmures, se mêlaient à ces tumultueuses querelles. Tous paraissaient indignés des perpétuels artifices du roi, de ses efforts pour retenir, malgré le vœu de la nation, l'autorité qu'elle voulait lui ravir, de ses odieuses manœuvres pour jeter du trouble dans la diète, et prévenir toutes les résolutions qu'on voulait y faire prendre. Quelques-uns commençaient à dire entre eux qu'il n'y avait aucune diète où une pareille conduite n'exposât tout gentilhomme polonais à être massacré; qu'une élection tyrannique et nulle n'avait pas donné à Poniatowski le droit de braver impunément la nation entière. Ils se racontaient qu'autrefois, sous le roi Louis de Hongrie, une troupe de gentilshommes avait secrètement égorgé la nuit tous ceux des sénateurs qui s'étaient vendus à ce prince, en avaient porté les corps dans le sénat; et que le lendemain le roi à l'heure ordinaire s'étant rendu à cette assemblée, ils lui avaient dit : « *Voici les traîtres, il ne manque plus parmi eux que le corrupteur.* » Leur fanatisme s'excitait par de pareilles histoires.

Deux gentilshommes, nommés Zakrzewski et Tressemberg, qui depuis ont tous deux péri dans les confédérations, étaient les plus audacieux de ces mécontents. Mais six autres complices s'étaient engagés à profiter avec eux du premier tumulte qui s'éleverait dans la diète pour massacrer le roi, et tous ceux des sénateurs qu'ils croyaient dévoués à ce prince. Pendant qu'ils travaillaient encore à accroître leur nombre, les deux ministres étrangers insistèrent avec colère sur l'éclaircissement des constitutions, et sur la dissolution de la confédération générale. Ils n'accordèrent aux états qu'un délai de vingt-quatre heures. Le ministre de Prusse annonça au nom du roi son maître que douze mille Prussiens avaient ordre d'entrer en Pologne, si cette affaire souffrait un plus long retard. A la séance qui suivit une si pressante injonction, un des colonels russes vint à la porte de

la diète demander une réponse aux déclarations de la Russie, en disant : « *Que si les longues remontrances n'opéraient rien, deux lignes suffiraient pour tout obtenir* ». Mais au moment où les états s'attendaient à délibérer sur cet objet, un des chanceliers commença la lecture de deux projets sur les dissidents, l'un proposé dans les premiers jours de la diète par l'évêque de Krakovie, et l'autre absolument contraire à celui-ci, et qui leur était favorable. Aussitôt une clameur générale s'élève ; on demande en tumulte à signer le projet par lequel toutes les prérogatives de la religion étaient assurées, et les peines de haute trahison décernées contre ceux qui oseraient implorer la protection des puissances étrangères. On crie : « *Que c'est un point convenu, qu'il est inutile de délibérer* ». L'évêque de Krakovie sentait que la cour avait réussi dans le dessein de faire prendre le change à la multitude, et que par l'affaire de la religion elle voulait encore éloigner l'abrogation des nouvelles lois. Au milieu de ce tumulte, il gardait un profond silence. On lui demandait ce qu'était devenu son zèle ; on l'accusait d'hypocrisie, de connivence avec les Russes. Il dédaignait toutes ces clameurs et paraissait calme au milieu de ce soulèvement. Enfin, le tumulte s'accroissant, le roi, résolu de limiter la séance, appela suivant l'usage les ministres auprès de son trône ; et à cette cérémonie, il y eut un instant de calme. Mais à peine un des chanceliers eut-il voulu séparer l'assemblée, un bruit épouvantable s'élèva de nouveau ; une partie du sénat, les députés, les spectateurs, tout se crut en droit de s'opposer à cette prérogative du trône ; tous criaient : « Nous n'y consentons pas ; il n'est pas permis ! » et parmi ces clameurs on entendit quelques voix prononcer le mot de massacre. Les conjurés que leur petit nombre rendait incertains, hésitaient s'ils se jetteraient alors sur ce prince. Ils éprouvaient par ce cri, si

cette alarme ferait tirer quelques épées, et leur donnerait des complices. Mais le roi épouvanté se jeta dans la foule qui environnait le trône, s'y mêla précipitamment, et se sauva ainsi en désordre. On voulut par un renversement de tous les usages continuer la séance. On crie au primat de présider, et que le trône rempli comme il l'était, pouvait être regardé comme vacant. Sur le refus du primat, on l'accable de reproches, et chacun se retire en fureur, menaçant de se porter aux dernières extrémités. Les deux ministres étrangers reprochèrent vivement au roi l'artifice dont il s'était servi, et le menacèrent personnellement de toute la vengeance de leurs souverains, s'il ne réparait pas le contretemps qu'il avait fait naître.

XLIV. *Ses oncles et lui consentent à dissoudre le nouveau gouvernement.*

Les princes Czartoryski, craignant de se perdre, et leur patrie avec eux, par une plus longue résistance, avaient pris depuis quelque temps le parti de céder. Le roi, effrayé de tous les périls qui l'environnaient, promit enfin de suivre leur exemple. Une multitude de spectateurs se rendit à cette séance. Le prince Auguste Czartoryski avait feint une indisposition, et sous ce prétexte, s'était absenté. Mais Repnin, qui du haut d'une tribune placée au-dessus du trône examinait tout dans la diète, alla lui-même chercher ce prince; il lui déclara que s'il refusait de venir, ses terres seraient ravagées, ses châteaux rasés ; et que s'il venait, au contraire, on lui accordait toutes les grâces qu'il demanderait pour ses clients, l'indigénat, la noblesse, les emplois; il ajouta que cette maison, en paraissant encore diriger tout ce qui se ferait dans la république, conserverait l'air

du crédit même. Le prince Auguste Czartoryski vint donc à cette assemblée ; il y exposa la demande des cours de Pétersbourg et de Berlin ; il conclut, suivant leurs désirs, à ce que l'augmentation de l'armée ni aucune imposition ne pût avoir lieu à la pluralité des voix. Il proposa, au contraire, d'établir que l'opposition d'un seul nonce suffît désormais pour rendre nulle toute délibération qui aurait quelque rapport aux affaires d'État. Ainsi le prince Auguste consentit à porter lui-même le coup fatal au gouvernement que son frère avait établi avec tant de travaux, tant d'artifices et de persévérance. Cet édifice, que ces deux princes avaient élevé sur des ressorts si déliés et subtils, s'écroula dans le dernier effort qu'ils faisaient pour en poser le comble ; et son peu de durée leur fit sentir, mais trop tard, toute l'erreur de leurs funestes liaisons avec les Russes. Cette loi nouvelle fut aussitôt rédigée ; quelques-uns des rédacteurs la signèrent les larmes aux yeux, et regrettèrent de savoir écrire. Mais les adversaires de la cour triomphèrent d'avoir renversé ses projets ambitieux ; et la nation, affranchie du despotisme qu'elle avait craint, se livra à la joie la plus vive au milieu de ses autres alarmes.

XLV. *Concessions faites aux dissidents.*

Le lendemain, les évêques prouvèrent, les traités à la main, qu'il n'existait aucune convention avec aucune puissance en faveur des dissidents. On lut ensuite à haute voix les recommandations de la Prusse, de la Russie, de l'Angleterre et du Danemarck. Il était bien étonnant de voir les ministres d'un si grand nombre d'États parlant publiquement au nom de leurs maîtres, citer les traités à faux. Néanmoins, pour répondre aux recommanda-

tions de tant de puissances, l'évêque de Krakovie fit agréer à la diète quelques articles favorables aux dissidents ; ces mêmes articles que Repnin avait concertés avec cet évêque, dans le temps où il cherchait un accommodement sur cette affaire. Tout était changé; mais Soltyk n'avait pas été plus loin ; il consentait à ce que les procès des dissidents, dans quelque affaire que ce fût, ressortissent désormais aux tribunaux séculiers; qu'ils eussent par tout le royaume la liberté d'exercer et d'enseigner leur culte dans leurs maisons; qu'ils fussent reçus dans la nouvelle école militaire et comme élèves et comme maîtres, parce que de tout temps ils avaient pu posséder tous les emplois de l'armée. Toutes ces concessions furent agréées. Mais les dissidents n'étaient pas satisfaits; ils aimaient mieux, disaient-ils, être terrassés entièrement que d'être relevés à demi. La fin de cette diète laissait tous les partis dans un égal mécontentement. Repnin éclatait en invectives et en menaces. Rien de ce qu'avait demandé la Russie, ni l'alliance offensive, ni la nouvelle démarcation des limites, n'avait seulement pu être proposé; et cet ambassadeur prédisait une *guerre de vengeance*. Les partisans de la maison de Saxe n'avaient point réussi à faire donner des apanages aux princes saxons. Radzivill demeurait proscrit. La nation, quoique rétablie dans une partie de ses anciens droits, n'avait pas réussi à faire rétablir les grandes charges. Les quatre conseils souverains, ouvrage des Czartoryski, laissaient encore dans les mains du roi presque toute l'administration de la république. La cour, en conservant de si grandes prérogatives, avait même réussi à établir la pluralité dans toutes les diétines des provinces; mais elle avait échoué dans le plus important de ses projets, et elle perdit, à la séparation de cette diète, ce qui contribuait le plus à son autorité. Cette confédération générale,

qui, depuis plus de deux ans, avait tenu la république sous le joug, fut enfin dissoute avec un applaudissement qui parut universel. Toute la Pologne, au milieu de sa joie, attendait en frémissant quelles allaient être les résolutions de la tzarine. Mais, quels que dussent être les ordres qui arriveraient de Pétersbourg, les Polonais, hors d'état de se défendre, étaient résolus de ne point céder. Ils prétendaient que leur déclarer la guerre, désarmés comme ils l'étaient, ce serait annoncer le dessein de les conquérir, éveiller les autres États, susciter enfin les Turks, quelque profonde que fût leur léthargie, et donner de l'inquiétude et de la jalousie au roi de Prusse lui-même; que d'entreprendre de forcer la Pologne en faveur des dissidents, ce serait abandonner tout au fanatisme, allumer un feu qu'on ne serait pas maître d'éteindre, intéresser peut-être le zèle de l'impératrice-reine pour la défense de sa religion. Quelques-uns se flattaient que leur conduite pacifique fléchirait enfin une princesse qui parlait sans cesse de justice et de magnanimité. Ils se rappelaient l'exemple de cet ancien peuple, qui, injustement attaqué par les Romains, et hors d'état de soutenir une guerre, n'abandonna point ses campagnes à l'approche de l'armée ennemie, ne défendit point l'entrée de sa ville, continua dans les places, dans les tribunaux, dans les marchés, de vaquer à toutes les affaires publiques. L'armée romaine respecta ses tranquilles occupations, ne commit aucune hostilité où elle ne trouva aucune apparence de guerre, s'arêta pour attendre de nouveaux ordres; et le peuple romain, laissant alors aux Tusculans leur indépendance et leurs lois, se montra digne de gouverner le monde. Mais en se rappelant un des plus beaux exemples de vertu qu'ait donnés l'ancienne Rome, on frémissait d'imaginer comment allait se conduire une armée russe dans une occasion semblable; et si la nation ne prenait aucune mesure pour sa défense,

chaque citoyen en particulier se tenait prêt à tous les malheurs. Dès la fin de la diète, une foule de gens considérables avaient demandé aux états, sous différents prétextes, la permission d'aller dans les pays étrangers. Chacun, voulant faire face aux désastres qu'il attendait, n'avait plus pour objet que l'économie. Le luxe insensé qui avait perdu cette nation était abandonné. Les foires publiques, que l'imprudente avidité des marchands rendait encore aussi riches que dans une paix florissante, n'avaient plus aucun débit. Le roi, pour conserver son luxe personnel, après avoir perdu la plus grande partie des pensions que la Russie lui payait auparavant, retrancha presque toutes les grâces dont son trésor était chargé. Un prince Lubomirski donna alors l'exemple d'une réforme et d'une probité bizarres. Après s'être soumis volontairement à une direction, il fit annoncer au son du tambour que personne n'eût à lui faire de crédit, sous peine de perdre ce qu'on lui avancerait. Dans cette inquiétude générale, tous les regards se tournaient vers ceux qui, dans les occasions passées, avaient montré de grands talents ou de grandes vertus. On n'avait point de chefs pour se défendre ; on cherchait des modèles pour se conduire. Cette crainte répandue dans tous les esprits démentait ainsi les apparences de la sécurité publique ; et sans prévoir encore comment il serait possible de résister, toute la Pologne se préparait aux calamités que sa résistance allait occasionner.

XLVI. *Démarches des dissidents pour se confédérer.*

Les dissidents, assurés d'être soutenus par une armée russe, se préparaient à emporter par la force ce que trois diètes consécutives leur avaient refusé. Quelques-uns d'entre eux n'approuvaient pas ces violentes mesures. Ils disaient

que le salut de la patrie est la première de toutes les lois; que chez toutes les nations, beaucoup d'injustices, qu'il aurait mieux valu prévenir, avaient, par laps de temps, acquis force de loi; que les maximes sur lesquelles on voulait fonder cette entreprise, ébranleraient toutes les constitutions; que la tolérance dont ils jouissaient, avant même d'avoir obtenu les nouveaux priviléges qu'on venait de leur accorder, était la plus grande qui fût connue en Europe; et que, dans tous les cas, il valait mieux se soumettre à l'injustice de leurs concitoyens, que d'ébranler tout l'État, et de finir peut-être par soumettre la république elle-même à une autorité étrangère. Mais ceux qui avaient engagé cette affaire, ne se croyaient plus maîtres de reculer. Les Goltz avaient levé sans bruit un grand nombre de soldats; et, depuis longtemps, l'un d'eux, colonel dans les troupes de la Couronne, avait eu soin de ne composer son régiment que d'officiers et de soldats protestants. Mais le droit de se confédérer, sans passer pour rebelle, étant un droit de la noblesse, en activité dans la république, les dissidents, regardés seulement comme sujets, en usurpant ce droit, eussent fait un acte de rebellion; d'ailleurs ils craignaient, en se réunissant en un seul corps, de déceler eux-mêmes combien ils étaient peu nombreux. Ils cherchaient donc à faire cause commune avec les mécontents, à confondre leurs plaintes avec celles que la république pouvait avouer comme légitimes, à se lier avec tous ceux qui se plaignaient du gouvernement actuel et désiraient le rétablissement des anciennes lois. Ils firent proposer au prince Radzivill d'être maréchal de leur confédération. Ce prince, dépouillé de tout, traité en criminel, abandonné par les cours alliées de la Pologne, attendait à Dresde, où il s'était réfugié, que des événements plus heureux lui rendissent sa première fortune. Les dissidents lui firent représenter qu'il pouvait rentrer dans toutes ses dignités, dans tous

ses biens, à l'aide de la puissance même qui l'avait persécuté; que, proscrit par des lois injustes, il deviendrait le chef de la république et le réformateur des lois. Pour ne lui laisser aucun doute sur leurs propositions, ils lui firent communiquer la correspondance qu'ils avaient eue avec la cour de Russie; ils offrirent de lui envoyer une promesse signée de l'impératrice et de tout son conseil, de protéger cette confédération contre tout opposant, et la promesse même de confier aux ordres du maréchal toutes les troupes qui seraient nécessaires. Radzivill rejeta ces propositions, résolu de demeurer pour jamais dépouillé et proscrit, plutôt que de se rendre le chef d'une entreprise désavouée par le plus grand nombre de ses concitoyens, et regardée comme une rébellion. Tous ceux des mécontents auxquels les dissidents firent la proposition de se joindre à eux, les refusèrent également; de sorte que, malgré leur petit nombre, ils se virent réduits à former seuls une confédération.

XLVII. *Manœuvres de Podoski, pour soulever la nation contre le roi.*

Mais, pendant ce temps, le référendaire Podoski, devenu le confident de Repnin, admis dans tous les secrets de l'ambassade russe, instruit de toute la colère que la conduite du roi, pendant cette diète, avait inspirée à l'impératrice, parcourt les provinces, pour rallier les principaux mécontents et leur proposer le détrônement de Poniatowski. Il porte à chacun d'eux des lettres de Repnin, qui leur mandait d'ajouter une foi entière à tout ce que leur dirait Podoski; et celui-ci les assure que le temps de la vengeance est arrivé; que la tzarine a reconnu toutes les injustices qu'on avait eu l'audace d'autoriser de son nom, pendant l'interrègne; que

non-seulement elle consentira à les laisser s'assembler, pour détruire le nouveau gouvernement, rentrer dans leurs anciennes lois, ou en établir de nouvelles à leur gré, mais qu'on peut obtenir d'elle une justice plus entière; que la conduite du roi, toujours tissue de petits artifices, avait démenti le langage que son ambassadeur tenait à Pétersbourg; que s'étant aperçue de cette mauvaise foi, elle en avait conçu la plus violente colère, et qu'elle était entrée contre lui dans le ressentiment du roi de Prusse; en un mot, qu'elle avait regret à son choix : qu'il ne s'agissait plus que de ménager la vaine gloire de cette princesse dans le goût qu'elle avait eu autrefois pour lui, en avouant qu'il avait donné des espérances que son élévation avait démenties, et qu'il avait trompé l'attente de la nation. Il ajoutait encore que Panin, si longtemps favorable à ce prince, avait entièrement changé de système; que Repnin, brouillé avec lui, et déchu, par cette rupture, de toutes les espérances de fortune qu'il avait fondées sur la vente des grâces polonaises, voulait s'unir à tous les ennemis du roi, et leur fournir des armes pour le renverser du trône; qu'il fallait profiter de ces heureuses circonstances, former une nouvelle confédération générale contre tout ce qui avait été fait de violent et d'illégal depuis la mort du feu roi, comprenant, dans ces expressions, et l'établissement de quatre conseils souverains, et la proscription de Radzivill, et toutes les grâces données par Poniatowski, et son élection même. Les plus zélés citoyens se laissaient séduire par la promesse de tout ce qu'ils désiraient; ils ne doutèrent pas que l'impératrice, qui parlait sans cesse de justice, de magnanimité et d'amour du genre humain, après avoir reconnu combien on l'avait trompée, ne rendît enfin à un peuple libre son gouvernement et son indépendance. Plus elle déployait de puissance contre une nation désarmée, plus ils se persuadèrent aisé-

ment qu'elle avait dessein de disposer une seconde fois du trône.

XLVIII. *Signification faite par la tzarine au roi.*

Mais d'un autre côté, cette princesse, en renvoyant au roi cette quantité de lettres qu'elle en avait reçues sans daigner les ouvrir, lui fit dire qu'elle voulait que les dissidents, de quelque manière que ce fût, obtinssent toutes leurs demandes; qu'elle le rendait responsable de l'événement, que le retour de sa bienveillance était uniquement à ce prix; que son intention n'était cependant pas qu'il usât de violences, et qu'elle ne les lui conseillait pas : comme si un roi de Pologne pouvait user de violences! comme s'il pouvait dans cette république rien faire par son autorité ! Ainsi, cette princesse tentait en même temps tous les moyens opposés, et qui devaient mutuellement se détruire; protégeant la confédération des dissidents, qui, réprouvée par les lois, devait indigner la nation contre eux; laissant former la confédération des mécontents, qui allaient soulever tout le royaume contre la cour; et promettant au roi le retour de sa bienveillance, s'il faisait réussir un dessein pour lequel il aurait eu besoin de tout son pouvoir : de sorte que toutes ces intrigues étant fondées sur des moyens contradictoires, il était impossible qu'en agissant à la fois, elles produisissent autre chose que des troubles.

Quarante mille Russes entraient en Pologne, y occupaient sans obstacle les postes les plus avantageux, y établissaient des magasins pour un long séjour. Les détachements, à portée de se soutenir d'une province à l'autre, formaient un grand cordon, et tenaient ainsi, par la faute du roi, tout le royaume en respect.

LIVRE HUITIÈME.

I. *Confédération des dissidents.*

Les dissidents, après avoir vainement tenté d'associer à leur ligue les principaux mécontents, abandonnés de tous ceux même qui avaient à se plaindre du gouvernement, se virent enfin réduits à former seuls leur confédération. Un corps de deux mille Russes fut envoyé d'avance dans la ville de Thorn pour les soutenir, et un autre de pareille force dans la ville de Sluçk en Lithuanie. Assurés d'un tel appui, ils cachèrent cependant leur projet et leurs marches, et se rendirent, le 20 mars 1767, par des chemins détournés, dans l'une ou l'autre de ces deux villes. Ceux de la Prusse, afin de grossir leur nombre, avaient appelé tous leurs parents de la Prusse brandebourgeoise, quoique ceux-ci fussent sans intérêt dans cette querelle. Les noms des vieillards décrépits et des enfants à la mamelle furent inscrits comme si c'eût été leurs propres signatures, et des détachements russes furent envoyés dans les provinces de Krakovie et de Sandomir, faire signer de force quelques familles qui ne voulaient prendre aucune part à ces troubles. Il fut alors prouvé que ce que la cour de Russie appelait une grande partie de la nation consistait, suivant le nombre même auquel ils parvinrent par ces moyens

frauduleux ou violents, en cinq cent soixante-treize gentilshommes, faisant profession de la religion luthérienne ou calviniste. Il y avait, il est vrai, un bien plus grand nombre de Grecs schismatiques; mais ils n'avaient aucune sorte d'intérêt aux prétentions des dissidents. C'était des marchands, des artisans et autres gens de cette classe, qui ne prétendaient point aux prérogatives de la noblesse polonaise, et dont la plupart ne savaient même pas que leur religion fût alors protégée si puissamment. Un évêque de cette religion, lequel était sujet de l'impératrice de Russie, adhéra seul à la confédération de Lithuanie, au nom, disait-il, de tous les Grecs. Cet évêque, nommé par les tzars, et dont l'envoi dans les provinces polonaises de la religion grecque avait été toléré depuis dix-huit ans, voulait maintenant entrer dans le gouvernement de la république.

II. *Les villes de Prusse forcées d'accéder à cette ligue.*

On voulait cependant donner à cette ligue l'apparence d'un parti formidable, et les grandes villes des provinces de Prusse furent sommées d'y accéder. Elles répondirent qu'elles n'entraient pour rien dans les plaintes de la noblesse dissidente. De ces trois villes, Thorn était occupée par deux mille Russes; Elbing, par le régiment de Goltz; Dantzick, la seule en état de résister, fut menacée de toute la vengeance de la tzarine, si, dans l'espace de quatre jours, elle ne signait une accession; et, au contraire, on lui proposa, et elle reçut en effet pour prix de cette complaisance, une garantie perpétuelle de tout son territoire et de tous ses priviléges, au nom de l'empire de Russie.

III. *Audience du roi aux députés des dissidents.*

Ces deux confédérations ainsi formées envoyèrent aussitôt des députés au roi. Mais le roi, ne pouvant reconnaître dans la noblesse dissidente le droit de se confédérer, leur refusa toute audience. Repnin le menaça, s'il persistait dans ce refus, de faire commencer les hostilités dans tout le royaume, menaces qu'il nommait des représentations amicales. Le roi eut recours à une subtilité pour éluder la loi, et se détermina à les recevoir, comme députés du corps des dissidents, et non comme députés de leurs confédérations. Ceux-ci introduits en sa présence, ne craignirent pas de lui opposer pour leur justification sa propre conduite, et lui dirent qu'on ne devait pas être surpris qu'ils eussent réclamé la protection des puissances étrangères, puisque cet exemple était tout récent en Pologne. Ensuite, se tournant vers tous les grands qui environnaient le trône, ils en implorèrent l'assistance comme étant tous frères, tous enfants de la même patrie ; et ils finirent par demander la convocation d'une diète extraordinaire, qui pût les rétablir dans les droits de leur naissance. Les deux chanceliers leur répondirent avec une noble sévérité; et le roi convoqua une assemblée de tous les sénateurs pour les consulter, disait-il dans ses lettres circulaires, sur les moyens de détourner les maux dont l'État était menacé

IV. *Projet de Podoski.*

Mais en vain les dissidents s'étaient confédérés ; en vain le sénat même autoriserait le roi à convoquer la nation pour juger leurs plaintes, il était vraisemblable que la nation refuse-

rait de s'assembler pour cet objet. Ces confédérations étaient, dans tout le royaume, regardées comme des révoltes, et inspiraient plus d'indignation que de crainte. Les provinces retentissaient d'imprécations et de menaces contre eux; et quand bien même la cour parviendrait à former une assemblée nationale, il était évident qu'on ne pourrait jamais y réunir, en faveur des dissidents, cette unanimité de suffrages dont la Russie, leur protectrice, venait elle-même de faire rétablir la nécessité. On ne concevait pas que la tzarine prétendît aujourd'hui qu'on formât, pour cet unique objet, une autorité législative au milieu de cette même anarchie dont elle avait voulu renouveler et perpétuer les désordres. Mais cette difficile entreprise était conduite par le référendaire Podoski, d'après un projet qu'il avait mis sous les yeux de cette princesse, et dont le principal événement devait être le détrônement de Poniatowski. Il s'agissait de faire soulever contre la cour tous les mécontents; de les engager à se confédérer pour donner à la république des constitutions nouvelles, plus analogues aux prérogatives de la noblesse polonaise, que ne l'étaient les consitutions données par les Czartoryski; et ces deux ligues, l'une catholique, composée de tout le corps de la noblesse polonaise, et l'autre dissidente, eussent traité ensemble sous la médiation de la tzarine; ensuite les conditions convenues dans cette espèce de congrès eussent reçu leur dernière sanction dans une diète dont l'unanimité eût facilement été maintenue par l'autorité réunie des deux confédérations, du congrès et de la médiation. Podoski, plus versé dans l'histoire de son pays qu'on ne l'était communément alors chez cette nation, avait été amené à ce dessein par deux exemples du même genre, et que nous avons eu soin de faire remarquer au commencement de cette histoire; l'un en 1673, lors de la conciliation entre les grands et la petite noblesse, l'autre en

1718, lors de l'accommodement entre la cour et la république; événements d'autant plus remarquables, qu'ils avaient ramené la tranquillité après des temps plus orageux en apparence que les temps actuels, et que l'espèce d'ordre successivement établi en Pologne, à cinquante années de distance dans ces deux occasions différentes, était le véritable moyen dont la destinée s'était servi pour faire subsister cette république, malgré tous les vices de cette anarchie irrémédiable. Mais tous ceux des mécontents à qui Podoski avait persuadé que la tzarine consentait à rétablir la nation dans tous ses droits ne savaient plus, en apprenant la confédération des dissidents, ce qu'ils devaient espérer ou craindre. Ils n'osaient plus se fier à des promesses dont les premières leur paraisaient déjà violées.

V. *Déclaration de la tzarine; et lettre de Panin.*

Repnin, pour dissiper ces alarmes, publia une déclaration de sa souveraine, où elle affectait le style d'une mère qui veut réconcilier ses enfants. L'ordre des faits y était renversé; et ces confédérations, faites sous les armes russes, étaient représentées comme une assemblée légale qui avait réclamé sa protection. Elle ajoutait que, depuis quelque temps, il couvait dans la république des semences de discorde, qui en menaçaient à tout moment la tranquillité; qu'elle ne pouvait voir sans attendrissement le bonheur d'un État voisin attaqué jusque dans ses fondements; qu'elle invitait toute la noblesse à réfléchir sur l'éloignement de ses principaux membres, sur la perspective des maux à venir, si l'on n'ôtait pas l'espérance du succès à ceux qui avaient entrepris d'élever leur puissance en ruinant la liberté. Elle annonçait l'entrée de ses troupes, en déplorant de se

voir réduite à l'exécution triste et rigoureuse des engagements de sa couronne. Mais elle ne voulait point, disait-elle, être considérée uniquement comme un souverain qui faisait respecter sa garantie, parce que le soin de sa dignité n'était pas plus puissant sur son cœur que le devoir sacré de l'humanité. Tout ce qu'elle désirait était de prévenir qu'un parti n'attaquât l'autre, et qu'elle n'eût la douleur d'apprendre qu'un citoyen eût versé le sang d'un autre citoyen. Quant aux dissidents, elle se bornait à demander qu'on déterminât la part qui pouvait leur être confiée dans l'administration; de sorte que le plus zélé catholique pouvait croire qu'il s'agissait seulement de leur accorder quelques avantages de plus que ceux dont ils jouissaient. Elle déclarait enfin qu'elle ne demandait rien à la Pologne, qu'elle ne formait aucune prétention sur aucune province de la république; que loin de chercher son agrandissement dans les troubles, elle n'avait en vue que de les prévenir; que si, malgré ses soins, l'esprit de parti, s'abandonnant aux furies qui le conduisent, précipitait la Pologne dans les calamités d'une guerre civile, et si à cette guerre il s'en joignait une étrangère qui fît craindre pour les possessions de la république, elle lui en *garantissait l'intégrité,* et qu'elle ne consentirait jamais à aucune paix avec qui que ce fût *sur une autre base*. Comme si on eût craint que les déclarations de cette souveraine, tant de fois démenties par sa conduite, n'eussent perdu toute créance, on fit publier avec celle-ci une lettre du comte Panin à l'ambassadeur, écrite d'une manière encore plus positive. « L'impératrice aurait, disait-il, le plus vif regret, s'il pouvait s'élever le moindre soupçon que c'est à l'ombre de sa puissance qu'a été conçue la hardiesse des entreprises contre la forme du gouvernement; et elle vous charge expressément d'inviter tous les Polonais qui comptent pour quelque chose

la patrie et la liberté, à former entre eux une association légale pour le rétablissement des lois ».

VI. *Mouvement pour préparer la confédération générale.*

Le roi de Prusse fit remettre, par son ministre, une déclaration conforme aux mêmes principes, par laquelle il conseillait aux Polonais de s'assembler, dans une diète extraordinaire, pour la pacification générale. Les émissaires de la Russie se répandent aussitôt dans les provinces, et y portent la déclaration de l'impératrice et la lettre du comte Panin, imprimées en allemand, en latin, en français, en polonais. Les deux colonels russes attachés à l'ambassade, courent de châteaux en châteaux, parlant ouvertement de détrôner le roi, et ne donnant plus à ce prince que des noms injurieux. Le référendaire Podoski va dans tout le royaume soulever les mécontents; ceux même qui avaient toujours été en défiance contre la Russie, se laissent persuader à des promesses si positives. La haine contre les Czartoryski, l'espoir de la vengeance, le plaisir de voir humilier une faction dont les succès avaient tant excité d'envie et de crainte, entraînaient la plus grande partie de la noblesse. Quoique le dessein de détrôner le roi ne fût énoncé ni dans la déclaration de l'impératrice, ni dans la lettre de Panin, des gens, pleins de leurs préventions, supposaient dans ce silence quelque motif de politique ; et Podoski leur promettait le détrônement, au nom et sur la foi de Repnin. Il communiquait à quelques-uns le plan de cette révolution, agréé par la cour de Russie ; et d'ailleurs ils espéraient que le cri général de la nation, quand elle serait assemblée, suffirait pour y déterminer la tzarine. Les plus sages auraient voulu, il est vrai, obtenir quelque sûreté ; ils tenaient différentes assem-

blées dans les provinces, ils craignaient que la nation ne devînt le jouet de la Russie; ils désiraient que d'autres puissances intervinssent pour consolider les nouvelles constitutions qu'on se proposait de faire. Mais la noblesse dispersée ne pouvait commencer par réclamer cet appui; et la Pologne, malgré tant de sujets de défiance, de ressentiment et de crainte, allait, avec une incroyable imprudence, se jeter dans les bras de son ennemi. Tous les chefs sollicités par Repnin, se rendent en foule dans la capitale. Les évêques de Krakovie et de Kamienieç, le palatin de Kïow, le maréchal de la cour Mniszek, le grand-trésorier de la Couronne Wessel, le straznik de Lithuanie Pociey, le grand-maître d'hôtel de Lithuanie Wielhorski, une foule d'autres accourent dans l'espérance de concerter avec l'ambassadeur de Russie le détrônement du roi; tous affectent de ne point paraître à la cour, tous, en parlant du roi, ne lui donnent plus que le nom de son ancienne dignité : la capitale est remplie des plus grands seigneurs de Pologne, et le palais est désert.

VII. *La cour tente de faire soulever les paysans.*

Quelques-uns, avant de quitter leurs terres, avaient rempli les actes les plus sacrés de la religion; et pleins d'une confiance qu'ils croyaient inspirée, ils annonçaient à leurs amis qu'une sorte de révélation ne leur laissait plus aucun doute sur le détrônement de Poniatowski. Le roi, abhorré dans son pays, sans aucun allié en Europe, sans forces, sans argent, ayant dissipé en folles prodigalités tout ce qu'il avait reçu depuis son élévation, n'a plus aucune cour, aucune suite; et, dans la solitude de son palais, ses deux frères sont ses uniques courtisans. Quelques émissaires de cette famille tentèrent, pour prévenir le soulèvement général et retenir

les gentilshommes dans leurs terres, le plus dangereux moyen que la fureur pût imaginer; ils répandirent, dans les foires publiques, un manifeste destiné à exciter un soulèvement parmi tous les paysans du royaume, ou du moins à inspirer aux gentilshommes la crainte que, s'ils quittaient leurs châteaux pour se confédérer, leurs sujets, pendant leur absence, ne prissent les armes contre eux. Ce manifeste, qui paraissait composé au nom de tous les serfs polonais, était une déclamation éloquente sur la liberté, à laquelle la nature appelle également tous les hommes. « Nos armes, disait-on, sont une faux ; mais nous en trouverons d'autres dans vos maisons. Notre armée est prête ; elle est répandue dans toutes vos provinces. Notre signal de ralliement sera la Misère! » Ce moyen terrible n'eut aucun succès; et dans aucune partie de la Pologne les serfs ne firent aucun mouvement.

VIII. *Projets de la confédération arrangés à Varsovie.*

Cependant, dès la première conférence entre les républicains et l'ambassadeur russe, ceux-là virent avec effroi l'autorité que cet ambassadeur prétendait s'arroger dans leurs assemblées; il voulait les réduire à autoriser, seulement par leur présence, des opérations déjà décidées. Le plan d'une confédération générale et des confédérations particulières, était dressé. Non-seulement ces premiers actes contenaient des protestations de respect envers le roi, non-seulement on promettait d'y accéder à toutes les demandes des dissidents, mais les confédérés paraissaient y supplier l'impératrice d'étendre sa garantie à toutes les parties de leur gouvernement. Ils ne virent dans des propositions si inattendues,

qu'une folle tentative de l'ambassadeur russe ; il ne doutèrent pas que l'impératrice ne désavouât son ambassadeur ; ils le crurent vendu au roi, avec lequel il avait chaque jour de mystérieux entretiens. Plus ces demandes leur paraissaient avilissantes pour eux, plus ils croyaient y reconnaître le concert nouvellement rétabli entre ces deux hommes. Mais Repnin, irrité des difficultés qu'il éprouve, injurie, menace, déclare qu'aucun d'eux ne quittera Varsovie que tout ne soit agréé.

L'autorité d'une confédération générale, formée suivant les anciennes lois de cette république, est si grande, que, pendant sa durée, toutes les magistratures, toutes les juridictions cessent ; la république, dans toutes ses parties, est remise sous la puissance de la noblesse confédérée. Le roi, le sénat, les grandes charges et les tribunaux, doivent lui rendre compte de l'administration du royaume. Ceux qui refusent de s'y joindre, renoncent, par ce refus même, à toutes les prérogatives de la nation, et s'exposent à la confiscation de leurs biens. Ces formidables ligues ont plus d'une fois déclaré le trône vacant. Les Polonais, accoutumés à les regarder comme leur dictature, espérèrent que cette confédération, une fois formée, serait assez puissante pour que la Russie elle-même en respectât l'autorité ; qu'ils enverraient des députés à l'impératrice, se plaindre du changement de conduite de Repnin ; que, malgré les protestations favorables au roi, insérées dans le manifeste qu'on leur proposait de signer, quand la ligue serait formée, la personne même de ce prince demeurerait exposée à toute la sévérité des lois ; et qu'enfin, en demandant à d'autres puissances de garantir la nouvelle forme d'administration qu'on allait donner a la république, ce serait se soustraire au joug que la Russie voulait imposer. Ainsi pensèrent quelques-uns des plus sages républicains ; et, quant à la multitude, entraînée par l'esprit

de parti, elle était prête à sacrifier son indépendance au seul espoir de détrôner le roi.

Dans cet espoir, on évitait de s'expliquer avec Repnin sur cette grande affaire, de peur que son refus ne jetât d'avance de plus grandes difficultés. « Otez-nous ce ver solitaire qui nous ronge, lui disait seulement le palatin de Kïow. Tout ce que vous demanderez au nom de la nation confédérée, on vous l'accordera, lui répondait Repnin. » A l'aide de pareilles expressions on feignait d'être d'accord, afin d'agir de concert pour parvenir à des buts différents.

IX. *L'impératrice veut que Radzivill soit élu maréchal.*

Pendant qu'on délibérait à Varsovie sur le choix du chef qu'on donnerait à cette confédération, examinant dans chacun de ceux qui y pouvaient prétendre, leur vie passée et leurs intentions présentes, un ordre arrivé de Pétersbourg détermina d'avance toutes les voix en faveur du prince Radzivill. Tous applaudirent à cet ordre absolu. Leur joie de son rétablissement était telle qu'en obéissant ils croyaient donner leurs suffrages; et le choix d'un maréchal qui n'avait point reconnu l'élection du roi, ne laissa plus aucun doute que Poniatowski ne fût bientôt détrôné. Aussitôt, les seigneurs mécontents se préparèrent à partir pour aller former dans les provinces les confédérations particulières, dont la réunion forme ensuite la confédération générale. Il fut décidé que toutes éclateraient à la fois le vingt-quatre de mai, et se réuniraient les jours suivants dans la ville de Radom, a quinze milles de Varsovie, pour y conclure cette ligue générale de toute la république.

X. *La cour se résout à convoquer une diète.*

Le roi, menacé de perdre la couronne, montrait cependant plus de fermeté qu'on n'en aurait attendu de son caractère, soit que cette confiance présomptueuse qu'il avait toujours eue en sa destinée lui donnât cette inconcevable sécurité, soit plutôt qu'étant résolu de céder à toutes les volontés de la tzarine, il fût secrètement rassuré sur les intentions de cette princesse, par les correspondances vénales qu'il entretenait autour d'elle. Mais cette sécurité inspirait quelque défiance. On commençait à croire que sa résistance aux projets de la Russie n'avait été que feinte; que toute sa fermeté n'avait jamais été qu'un masque dont il s'était couvert pour en imposer à sa nation, et qu'aussitôt que la violence serait portée au comble, il quitterait l'artifice, et tiendrait, sous le prétexte de céder à la force, les promesses qu'il avait faites pour obtenir le trône: beaucoup de gens le soupçonnent encore d'avoir joué ce détestable rôle. Mais tout ce que nous avons raconté a suffisamment réfuté cette erreur. Le sénat rassemblé, au jour que ce prince avait indiqué, se trouva peu nombreux, parce que la plupart des sénateurs dédaignèrent de s'y rendre sur son invitation. Après de longues délibérations, le ministère se rendit en corps chez le prince Repnin, pour l'informer que, suivant les intentions de l'impératrice et du roi de Prusse, et conformément à un conseil du sénat, le roi convoquerait une diète extraordinaire, et que l'époque en était déjà fixée au cinq du mois d'octobre prochain. On l'assura que, de la part du sénat et du roi, les concessions que sollicitaient les dissidents, et le rétablissement du prince Radzivill n'éprouveraient aucune difficulté; et on le pria de prévenir tous les genres

de désordres que faisait craindre le soulèvement de la nation. Repnin parut flatté de cette démarche, et fit espérer que cette condescendance inspirerait à la tzarine des dispositions plus favorables pour le roi et le ministère.

XI. *Dispositions des provinces.*

Cependant en moins de huit jours, plus de soixante mille gentilshommes eurent donné aux mécontents leur parole et leur signature. Repnin porta au roi toutes les listes qu'il avait reçues des provinces; et en les lui montrant, il lui dit : « Vous voyez bien que je suis votre maître; votre couronne ne tient plus qu'à votre soumission ». Mais cet empressement avec lequel toutes les provinces avaient promis de se joindre à cette confédération des mécontents se changea en étonnement et en défiance, à la seule lecture du manifeste envoyé de Varsovie. La prétendue demande qu'on y faisait à l'impératrice de garantir les lois auxquelles on allait travailler fut démentie par une réclamation unanime. On sentit avec indignation que l'empire de Russie voulait ériger en droit formel cette garantie, affectée en toute occasion; que la nation elle-même eût paru lui déférer ce droit; que le souverain de Russie, devenu l'interprète des nouvelles lois, resterait toujours maître de les ployer à ses vues; et que, par cette demande insensée, la Pologne eût renoncé elle-même à son indépendance et à sa propre législation. Quoique toute la noblesse eût promis de souscrire aux confédérations, la France écarta le plus grand nombre des assemblées où elles se formèrent; et presque dans tout le royaume ceux qui s'y rendirent n'hésitèrent point à rejeter le manifeste envoyé de Varsovie.

XII. *Retour de Radzivill.*

Les Lithuaniens furent les seuls qui, dans la joie immodérée que leur inspira le retour du prince Radzivill, ne se permirent aucun examen. Ce prince, après avoir reçu à Dresde les invitations les plus pressantes et les lettres les plus positives, écrites au nom même de l'impératrice, partit enfin de cette ville. Il prit d'abord un long détour pour éviter le territoire polonais, parce qu'il était encore sous une condamnation prononcée par un décret juridique ; il se rendit à Dantzick, où il était attendu par une escorte de Kosaks russes ; il en repartit aussitôt sous cette escorte, dans la compagnie du colonel Karr, dont la fonction, couverte du prétexte de l'accompagner par honneur, fut désormais de le garder à vue. Partout Radzivill sur son passage trouva les marques de la fureur avec laquelle on l'avait poursuivi ; ses terres dévastées, ses châteaux ruinés : ces lieux dans lesquels une longue paix avait précédemment entassé tant de richesses ne pouvaient aujourd'hui, par le manque des meubles les plus nécessaires, lui donner commodément l'abri d'une seule nuit. Mais l'accueil qu'il reçut en Lithuanie, aurait suffi pour le consoler de ses pertes et de ses malheurs. A son arrivée à Vilno, le 3 de juin, le clergé, la noblesse, les magistrats, tout le peuple en foule accoururent au devant de lui. Il entra dans cette capitale accompagné de deux mille gentilshommes, aux acclamations de toute la ville, au son des cloches ; et ce qui rendait cette révolution plus étonnante, au bruit du canon des Russes ; il avait sur tous ses habillements, sur son armure, sur les housses même de son cheval, une profusion de diamants qu'il avait emportés comme la ressource de son exil, et qui devenaient

un ornement de cette entrée solennelle. Ce prince, que ses ennemis avaient représenté comme le tyran de la province, paraissait, aux transports de la joie générale, en être devenu l'idole. Il se mêlait sans doute à cet empressement et à cette joie un désir marqué d'humilier la cour; mais cette singularité inespérée de voir ce jeune prince rétabli par la souveraine même qui l'avait persécuté, et devant laquelle il n'avait point fléchi, ajoutait encore à l'allégresse publique. Chacun croyait voir dans cet événement le retour constant de la paix et de la liberté.

XIII. *Confédération de la Lithuanie.*

Tous les amis de Radzivill avaient été nommés maréchaux des confédérations particulières. Le lendemain, toutes ces confédérations s'assemblèrent pour former la confédération générale du grand-duché. Au moment où elle allait se conclure, on députa au général russe qui résidait dans cette ville avec un corps de deux mille hommes, pour lui demander si la confédération pourrait compter sur la protection de l'impératrice. Ce commandant, que l'exacte discipline des troupes qu'il conduisait, sa douceur et son honnêteté faisaient aimer dans cette province, était le général Nummers, Livonien. L'histoire en doit faire une mention d'autant plus honorable, qu'en servant un peuple avide et cruel, il fut humain et désintéressé. Le roi de Pologne lui envoya l'ordre de l'Aigle blanc et des présents; il reçut l'ordre, et refusa les présents; et quand il vit commencer la plus horrible guerre, quand le despotisme en furie n'ordonna plus que des perfidies et des massacres, il quitta ses emplois. Nummers vint lui-même à cette assemblée déclarer que la confédération pouvait compter sur l'appui de sa souveraine.

Les vertus de cet homme servirent à mieux tromper toute cette noblesse aveuglée par la joie. La confédération fut aussitôt formée sous le maréchalat d'un ami ancien et fidèle du prince Radzivill. Dans cette joie inconsidérée, on signa le manifeste présenté par les émissaires russes. Après l'élection du maréchal, la confédération commença à faire usage de son autorité, en cassant toutes les condamnations portées contre Radzivill; il fut rétabli dans la jouissanee légale de tous ses droits, de toutes ses dignités, de tous les biens de sa maison en Lithuanie.

XIV. *Conduite du grand-général Braniçki.*

Vingt-quatre heures après son arrivée à Vilno, où son rétablissement dans sa patrie lui tint lieu de repos, il partit pour Bialystok; il y fut reçu du grand-général comte Braniçki, avec la tendresse d'un père et les honneurs qu'un souverain rendrait à un autre souverain; des larmes d'attendrissement et de joie coulèrent de tous les yeux à l'entrevue de ces deux illustres défenseurs de la liberté, dont les malheurs avaient été communs. Braniçki, ce vertueux vieillard dont les conseils avaient, depuis quelques années, conduit la jeunesse de Radzivill, et qui l'avait engagé à vouer au service de la patrie toutes ses richesses et toutes ses forces, n'avait point eu pendant les infortunes de ce jeune prince, plus cruelles et plus longues que les siennes, d'autre consolation que de songer à leur motif. Son vœu le plus ardent était de voir, avant de mourir, une confiance si généreuse obtenir le prix qu'elle méritait, et Radzivill rendu avec honneur à ses concitoyens. Braniçki n'osait se fier à l'étrange révolution dont il était témoin. Plus de quatre-vingts années lui avaient trop appris à se défier de toutes

les perfidies des Russes. Sollicité, malgré son extrême vieillesse, d'accéder à cette confédération, il hésitait; il prêta cependant toute la faveur de son nom aux honneurs qu'on rendait à Radzivill. Deux mille gentilshommes, dont les terres étaient voisines de Bialystok, se rendirent dans la capitale de ce district; ils y firent une confédération, dont Radzivill fut élu maréchal. Tous deux en partirent aussitôt, Radzivill pour Radom, le rendez-vous général des confédérations, et Braniçki pour s'approcher de Varsovie avec une escorte nombreuse et fidèle; mais toujours plein de méfiance contre les ennemis naturels de sa patrie, il s'arrêta dans un château à quelque distance. Repnin le sollicitait de venir dans cette capitale; il voulait, disait-il, se concerter avec lui sur les opérations ultérieures de la république. Il employait toutes sortes de ruses pour l'attirer et le tenir en sa puissance; mais Braniçki attendait que les premiers événements eussent jeté quelque lumière sur la profonde obscurité de cette intrigue; il se tenait à portée de prêter à la révolution annoncée comme certaine, tout l'appui de cette grande considération personnelle dont il jouissait, ou si ses compatriotes avaient eu le malheur de s'être laissé engager dans un piége, de s'en éloigner et de ne point ternir au dernier terme de sa vieillesse, par une fatale imprudence, cet éclat attaché à son nom et le lustre de sa vie entière.

XV. *Confédération de Radom.*

Le concours des grands seigneurs et des simples gentilshommes dans la ville de Radom, passa ce qu'on aurait dû croire de la méfiance qui commençait à se répandre. Outre les maréchaux des cent soixante-dix-huit confédérations particulières, qui étaient dans l'obligation de s'y rendre,

une foule de gens curieux, inquiets, incertains de ce qu'ils devaient faire, accourut de toutes les provinces, pour observer le tour qu'une si étrange affaire allait prendre. Cette ville, peu étendue, était au loin environnée de pavillons et de tentes, et ressemblait au quartier-général d'une nombreuse armée.

A peine cette multitude était-elle rassemblée, un corps de troupes russes, dont les marches et les contre-marches avaient masqué le véritable dessein, s'approcha de Radom, et établit son camp à quelque distance. Plusieurs compagnies de grenadiers entrèrent dans la ville, et commencèrent à y monter la garde. On répondit à ceux qui s'en alarmèrent, que la présence de ces troupes maintiendrait l'ordre au milieu des brigues et des tumultes inévitables dans une pareille assemblée; que malgré la révolte des dissidents et l'excessive fermentation des esprits, la tranquillité publique n'était point troublée; que les peuples n'avaient point à gémir des maux qu'on aurait cru inséparables des confédérations, et qu'une paix si extraordinaire au milieu de dissensions si dangereuses, était certainement due à la présence de ces troupes dans le royaume. Mais dès la première assemblée, le colonel russe qui accompagnait Radzivill ayant été sommé de se retirer, produisit un ordre de son ambassadeur d'assister à toutes les délibérations; et il présenta à signer, de la part de l'impératrice, un acte qu'on voulait faire passer pour le vœu unanime de la nation. Les prétentions des dissidents y étaient admises; les protestations de fidélité pour le roi y étaient renouvelées; la garantie de l'impératrice y était demandée. La plupart des confédérés se flattèrent d'en user sur ces demandes comme ils avaient fait dans les confédérations particulières de leurs provinces, où ces prétendues demandes avaient été ou effacées, ou si restreintes, qu' elles n'avaient plus aucun dan-

ger. Mais au ton altier et menaçant que prit aussitôt le colonel russe, ils reconnurent le piége dans lequel ils étaient tombés. Tous voulurent abjurer les actes de la confédération et se disperser; mais le colonel russe, assuré de six maréchaux, seul nombre qui se fût vendu sur une assemblée de cent soixante-dix-huit, jure qu'il va leur faire signer l'acte, et que tous ceux qui n'accéderont pas seront traités comme des perturbateurs du repos public. On résolut alors de faire un manifeste qui fixerait le sens vague et général de la garantie énoncée dans l'acte de confédération, et la restreindrait uniquement aux concessions qu'on se proposait de faire aux dissidents. Ce Russe fit tout suspendre; il envoya à Varsovie demander de nouveaux ordres à son ambassadeur; et comme une foule de gentilshommes s'apprêtait à profiter de ce délai pour se retirer, il craignit un abandon général, et plaça des sentinelles aux portes de tous les maréchaux, à leurs tentes, à leurs équipages, prétextant avec un respect ironique que c'était une garde qu'il leur donnait par honneur. Quelque-uns se mettant à la tête de leurs propres gardes, et paraissant résolus à s'ouvrir le passage de vive-force, n'eurent à braver que les menaces de ce colonel, et partirent en dédaignant ses clameurs.

Mais peu avaient assez de résolution; et de ce nombre, ceux qui coururent à Varsovie pour conférer avec l'ambassadeur russe en furent traités avec indignité. Ils voulaient obtenir son aveu pour déclarer le trône vacant; mais il commença par leur montrer des lettres de sa cour qui lui enjoignaient de ménager le roi tant qu'il se montrerait soumis et docile : et bientôt changeant de ton, il leur dit que ce projet était absurde et criminel, et par la menace d'envoyer mettre le feu à leurs châteaux, et de les faire enlever eux-mêmes, il les obligea de retourner à Radom. Il arrangea à sa fantaisie l'acte de modification proposé par les Polonais;

il laissa subsister l'autorité des quatre conseils souverains, cet ouvrage des Czartoryski, contre lequel la nation s'était principalement soulevée; et enfin il laissa la garantie s'étendre à toutes les parties du gouvernement. Dès le lendemain, le colonel russe fit enfermer la ville de Radom; il y fit entrer de nouvelles compagnies de grenadiers, renforça toutes les gardes, plaça de nombreux détachements dans les quartiers des principaux seigneurs. Une troupe de canonniers, la mèche allumée, vint dresser une batterie en face de la maison de ville, où toute la noblesse était assemblée; et dans cet appareil formidable, il exigea la signature du manifeste. Pendant que chacun attendait ce que les autres allaient faire, le référendaire Podoski, auteur de cette fatale intrigue, entra dans cette assemblée. Toute la trame de cette opération si compliquée et si dangereuse était entièrement sortie de ses mains; mais il arrivait alors de Varsovie avec l'espoir presque certain d'être la seconde personne du royaume.

Le primat venait de mourir. Podoski, dénué de toute ambition personnelle, et qui, même après son élévation, parut inaccessible au faste de la représentation, à l'orgueil des dignités, à la séduction des richesses, désira cependant cette seconde place de l'État, comme un moyen nouveau que lui offrait la fortune pour se ressaisir de tout le crédit qui lui avait échappé, et parvenir encore à la révolution qu'il avait entreprise. Il accourt chez l'ambassadeur de Russie. Repnin, qui enlevait au roi toutes les nominations, ne sachant qui choisir dans le clergé pour le revêtir de cette importante dignité, allait donner à l'Europe un étrange scandale. Il voulait choisir parmi les laïcs un des plus vils espions à ses gages, un de ses parasites les plus assidus; il voulait nommer à la dignité de primat ce même Gurowski, cet aventurier escroc et bouffon, qui avait ci-devant amusé le

grand-duc de Russie, et que cet enfant, en apprenant la vacance du trône, avait désigné pour roi. Repnin, également amusé par ce bouffon, voulait lui faire donner la tonsure ce jour même, la prêtrise le lendemain, et le surlendemain la primatie. Mais cet ambassadeur, que la résistance des confédérés étonnait et embarrassait, vit avec plaisir Podoski se rapprocher et lui offrir de nouveau son secours. Tous deux se rengagèrent l'un à l'autre par de nouvelles promesses. Podoski, assuré d'une place à laquelle appartient et le droit de publier l'interrègne, et l'exercice de la royauté pendant la vacance du trône, se presse de retourner à Radom. Il entre dans cette assemblée inquiète et consternée; il signe le premier, en qualité d'ecclésiastique. Cet exemple donné, quelques-uns demandèrent encore que le détrônement du roi fût le prix de ce qu'on exigeait d'eux. Karr leur répondit qu'une plus longue résistance le forcerait d'employer des moyens extrêmes. Ils signèrent donc, sous toutes les réserves de droit, et en l'ajoutant ainsi à leurs signatures. Des cent soixante-dix-huit maréchaux, il n'y en eut que six qui signèrent simplement; tout le reste ajouta des clauses dérogatoires, et réserva les droits de la religion, du gouvernement et de la liberté. La confédération générale fut ainsi conclue, et le prince Radzivill élu maréchal. Il y avait eu quelques brigues pour lui enlever une si importante dignité ; mais il était nécessaire aux projets des Russes qu'elle fût exercée par Radzivill, plus aisé à contenir dans les bornes étroites où on voulait resserrer son pouvoir, et qui, lui-même convaincu de son incapacité, cherchait les bons conseils, savait les distinguer, mais à leur défaut, pouvait aisément en suivre de mauvais.

Le roi se voyait, avec le plus vif chagrin, obligé de nommer à la primatie un homme qu'il avait tant de raison de haïr et de redouter, et qui n'avait pas craint de se déclarer

son ennemi personnel. Après avoir tout tenté, soit pour fléchir Repnin, soit pour engager le référendaire lui-même à se désister, en lui faisant représenter l'inconvenance de sa demande, et proposer beaucoup d'autres avantages, il céda, et chercha ensuite à traverser sa propre nomination. Il fit écrire à Rome, afin que cette cour ne laissât pas élever à cette dignité un homme que ses opinions, plus que tolérantes, pouvaient rendre plus redoutable pour l'autorité même de l'église romaine. Mais les liaisons intimes que Podoski avait prises depuis quelque temps avec les plus respectés de son pays, le servirent dans cette occasion. La connaissance qu'ils avaient de la grandeur de ses desseins et de sa constance dans leur exécution, l'espérance qu'il leur donnait de conduire à un heureux dénouement une entreprise qui devenait chaque jour plus compliquée et plus périlleuse, l'avantage qu'on envisageait à le mettre à portée de reprendre par le crédit d'une si grande place, une autorité au moins égale à celle que s'arrogeait l'ambassadeur russe, enfin cette espèce de séduction, par laquelle les hommes d'un caractère franc et ouvert et d'une élocution vive et facile savent plaire dans l'aveu même de leurs fautes, aux hommes simples et vertueux, engagea ceux-ci à écrire à Rome les lettres les plus pressantes en sa faveur ; et la Russie eut même l'adresse d'y faire intervenir la recommandation de quelques souverains catholiques.

XVI. *Députations des confédérés à l'impératrice et au roi de Pologne.*

Pendant qu'on attendait avec impatience la réponse du pape, toutes les affaires se conduisaient à Radom avec une tranquillité apparente, par la soumission forcée des confé-

dérés. Les prétendus actes de cette confédération y étaient envoyés tout dressés par l'ambassadeur russe, et si mal traduits dans la langue du pays, que cette assemblée ne pouvait les signer sans s'exposer à la risée publique. Mais il ne permettait pas d'en arranger les phrases suivant la tournure polonaise, soit que tous ces écrits ayant eu l'aveu du cabinet de Pétersbourg, les moindres mots lui en fussent devenus sacrés, soit qu'il se plût à exercer dans les moindres choses un si absurde despotisme. Un des premiers soins de la confédération générale devait être d'envoyer des députés au roi de Pologne, pour lui demander la convocation d'une diète, et aux principaux souverains de l'Europe, pour implorer les anciennes garanties et par là contrebalancer du moins celle que la Russie voulait s'arroger. Mais à cette proposition, le colonel russe redoubla ses violences, et ne permit même pas qu'ils nommassent une députation pour le roi de Prusse. Ils apprirent, avec une extrême consternation, par le ministre de ce prince, que lui-même refusait cette nomination ; qu'il laissait leur destinée uniquement dépendante des volontés de la Russie ; et que, tranquille désormais, après avoir replongé leur république dans l'anarchie, il attendait avec impatience l'événement de ces nouveaux troubles. Les confédérés n'obtinrent même la permission d'envoyer des députés à Moskou, qu'en laissant l'ambassadeur russe en dicter arbitrairement les instructions. Ces députés reçurent, il est vrai, pour instruction secrète, d'y porter des plaintes de la conduite inexplicable de cet ambassadeur, de dévoiler ses liaisons contradictoires, d'examiner qu'elles pouvaient être les véritables intentions de la Russie, qui, après avoir excité publiquement les Polonais à se plaindre de leur asservissement, paraissait désapprouver les mesures qu'ils prenaient pour en sortir. Ils devaient, s'ils y trouvaient jour, mettre sous les yeux de la tzarine toutes les irrégularités de

l'élection, lui peindre Poniatowski tel qu'il était, ses artifices, ses doubles manœuvres, sa conduite sur le trône, les ruses qu'il avait employées pour y accroître son autorité. On espérait que des plaintes si graves, portées respectueusement au nom d'une nation entière, frapperaient vivement une princesse qui, dans toutes les déclarations émanant de son trône, étalait avec toute la pompe et la magnificence des paroles, l'éloge de ses propres vertus. Mais leurs instructions apparentes, rédigées sous les yeux et en grande partie sous la dictée de Repnin, contenaient la promesse de rendre justice aux dissidents, et l'ordre de demander à l'impératrice sa garantie sur le gouvernement qu'on se proposait d'établir. D'ailleurs, elles ne contenaient de plaintes que contre les deux princes Czartoryski. On avait vu cet ambassadeur se livrer dans cette rédaction à la plus basse animosité personnelle, rejetant sur ces deux princes les torts qu'avait eus la Russie elle-même, devenant l'accusateur de ses complices, et sous leur nom dévouant à la haine publique et à la vengeance de sa souveraine quelques-unes de ses propres actions. Toutefois, inquiet des murmures qui s'élevaient de toutes parts, dans la perpétuelle appréhension que, pour pacifier tous les troubles, sa cour ne prît enfin le parti de le disgracier, cet homme qui passait sa vie à menacer en tremblant, fit insérer dans cette instruction : « Qu'attendu le zèle et la prudence avec lesquels il avait exécuté jusque-là les intentions de sa souveraine, la nation polonaise la suppliait de le laisser en fonction jusqu'à l'entière conciliation des divisions qui existaient dans le royaume ». Singulière commission, où les ambassadeurs devaient se plaindre, tandis que l'ambassade paraissait louer ; où ils devaient déférer au nom de la nation à toutes les volontés de la Russie, afin de parvenir à les démêler et à les connaître. Toute leur dextérité devait être employée à

amener cet éclaircissement; et de leur réponse allaient dépendre les résolutions que prendraient une foule de bons citoyens.

Les députés que la confédération envoya au roi se plaignirent, dans le discours qu'ils lui adressèrent, de tous les établissements faits pour accroître l'autorité royale, des vues de domination que les parents de ce prince avaient manifestées, de l'oppression et de l'avilissement des plus grands de l'État, des moyens destructifs de l'égalité, mis en usage contre la constitution primitive du gouvernement; et ils demandèrent la convocation d'une diète extraordinaire, dont les résolutions seraient garanties par l'impératrice de Russie. Le grand-chancelier de Pologne répondit par un discours également sage et adroit, où, après avoir promis la convocation d'une diète, seule puissance législative dans la république, il finissait par dire : « Que dans les calamités qui menaçaient la patrie, on était rassuré par les déclarations de l'impératrice; que l'univers entier et les siècles à venir avaient les yeux sur cette princesse, et connaîtraient qu'elle cherchait sa gloire, non dans l'oppression de ses voisins, mais dans la prospérité intérieure de son empire. »

XVII. *Intentions de la cour de Varsovie, et celles de Repnin.*

En effet, le ministre polonais et la cour de Varsovie se flattaient encore de rendre inutiles tous les desseins des confédérés. Les princes Czartoryski, si constants dans leur union avec la Russie, quand cette puissance secondait leurs desseins, montraient les mêmes sentiments contre elle. Ils exhortaient, il est vrai, tous leurs partisans, à ne pas irriter des voisins formidables et déjà maîtres de leurs foyers; ils leur recommandaient une extrême patience, jointe à une

extrême fermeté ; et donnant eux-mêmes cet exemple, au lieu de quitter Varsovie, comme on ne cessait de le leur conseiller, ils s'apprêtaient, avec une noble confiance, à y faire tête à l'orage. D'après ce principe, le roi, obligé de convoquer une diète, ne fit mention dans les universaux qu'il adressa aux provinces, que des prétentions des dissidents ; et par là, les nonces élus pour cette diète n'auraient reçu de pouvoirs que sur cet objet. Repnin parut lui-même consentir à y restreindre toutes ses demandes, soit qu'il sentît l'impossibilité de concilier tant d'intérêts opposés, et que pour sortir d'embarras il ne sût plus d'autre voie que de se borner à cette unique objet, soit plutôt qu'il laissât à dessein ces universaux se publier et cette opinion s'accréditer, afin qu'elle se répandît dans tous les États voisins, et que l'Europe entière, trompée sur les projets de la Russie, crût qu'il ne s'agissait en Pologne que d'une querelle de religion, et non de l'entier asservissement de cette république.

XVIII. *Celles de Catherine. Ses négociations avec les autres cours.*

Cependant l'impératrice de Russie ne voyait toute cette affaire qu'au travers des flatteries qui assiégent les trônes ; les mécontentements et les murmures n'arrivaient point jusqu'à elle, ou du moins ces plaintes qui allaient bientôt se changer en cris de rage, entendues de si loin, lui semblaient aisées à étouffer. Cette princesse, voyant que la Pologne paraissait elle-même se présenter au joug, qu'en flattant tous les intérêts et toutes les haines, elle avait amené tous les Polonais à attendre ses volontés, crut qu'ils s'étaient laissé aveugler jusqu'au point de sacrifier volontairement leur indépendance ; que la république allait être soumise, et que le

moment était arrivé de s'en rendre la maîtresse absolue.

Quelle gloire cette princesse eût réellement acquise, si, faisant en effet ce qu'elle paraissait faire, elle eût protégé chez une nation voisine et amie une nouvelle législation devenue nécessaire, et n'eût point mêlé à cette belle idée toutes les contradictions qui la détruisent? Quel avantage elle aurait pu acquérir pour elle-même, si, bienfaitrice de cette nation toujours fidèle dans ses traités, elle se la fût attachée par reconnaissance, sans menacer ces infortunés républicains d'un joug qu'ils repoussaient avec effroi, et qu'elle leur faisait sentir avec dureté avant même qu'il fût imposé? Cette magnanimité eût même servi son ambition. Ce fut en rétablissant l'ancienne liberté de la Grèce, et en conservant avec elle une apparente égalité, que les Romains la rendirent bientôt leur sujette. Mais Catherine, considérant la nouvelle puissance qu'elle acquérait en s'établissant sur les ruines de la Pologne, bien éloignée de prévoir que par cette démarche le reste de son règne allait être troublé, voulant plaire à la fois à ses sujets superstitieux, et se faire vanter par les philosophes, obéissant à ses prêtres et prétendant à la gloire, paraissant donner des lois à la Pologne par amour du genre humain, et voulant l'asservir par une suite de l'ambition attachée au trône de Russie, crut qu'elle se rendrait souveraine dans cette république par un système de gouvernement qui équivaudrait à une conquête; elle entreprit de changer chez une nation encore indépendante, et la religion et les lois, c'est-à-dire, tout ce que les conquérants habiles qui ont eu l'art d'affermir leur domination ont toujours respecté chez les peuples vaincus; et elle eut le malheur de confier l'exécution de ce projet à un esprit extravagant. Tout semblait, il est vrai, l'y enhardir; tout semblait lui répondre que cette ambition imprudente et précipitée ne troublerait point la paix si nécessaire à son empire : elle se

flattait que l'Europe apprenant avec surprise l'asservissement des Polonais après qu'il serait consommé, la respecterait encore plus dans ce formidable accroissement de puissance. Les cours protestantes, entraînées par la protection qu'elles accordaient aux dissidents, semblaient faire cause commune avec elle. La maison d'Autriche, uniquement attentive aux progrès de la puissance prussienne, avait promis de ne donner aucun secours aux Polonais, si le roi de Prusse ne prenait aucune part à ces troubles ; et ce prince, en quittant aussitôt la scène, laissait Catherine y dominer seule, et recueillir, à ce qu'elle croyait, tout le fruit des soins qu'ils avaient jusque-là pris en commun.

Quant aux Turks, son résident à Constantinople, se reprochant comme une faute d'avoir précédemment excité les inquiétudes du divan en cherchant à les prévenir, et d'avoir ainsi provoqué des explications dangereuses, gardait dans la crise actuelle un silence affecté. Il restait dans une inaction apparente ; mais il employait toute son adresse à faire revenir au divan, par mille voies différentes, qu'il s'agissait seulement en Pologne, quels que fussent les bruits et les murmures, d'une querelle de la religion chrétienne. D'ailleurs les Turks étaient toujours occupés des calamités récentes qu'ils venaient d'éprouver ; et Catherine se promettait de les occuper encore dans l'intérieur de leur empire d'une manière plus fâcheuse. Une foule d'émissaires russes commençaient à souffler dans les provinces grecques le fanatisme et la révolte. Ainsi, dans une profonde sécurité au milieu de tant de projets, d'entreprises et d'intrigues, Catherine, sans dérober un jour à ses plaisirs, enchaînait d'une main la république de Pologne, et de l'autre s'occupait à tracer des lois à son empire ; dans le même temps que les Polonais, trompés par sa dangereuse protection, allaient être contraints de s'assembler dans leur capitale pour réformer leur gouvernement.

Elle avait mandé dans Moskou les députés de toutes les provinces de ses vastes États. Les deux nations les plus opposées de génie et de mœurs, une république tombée dans une horrible anarchie, et un empire soumis au despotisme le plus cruel, tous deux les plus étendus qu'il y eût sur la terre, allaient s'assembler chacun dans leur capitale pour se donner de nouvelles lois; tous deux dirigés par le génie de l'impératrice Catherine II : l'un sous son autorité; l'autre sous sa protection. Jamais aucun spectacle n'avait paru plus digne de l'attention des hommes; jamais aucune conjoncture n'avait offert à un souverain une occasion plus favorable de mériter l'admiration et la reconnaissance du genre humain. Pourquoi l'histoire ne pourra-t-elle transmettre à la postérité que des regrets sur le triste usage que cette princesse a fait d'une conjoncture si extraordinaire et si belle? On voyait arriver dans Moskou les représentants de vingt nations, qui n'avaient aucun autre rapport entre elles que d'être soumises au même despote; différentes par leur langage, par leurs habillements, par leurs mœurs, par leurs figures; les uns adorateurs du Christ, les autres du Grand-Lama, quelques-uns d'un Dieu unique : ceux-ci du Soleil, ceux-là de plusieurs dieux. Il était bien étonnant que l'impératrice, dans une instruction qu'elle écrivit pour eux, commençât par dire que l'amour de la patrie vient de la charité chrétienne. Ce qui était bien plus étonnant encore, c'était de convoquer une assemblée aussi solennelle avec l'intention de conserver un pouvoir illimité, et d'y annoncer cette volonté destructive de toutes les lois, comme le principe d'après lequel on devait les faire. Le premier travail de ces députés devait être d'étudier quelques pages du livre immortel de l'Esprit des lois, que l'impératrice avait daigné compiler de sa main et donner sous son nom.

L'état misérable de ces peuples se faisait sentir dans tout

le reste de cette instruction, soit par les détails puérils où elle se crut obligée de descendre pour ceux de ces législateurs qui ne sauraient pas écrire, soit par l'ordre qu'elle donnait à ceux qui ne la comprendraient pas, de la relire jusqu'à ce qu'ils l'entendissent; mais surtout par les étranges récompenses promises à tous ceux qui auraient travaillé à ce grand ouvrage. Ils devaient, pendant tout le reste de leur vie, être exempts de recevoir la question (le knout), à moins que ce ne fût sur un ordre même de l'impératrice. Toutes leurs démarches, dès qu'ils furent assemblés, furent soumises à l'autorité vigilante du despote; et quand les députés, le sénat, les colléges auraient enfin signé les lois nouvelles, on devait les remettre à l'impératrice, et attendre ses ordres.

Cette princesse adressa en même temps à son ambassadeur en Pologne de nouvelles instructions, sur les moyens de terminer toutes les affaires de la république, sur l'esprit du nouveau gouvernement qu'il fallait y établir; et sentant bien qu'il fallait être sur les lieux pour décider une foule de cas particuliers, elle lui envoyait les pouvoirs les plus étendus, elle lui confiait le commandement de toutes les troupes qui étaient en Pologne: ou du moins les ordres donnés aux généraux russes portaient expressément de se conformer en tout aux intentions de cet ambassadeur, et d'agir en tout de concert avec lui. Elle lui recommandait de contenir les Polonais, d'effrayer plutôt que de punir, et de s'occuper à prévenir les désordres plutôt que d'avoir à les venger. D'après cette nouvelle instruction, il était devenu nécessaire que les députés pour la diète reçussent de leurs provinces des pleins pouvoirs pour changer le gouvernement. Repnin parut alors adhérer aux instances des confédérés, qui ne cessaient de le solliciter à ce sujet, lui représentaient que cet unique dessein avait engagé la nation à se confédérer, et que si on n'avait aucun égard à ses plaintes, elle ne con-

sentirait à aucun des arrangements que proposait la Russie. Mais Repnin eut besoin d'employer toute son autorité pour déterminer, ou plutôt pour forcer le roi à un changement qu'il avait tant raison de redouter. Poniatowski céda à la crainte, et de nouveaux universaux convoquèrent enfin la nation pour établir un nouveau gouvernement.

XIX. *Le roi craint pour ses prérogatives, et cède en toutes choses à Repnin.*

Le roi commença à trembler pour les prérogatives de sa couronne, et dans cette crainte il prit alors le parti de se soumettre entièrement aux volontés de la Russie ; il résolut même de concourir ouvertement au succès de tout ce qu'elle voudrait entreprendre. Quelques personnes lui représentèrent que cette conduite pouvait achever de le perdre. Il répondit que puisque toute la Pologne se jetait entre les bras de la Russie, il ne voulait pas s'exposer à rester seul en butte aux ressentiments des deux nations. Il céda au prince Repnin, sans aucune résistance, le droit de donner toutes les grâces, et se réserva à peine le droiit de recommander. Pour conserver toute l'autorité qu'il avait acquise par les nouvelles lois, il s'en dessaisit véritablement entre les mains de cet étranger ; il devint en quelque sorte un des délateurs de Repnin, un de ses plus dangereux émissaires. Il lui servait à sonder, dans de secrets entretiens, les intentions les plus cachées de tous les courtisans. Dès ce moment, ses ministres, pour n'être pas compromis, s'abstinrent de lui donner aucun conseil. La Russie avait cherché à les mettre aussi dans ses intérêts, en leur offrant des avantages proportionnés à leur grande fortune. Avertis par ces offres mêmes de ses desseins cachés, ils ne voyaient plus

dans la confusion actuelle aucun moyen de sauver la patrie. Il ne subsistait plus entre eux et le roi auc une intelligence. Parmi les citoyens vertueux, le plus grand nombre désespérant de la république, ne songeait plus qu'à se conserver personnellement à l'abri de tout reproche.

XX. *Le grand général se retire dans ses terres.*

Les confédérés, honteux et désolés de s'être livrés si imprudemment à une perfidie tant de fois éprouvée, cherchaient cependant à grossir leur nombre pour donner plus de considération à leur ligue et plus de force à leur résistance. Ils croyaient avoir besoin du concours de toute la république pour sortir du piége dans lequel ils étaient tombés, et parvenir peut-être encore au succès de leurs desseins. Leur confédération ayant pris en apparence tous les caractères d'authenticité, il était en effet devenu indispensable pour tout noble polonais d'accéder à cette ligue. Toutefois le grand-général, Braniçki, résolut de refuser toute accession; et dans une vieillesse si avancée qui touchait à son dernier terme, la fermeté de cet exemple était le seul service qu'il eût à rendre à ses concitoyens. Au récit de toutes les violences commises à Radom, il quitta les environs de Varsovie, et s'éloigna pour retourner dans sa résidence ordinaire. A la nouvelle de ce départ, Repnin craignit que tous ses plans ne fussent dérangés. Il fit poursuivre le grand-général, et lui fit porter les plus terribles menaces. Mais Braniçki, au risque du pillage de ses terres, de l'incendie de ses châteaux, et de sa ruine entière, persévéra dans son refus; et sans autre défense que trois cents gardes et sa vieillesse, il se retira pour jamais dans ses terres.

XXI. *Accession de l'évêque de Krakovie et des autres évêques.*

L'évêque de Krakovie, toujours regardé comme chef de la république, parce que le primat n'avait pas encore reçu ses bulles, crut que sa position exigeait de lui une autre conduite ; il s'exprima ainsi dans son accession : « Je ne veux pas rester seul dans une inaction blâmable, tandis que toute la nation travaille à l'exécution d'un ouvrage de la plus grande importance. Cependant, par ma présente accession authentique, je déclare très-solennellement que je ne me joins et ne donne les mains qu'à tout ce qui concerne la défense des lois et des immunités de la patrie, altérées par le malheur des temps ; qu'en conséquence je ne veux point favoriser les prétentions trop étendues des dissidents, ne pouvant le faire sans compromettre mon caractère, scandaliser la chrétienté, violer mes devoirs les plus sacrés, porter atteinte aux prérogatives de la religion catholique, et renverser entièrement tant de lois qui font la sûreté de cette religion. Mais, si leurs demandes sont fondées sur l'équité, je m'engage à les proposer et à les soutenir, non-seulement comme sénateur, mais encore en qualité de pasteur et d'évêque, croyant en cette qualité devoir cet exemple à la république et au monde chrétien ; et je me persuade que mes concitoyens confédérés n'exigeront pas de moi une accession plus solennelle et plus régulière que celle que je viens de faire pour le bien commun de la patrie. »

L'Europe entière applaudit à un acte où régnait l'esprit de la véritable tolérance ; et les plumes célèbres qui avaient consacré leurs talents à louer l'impératrice, louèrent l'évêque de Krakovie sur la conformité de ses sentiments avec ceux de cette princesse. Cet acte d'accession servit

de modèle aux autres évêques. Mais ces réserves, que l'honneur et la religion leur imposaient, paraissaient, aux yeux d'un Russe, autant de révoltes. Repnin ne voulait qu'une promesse d'obéissance. Confédérés et non confédérés, tout résistait à cet ambassadeur. « Pour faire, disait-il, cesser cette criaillerie », il imagina de transférer l'assemblée de Radom à Varsovie. On avait donné vingt-quatre conseillers au maréchal de la confédération ; Repnin, malgré l'opposition de presque tous les membres de ce conseil, usant de la force qu'il avait en main, le transféra à Varsovie, afin d'être plus à portée de tout diriger par lui-même.

XXII. *Arrivée de Radzivill dans la capitale ; son entrevue avec le roi.*

L'arrivée du prince Radzivill dans cette capitale eût été, dans une autre conjoncture, un événement remarquable ; conduit à une audience du roi, il lui dit : « La même main qui vous a couronné, et qui m'a fait déclarer ennemi de la patrie, m'y ramène aujourd'hui ; ce sera, je l'espère, un moyen de me rendre agréable à votre majesté. » Le roi lui répondit : « Votre famille a toujours eu pour principe d'être fidèle à ses rois, et je vous ai vu vous-même dévoué au roi mon prédécesseur ; j'attends de vous les mêmes sentiments. — Le prince répondit : La cour précédente ne m'avait point persécuté. — Le roi répliqua : Que lorsqu'ils étaient tous deux citoyens égaux, ils étaient amis, et qu'il désirait qu'aujourd'hui leur amitié continuât. — Le prince reprit : Puis-je croire ce discours sincère ? » Le roi, sans répondre, l'embrassa ; et, après un moment de silence, Radzivill se retira sans avoir baisé la main du roi, comme l'ancien usage l'aurait exigé. Partout où Radzivill se mon-

trait, son cortége était plus nombreux, sa personne plus respectée que celle du roi. Stanislas n'avait plus rien à ordonner dans le royaume. La confédération recevant, malgré elle, les ordres de la Russie, les donnait dans toute l'étendue de la république. Radzivill, traité par les Russes comme indigne de respirer l'air de sa patrie, se trouvait devenu, sous leur autorité, chef de la nation. Tous les corps, toutes les juridictions, tous les régiments, les commissions même du trésor et de la guerre, lui prêtèrent serment. La noblesse du palatinat de Varsovie qui, par respect pour la présence du roi, avait refusé de se confédérer, s'y crut enfin obligée ; et tous les corps de l'État se trouvèrent alors réunis dans cette ligue.

Mais toute cette pompe ne déguisait point aux yeux de Radzivill ce que sa position avait d'odieux et de funeste ; il maudissait, dans la vaine dignité de ce personnage théâtral, ceux qui l'avaient tiré de sa proscription et de sa misère, dans laquelle du moins quelque gloire et une entière sécurité le consolaient de sa ruine ; au lieu qu'il se voyait chaque jour exposé à se perdre, ou à se déshonorer en perdant sa patrie : il attendait du tribunal même de la confédération la restitution du reste de ses biens, et la poursuite de ceux qui s'en étaient injustement emparés. Mais Repnin fit suspendre cette affaire, et voulut qu'elle demeurât uniquement soumise au jugement de sa cour. Radzivill, quoiqu'il fût assuré de la faveur des Russes, fut indigné de voir sa vengeance dépendre d'une autorité étrangère, et non des lois de son pays ; il voulut une nuit s'évader de son palais ; mais il y était gardé par des troupes russes. Le colonel Karr, logé dans ce palais, fut averti assez à temps pour prévenir cette invasion ; et, depuis ce moment, Radzivill se regarda comme prisonnier, et fit dire secrètement à ses amis que son projet, aussitôt qu'il en trouverait l'occasion, était

de renouveler cette confédération dans un endroit où la nation pût au moins produire avec liberté ses véritables sentiments.

XXIII. *Crainte et fermentation générale.*

Le roi qui voyait ses mortels ennemis parvenus à toutes les premières places de la république, n'était pas dans de moindres alarmes. La plupart des confédérés eussent accordé sans peine à la Russie tout ce qu'elle exigeait d'eux, si elle eût consenti à le faire descendre du trône; leur haine leur persuadant encore l'impossibilité que trouverait la tzarine à l'y maintenir, ils se flattaient qu'elle céderait enfin au vœu de la nation; et, à mesure que les desseins mystérieux de cette puissance se développaient, le peu de vraisemblance qu'on trouvait à leur exécution y faisant soupçonner de nouveaux mystères, ils se persuadaient qu'elle ne feignait aujourd'hui de protéger Poniatowski, qu'afin d'obtenir d'eux de plus grands sacrifices pour le prix de sa condescendance.

Les provinces n'étaient pas plus tranquilles ; et depuis que les maréchaux des confédérations échappés enfin de Radom, avaient porté chacun dans son districts leur plaintes et leur effroi, tout le royaume attendait avec une impatience mêlée de terreur, le dénouement d'une si funeste intrigue. Partout on relisait avec une attention nouvelle les déclarations de l'impératrice. Ces perfides équivoques qui d'abord avaient été interprétées dans le sens le plus favorable, étaient aujourd'hui interprétées dans le sens le plus sinistre. Du haut des chaires, le clergé fulminait contre les dissidents, et animait cette nation fervente à tout sacrifier pour défendre la foi. D'autres, voyant avec plus d'effroi encore cette ga-

rantie que la Russie voulait s'arroger, ce pouvoir qu'elle voulait acquérir d'interpréter à son gré les lois qu'elle allait dicter, sentaient que le moment était arrivé de défendre la liberté, ou de périr avec elle. Partout de généreux citoyens offraient d'aller réparer dans la diète générale les dangereuses démarches auxquelles une partie de la noblesse avait eu l'imprudence de se laisser engager. Par tout le royaume, il se trouvait des hommes assez courageux pour briguer le dangereux honneur d'aller porter à Varsovie le vœu de leur province, et s'y opposer dans la diète générale, chacun d'eux dût-il être seul, au torrent qui menaçait la religion et la liberté.

XXIV. *Violences inouïes de l'ambassadeur russe.*

Les instructions d'après lesquelles les provinces devaient rédiger les pleins pouvoirs qu'elles donneraient à leurs députés, avaient été dressées par le conseil-général de la confédération ; elles contenaient en partie les véritables desseins des confédérés ; on avertissait les provinces de donner à leurs nonces le pouvoir d'établir un conseil perpétuel auprès du roi, qui ôtât à ce prince la distribution arbitraire des grâces. C'était depuis longtemps le vœu des républicains ; tout le plan de cette nouvelle administration était exposé dans ce mémoire : mais Repnin fit effacer tous ces articles. Il voulut que les instructions portassent seulement que les lois établies sous le présent règne devaient être annulées, la demande des dissidents admise suivant la justice (or, ce nom sacré de la justice n'était employé là que comme une équivoque) : enfin, il était dit qu'on demanderait à l'impératrice la garantie des lois qui allaient être statuées. On ne chargeait les nonces de rien établir, mais seulement de détruire le gou-

vernement qui existait. Repnin voulait que cette diète n'eût reçu de la nation aucune limite, aucune règle sur l'autorité législative et absolue qu'elle allait exercer.

Cet ambassadeur écrivit une lettre circulaire au nom de sa souveraine, à toutes les provinces, en leur envoyant cette instruction. Il avait aussi arrangé, de concert avec le roi, une liste de tous ceux qu'ils désiraient de faire élire par les provinces. Suivant les anciens usages, les diétines sont obligées d'élire pour nonces des gentilshommes confédérés, parce qu'ils sont engagés d'avance par serment à donner leurs voix en faveur du vœu qui a forcé la nation à se confédérer; mais ceux qui s'étaient ligués à Radom, mécontents d'avoir été trompés, n'étaient plus assez dociles. Repnin et le roi avaient concerté cette nouvelle liste de jeunes gens sans expérience, et qui, par le dérangement de leur fortune, faisaient espérer qu'on les corromprait aisément. Dans le même temps que leurs émissaires partirent, chargés de cette lettre, de cette instruction et de ces listes, les Russes reçurent ordre de s'approcher des différents endroits où la noblesse devait s'assembler.

De son côté, le grand-général Branicki écrivit à toutes les diétines que l'amour de la patrie le portait, quoiqu'il fût dans un âge à ne plus penser qu'à la mort, à prévenir ses concitoyens que de nouvelles constitutions allaient être établies sous la garantie perpétuelle de la Russie; que tout ce qui serait décidé sous cette garantie ne pouvant que difficilement être changé, il les conjurait au nom de tout ce qui caractérise un vrai citoyen, de nommer pour nonces des hommes éclairés, bons patriotes et capables de fermeté.

L'évêque de Krakovie écrivit une lettre semblable à toutes les provinces; mais au jour marqué pour les diétines, les Russes répandus dans tout le royaume prirent partout les ar-

mes ; dans quelques endroits ils empêchèrent que les gentilshommes connus par leur zèle ne vinssent à la diétine, en les tenant enfermés dans leurs châteaux ; presque partout ils environnèrent les églises où la noblesse était assemblée ; leurs officiers exigèrent que la diétine se tînt sous leur inspection : et ils commençaient par emporter de dessus le bureau les lettres que le grand général et l'évêque de Krakovie avaient écrites. Dans quelques-unes, ils tinrent la noblesse assiégée plusieurs jours, sans laisser entrer aucune espèce de vivres. La plupart de ces assemblées, après avoir cédé à la violence, et nommé les nonces indiqués par les listes envoyées de Varsovie, leur firent jurer de déclarer en pleine diète que leurs instructions avaient été exigées par la force des armes étrangères, et de ne consentir à rien qui pût blesser ni les droits de la religion dominante, ni l'indépendance de la république ; se réservant de les juger à leur retour, et de punir de mort ceux qui auraient contrevenu à ce serment. Presque tous les districts firent des manifestes contre ces violences ; mais Repnin crut en effacer toutes les traces en faisant arracher ces protestations des registres publics : comme si ces registres seuls eussent pu déposer contre lui, et que les droits de la nature, indépendants de toutes les formes légales, n'eussent pas été dans tous les temps une réclamation suffisante !

Les palatinats méridionaux firent dès lors éclater quelques étincelles du feu qui devait bientôt embraser tout l'orient de l'Europe. Le voisinage des frontières turques tenait les Russes à quelque distance du lieu où s'assemblèrent les diétines. C'était une des promesses signées à Constantinople par le ministre russe ; les troupes de sa nation ne devaient pas approcher à moins de quinze lieues de ces frontières. Repnin avait seulement envoyé à Kamienieç deux officiers qui s'annoncèrent à la diétine comme chargés d'une lettre par

laquelle l'impératrice offrait sa protection à la république. On refusa de les entendre. On les força de sortir. On déclara qu'on ne voulait ni de la médiation de la tzarine, ni de sa garantie, ni de sa protection. Les deux officiers insistèrent pour faire prendre la lettre dont ils étaient chargés ; ils furent repoussés. Dans ce tumulte, elle tomba et fut foulée aux pieds ; ces Russes en frémirent d'épouvante, et sortirent en prophétisant des vengeances. Le bruit de cette aventure fut répandu dans tout le royaume. Repnin imputait la résistance de cette noblesse, non à l'esprit général de la nation, mais au ressentiment de la maison Potoçki, trompée dans les projets qu'elle avait médités. C'est une erreur des esprits formés sous le despotisme de ne voir jamais dans les mouvements de la liberté que le chef qui les conduit. Repnin résolut d'en tirer la vengeance la plus éclatante ; il envoya d'abord un courrier au pacha de Chocim pour prévenir les Turks qu'il faisait marcher un corps de troupes dans leur voisinage ; « Ils ne devaient, disait-il, en concevoir aucune inquiétude, et c'était uniquement pour contenir les opposants aux projets salutaires que la tzarine voulait exécuter en Pologne. » A l'approche de ces troupes, les gentilshommes qui avaient montré le plus de fermeté se retirèrent en Moldavie, et de là, invitèrent toute la noblesse à une réconfédération. La castellane de Kamienieç, de la maison Potoçki, rassembla environ deux mille Kosaks pour défendre l'entrée des terres de sa maison. A cette nouvelle, Repnin rétracta l'ordre qu'il avait donné aux Russes ; tant il est vraisemblable qu'un peu de résistance eût arrêté toutes ces formidables entreprises dans leur principe. Partout ailleurs, ceux qui n'avaient opposé que de la fermeté sans prendre les armes, étaient devenus victimes de leur zèle. Des soldats vivaient à discrétion sur les terres de tous ceux qui dans les diétines ne s'étaient pas conduits suivant les vues de cet ambassadeur ; les dé-

tails de ces exécutions militaires consternaient tous les esprits. Ce malheureux royaume souffrait plus que dans une guerre ouverte. Ceux qui étaient gardés dans leurs châteaux et dont les terres étaient dévastées trouvaient dans la pitié que la nation prenait de leur sort un secours remarquable : la noblesse de leur voisinage envoyait la nuit ensemencer leurs terres. Mais quiconque osait prononcer le mot de loi, s'exposait à être puni comme rebelle; quiconque venait à Varsovie pour se plaindre au nom de sa province, exposait sa personne aux outrages et ses biens au feu. Repnin, sans consulter désormais ni le roi, ni le ministère, ni le conseil de la confédération, envoyait dans tout le royaume des ordres absolus au seul nom de sa souveraine; et mécontent de l'issue qu'avaient eue les diétines, il disait hautement qu'il s'en mettait peu en peine, et que quand il tiendrait les nonces à Varsovie, il saurait les soumettre et les faire parler comme il le voudrait. L'évêque de Krakovie ayant fait imprimer avec la lettre qu'il avait écrite aux diétines et que dans la plupart des assemblées les Russes avaient empêché d'ouvrir, une nouvelle exhortation à tous les députés élus, Repnin envoya ruiner ses terres. Une partie de ce pillage fut apporté à Varsovie pour y être vendu dans les places publiques; et on vit cet ambassadeur prendre pour lui-même les plus beaux chevaux de cet évêque et se faire traîner dans Varsovie par un superbe attelage qu'il lui avait enlevé.

Tel était cet homme que l'impératrice de Russie érigea en législateur de cette république; plus extravagant que ce Gessler dont les absurdes folies s'exercèrent dans un temps barbare, et sur des hommes que du moins leur rusticité exposait à ses indignes mépris; plus cruel, aussitôt qu'il put l'être, que ce duc d'Albe dont la tyrannie ensanglanta les Pays-Bas, du moins au nom d'un souverain légitime; as-

semblage inconcevable de perfidie et d'insolence ; que la crainte forçait quelquefois de recourir à la fourberie naturelle aux Russes, mais que son caractère impétueux et hautain emportait toujours au delà de ses artifices, et dont les mains violentes brisaient tous les piéges qu'il dressait. Quand certains Polonais, sous le voile de l'attachement pour la Russie, tâchaient d'alarmer cet ambassadeur sur le parti que prendraient enfin les puissances étrangères, il leur montrait une lettre de Panin qui lui mandait : « Exécutez ce qui vous est ordonné, je me charge du dehors. » Mais quand un caprice d'inquiétude le prenait, et que les nouvelles de Turquie lui faisaient craindre la guerre, il obligeait ceux des gentilshommes polonais qui se trouvaient en sa puissance, de signer l'engagement d'obéir en tout à la Russie, de ne point servir contre l'impératrice, et de se conduire avec fidélité au cas qu'on leur confiât le commandement de quelque partie de ses troupes. La plupart des nonces furent obligés par les plus horribles violences de signer entre ses mains un écrit conçu en ces termes :

« Je soussigné, m'engage envers le prince Repnin, ambassadeur plénipotentiaire de sa majesté l'impératrice de toutes les Russies, et lui promets que je n'aurai aucune liaison ni commerce, que je ne converserai même, à moins d'en avoir obtenu la permission dudit ambassadeur, avec aucun sénateur, ministre ou nonce, avec aucun ambassadeur ou autre ministre étranger, ni avec qui que ce soit dont le sentiment soit contraire aux projets proposés par ledit ambassadeur pour être reçus et passés en loi à la diète ; de plus, je lui promets que je ne porterai à la diète rien de tout ce qui m'a été enjoint et recommandé dans l'instruction à moi donnée par la noblesse de mon district ; et qu'en un mot je ne m'opposerai d'aucune manière aux volontés de cet ambassadeur ; et au cas de contravention à cet engagement

je me soumets aux peines de dégradation de noblesse, de confiscation de mes biens, de mort, ou à telle autre peine qu'il plaira audit ambassadeur de m'infliger. » Plusieurs signèrent cette extravagante soumission, résolus, en évitant ainsi une mort présente, de sacrifier plus utilement leur vie ; et ce sont eux-mêmes qui, en courant à la vengeance, ont publié qu'ils avaient signé un tel engagement.

XXV. *Plan de conduite proposé par l'évêque de Krakovie.*

Dans cette oppression générale, on n'espérait plus qu'au temps, aux événements, aux puissances catholiques, qui, à ce qu'on croyait, prendraient enfin la défense de leur culte. On n'osait même implorer hautement leur secours. C'eût été de la part des Russes un motif de proscription. La plupart des ministres firent en secret des manifestes par lesquels ils protestèrent contre les violences qu'ils éprouvaient, se réservant d'annuler dans des circonstances moins fâcheuses tout ce qu'ils allaient être obligés de faire, et que la postérité ne pourrait pas regarder comme l'effet d'une volonté libre.

L'évêque de Krakovie ne sortait point du système de tolérance auquel il avait consenti ; et pour éviter les maux qui menaçaient son pays, il avait amené aux mêmes résolutions presque tous les autres évêques. Mais Repnin leur dit qu'il n'était plus question de négociations ni de pourparlers, qu'il fallait dire oui ou non ; qu'au surplus il lui était indifférent quel parti on prendrait, et qu'il n'en serait ni plus ni moins. L'évêque cherchait à traiter avec les dissidents eux-mêmes ; il avait établi avec eux des conférences réglées. Mais un jour qu'ils étaient tous invités à dîner chez lui, Repnin, que toutes ces négociations

inquiétaient, qui ne voulait ni accommodement ni conciliation, et ne demandait plus aux Polonais d'autre mérite que celui de l'obéissance, défendit aux dissidents de s'y trouver, et leur persuada que l'évêque voulait les faire tous empoisonner. A l'heure précise où ils étaient attendus, tous, par un concert formé entre eux, envoyèrent s'excuser l'un après l'autre. La scène ridicule de ces excuses successives qui, en faisant évanouir toute espérance de conciliation, annonçaient les plus funestes événements, n'arracha pas à ce grand homme un mouvement d'impatience; il ne montra ni émotion, ni surprise. Cet évêque et celui de Kïow, ordonnèrent des prières publiques dans toutes les églises de leurs diocèses, pour obtenir du ciel qu'il éloignât les fléaux prêts à fondre sur la Pologne. Repnin leur dit que s'ils ne se désistaient de leurs intrigues, il les ferait transporter tous deux en Sibérie. Ils parurent affectés de cette menace, et n'en furent point intimidés.

Le système de l'évêque de Krakovie était que tous les chefs de la nation se rendissent à Varsovie, qu'ils y concertassent une opposition unanime, non-seulement pour éviter les dangers particuliers et personnels, et pour que leur réunion fît leur force et leur sûreté commune, mais il espérait que leur fermeté constante en imposerait à leurs oppresseurs; que l'impératrice de Russie, jusqu'alors occupée de sa gloire, se trouverait forcée de renoncer à ses desseins, dès qu'elle ne pourrait plus les exécuter que par une détestable tyrannie. Il avait fait des voyages dans les provinces; il écrivait de Varsovie, aux sénateurs les plus distingués, des lettres pressantes pour les exhorter à se rassembler dans cette ville : « La plupart des États, leur disait-il, ont été perdus par ces citoyens équivoques qui veulent s'accommoder au temps, qui dans les affaires publiques, au lieu de considérer ce que le devoir exige d'eux, cherchent à tirer

des plus fâcheuses circonstances le meilleur parti, ou du moins le moindre mal possible, et n'opposent par là aux événements que les ressources de leur esprit, de leur sagacité, de la faible prévoyance humaine, et non l'inflexible roideur de la vertu, la fermeté inébranlable du devoir; et nous ne verrons la Pologne concevoir quelqu'espérance de salut, que quand le plus grand nombre des Polonais cesseront de calculer ce qu'ils peuvent, pour considérer uniquement ce qu'ils doivent : tant les règles éternelles de la vertu sont au-dessus des plus sublimes efforts du génie et des talents ! »
Tels étaient ses discours, ses lettres, et ce qu'on appelait ses intrigues. Mais comment chez un peuple perdu par cent années d'anarchie, de divisions et de luxe, aurait-il pu ranimer cet amour unanime et courageux de la patrie, dont les plus vertueuses républiques n'ont jamais donné l'exemple ? Krasinski, évêque de Kamienieç, méditait pour sauver la patrie des desseins entièrement opposés.

XXVI. *Histoire de l'évêque de Kamienieç et ses projets.*

La maison Krasinski se vante, ainsi que plusieurs autres familles polonaises, d'avoir pour ancêtre un de ces généreux Romains qui, renonçant à leur patrie quand elle eut reconnu un maître, allèrent chercher la liberté partout où la valeur des barbares l'avait défendue contre les armes romaines. Qu'une si belle origine soit une vérité ou une fable, cette maison la justifiait par ses sentiments. Cet évêque, l'auteur et le soutien des confédérations qui du moins mêleront quelque intérêt au récit des malheurs de cette république, homme plein de moyens et de ressources, faisait dès son enfance sa lecture favorite des livres de révolutions, de conjurations et d'intrigues. Krasinski, qu'on ne peut

soupçonner d'aucun zèle fanatique, avait été forcé par ses parents d'embrasser l'état ecclésiastique. Il s'était attaché dans sa jeunesse à la fortune du roi Stanislas Leszczynski, au moment où elle venait d'être renversée, et où ce prince courait les plus grands périls. Il le joignit peu de temps après qu'il se fut évadé de Dantzick, et apprit, dès ses premières années, à la suite de ce prince alors si malheureux, qu'il est des ruses permises à la vertu et au courage. Il était oncle de la jeune Polonaise que le prince Charles de Saxe avait secrètement épousée. Il prévit que sa nièce serait malheureuse; il s'opposa à ce mariage, voulut s'employer à le faire casser; et le prince son neveu ayant eu des vues sur le trône, Krasinski s'affligeait de ce qu'en travaillant à renverser le gouvernement actuel, on pourrait le soupçonner d'agir par un motif de dépit, et croire que son amour pour sa patrie était mêlé de quelque ambition pour sa famille. Évêque depuis peu d'années, il ne montrait aucune sorte d'empressement à se mêler des affaires publiques; ses opinions, toujours sages, ne laissaient aucun doute sur la droiture de ses intentions. Il les soutenait avec fermeté, mais sans chaleur. Pendant tout l'interrègne, il ne prit aucun parti courageux. Dès qu'il s'agissait d'une résolution importante, il se retirait, ne se liait ni aux ennemis de sa patrie, ni à ses défenseurs; sa conduite annonçait des intentions droites, mais un caractère timide. Il était connu pour un bon citoyen; mais on savait que la vue du péril l'effrayait, que la faiblesse de ses organes ne tenait pas contre un danger présent, que le bruit d'un coup de canon le faisait frémir, et qu'il s'évanouissait à la vue d'une épée nue. Avec le courage d'esprit le plus ferme, il avait en effet cette faiblesse d'organes. Mais la terreur qu'il prenait aisément ne le détourna jamais de ses résolutions vertueuses, et le porta seulement à multiplier les précautions; ennemi

d'autant plus dangereux des Russes qu'il était moins remarqué, que sa première action dans la république fut une généreuse entreprise pour sauver la patrie, et que son zèle pour la liberté n'éclata que quand le joug paraissait imposé. Il s'était rendu à Radom pour observer le tour que prendrait cette affaire; il en démêla bientôt toute la perfidie, et dit aux confédérés qu'ils n'avaient plus d'autre moyen de s'en tirer que de se presser d'obéir; mais que plus le mal serait grand, plus il y aurait de ressources. Il quitta Radom, et se retira dans ses terres contiguës au territoire de la Turquie, et par là moins exposé aux dévastations des Russes; mais pour les sauver plus sûrement du pillage et se conserver la jouissance de son revenu, il en afferma la plus grande partie aux Turks de la frontière, et au pacha de Chocim lui-même.

Il avait dans son chapitre un chanoine nommé Ankwicz, arménien, qui avait donné à son nom cette désinence polonaise. Cet homme savait toutes les langues orientales, et surtout parfaitement bien la langue turque. Il l'envoya à Constantinople, avec un mémoire détaillé sur les opérations et sur les desseins des Russes. Il avertissait la Porte du projet formé par la tzarine de faire soulever tous les Grecs; il indiquait les correspondances que Repnin entretenait déjà dans quelques-unes de leurs provinces; il marquait la route que tenaient les émissaires russes envoyés chez les Monténégrins. Krasinski attendait des réponses de Constantinople, afin de lier tout son projet; il répondait aux lettres pressantes par lesquelles l'évêque de Krakovie le sollicitait de se rendre dans la capitale : « On ne peut avoir raison des Russes que par la force des armes; la sagacité de votre esprit ne les éclairera point sur l'égarement de leur politique, et votre fermeté ne leur en imposera point. Vous ressemblerez à ces vertueux sénateurs de l'ancienne Rome, qui dans la ruine de

leur patrie, se revêtirent de leurs robes de pourpre, et s'asseyant à la porte de leur maison, y attendirent avec une vénérable tranquilité l'invasion des barbares. Je frémis pour vous du sort qui vous attend. Si vous ne me trouvez bon qu'à faire un martyr, je suis prêt à aller me joindre à vous; mais si je puis servir mon pays plus utilement que par le sacrifice de ma vie, trouvez bon que je la conserve. »

XXVII. *Autre système de conduite suivi par le nouveau primat.*

Pendant que ces deux évêques, avec une égale passion pour sauver leur patrie, suivaient des vues si opposées, Podoski devenu primat s'était fait un système plus accommodant, et croyait encore tirer parti des conjonctures. Ce n'était, selon lui, ni la fermeté des opinions, ni la force des armes, qui sauveraient la république. Une nation désunie, désarmée et déjà envahie, ne pouvait opposer une résistance, ni assez prompte, ni assez bien concertée pour se flatter raisonnablement de quelque succès. La Pologne était à ses yeux comme un homme blessé, à qui les lois du duel permettent de recevoir du secours de son ennemi, et de reprendre quelque temps après toute sa haine, quand il a repris toutes ses forces. De tout temps il avait porté dans les affaires publiques la même disposition d'esprit que dans ses affaires personnelles, une grande tranquillité sur les événements, par l'assurance de trouver des ressources. Il avait toujours pensé que le mal absolu et sans remède n'existant presque jamais dans les affaires humaines, on peut avec de l'industrie, de la vigilance et le talent de saisir les occasions, réparer toutes les ruines et se relever de tous les naufrages. Et en effet, quoique tous ses plans eussent successivement échoué, il se voyait par sa dignité nouvelle destiné à présider à la législation qu'on

allait faire ; il se flattait que malgré tous les vices que la tyrannie russe mêlerait à ces constitutions, elles pourraient encore rendre à son pays de la tranquillité et des forces, jusqu'à des circonstances plus heureuses. Il reçut dans ce même temps ses bulles de Rome, et devint le chef du sénat. On remarqua avec plaisir qu'en voyant tous ses ennemis obligés de venir lui rendre hommage, il parut ne se livrer à aucun sentiment de vanité ni de vengeance. Son frère, qui avait eu la bassesse de profiter de sa disgrâce, y vint dans la foule. Podoski reçut gaîment ses excuses ; il débuta avec grandeur et simplicité ; il prêta serment entre les mains du roi, sans faire aucun remercîment à ce prince, et se logea dans le palais de la maison de Saxe, annonçant ainsi jusque dans sa haute fortune, sa reconnaissance pour cette cour, et les liaisons qu'il conservait avec elle.

XXVIII. *Préliminaires de la diète.*

Peu de jours avant l'ouverture de la diète, Repnin ayant invité chez lui tous les évêques, leur dit : « Que malgré l'opposition de leur parti, il fallait que l'affaire des dissidents passât, à quelque prix que ce fût ; que tel était l'arrangement de toutes les cours de l'Europe, et le concert de leurs cabinets ; que l'honneur de l'impératrice y était intéressé ; qu'il avait encore cette fois la politesse de leur en parler, les considérant non comme évêques, mais comme sénateurs ; qu'il avait trop d'humanité pour ne par sentir qu'un Polonais pouvait se plaindre de la force avec laquelle on conduisait cette affaire ; que ce Polonais devait aussi chasser les Russes s'il le pouvait ; mais que ne le pouvant pas, il fallait qu'il se soumît ; et que quiconque persisterait dans son obstination s'en repentirait. »

Tous les évêques s'étant assemblés chez le primat, parurent chacun en particulier résolus à se laisser enlever pour la Sibérie, dont on les menaçait. Le primat, pressé de dire son sentiment, fut le seul qui éluda de répondre d'une manière positive. Le jour de cette diète fatale étant arrivé, tous les nonces se rendirent d'abord dans l'hôtel du prince Radzivill. Les émissaires de la Russie cherchaient encore à préparer les esprits ; ils proposaient de tenir la diète à portes fermées, comme s'ils eussent voulu ôter à la vertu la force qu'elle prend dans les regards du public. On rejetait toutes leurs propositions, lorsque le nonce du pape entra inopinément. Il était arrivé depuis peu en Pologne. Son prédécesseur n'avait jusque-là employé dans cette affaire que de la modération et de la prudence ; celui-ci montrait plus d'activité ; il présenta au prince Radzivill un bref du pape, harangua avec véhémence, exhorta les fidèles contre les dissidents : il excita tant de zèle, que tous jurèrent en levant la main de mourir pour défendre la religion. Tous s'exhortèrent mutuellement à sacrifier leur fortune et leur vie. Il alla ensuite chez le primat, échauffer de la même ferveur les évêques qui s'y assemblaient. Repnin, averti de cette démarche, court aussitôt chez le prince Radzivill ; et quoiqu'on le dissuadât d'entrer dans cette assemblée, encore toute remplie du zèle qu'on venait d'y exciter, il entre, il prêche la protection de l'impératrice de Russie, ses intentions favorables pour la Pologne, l'assurance qu'elle donnait de ne faire aucun tort à la religion dominante. On lui demande la délivrance d'un conseiller de la confédération, qu'il avait fait enlever la veille, et de quelques seigneurs gardés à vue dans leurs châteaux ; il délivre l'un en lui envoyant l'ordre de sortir de la capitale, et donne la fausse promesse de rendre aux autres leur liberté.

XXIX. *Ses premières séances.*

Vers midi, le roi, précédé des sénateurs, des ministres et des nonces, se rendit à l'église, et ensuite à la chambre du sénat. Tous les visages n'annonçaient que tristesse, inquiétude, consternation. Le roi déclara qu'il se joignait à la confédération ; ce prince n'étant pas confédéré, n'aurait pas eu droit d'assister à la diète. Son accession verbale ne suffisait pas ; mais au milieu de tant de violences, on ne prenait plus garde aux irrégularités. On devait, si on eût suivi les anciens exemples, faire discuter les affaires par la confédération, pour être ensuite décidées par les états réunis en diète. Mais on proposa, sous le nom du prince Radzivill, une forme aussi nouvelle que dangereuse. Il était dit dans ce projet, que l'amitié et l'alliance de l'impératrice de Russie étant l'unique ressource à laquelle la république pouvait recourir pour le maintien de ses libertés, il paraissait nécessaire de nommer des députés du sénat et de l'ordre équestre, chargés d'établir une bonne forme de gouvernement ; que ces députés prendraient connaissance de tous les abus introduits dans la république ; qu'ils admettraient parmi eux les députés des dissidents et des Grecs ; qu'ils auraient droit de décider, de concert avec ces députés et avec les ministres étrangers, tout ce qui aurait rapport au bon ordre de la république ; qu'ils auraient une autorité souveraine pour statuer, conclure et signer tout ce qui leur semblerait bon dans les affaires qui concernent la religion, les lois, la forme de gouvernement, les frontières, les constitutions, les prérogatives de la nation ; que leur décision sur tous ces points serait regardée comme un traité fait entre les États de Pologne et de Russie, pour servir de loi fonda-

mentale à la nation polonaise ; et qu'après que ce traité aurait été garanti par l'impératrice, la diète, composée des mêmes nonces, serait convoquée de nouveau pour venir le ratifier, ne se réservant uniquement que ce droit, et non celui de discussion et d'examen.

L'évêque de Krakovie avait fait son testament, réglé toutes ses affaires domestiques, nommé des grands-vicaires pour gouverner son diocèse, au cas qu'il fût enlevé pour la Sibérie ; résigné à l'exil, à la prison, à la mort, plutôt que de favoriser la révolution qui se préparait. Au moment où il prenait la parole, Gurowski, ce bouffon vendu aux Russes, voulut l'en empêcher ; mais tous les nonces, avec indignation, imposèrent silence à ce traître. L'évêque de Krakovie dévoila l'irrégularité et les dangereuses conséquences du projet qu'on venait de lire ; il prouva que les nonces, délégués eux-mêmes de leurs provinces, n'avaient pas droit de déléguer et de conférer à d'autres les pouvoirs personnels de leur mission : qu'ils étaient choisis pour connaître et juger par eux-mêmes. Il ajouta qu'il ne s'opposait pas à la nomination des commissaires demandés ; mais qu'il fallait que ces commissaires rendissent compte à la république des constitutions qu'on voulait proposer, afin qu'elle en jugeât souverainement ; que sans cette obligation, la liberté et la religion dépendraient uniquement de ces commissaires, déjà suspects par la simple proposition de leur donner une si grande autorité, et que s'ils vendaient leur patrie, il n'y aurait plus à réclamer ; qu'il s'opposait au traité demandé par l'ambassadeur de Russie, parce que les traités ne se concluent que pour former des alliances ou terminer des guerres ; qu'on n'était point, à ce qu'on disait, en guerre avec la Russie, que la déclaration de l'impératrice ne faisait mention d'aucune nouvelle alliance, ainsi, qu'il n'y avait aucun motif d'entrer en traité ; que l'unique demande de

l'impératrice était que la justice fût rendue aux dissidents ; que, non-seulement par égard pour l'intérêt que cette princesse daignait prendre à leur cause, mais par un devoir dont rien ne peut dispenser, le devoir de rendre justice, il était du sentiment qu'on examinât leurs plaintes, et qu'on nommât une commission pour écouter leurs demandes : toutefois sous la condition la plus solennelle de rendre compte à la diète. Il rappela au roi les serments que ce prince avait faits de verser son sang pour la défense de la religion, et lui dit que le temps était arrivé où il pouvait faire preuve de ses sentiments, et les proposer pour exemple à la nation.

Le comte Rzewuski, palatin de Krakovie, appuya ce discours. C'était un homme droit, aimant bien sa patrie, attaché à tous les usages de l'ancien gouvernement ; toujours ferme dans ses résolutions, mais sans faste et sans éclat : ses vertus étaient sans aucune ostentation, caractère rare en Pologne. Sa modestie nuisait à sa gloire ; et ce fut seulement après ses malheurs, qu'en se rappelant toute la suite de sa vie, ses concitoyens dirent de lui que c'était l'homme le plus sage de la république. Il soutint qu'un projet d'une si grande importance, et d'où dépendait l'asservissement ou la liberté de la Pologne, ne pouvait être signé sans examen ; il réclama la loi qui ordonnait que tout projet fût communiqué trois jours avant qu'il en fût délibéré ; il évoqua les mânes des anciens Polonais, qui d'âge en âge avaient, au prix de leur sang, transmis à leur postérité une patrie toujours libre. Il souhaita que Dieu pût les ressusciter tout à coup au milieu de cette assemblée, pour y voir la religion menacée, les lois renversées, la liberté expirante. Puis, il s'écria : « O honte ! ô calamités ! sont-ce là ces deux nations réunies pour la défense de leurs lois mutuelles ? Mais s'ils ne vivent plus, leurs exemples vivent au milieu de nous ; leurs exemples nous parlent, comme ils le feraient eux-mêmes ; ne nous

exposons pas à ce que l'univers entier nous désavoue pour les enfants de ces hommes généreux, et dise, en nous voyant baisser la tête sous le joug : *Non, ce ne sont plus des Polonais !* »

Après le discours du palatin de Krakovie, la diète garda un profond silence ; et le roi ayant appelé le ministère auprès du trône, termina cette première séance.

Il y avait auprès de Varsovie des détachements russes, dont la destination publiquement annoncée, était d'aller se jeter sur les terres des opposants. Deux de ces détachements partirent pour aller ravager les terres du palatin, et le peu de biens qui restait encore à l'évêque de Krakovie ; argent, meubles, bestiaux, paysans, rien ne fut épargné.

Le lendemain, l'évêque de Kïow, Zaluski, fit ouvrir la séance par la lecture de deux brefs du pape, adressés l'un au sénat, l'autre à l'ordre équestre ; tous deux remplis d'exhortations à la défense de la religion. Cet évêque était surtout recommandable par les services qu'il avait rendus à la littérature polonaise, dont il avait fait réimprimer tous les anciens auteurs. Il avait recueilli avec soin tous les manuscrits qui pouvaient servir à l'ancienne histoire du Nord, et rassemblé une bibliothèque nombreuse et choisie, monument rare dans ces contrées ; mais son extrême négligence sur sa personne, celle de ses grands-vicaires, les métaphores platement exagérées, dont ses discours étaient remplis, lui faisaient perdre un peu de l'extrême considération due à ses mœurs. Il avait comparé dans une assemblée du sénat le droit de rompre les diètes, avec la corde qui soutient un pendu en l'étranglant : « C'est ainsi, disait-il, que ce privilége soutient notre liberté, en perdant notre république ! » La religion lui donnait une grande fermeté, et les Russes redoutaient son zèle. Mais celui qui se distingua le plus dans cette séance fut le nonce de Podolie, Rzewuski.

Il déplora les malheurs de la patrie. Il dit qu'il était étonné que les pleurs et les gémissements du peuple ne parvinssent pas aux oreilles du roi ; qu'il était inutile de détailler les outrages auxquels chacun d'eux avait été personnellement exposé dans les dernières diètes, et les calamités dont toutes les provinces avaient été également témoins ; que le seul palatinat dont il était député, avait élu librement ses nonces ; qu'il ne savait à quoi attribuer ce bonheur, ou à la fermeté des citoyens, ou à la situation de cette province voisine des Turks : mais enfin, qu'élu librement, il croyait être plus particulièrement chargé de représenter la patrie. Il exhorta les nonces mêmes que les Russes avaient fait élire, à leur montrer combien ils s'étaient trompés en croyant trouver en eux des âmes lâches et des traîtres, à se laver de l'espèce d'opprobre d'avoir été indiqués par les ennemis de la liberté. Il protesta que pour lui personnellement il était prêt à souffrir et sa ruine, et la captivité, et la mort ; que puisqu'il avait été élu librement, son opposition constante serait une preuve des sentiments que conservaient tous les citoyens libres au nom desquels il s'était chargé de porter la parole. Ce nonce était fils du palatin de Krakovie, qui dans la séance précédente avait rappelé aux Polonais ce qu'ils devaient à la gloire de leurs ancêtres.

Dans plusieurs autres discours, la majesté du trône ne put garantir le roi des reproches les plus amers ; on lui fit sentir qu'on le regardait comme l'auteur et la cause de tous les maux dont la république gémissait. Au milieu de cette opposition unanime, un frère du roi, le grand-chambellan Poniatowski, après avoir loué le zèle de tous ceux qui avaient parlé avant lui, et se disant animé du même zèle, avança toujours avec effronterie vers le but de l'ambassadeur russe. Il proposa, en paraissant céder un peu à l'inquiétude générale, que le projet fût imprimé et communiqué

aux états, comme on le demandait; il ajouta qu'on devait y joindre le projet du plein pouvoir que la diète donnerait aux commissaires, et qui les autoriserait à négocier avec les ministres étrangers. Après quelques répliques tumultueuses, le maréchal déclara que pour dissiper l'inquiétude des états, il consentait à ce que le projet fût imprimé. Radzivill exécutait tout avec une résignation morne; il répétait ce qu'on lui faisait dire; il proposait, et aux moindres objections ne répliquait jamais. Le roi, sous prétexte de donner le temps d'examiner ces pièces importantes, remit la prochaine séance à six jours après.

XXX. *Projet d'enlever les opposants.*

On fut étonné de ce délai beaucoup plus long qu'on ne l'avait demandé. Mais le dessein d'enlever tous les chefs des opposants était pris; il s'agissait de gagner quelques jours pour attendre à Varsovie l'évêque de Kamienieç. On voulait même que tous les autres chefs de la nation fussent réunis entre les mains des Russes, avant de se porter à une extrémité qui devait exciter tant d'indignation. Ils allaient arriver de toutes les provinces. Chacun n'osant compter sur la résistance générale, voulait prendre part à cette nouvelle législation, et y veiller à ses propres intérêts. L'évêque de Kamienieç s'était aussi acheminé vers Varsovie; il avançait lentement; il avait reçu de Constantinople des réponses favorables. On lui mandait que les troubles de Géorgie étaient pacifiés; que la Porte n'avait rien désormais plus à cœur que de réprimer l'excès du pouvoir que la Russie s'arrogeait sur la Pologne; qu'elle exigeait que les troupes russes se retirassent de toutes les terres de la république; que les Russes en promettaient l'évacuation aussitôt après cette

diète ; qu'ils la représentaient en Turquie comme une diète de pacification ; que les Turks étaient résolus à les forcer de tenir cette promesse ; qu'ils étaient prêts à la guerre s'il le fallait ; qu'ils demandaient uniquement l'assurance que la maison d'Autriche ne prendrait point parti contre eux ; et que si les Polonais, pour se réunir et prendre les armes afin de se soustraire aux lois que la Russie voulait leur imposer, avaient besoin de secours pécuniaires, la Porte consentirait, sur la demande de quelques sénateurs connus, à leur avancer jusqu'à la concurrence de cent mille ducats. Telles furent les réponses positives qu'apporta de Constantinople le chanoine Ankwicz, et d'après lesquelles l'évêque de Kamienieç pensait que toute résistance actuelle ne servirait qu'à faire des victimes ; qu'il fallait se presser de céder à la force pour s'en délivrer, et pour recommencer après le départ des troupes russes une confédération libre, qui protestât contre cette œuvre de violence ; ou si les Russes refusaient de partir, former alors la nouvelle confédération sous l'appui des Turks. Il en dressa le plan et les projets, et sans autre motif que sa défiance naturelle, il s'achemina lentement vers Varsovie, craignant que de plus longs délais ne le rendissent suspect aux Russes, ou ne lui fissent perdre tout crédit parmi les Polonais. On le croyait près d'arriver. Il faisait préparer son palais ; on en chauffait tous les appartements, comme s'il était sur le point d'y habiter, et il faisait répandre à dessein le bruit de son approche.

Mais tout Constantinople était plein des intrigues des Russes. La tzarine avait déjà entre les mains une copie exacte des lettres et des mémoire de cet évêque ; et Repnin l'attendait à Varsovie, n'ayant osé l'envoyer enlever sur les frontières turques et dans une forteresse exactement gardée.

XXXI. *Les députés de la confédération reçus à Moskou.*

Cependant il ne restait plus aucune espérance que cet ambassadeur fût désavoué par sa cour. Les envoyés de la confédération arrivés à Moskou, avaient demandé solennellement à l'impératrice cette garantie qu'on rejetait alors à Varsovie. On leur avait répondu en louant la magnanimité de cette princesse, qui envoyait des troupes si loin de ses frontières pour maintenir la paix chez ses voisins. Mais après cette audience solennelle, quand ils voulurent entrer dans le détail de leur commission, on leur répliqua que le ministère, occupé de grandes affaires survenues à cette cour, n'avait pas le temps de les écouter; que le prince Repnin avait toute la confiance de l'impératrice et des pleins pouvoirs pour arranger tout ce qui regardait la Pologne. Panin leur disait : « L'impératrice est une grande princesse, le prince Repnin est mon neveu, et vous serez heureux malgré vous. » Ils voulurent éclairer ce ministre sur les extravagances de Repnin, et sur ce qu'on devait craindre des dispositions qu'elles inspiraient à la nation. Ils mirent sous ses yeux un récit détaillé de tout ce qui se passait en Pologne. Pendant cette lecture, ils le virent agité; ils remarquèrent que ses lèvres devenaient pâles et tremblantes; mais il chercha un prétexte pour rompre cet entretien, et ne laissa plus aux députés un accès libre auprès de lui. On exigea même de l'un d'eux d'écrire à l'évêque de Krakovie, que traverser aussi hautement qu'il le faisait les intentions immuables d'une cour devant laquelle tout fléchissait, c'était l'autoriser à tout entreprendre. « Nous savons de bonne part, lui disait-on, que si vous ne faites cesser les démarches dont on se plaint, le sort de votre personne est décidé. » La seule chose qu'ils

purent encore découvrir des intentions de cette cour, c'est que la tzarine abandonnait la maison Czartoryski à la vengeance publique, et qu'elle voulait seulement par bonté, qu'en infligeant à ces princes toutes les peines qui pourraient satisfaire la haine qu'on avait contre eux, on n'allât point jusqu'à des peines corporelles.

XXXII. *Nouvelles menaces de Repnin.*

Malgré ces funestes nouvelles, et la crainte qu'elles inspiraient, puisqu'on voyait à présent dans les demandes de Repnin les volontés de l'impératrice et toute sa puissance prête à les soutenir, il fut impossible de gagner dans la diète la pluralité des voix en faveur de ces demandes. Repnin déclarait que pour se soustraire à ses propositions, il fallait l'enterrer lui et les quarante mille hommes que sa souveraine avait en Pologne. Il fit convoquer à la cour une assemblée des principaux sénateurs, et leur déclara en présence du roi, qu'il ne se départirait jamais des demandes qu'il avait faites; que par égard pour la république, l'impératrice voulait bien traiter avec elle; qu'en conséquence il avait des pleins pouvoirs pour cette négociation, mais que si on persistait dans l'opposition qu'il avait rencontrée jusqu'à présent, il serait forcé de recourir aux moyens extrêmes. Il tenta même d'employer ce qui restait encore de crédit aux princes Czartoryski. Le grand-chancelier de Lithuanie, mis en prison pour l'affaire du prince Radzivill, et privé d'activité dans la république par des ajournements et des décrets, profitait de cette interdiction pour ne se trouver ni à la diète ni à aucun conseil. Repnin, se servant de la générosité du prince Radzivill, fit annuler toutes ces sentences, et engagea le grand-chancelier à paraître au sénat.

Mais au milieu de tant d'intrigues, malgré tant de menaces, quoique chacun commençât à craindre que les autres ne se laissassent effrayer ou séduire, il fut aisé de voir dans toutes les conférences que la pluralité était toujours contraire aux desseins de la Russie; qu'il lui fallait ou se désister de ses desseins, ou recourir à des actes de violence : et que la nation opposerait toute la résistance dont elle serait capable.

XXXIII. *Autre séance de la diète.*

Plus on avait eu le temps d'examiner les projets, plus l'effroi était augmenté. La séance qui eut lieu après cet intervalle de six jours, fixé par le roi, ne laissa plus aucune espérance qu'on pût jamais amener la diète à y donner son consentement; on en dévoila toutes les obscurités captieuses, toutes les infractions au droit naturel, aux anciens traités, toutes les fautes contre la raison même; combien il serait absurde et dangereux de demander une garantie sur des lois qu'on ne connaissait pas encore, à une puissance qui usurpait le pouvoir de les dicter. On rejeta avec indignation le nom de troupes auxiliaires, que la Russie voulait faire donner aux troupes qu'elle avait en Pologne, et qu'elle voulait forcer la nation à lui demander d'y laisser à perpétuité pour le maintien de la garantie. Enfin on dévoila toutes les illusions sous lesquelles la tyrannie cherchait à s'envelopper. On lui ôta tous les prétextes dont elle se couvrait; et on démontra qu'un Polonais se rendrait coupable de tous les malheurs de son pays, en donnant son consentement à de pareils projets. « Prenez garde, disait l'évêque de Krakovie, que ce ne soit ici la dernière fois qu'il vous sera permis d'user de vos prérogatives. Si vous acceptez ce fatal projet, le pouvoir que vous accorderez par votre autorité, vous vous

en priverez pour jamais. Le monde entier suspend le jugement qu'il doit porter de vous, et ne sait encore s'il doit vous considérer comme des citoyens libres ou comme des hommes subjugués. » Il opposa à ce projet injuste et illégal, le détail de ce qu'on aurait dû faire et la marche que dans les circonstances actuelles on devrait suivre pour entrer dans la discussion de tous les abus, et parvenir au rétablissement de l'État.

Le roi ayant attesté le ciel des soins sincères qu'il se donnait pour le bien de la patrie, et se flattant, disait-il, que la postérité les reconnaîtrait mieux que la génération présente, ajouta que ces projets ne contenaient rien qui ne fût conforme aux actes de la confédération et aux demandes qu'elle avait faites par ses plénipotentiaires à Moskou. Pour réponse, on demanda une lecture publique de leurs lettres de créance et de leurs instructions; et après les avoir entendues, l'évêque de Krakovie prit à témoin le sénat et les nonces de la fausseté notoire de ce qui y était contenu. Il s'éleva beaucoup de voix pour demander les noms de ceux qui les avaient signées. On répondit à ceux qui paraissaient les plus impatients de le savoir, qu'ils les avaient signées eux-mêmes. Ils protestèrent qu'ils n'en avaient jamais eu aucune connaissance, et que, si leurs noms se trouvaient au bas de ces écrits, ce ne pouvait être que par d'indignes supercheries. L'évêque de Krakovie reprit que, quand bien même ce démenti public ne décélerait pas toute l'infamie des artifices qu'on avait employés, quand bien même tous les pouvoirs que cette confédération générale avait pu donner sur de telles matières, ne seraient pas nuls de droit, puisqu'il n'appartient qu'à la république de former de pareilles négociations, personne n'ignorait que la confédération générale avait été obligée d'en passer par tout ce qu'un pouvoir despotique lui ordonnait. « Et que nous sert, disait-il, de tenir

une diète, de délibérer et d'opiner, dès que, pour réponse, on nous dit seulement : Telle est la volonté de la cour de Russie ! Mais tout ce qu'on exécute sous ce prétexte, étant si directement contraire aux déclarations de l'impératrice, et la conduite violente de son ambassadeur ne cessant de démentir les assurances que cette princesse nous a données, je demande qu'il soit envoyé des députés au prince Repnin, pour l'obliger à communiquer les lettres de créance et les pleins pouvoirs dont il se dit autorisé, pour oser, parmi nous, maltraiter et emprisonner les citoyens, dévaster nos terres, forcer nos délibérations et nous dicter des lois ? » Tous les nonces en tumulte acceptaient cette proposition ; mais le roi, pour en prévenir l'effet, rompit aussitôt l'assemblée avec la plus grande agitation, et sans remplir les formalités ordinaires.

XXXIV. *Première tentative pour enlever l'évêque de Krakovie.*

Le dessein d'enlever l'évêque de Krakovie, suspendu depuis longtemps, était déjà public. Les menaces qui lui en avaient été faites avertissaient toute la Pologne du danger où il était perpétuellement exposé. Chacun, suivant ses craintes, désignait les autres victimes ; mais quoique ce dessein eût transpiré par des confidences, quoique la tyrannie connue des Russes fît présumer qu'ils exécuteraient leurs menaces, la plupart des Polonais ne pouvaient croire qu'une puissance étrangère osât exercer chez eux un droit que le roi même n'y peut exercer dans aucun cas, ni la république, avant la conviction d'un crime. On disait que non-seulement la sûreté personnelle des citoyens est le droit le plus sacré, mais que les députés d'une nation assemblée en diète, y sont revêtus de la puissance souveraine ; que, par

un attentat sur leurs personnes, l'ambassadeur russe violerait et le droit des gens, qui faisait sa propre sûreté, et les droits de la souveraineté, qui font celle même des rois. De si justes raisons n'avaient point arrêté cet ambassadeur ; et le coup n'avait été suspendu que pour frapper à la fois plus de victimes.

Mais plus l'évêque de Krakovie restait libre, plus la diète prenait de fermeté ; on crut qu'il y aurait enfin de l'imprudence à différer plus longtemps. Le roi, qui ne lui pardonnait pas d'avoir songé à le détrôner, voyait dans cet enlèvement une vengeance personnelle ; il lui pardonnait peut-être moins encore la confusion dont le trône ne le garantissait pas dans chaque séance de la diète : il concerta lui-même l'enlèvement. Ce prince qui, dans les malheurs de son pays, n'avait point interrompu ses amusements ordinaires, entretenait une troupe de comédiens français ; il invita l'évêque de Krakovie à une représentation, les mœurs polonaises permettant aux hommes les plus austères cet amusement, auquel la bienséance des spectacles français ne laisse pas l'ombre d'une faute. Le roi se flattait néanmoins que l'enlèvement d'un évêque, défenseur zélé de la religion, à la sortie d'une comédie, prendrait une sorte de ridicule, qui en diminuerait l'horreur aux yeux du reste de l'Europe. L'évêque, simple comme le sont toutes les grandes âmes, et calme au milieu des dangers qui le menaçaient, partait pour se rendre à cette invitation. On remarqua parmi les troupes russes des mouvements extraordinaires. On les vit placer des détachements aux postes les plus importants de la ville ; et l'évêque de Krakovie, retenu par les instances d'une foule de bons citoyens, évita le piége qui lui était tendu. Quelques personnes ont voulu faire croire que cet évêque avait été encouragé dans sa résistance par les fausses promesses du roi de Prusse, et que, se flattant d'un appui si

respectable, sa fermeté avait tenu à cette illusion. Mais quelle qu'eût été précédemment la conduite équivoque du résident de Prusse, son langage avait changé entièrement dans la conjoncture actuelle, soit qu'il fût touché par la grandeur du péril où Soltyk était exposé, soit que l'intention du roi de Prusse fût véritablement d'apaiser ces troubles, en laissant retomber la république dans son ancienne léthargie. Soltyk savait au contraire avec certitude, et disait à ce confident, que le roi de Prusse ne se séparait point de la Russie, et que la république, abandonnée de l'univers entier, n'avait aucun espoir de secours. Benoît alla le prévenir du malheur auquel il s'exposait ; il le pria avec instance, et en se jetant à ses pieds, de se désister de son opposition. L'évêque lui répondit avec cette espèce de dédain que méritaient des représentations graves faites par un homme qui prostituait trop souvent son ministère aux plus ineptes puérilités. Benoît parut affligé de l'inutilité de sa démarche ; et tous deux se séparèrent, l'évêque en lui reprochant ses efforts pour le corrompre, et Benoît en lui prédisant des malheurs sans remède.

XXXV. *Premiers projets de la confédération de Bar.*

On avait résolu d'enlever en même temps tous ceux dont cet enlèvement aurait plutôt irrité le zèle qu'il ne les aurait intimidés, l'évêque de Kïow, le palatin de Krakovie et son fils, en qui la piété filiale, s'il fût resté libre après la détention de son père, aurait encore ajouté au zèle qu'il avait montré pour l'indépendance de son pays. Repnin avait aussi envoyé ordre aux soldats qui suivaient la même route que l'évêque de Kamienieç, de s'assurer de cet évêque, au même moment où on devait arrêter à Varsovie ceux que cet

ambassadeur regardait comme chefs des rebelles. Mais les nouvelles de ce qui se passait dans cette ville avaient redoublé la défiance de Krasinski ; la connaissance qu'il avait du caractère des Russes ne lui permettait pas de douter que cette résistance généreuse, mais impuissante, ne finît par des désastres ; il voyait avec inquiétude que sur la même route qu'il suivait, une escorte de soldats russes, sous prétexte d'accompagner par honneur la castellane de Kamienieç, le suivait lui-même, et ne le perdait pas de vue, au point que déjà il était véritablement prisonnier des Russes.

Mais à quelques journées de Varsovie, il avait quitté ses équipages, s'était déguisé en chasseur, avait pris des routes détournées, avait traversé sous ce déguisement les détachements russes qui environnaient Varsovie, et le soir même où l'enlèvement venait d'être manqué, il arriva dans un faubourg séparé de cette ville par la Vistule ; il y fit demander une conférence à l'évêque de Krakovie. Soltyk ne doutant pas que ses démarches ne fussent observées, sentit que cette entrevue pouvait traverser le dessein qu'avait l'évêque de Kamienieç de se tenir caché. Il lui envoya un émissaire fidèle, et le fit presser de paraître pour animer de plus en plus par sa présence la fermeté constante de tant de bons citoyens.

Les projets de l'évêque de Kamienieç étaient entièrement contraires. Il fit dire à Soltyk par cet émissaire, que toute résistance était inutile ; que montrer aujourd'hui du zèle et du courage ce n'était pas défendre la patrie, mais se perdre ; qu'il fallait réserver tous les gens courageux pour des desseins plus sûrs, attendre, pour éclater, les mouvements de Turks, dont il croyait la résolution positive ; laisser faire cette diète, en s'assurant seulement d'un nonce audacieux qui protestât contre ses décrets ; former ensuite une confédération générale, et la commencer dès aujourd'hui par une

conjuration secrète de toute la Pologne, dont il lui envoya le plan : chacun devait jurer de ne révéler à qui que ce fût, non pas même à la personne qui lui serait la plus chère, si ce n'était au temps marqué, ni les noms de ceux qui composeraient cette conjuration, ni le lieu des assemblées, ni rien enfin de l'intelligence qui régnerait parmi les conjurés. On devait faire serment de défendre la foi et la liberté aux dépens de sa vie et par les armes ; d'obéir aux généraux qui seraient choisis ; de ne faire avec les ennemis aucun accord que la patrie ne fût libre : puis, se fournir de deux chevaux et de toutes les armes nécessaires pour combattre. Le projet contenait de plus la formation des compagnies de confédérés, la manière dont serait élu le général, et dont serait formé le conseil suprême. Il était dit que la paye des troupes serait la providence, et l'honneur de délivrer la patrie ; mais que quiconque serait en état d'assister les autres, les assisterait de tout son pouvoir ; que chacun des conjurés serait tenu d'attirer à la société le plus de compatriotes qu'il lui serait possible, en leur persuadant l'avantage et la nécessité de cette confédération. On devait se soumettre à la peine de mort, si on manquait à quelques-uns de ces articles. Le mot de la confédération en exprimait le vœu, c'était la liberté ou la mort. L'évêque de Kamienieç se proposait d'aller à Vienne, afin d'obtenir de cette cour la promesse que les Turks exigeaient ; il s'était déjà assuré de presque toute la noblesse des palatinats méridionaux : et afin qu'à un jour pris, tout le royaume éclatât à la fois, il demandait à l'évêque de Krakovie de choisir dans la diète les nonces les plus sûrs, pour les charger de prendre, à leur retour dans les provinces; les signatures et les serments de leurs districts. Il le priait lui-même de modérer son zèle, d'échapper à la fureur des Russes, et de se réserver pour le temps de la vengeance.

L'évêque de Krakovie, qui à chaque moment, s'attendait

à être enlevé, se pressa de confier l'exécution de ce dessein à des hommes sûrs. Cet homme si fier vit pourtant sans jalousie que l'honneur de délivrer la patrie était, selon toute apparence, réservé à un autre. Il vit avec joie ce qu'il avait toujours espéré, que pendant son exil la patrie trouverait encore des défenseurs; que la république ne tenait pas à sa seule personne, comme les oppresseurs de la Pologne le pensaient; il ne se départit point de sa fermeté, en disant « Qu'il est des vertus de caractère et de position; qu'en sa qualité de premier sénateur, il devait soutenir l'honneur de la Pologne; mais que si son exil ou sa mort marquait le dernier terme de l'oppression de son pays, il voyait avec joie que l'évêque de Kamienieç, par des vertus différentes, lui eût préparé des vengeurs; et qu'ainsi, tandis que l'oppression serait au comble, le soulèvement fût déjà prêt ». Il écrivit à l'évêque de Kamienieç : « J'ai cédé jusqu'au point où l'honneur, la loi et le salut de la patrie me le permettaient; plier davantage ce serait consentir à notre honte; puis-je céder sans me démentir, et me démentir sans me déshonorer? Que chacun de nous cherche le salut de la patrie dans les vertus propres à son caractère; j'aurai par ma fermeté soutenu l'honneur de mon pays; j'aurai forcé les Russes à ne pouvoir exécuter leurs projets que par la tyrannie la plus ouverte; et les maux qu'ils me préparent auront encore quelque utilité, en rendant légitime tout ce que la prudence vous a inspiré, et en ouvrant ainsi à vos vertus une nouvelle carrière ». Pour seconder autant qu'il le pouvait le projet de l'évêque de Kamienieç, il remit une protestation contre tous les actes de cette diète, entre les mains d'un nonce courageux, ne croyant pas, disait-il, que pendant sa prison, ses concitoyens regardassent sa voix comme anéantie ».

XXXVI. *Enlèvement des principaux opposants; et ses suites.*

Quelques délations vagues portèrent au roi le bruit des nouvelles mesures que prenait l'évêque de Krakovie; ce prince informa aussitôt Repnin, par une lettre, qu'il y avait de nouveaux dangers: et la résolution fut prise de ne plus différer l'enlèvement que jusqu'à l'entrée de la nuit.

On disposa tout afin que les trois sénateurs et le nonce qu'on voulait enlever le fussent dans le même instant. On répartit les troupes russes dans les places publiques, pour contenir la ville, dont on craignait le soulèvement. Gaëtan Soltyk, évêque de Krakovie, duc souverain de Sévérie, était à souper chez le premier auteur de sa fortune, son ancien ami le comte Mniszek, maréchal de la cour. La nouvelle que les troupes russes étaient en mouvement de toutes parts, y fut précipitamment apportée; et aussitôt celle que toutes les rues voisines se remplissaient de soldats. Cet hôtel d'un ministre de la république fut enveloppé, la porte enfoncée; des sentinelles, à mesure qu'on avançait dans l'hôtel, placées à toutes les fenêtres; il restait encore un passage facile et sûr dans une maison inviolable pour les Russes mêmes, celle du ministre de Prusse: on accourt, on presse l'évêque de s'évader, en lui représentant la facilité de cette évasion et la sûreté de cet asile. Mais la fuite la plus assurée lui parut indigne de lui. Les Russes entrèrent à la fois par trois portes opposées dans le lieu où il était; il se lève, et, s'approchant de la cheminée, il jette au milieu du brasier les papiers importants que, dans l'attente de cet événement, il portait toujours sur lui; et se retournant alors vers l'officier, il lui dit: « Me connaissez-vous? Savez-vous que je suis souverain, sénateur et prêtre? » Le Russe ayant ré-

pondu que ses ordres étaient de l'arrêter, l'évêque lui répliqua alors d'un ton plus doux, que dans la persuasion où il était que cet enlèvement se ferait chez lui, il y avait destiné une boîte d'or pour celui qui s'était chargé de cette commission; qu'il était fâché de se trouver surpris sans l'avoir : et aussitôt, après avoir embrassé le comte Mniszek, qui paraissait également frappé d'indignation et d'épouvante, il suivit sans émotion l'officier russe.

L'évêque de Kïow, Joseph Zaluski, réveillé par le bruit, fut trouvé à genoux, un crucifix en main. Après avoir prié Dieu d'agréer le sacrifice de sa vie, il donna sa bénédiction à tous ses gens en pleurs, pria Dieu de pardonner à ceux par les ordres de qui il était arrêté, et partit nu-pieds comme il se trouvait; mais le Russe, qu'en ce moment la superstition prépara à la pitié, lui dit de se vêtir davantage.

Venceslas Rzewuski, palatin de Krakovie et petit-général de la Couronne, après un moment de silence, dit aux officiers russes : « Je regarderais la mort comme une grâce; il me serait glorieux de perdre la vie par les mains des assassins, pour avoir défendu la religion et la liberté; au lieu qu'étant sénateur et général, on humilie, on déshonore ma nation en m'arrêtant ».

Séverin Rzewuski croyant, quand il fut arrêté, que ce malheur lui était personnel, s'occupait uniquement du soin de ne point troubler le repos de son père, infirme et malade.

Ils furent tous conduits séparément et sans domestiques, de l'autre côté de la Vistule, au camp des Russes. Dès le lendemain, on leur fit prendre le chemin de Russie sous une escorte d'environ deux cents hommes, sans qu'ils eussent la liberté de se parler ni de communiquer d'aucune manière l'un avec l'autre.

Depuis, on montrait avec un attendrissement mêlé de respect les misérables chaumières qui sur la route servirent

de prison à ces illustres victimes. La dureté naturelle aux Russes, quand on n'y eût mêlé aucune vengeance, aurait paru cruelle envers des vieillards que l'habitude des richesses avait accoutumés à toutes les commodités de la vie ; mais on y ajouta toutes sortes de rigueurs : on leur refusa non-seulement les soulagements que l'âge et les infirmités de quelques-uns leur rendaient nécessaires, mais ce qu'on ne refuse jamais ailleurs aux plus grands criminels.

Le général Nummers, à qui on les adressa à Vilno, ne voulut pas prendre sur lui de les faire passer en Russie, et demanda des ordres à cette cour.

L'impératrice, pour réponse, leur fit offrir la liberté, s'ils voulaient s'engager par écrit à ne pas s'opposer à ses volontés et aux opérations de son ambassadeur. Cette offre fut faite à chacun séparément dans sa prison, et fut rejetée par tous. Aussitôt ils furent transférés à Smolensko, où il fut défendu de parler d'eux ni de prononcer leurs noms ; et de là, quand les confédérations éclatèrent en Pologne, ils furent transférés en Sibérie. Le jour qui suivit cet enlèvement, les Russes demeurèrent sous les armes dans Varsovie et aux environs de cette ville. Tous les carrefours occupés par des piquets, toutes les avenues gardées, on ne laissait ni approcher ni sortir personne de cette capitale. On y cherchait l'évêque de Kamienieç dont on avait su l'arrivée ; et des détachements étaient envoyés partout aux environs à sa poursuite. On craignait aussi quelque mouvement dans le peuple. Mais tout resta dans la consternation.

Le sénat et les nonces en corps se rendirent chez le roi, pour se plaindre de cette violation du droit des gens et de la sûreté publique. Pendant que la ville entière était dans le deuil et l'épouvante, ceux qui entrèrent dans le cabinet du roi, l'y trouvèrent paisiblement assis à son bureau, dans l'attirail d'un dessinateur, entouré de pots de carmin, de

gomme-gutte et d'encre de la Chine, occupé à imaginer le dessin d'une livrée pour l'anniversaire de son couronnement. Forcé d'accorder une audience à toute la diète en corps, il parut déconcerté et irrésolu. Il ne put cependant refuser de nommer trois sénateurs pour se rendre chez l'ambassadeur russe, et lui demander raison de cet attentat. Repnin répondit qu'il n'avait à rendre compte de ce qu'il avait fait qu'à sa souveraine, et que les prisonniers ne seraient point rendus avant l'entier accomplissement de tout ce qu'il demandait; qu'au reste, il avait fait informer la confédération générale du motif de cet enlèvement. En effet, il avait envoyé une déclaration au conseil des confédérés, par laquelle il accusait les sénateurs et le nonce enlevés d'avoir manqué, par leur conduite, à la dignité de la tzarine, et d'avoir tâché de rendre suspecte la pureté de ses intentions.

Les sénateurs députés ayant rendu cette réponse au roi, le grand chancelier de la couronne, comte Zamoyski, adressant la parole à ce prince, lui dit que puisque la sûreté publique était violée, et qu'il n'y avait plus de liberté dans les délibérations, il ne pouvait plus remplir ses fonctions avec les principes que le devoir lui inspirait et il se démit aussitôt de tous ses emplois. Zamoyski descendait d'un des plus grands hommes qui aient honoré cette nation, et dont la vie, suivant l'expression de ses contemporains suspendait seule les fatales destinées de la république. Il imitait les vertus de ses ancêtres. Sous le dernier règne; il s'était lié d'opinion et d'intérêts avec les Czartoryski, en haine de tous les désordres que la cour de Saxe avait causés. Mais il avait toujours craint leur ambition; et, devenu par leur faveur grand chancelier du royaume, dès qu'il désespéra de pouvoir lutter contre l'oppression étrangère, il renonça à toute fonction publique. Le roi, dont le règne avait été honoré par le choix d'un pareil ministre, et qui opposait encore au mépris général

le concours apparent de Zamoyski à toutes ses actions, sentit combien un pareil abandon allait diffamer tout ce qui s'était passé. Il recula d'étonnement, et refusa de prendre les sceaux que Zamoyski lui remettait. Celui-ci insista, en disant qu'il n'affermirait jamais par sa signature aucune opération tyrannique, et se retira en pleurant la patrie. Borch, qui jouissait de l'estime générale, prit la place que Zamoyski abandonnait, tant la vertu peut envisager différemment les mêmes objets.

Le nonce du pape qui avait demandé une audience aux états, et dont l'enlèvement avait aussi été proposé, se désista de sa demande. Il dit qu'il ne voulait plus faire de martyrs; qu'il ne voulait plus parler à une diète forcée; qu'il n'avait plus rien à dire, étant lui-même prisonnier; que la seule différence qu'il y eût entre lui et l'évêque de Krakovie, était que celui-ci l'était dans une chambre, et lui dans une ville bloquée de toutes parts. Les Russes, en effet, n'en laissaient sortir personne sans une permission par écrit, signée de leur ambassadeur. Toutes les créatures du roi s'efforçaient de faire passer ces illustres victimes pour des criminels de lèse-majesté. On en annonçait les preuves, on les cherchait dans les papiers de l'évêque de Krakovie, saisis dans ses bureaux. Le scellé russe était sur tous ceux de ses effets que le zèle de ses gens n'avait pas dérobés aux recherches; et comme tous les bons citoyens avaient été en commerce avec cet évêque, quiconque aimait la patrie ne se croyait plus en sûreté. Cependant Repnin menaçait de livrer la ville au pillage, de faire ravager le royaume, si on s'obstinait à rejeter le projet de commission; et de faire couper la tête sur l'échafaud à quiconque s'opposerait aux volontés de l'impératrice.

XXXVII. *Établissement d'une commission législative.*

Dans la séance qui suivit, après quelques marques inutiles de douleur, on prit enfin le parti de la déférence la plus humble; soit que la crainte eût gagné tous les esprits, soit que le projet de l'évêque de Kamienieç eût produit cet effet, et que cette apparente soumission ne fût que le dessein d'une vengeance plus sûre. Toutefois, on envoya des députés au prince Repnin, pour lui demander que la garantie de l'impératrice ne s'étendît que sur les droits fondamentaux de la nation et sur les concessions qu'on ferait aux dissidents; que les troupes russes ne fussent pas nommées auxiliaires; que les délégués n'eussent pas un pouvoir illimité. Repnin, à leur première demande si la diète ne pouvait pas espérer d'obtenir quelque modification, répondit: « Aucune! » Il jura qu'il ne laisserait échapper ni nonces, ni sénateurs; que quiconque oserait encore murmurer serait traité en rebelle; qu'il emploierait toutes les forces de sa souveraine pour la faire obéir; qu'elle y était autorisée par le droit et par le pouvoir, en ajoutant: « Quiconque la contredit, se déclare son ennemi. » Il donna par écrit cette réponse, si insensée que peu de jours après, lui-même craignit de laisser subsister ce monument d'extravagance et de tyrannie. Il en fit retirer tous les exemplaires qu'il put recouvrer, et envoya arracher des registres de la diète la feuille où elle était inscrite.

Les députés ayant rendu compte à la diète de cette réponse, le prince Radzivill demanda si les états consentaient a ce que le projet fût signé. A la première question, six voix répondirent oui. Trois seulement à la seconde, et à la troisième la honte augmentant toujours, une seule voix répon-

dit. Un morne silence régnait dans la diète, tous avaient le désespoir dans l'âme et la confusion sur le visage. Les commissaires furent enfin nommés au nombre de soixante; ceux du sénat par le roi, et ceux de l'ordre équestre par le maréchal. Les uns attachés à la cour par l'appât de quelque récompense qui rétablirait leur fortune consumée par le luxe; d'autres trop jeunes pour réunir les lumières et l'expérience nécessaires à une législation; quelques-uns justement considérés, il est vrai, mais forcés par des menaces à prêter l'autorité de leur nom, et rendus dociles par la crainte d'autres enfin qui avaient brigué cet emploi pour faire insérer dans cette législation nouvelle quelque projet spécieux, mais secrètement utile à leur fortune. Les princes Czartoryski furent aussi de ce nombre. On voulait, disait-on, les retenir à Varsovie sous ce prétexte, en attendant que cette même commission les immolât à la vengeeance publique. Aucun des commissaires ne pouvait, sous les peines les plus graves, s'absenter sans une permission de l'ambassadeur russe. L'assemblée de quatorze d'entre eux suffisait cependant pour former une loi à la pluralité des voix. Ainsi dans ce pays même où on venait d'établir l'unanimité comme la base du gouvernement, huit personnes pouvaient décider du sort de la république. Tous ceux qui n'avaient point été nommés commissaires crurent, en sortant de cette capitale, échapper aux mains des ennemis, et allèrent porter dans les provinces le récit de tout ce qui s'y était passé.

XXXVIII. *Conduite du roi.*

Au milieu de la consternation générale, le roi seul affectait de montrer de la joie sur le prétendu succès des entreprises de la Russie. Un de ses amusements ordinaires était

d'aller voir exercer les troupes russes, qui sans aucun égard pour sa présence, montaient la garde et faisaient leur service à Varsovie, avec autant d'appareil que dans leur capitale. Depuis les moindres emplois jusqu'aux dignités les plus importantes, tout était conféré non-seulement à la recommandation du prince Repnin, mais à sa seule indication. Les secrétaires de l'ambassade russe vendaient publiquement les diplômes de toutes les charges polonaises. Il avait forcé le roi de lui donner la moitié de la distribution des grâces. Ce prince n'osait même disposer de la part qu'il s'était réservée. Repnin se permettait avec lui des procédés si outrageants, que tous les Polonais, malgré leur haine contre Poniatowski, étaient cependant indignés de voir humilier à ce point un homme qu'on les forçait d'appeler encore leur roi. Il subissait tous ces outrages avec une tranquillité qu'il croyait utile à ses desseins. Il disait qu'avant un an, on lui rendrait plus de justice, et que les choses tourneraient d'une manière plus favorable qu'on ne semblait pouvoir l'espérer. Mais on ne voyait dans ce discours qu'une détestable connivence avec les Russes. Chacune de ses actions ajoutait à la haine publique ; partout on éclatait en imprécations contre lui, et par allusion au nom du dernier empereur, dont le règne a servi d'époque à la destruction de l'empire romain, on ne donnait plus à Poniatowski que le nom de Stanislas-Augustule.

XXXIX. *Commencement des conférences.*

Les conférences s'ouvrirent chez l'ambassadeur russe, et se tinrent ensuite alternativement chez cet ambassadeur et chez le primat. A leur droite étaient assis les soixante commissaires polonais ; à leur gauche, huit députés des dissi-

dents, en y comprenant l'évêque de Mohilew, placé sur un siége plus élevé que les sept autres. En face de Repnin et du primat étaient les ministres d'Angleterre, de Prusse, de Suède et de Danemarck, dont les cours protégeaient la demande des dissidents, mais qui refusèrent de prendre part à tout autre objet que celui-là. Cette affaire fut traitée la première. Repnin, dans ces assemblées si augustes en apparence, insulta avec la plus méprisante ironie à ces commissaires législateurs. Si quelques-uns voulaient citer les déclarations de l'impératrice : « Tais-toi, répondait-il, ce n'est qu'à moi qu'il convient de savoir le vrai sens des déclarations de ma souveraine; je ne veux ni remontrances, ni raisonnements, je ne veux que de la soumission ». Tout le monde sortait de ces conférences, qui étaient tenues secrètes, abattu et consterné. Le primat assurait que tout irait bien; enfin cette grande affaire fut conclue le 19 novembre.

XL. *Affaire des dissidents signée.*

Toute la noblesse dissidente fut reconnue capable de posséder toutes les charges, tous les emplois, toutes les magistratures, dans une égalité absolue avec la noblesse catholique, à l'exception seulement de la royauté, dont elle fut exclue. Il fut décidé que la religion catholique resterait la religion dominante; qu'on ne pourrait élire pour roi qu'un catholique ; que tout Polonais qui proposerait d'élever au trône tout autre qu'un catholique serait regardé comme ennemi de la patrie, et comme tel condamné à mort; que cette religion conservant toutes les prérogatives de la dominante, quiconque la quitterait se rendrait coupable du crime d'apostasie, et serait exilé à perpétuité; les dissidents, au

contraire, n'encourraient aucune peine en quittant leur religion.

L'évêque de Mohilew n'obtint qu'une partie des avantages auxquels il prétendait. C'était un Russe ignorant, sans esprit, toujours ivre. On parvint à inspirer à Repnin tant d'aversion et de dégoût pour cet évêque, qu'il consentit aisément à ne point l'admettre dans le sénat de Pologne. Mais il fut stipulé qu'il exercerait dans son diocèse, sur tous les Grecs, la même juridiction que les évêques romains exerçaient sur les catholiques. On lui donna la présidence alternative d'un tribunal mixte érigé à perpétuité ; et les lois qui eurent pour objet d'établir l'impartialité dans ce tribunal, furent faites avec sagacité ; enfin, on attribua aux différents clergés dissidents des priviléges qu'une sage politique avait refusés à la religion romaine : comme la liberté indéfinie d'acquérir de nouveaux fonds, celle de convoquer et de tenir des synodes sans l'intervention de l'autorité temporelle, et sans être soumis à l'inspection du gouvernement. Cet acte fut signé dans le palais de l'ambassadeur, et dans une salle où le portrait de l'impératrice était placé sur un trône ; la cour était remplie de grenadiers russes sous les armes ; les jardins voisins de ce palais et toutes les cours des environs étaient pleines des mêmes troupes. Ce fut toujours au pied de ce portrait que tous les actes furent signés ; et le formidable appareil des troupes russes rangées en bataille se renouvelait à chaque signature. Repnin donna le soir un bal, en réjouissance de ce grand succès.

XLI. *Réflexions sur cette affaire.*

Quelques philosophes louèrent beaucoup cet ouvrage, sans songer que le clergé grec, partout dépendant du souve-

rain, et soumis à la puissance temporelle, n'avait jamais été dans aucun État élevé à de pareilles prérogatives; qu'à l'égard des ministres des deux confessions évangéliques, cette communication d'indépendance et de pouvoir était précisément contraire aux principes de ces réformations. Si l'impératrice avait voulu en effet faire l'ouvrage dont ces philosophes la louaient, au lieu de multiplier les abus du pouvoir ecclésiastique, elle aurait retranché tous ces anciens abus dont les Polonais eux-mêmes s'étaient plaints quand la nation conservait encore ses diètes; elle aurait diminué tous ces droits usurpés auxquels de vieilles superstitions avaient élevé le clergé romain : voilà ce que les philosophes, en suivant leurs maximes, auraient eu raison de louer. Mais établir à main armée sa propre religion dans un pays voisin, sous le prétexte de la tolérance; donner part à ses prêtres et à sa noblesse dans une souveraineté étrangère, contre l'esprit même de toutes les religions qu'elle protégeait; les rendre aussi onéreuses à l'État que le clergé romain; en un mot, multiplier les abus de la religion : les panégyristes de cette femme pouvaient dans cette entreprise louer, s'ils le voulaient, l'audace, le génie entreprenant, l'habileté à jeter le trouble chez les nations voisines, et ramasser les matériaux de quelques incendies, mais il ne fallait pas louer l'amour de l'humanité, ni la philosophie, ni la politique.

XLII. *Conduite de Repnin, et belle réponse de Marian Potoçki.*

Cette grande affaire ainsi terminée, à ce qu'on croyait, les soixante-huit commissaires se séparèrent en plusieurs comités, pour l'examen des différents projets sur l'administration intérieure, et pour la rédaction des nouvelles lois. Repnin déclara qu'il ne se mêlerait en rien de cette légis-

lation et qu'il laisserait les Polonais absolument les maîtres de régler eux-mêmes toutes les parties de leur gouvernement. Mais cette déclaration fut aussitôt violée; et d'ailleurs les lois nouvelles devant être insérées dans un prétendu traité de la république avec l'empire de Russie, une pareille déclaration n'avait aucun sens. Son objet principal était de faire parvenir ce bruit jusqu'à Constantinople, de l'y faire circuler par plusieurs canaux, et d'entretenir ainsi l'opinion qu'on s'efforçait d'inspirer au divan, qu'il n'était véritablement question dans les violences exercées en Pologne, que d'une querelle de la religion chrétienne. Cet ambassadeur se faisait rendre compte exactement de tout ce qui s'agitait dans les différents comités; et sous les menaces accoutumées d'incendie, de pillage et d'enlèvement, il défendait de rien décider sans son aveu. La joie qu'il avait de son succès, se produisait par un autre genre d'outrages. Aux violences, avaient succédé les moqueries; quelquefois il se plaisait à donner jour aux oppositions, pour noter ceux qui marqueraient encore du courage : « Vous en faites trop, lui dit enfin le comte Marian Potoçki, et vous ne connaissez pas notre nation. Nous avons un ancien proverbe qui dit : « On ôte aisément à un Polonais son habit et même sa « veste ; mais dès qu'on veut lui ôter sa chemise, il reprend « tout. » — Qui osera remuer? lui dit l'ambassadeur. — Moi, reprit Potoçki ; avant quinze jours, je serai à la tête d'une confédération contre tout ce que vous faites ici; me voici en votre puissance, et vous pouvez me faire arrêter : vous n'y gagnerez rien, cinquante mille Polonais pensent comme moi. » Soit que toute menace personnelle intimidât ce Russe, suivant le caractère de sa nation, soit qu'ayant assuré à l'impératrice que désormais tout était calme, il craignît de se porter à une nouvelle violence, Potoçki resta libre, et tint parole.

XLIII. *Les nouvelles constitutions dépendent de celui qui prendra plus d'ascendant sur Repnin.*

Le roi et le primat s'étaient longtemps disputé à qui gouvernerait cet ambassadeur ; et l'ascendant que l'un ou l'autre conserverait sur lui devait décider de la forme qu'allait prendre le gouvernement de la république. Si le roi prévalait, l'autorité royale serait maintenue dans tous les nouveaux avantages qu'elle avait reçus par les constitutions des princes Czartoryski ; si c'était au contraire le primat, elle perdrait même la plus grande partie de ses anciennes prérogatives, par l'établissement d'un conseil perpétuel pour la distribution des grâces. Cette crainte était l'objet de toutes les déférences que Poniatowski rendait à l'ambassadeur, avec la résignation la plus servile. Ce prince avait affecté de continuer, après son élévation, les liaisons qu'il avait eues de tout temps avec deux femmes, dont l'une, maîtresse de son frère, conservait, quoique dans une vie licencieuse, l'estime des plus honnêtes gens ; mais dont l'autre, née dans le plus bas étage, affectant de ne vivre qu'avec les grands, était l'objet de leur amusement et de leurs mépris. C'était dans ces maisons, parmi la foule des jeunes courtisans attirés par la coquetterie de ces femmes, que Repnin et le roi traitaient les destinées de l'État ; elles étaient perpétuellement conciliatrices entre ces deux hommes. Ce fut par leur intervention que s'arrangèrent ces lois nouvelles qui devaient être immuables. Telle fut la gravité, la science du droit, l'autorité de ces législateurs. Ainsi, l'ascendant que le primat avait pris sur Repnin ne tint pas longtemps contre les séductions de tous les genres dont on eut soin d'environner cet ambassadeur dans une pareille société. Presque toutes

les paroles qu'il avait données à Podoski furent entièrement oubliées. Un jour même, à la suite d'une violente querelle entre eux, Repnin, parmi plusieurs mémoires de Podoski, en choisit un dont l'objet était de rendre la Pologne plus indépendante du pape ; il le déchira, et en présenta les morceaux à un évêque, en lui disant : « Monseigneur, voilà de quoi faire votre cour à M. le nonce. » Podoski voulut plus d'une fois se retirer et tout abandonner. Mais Repnin avait pris d'avance le parti le faire garder à vue.

Les projets trop peu importants pour être soumis directement à la tzarine, après avoir été examinés et résolus dans un conseil composé du roi, de ses frères et de quelques favoris, étaient remis aux commissaires avec ordre de les rédiger en forme de loi. Mais dans les projets les plus importants, tout demeurait suspendu, jusqu'à ce qu'on eût reçu les ordres de Moskou. L'incroyable rapidité avec laquelle on peut voyager dans ces climats pendant la rigueur de l'hiver, cette vitesse avec laquelle les traîneaux volent sur la glace, facilitait la communication ; mais la nonchalance du ministre Panin et l'extrême dissipation dans laquelle vivait l'impératrice retardaient souvent les décisions, et forçaient Repnin d'employer les menaces qui lui étaient familières, pour rendre toutes les assemblées inutiles pendant plusieurs semaines.

XLIV. *Repnin veut inutilement faire faire le procès au grand-chancelier de Lithuanie.*

La Russie voulant abaisser l'une par l'autre les principales familles dont la considération eût balancé son influence, avait résolu d'abandonner la maison Czartoryski à la haine publique. Ces princes, accoutumés depuis longtemps à do-

miner et à ne trouver qu'une faible résistance à toutes leurs entreprises, soutinrent dans l'oppression le caractère de constance et d'opiniâtreté qui leur était propre. Ils se refusèrent à tous les accommodements qui leur furent proposés. On fit de vaines tentatives pour déterminer le grand-chancelier de Lithuanie à se démettre volontairement de sa charge. Il répondit à la députation qui lui fut faite : « Que depuis longtemps il pensait à se démettre de ses fonctions; qu'à son âge et dans les circonstances actuelles, ce fardeau devenait trop accablant; mais qu'il ne pouvait plus donner sa démission avec honneur dès qu'on l'exigeait: » Il voulait disait-il, être jugé; il voulait que toute l'Europe connût s'il avait été prévaricateur envers sa patrie et envers son roi. Repnin promettait, après le jugement, de le faire reléguer en Sibérie. Mais malgré cette foule d'ennemis que le grand-chancelier s'était faits par la dureté de son caractère, par la méchancheté de son esprit, et par la révolution qu'il avait dirigée, dès qu'il fut question de le sacrifier aux Russes, il ne se trouva personne qui voulût seconder l'ingratitude du roi et la haine de Repnin. Les amis et les ennemis de ce ministre qui, pendant quarante-cinq années, avait joui d'un si grand crédit et d'une si haute réputation, tinrent le même langage. On offrit des sommes pour trouver des juges, ou seulement quelque billet signé de sa main, sur lequel on pût asseoir une condamnation. On ne trouva ni juges, ni preuves, ni témoins. Radzivill déclara qu'il perdrait plutôt la vie que de signer un pareil arrêt ; qu'il respectait dans ce ministre quarante-cinq années de travaux, son âge, le lustre de sa maison; qu'il oubliait volontiers les torts personnels qu'il en avait reçus, et ne prétendait de lui que ce que la plus exacte justice le mettait dans le cas d'en attendre. Pendant cet intervalle, Repnin se laissa fléchir par les sollicitations de deux

jeunes nièces de ce vieux ministre. Le grand-chancelier de Lithuanie, après avoir donné des lois à la Pologne, et y avoir exercé la puissance souveraine, n'y dut véritablement son salut qu'à la séduction de ces deux femmes.

XLV. *La fin de la commission législative.*

Les différents comités avaient depuis plusieurs semaines suspendu tous leurs travaux, lorsque tout à coup un officier russe, dépêché de Moskou, apporta de cette ville avec la plus extrême diligence l'ordre de hâter toutes les opérations, de signer le traité, et de tout finir. Voici quelle était la cause d'une précipitation si imprévue et si nouvelle. Enfin, les Turks avaient pris un système de conduite relativement aux affaires de Pologne. Il faut savoir qu'il y avait alors dans toutes ces contrées un singulier jeu d'intrigues et de manœuvres opposées. La France s'était assurée de presque toutes les sources d'où partaient les nouvelles pour Constantinople. Les secrétaires des princes de Moldavie et de Valaquie étaient de ces Français industrieux, que la passion de faire fortune, l'inquiétude et la confiance naturelles à cette nation, promènent dans toutes les parties du monde. Les Tatars employés par le kan de Krimée dans les villes de Pologne, étaient tous intimement liés avec le consul de France en Tatarie, et suivaient la direction qu'il leur donnait. Mais de son côté la Russie s'était assurée de presque tous les canaux qui faisaient parvenir ces avis au divan. Les deux princes de Moldavie et de Valaquie, et tous les interprètes de la Porte, étaient des Grecs vendus aux intérêts de cette puissance, et les Russes espéraient du moins gagner le temps de tout finir, avant que les Turks intervinssent dans cette affaire. Repnin, pour y parvenir plus sûrement, avait été

jusqu'à faire enlever les courriers dépêchés en Turquie par l'agent de Moldavie ; c'était un de ces Français qui conservait toujours de la prédilection pour sa patrie et de la déférence pour ses ministres. Cet enlèvement avait même occasionné une explication vive, où cet agent dit à Repnin avec fermeté, que cette seule action suffisait pour faire éclater la guerre entre les deux empires.

Ainsi les Russes avaient jusqu'alors paré tous les coups qu'on avait cherché à leur porter. Dans le même temps, les Turks, avertis par l'évêque de Kamienieç, s'étaient mis sur la voie des émissaires russes envoyés chez les Monténégrins ; et quelques-uns avaient été saisis et punis du dernier supplice. Mais une intrigue d'un genre à peine croyable avait mis la tzarine à couvert des ressentiments du grand-seigneur. Un faux Pierre III se produisit chez les Monténégrins ; tous les pays voisins furent bientôt instruits qu'un médecin grec nommé Stéphano, s'était chargé de ce rôle. Mais enfin il devint presqu'impossible de soupçonner que la tzarine eût la moindre part aux soulèvements que cet aventurier suscitait contre les Turks. Personne dans l'univers ne parut plus directement intéressé que cette princesse à ce qui se passait dans les vallées du Monténegro ; et les plus simples égards que les hommes se doivent entre eux suffisaient pour lui laisser une correspondance libre avec les peuples de ces vallées.

Cependant le duc de Choiseul, qui dirigeait alors contre la Russie les principaux efforts de son ministère, rédigea un mémoire sur tous les violences que la Russie exerçait dans la diète de Pologne, sur les projets dont elle y consommait l'exécution, sur cette incorporation réelle et actuelle de cette république à l'empire russe. Il reprochait dans ce mémoire aux ministres ottomans de ne mettre aucune différence entre deux cours, dont l'une, alliée ancienne et fidèle, se

faisait une occupation suivie de transmettre au divan des vérités importantes, et l'autre, au contraire, rivale secrète et irréconciliable, ne s'attachait qu'à le tromper par les plus grossières supercheries. Il ajoutait que le moment était décisif; et il disait au sultan, sur le discrédit dans lequel son empire devait nécessairement tomber, des vérités toutes nouvelles pour l'oreille d'un prince accoutumé aux flatteries les plus outrées, et qui auraient pu coûter la tête à celui de ses ministres qui aurait osé les lui révéler; enfin le duc de Choiseul prenait, au nom de la maison d'Autriche, l'engagement le plus positif qu'elle resterait neutre dans la guerre qu'il pressait la Turquie de déclarer; et il offrait la garantie de la France pour cette neutralité.

Le sultan fut vivement affecté de ce mémoire, trop important et trop authentique pour que ses ministres, malgré leur amour pour la paix, osassent le soustraire à sa connaissance. L'envoyé de Russie fut mandé plusieurs fois; les ministres turks, humiliés d'être toujours trompés par les Russes, ne sachant ni comment apaiser les fréquentes colères du divan, ni quel dénouement auraient enfin des affaires mêlées de tant d'embarras et de dangers, maudissaient également les Polonais et les Russes; ils s'arrêtèrent enfin au projet de mettre aux prises ces deux nations, qu'ils regardaient comme également ennemies de leur empire; ils crurent, par une subtilité de barbares efféminés, accorder les volontés généreuses de leur maître, avec leur lâche amour pour la paix; ils crurent qu'en se bornant à faire évacuer la Pologne par les troupes russes, ce serait favoriser le soulèvement qu'ils savaient devoir bientôt éclater. « Les Polonais menacés, disaient-ils, de perdre leurs droits les plus sacrés, ne se manqueront pas à eux-mêmes; près de tomber sous le joug, ils feront les plus grands efforts pour s'y soustraire; et nous, ajoutaient-ils, pour me servir de

leurs propres expressions, nous verrons jouer le jeu sans y prendre une part véritablement active ». Ce plan arrêté, ils eurent plusieurs explications très-vives avec le résident de Russie; et ils en exigèrent un écrit le 15 décembre 1767, portant expressément que, du moment où les affaires actuellement pendantes en Pologne seraient finies, c'est-à-dire quinze jours après que l'affaire des dissidents aurait été terminée par la confirmation de la diète, sa cour retirerait jusqu'au dernier homme des troupes qu'elle avait en Pologne; que la liberté serait rendue aux sénateurs enlevés, et que la Russie n'exercerait plus à l'avenir de pareils actes de violences. Mais, tant par ménagement pour l'honneur de l'impératrice, que pour ne pas s'engager trop publiquement eux-mêmes, ils suivirent encore la même politique qu'ils avaient eue au temps de l'élection, où ils avaient tenu secrète l'exclusion qu'ils avaient donnée au comte Poniatowksi; ils promirent de garder un profond secret sur cet engagement, facilitèrent au résident russe tous les moyens les plus prompts pour expédier par la Pologne un courrier à Pétersbourg; et ce résident, à qui les Turks avaient montré plus de résolution et de colère qu'ils n'en avaient en effet, faisait à l'impératrice les instances les plus pressantes pour qu'elle tînt cet engagement, ajoutant qu'il ne répondait plus des événements. Repnin fit passer cette dépêche à Moskou par un des colonels russes avec le plus grand mystère; celui-ci en repartit dès le lendemain avec le même secret et la même diligence. Repnin pressa alors toutes les affaires, et annonça positivement que la retraite entière des troupes russes aurait lieu dans deux mois. Mais la nation ne s'en flattait pas; on s'attendait à ce que de nouvelles agitations succéderaient bientôt à celles qui étaient passées; et le calme même n'eût pas été moins funeste que de nouveaux troubles, puisqu'un pareil calme n'aurait pu venir que d'une entière soumission, et que,

s'il eût été possible que la Pologne fût restée paisible, elle était dès lors tout entière une province russe.

On se pressa donc de mettre la dernière main à cet ouvrage, qu'on voulait rendre éternel et immuable. Le traité, dans lequel devaient être insérées ces lois nouvelles, commençait par un préambule absurde. On disait, en prenant pour base le traité de 1638 entre les deux États, que de nouvelles circonstances exigeant de nouveaux engagements, les deux parties contractantes avaient reconnu nécessaire et conforme à leurs intérêts mutuels d'établir en Pologne des lois nouvelles. Quel rapport un traité de paix entre deux États indépendants l'un de l'autre, peut-il avoir avec la législation d'un de ces deux États?

Les engagements de cet ancien traité étaient renouvelés dans toute leur étendue sans être énoncés, et tels qu'ils se trouvaient dans les archives de Russie. Il faut savoir, pour bien entendre cet article, qu'autrefois les Russes, dans leurs négociations, tâchaient toujours de faire signer par supercherie une copie falsifiée des traités qu'ils signaient, et ils juraient sur cette fausse copie, croyant éluder ainsi la foi du serment. C'était de ce traité entièrement inconnu qu'on exigait la confirmation. On passait ensuite à la garantie mutuelle de toutes les possessions des deux États, pour agir en conformité du même système; et enfin la république se privait à jamais du pouvoir législatif, et le déposait entre les mains de la Russie. La raison qu'on en apportait était une des plus grandes absurdités qui aient jamais été proférées: « Afin, disait-on, que des circonstances nouvelles ne puissent introduire dans cette forme de nouveaux changements, auxquels, dans un gouvernement républicain, la constitution de l'État ne doit jamais être sujette ». Ainsi était composé cet acte, où des absurdités étaient données avec faste comme des maximes d'État, où le despotisme se

montrait assez stupide pour croire parler le langage de la politique.

Il fut statué, dans ce nouveau code, que désormais les trois premières semaines de chaque diète seraient employées à traiter, à la pluralité des suffrages, toutes les matières économiques; mais que les matières d'État, traitées pendant les trois dernières semaines, ne pourraient être décidées que par l'unanimité. La simple contradiction d'un nonce devait suffire, à cette époque, pour rompre la diète, sans qu'il fallût, suivant l'ancien usage, un manifeste, ni aucun écrit pour justifier cette rupture, et pallier le blâme qu'on encourait autrefois par cette démarche. On ordonna de Moskou que le *liberum veto* acquît une licence absolue, n'eût plus aucun frein, aucune retenue, ni dans le droit, ni même dans l'opinion ; que ses plus dangereux abus fussent érigés en lois ; que du moment où une proposition n'obtiendrait pas un consentement unanime, la diète deviendrait nulle ; que le gentilhomme qui l'aurait rompue ne pourrait être recherché ni inquiété pour cette rupture. Catherine II remplissait alors tout l'univers du bruit de ses nouvelles lois; mais tout cet ouvrage de faste et d'ambition se réduisait à conserver le despotisme en Russie et l'anarchie en Pologne. Au reste, la rupture de la diète ne devait point emporter la nullité des décisions précédentes sur les objets économiques ; et il en faut convenir, c'était avoir guéri quelques-uns des maux de l'État, mais cet avantage, quelque grand qu'il fût, était trop chèrement acheté : et c'était uniquement comme si la tzarine eût consenti à ce que l'ordre fût remis parmi ses esclaves.

L'élection des rois fut éternellement soumise à tous les abus du *liberum veto*. Il fut établi d'une manière irrévocable qu'un roi ne pourrait jamais être élu que par une pleine et absolue unanimité de tous les suffrages. Il était

statué anciennement qu'un gentilshomme ne pouvait avoir de voix ni d'activité dans un district sans y avoir de possessions; il fut décidé qu'à l'avenir il suffirait d'être gentilhomme pour avoir activité dans toute l'étendue des terres de la république. On répondit à ceux qui tentèrent de s'opposer à cette innovation dangereuse, que l'impératrice de Russie le voulait, et qu'on devait éviter de lui déplaire. On eut bientôt l'explication de cette volonté, en voyant donner l'indigénat à une foule de Russes. L'impératrice créa enfin en Pologne, par un choix qu'elle fit entre ses sujets, cette noblesse grecque qui jusques-là n'existait point dans cette république. Karr et Igelström, qui servaient depuis si longtemps de satellites à Repnin, et qui avaient arrêté les sénateurs; Bulakoff, secrétaire de l'ambassade russe; d'autres dévastateurs des terres de la noblesse polonaise, tous les exécuteurs de ses ordres odieux furent naturalisés en Pologne. Ce fut le comble de l'outrage pour les Polonais, qu'on les forçât de recevoir pour concitoyens les indignes satellites de cet ambassadeur, et leurs oppresseurs au nombre de leurs frères. Quelques-uns commencèrent à réaliser les fruits de leurs rapines, en usant du droit d'acquérir des terres. La plupart furent dispensés de faire preuve de noblesse; et leur religion leur tint lieu de titre et de mérite. Toutes ces lois étaient contenues dans la première partie de ce code, sous le nom de *Lois cardinales*, qui ne pouvaient être ni changées, ni abrogées, ni altérées d'un seul mot, même par un consentement unanime de tous les individus de la nation; c'était le sceau de l'esclavage : et la république, par cela seul, était dégradée du rang d'État souverain.

La seconde partie de ce code comprenait toutes les matières qui devaient être toujours soumises à l'unanimité. Les impôts ne pouvaient être augmentés, leur nature changée, les taxations une fois établies ne pouvaient être alté-

rées sans cette unanimité de suffrages. L'augmentation des troupes, toutes les espèces de traités avec les puissances étrangères étaient soumis à la même nécessité.

La troisième partie, qui devait contenir toutes les matières économiques, était remplie de réglements sur les intérêts de quelques particuliers et sur des querelles de propriété, dont le jugement aurait dû appartenir aux cours de justice. Sous le nom de dédommagements pour des pertes particulières, on y avait répandu une quantité infinie de grâces pécuniaires sur des gens dont la plupart ne devaient leur existence qu'à l'asservissement de leur patrie, sur les frères et les favoris du roi, qui faisaient perpétuellement du trésor public l'objet de leur avidité. On avait disposé pour de tels objets des revenus de la Pologne, avant même de savoir où les prendre. On avait songé ensuite à faire monter les impositions jusqu'à cette somme totale; et la Russie s'acquitta de cette manière, aux dépens de la Pologne même, de toutes les dépenses qu'elle avait faites pour corrompre les Polonais.

Parmi ces lois nouvelles, quelques-unes cependant avaient de l'utilité. Il fut permis d'introduire dans les troupes une meilleure discipline; on fit des réglements pour tous les tribunaux; on diminua le servage des paysans, en statuant que la noblesse n'aurait plus droit de vie et de mort sur eux, et en assignant des juridictions pour leurs procès avec leurs seigneurs. On abolit les anciennes compositions en argent pour tous les crimes, reste des lois barbares autrefois admises chez tous les peuples de l'Europe, et qui subsistaient encore en Pologne. Enfin les quatre conseils souverains, cet ouvrage des Czartoryski, la cause de tant de murmures, furent entièrement conservés.

Les ministres étrangers ne s'étaient intéressés à aucun autre objet qu'au rétablissement des dissidents; et, invités

par le prince Repnin à accéder à cette nouvelle législation, et à reconnaître la garantie de la Russie, ils s'excusèrent unanimement sur le défaut d'ordres de leurs cours. Mais on proposa aux commissaires d'envoyer aussitôt après la diète des ministres caractérisés dans les principales cours de l'Europe, pour annoncer le nouveau gouvernement, en exalter la sagesse, et vanter les avantages qui en reviendraient à la république. Cette proposition mit le comble à l'indignation générale; triste et étonnante humiliation, la nation asservie devait encore faire l'éloge de ses tyrans!

XLVI. *La diète se rassemble; manifeste contre le nouveau code.*

A peine la diète était-elle rassemblée pour user du seul droit qu'elle se fût réservé, celui de confirmer par son autorité cette nouvelle législation, qu'on reçut contre cet ouvrage un manifeste authentique. Chreptowicz (c'était lui que l'évêque de Krakovie avait chargé de ce soin), homme d'une naissance illustre en Lithuanie, avait vendu tous ses biens, assuré ce qu'il put de sa fortune, et enregistré lui-même ce manifeste au greffe de Grodno, ressort de sa dépendance. Il était sorti du royaume, emportant avec lui le registre original des actes, pour prévenir la suppression; et opposant cette formalité légale à toute la puissance tyrannique, il envoya cet écrit à toutes les cours, il l'adressa à tous les ministres à Varsovie. Presque tous les États furent étonnés. L'esprit d'adulation répandu en général dans toute l'Europe faisait louer l'impératrice, son ambassadeur et le roi de Pologne, sans connaître les choses qu'on louait. Cet écrit fit en Pologne une vive sensation. Chacun vit avec joie ses propres sentiments devenus publics. Les provinces moins

contenues en montraient encore plus de joie. Repnin faisait une recherche exacte de tous les exemplaires. C'était un crime de l'avoir reçu; tout le monde en parlait: personne n'osait se le communiquer. Dans le même temps, le nonce du pape remit au roi une protestation qui taxait d'impiété, d'injustice et de témérité, tout ce qui avait été fait en faveur des dissidents. En demandant une audience du roi, il avait remis d'avance, suivant l'usage, au grand-maréchal de la cour, la copie d'un simple bref du pape, qu'il devait présenter au roi; mais sans parler de la protestation. Le roi ne s'attendait donc qu'à recevoir cette lettre. Quand il jeta les yeux sur la protestation, il frémit de tout son corps; une convulsion de saisissement et d'effroi parut agiter toute sa personne. Il lui dit: «*Vous ne m'aviez pas fait prévenir.*» Le nonce s'excusa sur la crainte qu'il aurait eue de ne pas obtenir d'audience. Cette protestation fit en effet à Varsovie une impression non moins vive que le manifeste, et on craignit l'effet qu'elle allait produire dans tout le royaume.

XLVII. *Séance de la diète.*

La diète était la moins nombreuse que la Pologne eût jamais vue. La plupart des sénateurs étaient absents. Aucun nonce de Lithuanie ne s'y trouvait. Dans cette assemblée même, qui paraissait subir patiemment l'ignominie attachée à recevoir de pareilles lois, le mépris pour ces législateurs ne put être dissimulé; et malgré la consternation profonde, pendant qu'on lisait le nouveau code, il s'éleva plus d'une fois des risées générales. Au premier article, où il était stipulé que le roi et le primat seraient toujours tenus de professer la religion catholique, un sénateur fit faire silence, et proféra d'un ton grave cette formule dérogatoire:

« *Sauf le droit des possesseurs actuels.* » Cette plaisanterie fut suivie d'une longue acclamation. L'indignation impuissante se produisait ainsi par des rires amers. A d'autres articles, quelques nonces ayant demandé la liberté de parler, on la leur refusa. Wybiçki, nonce de Prusse, protesta contre ce refus, et ensuite contre la diète même ; il déposa un manifeste au greffe de Varsovie, monta à cheval sans perdre de temps, et passa à toute bride à travers les gardes russes qui le poursuivirent inutilement. Repnin voulait rendre responsables de son évasion tous les nonces de Prusse ; il exigeait qu'ils lui livrassent celui qu'il nommait le coupable. Cet ambassadeur et son impératrice avaient cru que tous les pays ressemblaient au leur, où quiconque se rend maître du palais règne sur la nation entière. Ils avaient cru qu'il suffirait de quelques violences exercées sur les chefs de la nation pour la soumettre ; erreur où les despotes tombèrent dans tous les siècles.

XLVIII. *Premier avis d'une confédération formée à Bar.*

Mais pendant qu'une diète forcée approuvait à Varsovie cette nouvelle législation, pendant que ces mêmes oppresseurs qui établissaient l'unanimité comme une loi fondamentale poursuivaient comme rebelles ceux qui s'opposaient à leurs volontés, de généreux citoyens, précipitant les desseins de l'évêque de Kamienieç, déployaient l'étendard contre les Russes et leur ouvrage. Repnin et le roi reçurent la nouvelle de quelques mouvements en Podolie. Ils en gardèrent le secret ; ils se contentèrent d'envoyer ordre à deux compagnies polonaises et à un régiment allemand au service de la république de dissiper cette émeute ; et ils pressèrent la fin de la diète. Repnin voulut se donner aux yeux

de sa souveraine la gloire d'avoir entièrement fini ce grand ouvrage, obtenir la récompense dont il se flattait, et seconder par ce prétendu succès une cabale qui s'était formée à Pétersbourg pour lui faire donner la place de vice-chancelier de l'empire. Son oncle, charmé de la conduite que son neveu venait de tenir, et des talents qu'il avait développés, était lui-même à la tête de cette cabale; et si les mouvements de Podolie devenaient plus considérables, Repnin les eût fait envisager comme une suite de son départ.

La diète fut terminée le 5 mars, et la confédération de Radom dissoute. Les états, avant de se séparer, supplièrent le roi de s'employer auprès de l'impératrice pour obtenir la liberté des sénateurs enlevés. Le primat fit entendre dans son discours que ces prisonniers étaient coupables; mais il ajouta que l'impératrice savait aussi bien pardonner que régner. Tous les autres, au contraire, n'en parlèrent que comme d'innocentes victimes de leur zèle patriotique, qui s'étaient acquis pour jamais l'amour, l'estime et la reconnaissance de leurs concitoyens.

XLIX. *La nouvelle de la confédération de Bar se répand.*

Cependant un bruit sourd d'une nouvelle confédération, formée dans les provinces méridionales, se répandait dans Varsovie. On nommait Bar, on désignait les auteurs; le courage que les Podoliens avaient marqué, donnait quelque vraisemblance à ces bruits. On parlait de l'évêque de Kamienieç, de l'appui des Turks. Plusieurs lettres, arrivées par la voie ordinaire de la poste, confirmaient ces rumeurs. Les uns disaient qu'il s'agissait seulement de quelques mouvements dans les compagnies polonaises, mécontentes de ce qu'on voulait les assujetir à une meilleure discipline; d'autres

soupçonnaient le roi de répandre ces faux bruits, pour retenir en Pologne une armée russe nécessaire à sa sûreté. Tout le monde se disait en gémissant qu'il n'y avait point de tranquillité à espérer, tant que ce prince serait sur le trône. Les dissidents paraissaient consternés, sentant que si cette confédération existait, ils en seraient les premières victimes. Tous les esprits étaient dans une attente continuelle ; et la Pologne attentive ne savait si elle avait enfin trouvé des libérateurs.

LIVRE NEUVIÈME

I. *Ce que devint l'évêque de Kamienieç après son évasion de Varsovie.*

L'évêque de Kamienieç, poursuivi par les Russes, leur avait échappé déguisé en médecin. Il avait repris le chemin de Kamienieç par des routes détournées, visitant des malades de châteaux en châteaux, et ayant même sous ce déguisement donné ses soins à un des officiers qui le poursuivaient. Il était incertain si tous ses projets n'étaient pas tombés entre les mains des Russes, avec les papiers de l'évêque de Krakovie. Il attendait que les événements publics le lui fissent connaitre; mais il jugea bientôt, en apprenant ce qui se passait à Varsovie, que tout était encore en sûreté. Après avoir envoyé à Constantinople le récit des nouvelles violences que les Russes avaient commises dans la diète, et pris encore des mesures pour former cette confédération générale qu'il avait projetée, il traversa une seconde fois la Pologne dans un danger perpétuel d'être enlevé par les Russes. Un jour, sur le point d'être pris, il échappa caché dans un vieux coffre qui servait de siége à un traîneau de paysan. Arrivé dans un lieu sûr, où plusieurs de ses gens avaient reçu ordre de l'attendre, il s'habilla en officier prus-

sien, fit vêtir son monde des mêmes uniformes ; et menant avec lui une remonte de chevaux ukraïniens, il traversa plusieurs détachements russes, et s'approcha ainsi de Varsovie. Il parvint à renouer quelque correspondance dans cette ville, et partit ensuite pour la Silésie, se proposant de passer dans les pays étrangers, afin de solliciter l'appui des cours amies de la Pologne, et de les employer à obtenir la neutralité de la cour de Vienne, et d'attendre lui-même dans un repos forcé et loin des périls qui le menaçaient, les mouvements que les Turks avaient promis de faire ; mais comme il était près de passer les frontières, il apprit, et pensa mourir de douleur en l'apprenant, qu'un éclat prématuré avait rompu toutes ses mesures, et que tous ses desseins avaient été précipités avec une témérité incroyable.

II. *Caractère de Pulaski. — Ses premières démarches pour former une confédération contre les Russes.*

Un gentilhomme nommé Pulaski avait été émissaire entre les deux évêques de Krakovie et de Kamienieç, le jour ou celui-ci s'était rendu dans le faubourg de Varsovie. Pulaski depuis longtemps brûlait du désir de délivrer sa patrie. Tous ses entretiens respiraient sa haine violente contre les oppresseurs de la Pologne. Ceux qui détestent son entreprise et qui s'attachent à flétrir sa mémoire, prétendent qu'il avait jusque-là vécu dans une sorte d'avilissement. « Il exerçait, disent-ils, avec plus de profit que d'honneur, la profession d'avocat dans les grands tribunaux, où il n'est permis, il est vrai, qu'aux gentilshommes de plaider. Habile dans tous les détours de la jurisprudence, exercé à toutes les finesses de la chicane, il avait acquis par les ruses de ce métier un bien considérable, en achetant de

mauvais procès que cette méprisable industrie lui faisait ensuite gagner à son profit personnel. Il s'était voué d'abord aux princes Czartoryski, et dirigeait leurs affaires contentieuses; mais après quelques années d'attachement il leur était devenu suspect, et avait quitté désagréablement leur service. Au temps dont nous parlons, il était âgé de soixante et deux ans, et toute sa vie il avait enduré les railleries publiques sur son peu de courage, n'en marquant jamais de ressentiment, riant le premier de ces injures, qui étaient passées en plaisanteries; espèce de cynique qui plaçait sa constance et son courage à se procurer par son habileté une grande fortune, en bravant tout ce qui ne lui paraissait qu'opinion ». Ceux au contraire qui honorent son entreprise et qui respectent sa mémoire, disent que dès sa jeunesse il avait montré son zèle ardent pour la liberté de son pays; que dans les guerres occasionnées par l'élection de Stanislas, il avait levé et conduit avec gloire un corps de quatre cents hommes; qu'étant né avec une fortune considérable, mais chargée, comme toutes les fortunes polonaises, d'hypothèques et de procès, il avait plaidé ses propres causes devant les tribunaux, ayant toujours pensé que la justice et l'éloquence dans les républiques même les plus corrompues sont encore préférables à toutes les brigues, et reprochant à ses compatriotes de compter moins dans leurs affaires sur la protection et la force des lois, que sur la faveur et l'appui des grands; que par une telle conduite, dans un temps où presque tous les gentilshommes polonais étaient clients des grandes familles, son habileté lui avait au contraire donné pour clients les plus grands de la république; que les princes Czartoryski avaient été de ce nombre, mais qu'il avait rompu avec eux aussitôt que leur ambition avait voulu s'élever au-dessus des lois. Ils ajoutent qu'étant formé sur les mœurs antiques, il avait un grand dédain des injures particulières;

que cette vertu si inconnue de nos jours est une des plus nécessaires au maintien des républiques, et que la Pologne eût été sauvée si cette vertu y eût été plus commune. Ils disent qu'un homme assez violent pour s'emporter à des injures et à des menaces, n'inspirait à ce vertueux citoyen qu'un sentiment de pitié, et qu'il disait tranquillement : « C'est un fou. »

Ce qui l'avait le plus frappé dans tous les événements de l'histoire, ce sont les ressources du génie, du courage et de la fortune, contre les adversités qui semblent désespérées. Il se plaisait à rappeler que Maximilien, battu et pris par les Polonais, était ensuite devenu empereur d'Allemagne ; et il s'était fait de cet exemple une sorte de proverbe familier qu'il opposait à tous les revers. Cet homme, d'un esprit subtil et qui possédait dans sa mémoire le recueil immense des lois de son pays, avait été choisi pour un des conseillers de la confédération de Radom. Repnin, qui le considérait peu, qui le connaissait à peine, ne s'était pas opposé à ce choix ; mais Pulaski semblait avoir attendu de grandes occasions pour se développer tout entier. Après avoir remis pendant tant d'années le soin de toutes ses querelles à la justice civile, il montra au sujet des outrages faits à sa patrie une fermeté qu'on ne lui avait jamais connue. L'évêque de Krakovie prit en lui une juste confiance, et pour conférer plus facilement avec lui, il le logea dans son palais. Dèslors Repnin le regarda de mauvais œil. Il fit même un jour le mouvement de le frapper, parce que cet ambassadeur s'étant couvert en lui parlant, Pulaski au même instant s'était aussi couvert. Pulaski, jusque-là insensible aux injures qu'il avait reçues de ses compatriotes, conserva de celle-ci un ressentiment profond ; et ayant porté toutes les paroles entre les deux évêques de Krakovie et de Kamienieç, son zèle acheva de s'enflammer dans ses conférences avec de si

vertueux citoyens. Les outrages et l'oppression dont il continua d'être témoin lui donnèrent même plus d'indignation et d'impatience que n'en pouvait concevoir l'évêque de Kamienieç absent et fugitif. Il pensa que le caractère timide de ce prélat le portait naturellement à temporiser; que la sortie des troupes russes hors du royaume, événement que celui-ci voulait attendre, était trop incertaine; qu'en l'attendant, toutes les terres de la noblesse ne cesseraient point d'être ravagées, et que le royaume, ruiné et dévasté, ne pourrait bientôt plus entretenir ses défenseurs. Il pensa qu'on n'avait pas besoin de former d'avance une confédération secrète, un concert unanime pour faire éclater un sentiment qui était le même dans tous les cœurs. Une opinion de jurisconsulte lui fit craindre que la diète prête à se rassembler ne confirmât les nouvelles lois; qu'on ne déclarât, en les promulguant, ennemi de la patrie quiconque ne s'y soumettrait pas, et que ces lois ayant ainsi reçu une dernière sanction, il ne fût plus temps de réclamer contre elles. Il forma donc le dessein de prendre aussitôt les armes contre la tyrannie russe. Il communiqua ce dessein à plusieurs grands à Varsovie. Quelques-uns tremblèrent à la seule confidence, se refusèrent à toute espèce d'engagement, mais furent fidèles au secret. D'autres lui confièrent des sommes d'argent assez considérables, des billets de crédit sur les administrateurs de leurs biens, et des ordres pour leurs troupes domestiques. Plusieurs consentirent à signer ce billet que les Turks avaient demandé à l'évêque de Kamienieç et, qui devait servir de caution pour le prêt de cent mille ducats que les ministres ottomans avaient offert à la république. Sa première intention fut de justifier en quelque sorte la nation polonaise des malheurs que la confédération de Radom venait de causer à la patrie; de renouveler cette confédération avec les mêmes maréchaux, les mêmes députés, mais

dans un lieu libre et loin des troupes étrangères, de manière qu'elle pût produire ses véritables sentiments. Toutefois, si ce dessein ne pouvait avoir lieu, si les Russes étendaient leur vigilance sur tous ceux des maréchaux qui étaient encore entre leurs mains, il était résolu à former alors une confédération nouvelle, quel que fût le péril qui la menaçât, et dût la nation laver dans les flots de son sang l'outrage qu'elle venait d'essuyer.

III. *Caractère de Krasinski.*

Il fallait faire choix pour l'exécution de ce projet d'un homme dont le nom fût assez grand pour être à la tête d'une pareille entreprise, d'un citoyen assez zélé pour risquer sa fortune, sa vie, le sort de sa famille, et ne prendre cependant en main qu'une autorité conditionnelle qu'il pût garder avec honneur, si la nouvelle confédération se formait par elle-même, et qu'il consentît à résigner entre les mains de Radzivill, si le premier projet pouvait se réaliser. Ce choix était difficile dans une nation où tous les nobles sont égaux par le droit de leur naissance, et où l'intérêt personnel était en quelque sorte la base du gouvernement. Le frère de l'évêque de Kamienieç parut à Pulaski l'homme qu'il cherchait, brave et honnête citoyen, d'une fortune médiocre, déjà connu par des preuves de courage, incapable de conduire une si grande entreprise, mais incapable de la trahir ou de l'abandonner; simple et crédule, mais généreux, ne songeant qu'à la patrie, et toujours prêt par un si noble motif à sacrifier son opinion, son intérêt, et à s'oublier lui-même. Pendant le dernier interrègne il avait levé une troupe de cinquante cavaliers, effort qui passait sa fortune, et il avait suivi jusqu'à la dernière extrémité la pe-

tite armée du comte Branicki ; mais il ne connaissait d'autre art de la guerre que d'avancer le sabre en main si l'occasion paraissait favorable, ou de se retirer à la manière des Tatars si le sort paraissait contraire. Ce choix fait et le rendez-vous donné, ces deux patriotes partirent séparément de Varsovie.

IV. *Tous deux forment la confédération de Bar, et prennent les armes contre la Russie.*

Pulaski emmena avec lui trois fils et son neveu. Il les conduisit sur une de ses terres à quelques lieues de Varsovie. Ce fut là que malgré leur extrême jeunesse, il leur confia son dessein. Il fixa leurs yeux sur cette perspective de gloire réservée aux libérateurs des nations ; mais il ne leur dissimula pas les malheurs qui attendent ceux qui échouent dans ces grandes entreprises, et l'ingratitude des hommes envers les infortunés vengeurs de l'humanité. Il y dit les derniers adieux à son épouse, qui consacra courageusement sa famille entière au service de la patrie. Il envoya devant lui les deux plus âgés de ses enfants. Le premier, plus capable de négociations et d'affaires, devait voir les gentilshommes des contrées où on avait dessein de former la confédération. Le second devait rassembler dans les terres de sa famille cent cinquante Kosaks qui composaient toutes ses troupes, et les amener au rendez-vous. On avait d'abord choisi pour ce rendez-vous la ville de Léopol, capitale de la Russie polonaise, ville ancienne et riche, où la noblesse de toutes les parties du royaume avait coutume de se rendre annuellement pour traiter de ses affaires économiques, où les grands seigneurs avaient chacun leur hôtel, leurs correspondants, les administrateurs de leurs biens. Pulaski et Krasinski s'y

étant rendus séparément vers le commencement de février 1768, y trouvèrent beaucoup de faveur parmi les grands du pays. Les lettres de l'archevêque de cette ville les y accréditaient. Quelques-unes des dames les plus distinguées mirent tous leurs bijoux en gage entre les mains des Juifs, pour augmenter les premiers fonds d'une si grande entreprise. Mais le commandant de Léopol, homme dévoué au roi, était très-attentif à tout ce qui se passait dans l'étendue de son commandement. L'arrivée inattendue de Pulaski et de Krasinski les lui rendit suspects. Ils ne tardèrent pas à s'apercevoir qu'ils étaient observés, et résolurent de quitter cette capitale. Ils se rendirent à Bar, petite ville de la Podolie, à cinq lieues de Kamienieç, et à sept lieues des frontières turques. Les premiers confédérés s'y assemblèrent au nombre de huit seulement, le 29 février 1768 ; mais plus de trois cents gentilshommes de ces contrées avaient donné leur parole. Ils choisirent exprès cette époque, parce que les plus grandes forces des Russes étant appelées alors aux environs de Varsovie pour maintenir la diète dans l'obéissance, ils devaient avoir plus de temps pour agir, et un plus grand espace du pays libre devant eux. Le comte Krasinski, les cinq Pulaski et deux autres gentilshommes signèrent un premier acte, par lequel ils renouvelèrent la confédération de Radom sous le maréchalat du prince Radzivill. Cet acte fut tenu extrêmement secret, parce que ce prince était encore au pouvoir des Russes. Krasinski fut nommé son substitut. Mais par un second acte destiné à être public, Krasinski fut nommé maréchal de la confédération et Pulaski maréchal des troupes. Leur manifeste, plein d'éloquence, portait principalement sur ce que l'impératrice, en garantissant les nouvelles lois à perpétuité, ôtait à la Pologne le droit de législation. Ils appelaient l'univers à témoin de l'obligation indispensable où ils étaient de repousser

de toute manière, et même par la force, cette garantie, puisqu'elle mettait un État souverain sous le joug d'une puissance étrangère.

Les gentilshommes de cette province sont forcés, par les perpétuelles incursions des brigands qui désolent cette frontière et se réfugient dans les îles du Borysthène, d'entretenir des troupes pour la garde de leurs châteaux. Les huit confédérés ayant formé un corps de trois cents soldats, dont une moitié avait été amenée des terres de Pulaski, et le reste avait été levé par le comte Krasinski, allèrent enlever les troupes de tous les gentilshommes voisins, qui faisaient à dessein peu de résistance, et dont les plus entreprenants se joignirent à eux. Ils enlevèrent les garnisons des petites places, les corps attachés aux majorats-ordinaties d'Ostrog et Myszkowski, et ils formèrent bientôt une petite armée. Ils avaient acheté du kan des Tatars, pour une somme considérable, la permission d'enrôler des Tatars dans les hordes voisines ; et pour donner plus de réputation à leur entreprise, ils publiaient que le kan lui-même devait les soutenir, et qu'un corps de vingt mille hommes était déjà dans le distict de Buczacz, prêt à les joindre.

Il y a dans ces contrées un monastère célèbre par les miracles qui s'y opéraient autrefois, et par les richesses que la piété de plusieurs siècles y a consacrées. Des brigands de toutes religions ayant toujours infesté ces provinces limitrophes aux Kosaks, aux Tatars et aux Turks, on a environné ce lieu de fortifications pour n'en pas laisser la sainteté exposée aux profanations et le trésor public au pillage. L'affluence des pélerins et la sûreté de cet asile ont également contribué à former dans son enceinte une ville qui se nomme Berdyczew. C'est aussi le nom du monastère. Le couvent, la forteresse et la ville se donnèrent aux confédérés. A tous les motifs que la religion pouvait suggérer aux

moines pour leur faire embrasser la cause des confédérés, il se joignait un mécontentement particulier contre les nouvelles constitutions; elles avaient beaucoup retardé l'âge des vœux monastiques, et menaçaient ainsi les ordres religieux d'une entière destruction. Un moine renommé dans ces cantons sous le nom du père Marc, homme de quarante-cinq ans, dont les mœurs avaient toujours été austères, l'imagination échauffée, et qui jouissait d'une grande réputation de sainteté, sortit de son cloître sous l'escorte d'une troupe de dévots; croix, bannières et chapelets à la main. Il parcourut les campagnes pour y prêcher cette confédération comme une croisade. Il vint s'établir à Bar, et tous ceux qui se confédéraient allaient y recevoir sa bénédiction.

Il est vraisemblable que si la confédération eût éclaté plus tard, l'évêque de Kamienieç, revenu en Pologne après la retraite de la plus grande partie des Russes, eût commencé par s'assurer de la forteresse même de Kamienieç; mais le premier malheur de cet éclat imprudent fut que cette forteresse importante demeura fermée aux confédérés. Ce fut même le gouverneur de cette ville qui le premier envoya au roi la nouvelle de ces mouvements. Plusieurs compagnies polonaises composées de gentilshommes, reçurent ordre de chercher à les dissiper; mais elles n'arrivèrent que pour se joindre aux confédérés. La confédération, déjà composée de huit mille hommes, commença dès-lors à parler avec autorité. Elle publia des universeaux pour convoquer la noblesse du royaume, appeler les troupes nationales, les milices du pays et des seigneurs, imposer sur toutes les terres un nombre de soldats, annoncer comme autrefois dans les grands périls de la république, un arrière-ban général pour combattre les dissidents, se délivrer de l'oppression des Russes, et recouvrer les droits de la nation. Elle nomma des députés pour la

Turquie, pour la cour de Saxe et pour la Tatarie, et envoya des émissaires à tous les pachas voisins.

V. *Premier effet de cette nouvelle dans le royaume.*

Le bruit de ces mouvements se répandit avec une incroyable rapidité dans tout le royaume, et la renommée les représentait comme une révolution soudaine. La seule hardiesse de l'entreprise la faisait juger plus considérable qu'elle ne l'était. On parlait de l'appui de la France, de mouvements des Tatars, de magasins d'armes amassées depuis longtemps, de grandes sommes d'argent apportées par des inconnus. Le merveilleux et la politique se trouvaient associés dans ces rumeurs. L'avidité avec laquelle on les écoutait, le plaisir qu'on prenait à les répandre, faisaient penser que cet incendie gagnerait plus loin, et l'on s'applaudissait que le signal fût donné pour sauver la religion, la liberté, les lois, et secouer enfin ce joug qu'on avait vu si près d'être imposé.

A cette nouvelle, les généraux russes ne cachèrent plus qu'ils n'avaient aucun ordre de combattre les Polonais. Officiers et soldats préféraient leurs pillages tranquilles à la nécessité de commencer une guerre. Tout ce que Repnin avait excité de haine contre lui dans les troupes russes elles-mêmes éclata à cette occasion; et plusieurs officiers partant pour Moskou annoncèrent l'intention où ils étaient de rendre à leur souveraine un compte fidèle de l'état de la Pologne et du mécontentement général. La faveur publique pour les confédérés était si grande, que Zamoyski, sur la seule réputation de sa vertu, passa dans toute la Pologne pour être chef secret de cette entreprise. Mais de la campagne où il était il revint dans la capitale pour faire tomber ce bruit par sa pré-

sence. Les correspondances des confédérés s'étendirent bientôt jusque dans cette ville ; et à peine y fut-il arrivé, qu'il reçut au nom de plusieurs d'entre eux la proposition de se mettre à leur tête. Cette proposition ne fut ni acceptée ni refusée. Il demanda quels moyens ils avaient, quelle ressource ils s'étaient ménagée. Ce fut la question unanime; et bientôt, quand on sut la témérité de leur entreprise, de cette lueur d'espérance, on retomba dans la consternation.

Il n'y avait dans aucune province, aucune mesure prise pour les soutenir. La plus grande partie de la noblesse était sans armes ; tout le pays était occupé par une armée ennemie. Tant de bons citoyens et d'hommes sages qui avaient passé leur vie entière dans d'inutiles délibérations pour sauver la patrie, tremblèrent qu'une entreprise si généreuse ne devînt infructueuse pour l'État, ou même qu'elle n'en précipitât la ruine. A cette crainte générale se joignirent bientôt les plaintes de quelques seigneurs courtisans et propriétaires de terres dans les contrées où la confédération venait d'éclater. Ils s'efforcèrent de peindre comme des brigands, ces hommes audacieux qui, manquant de tout, sans argent, sans munitions, sans armes, s'étaient eux-mêmes, par des incursions heureuses sur quelques terres voisines, créé une armée qu'ils offraient maintenant à leurs concitoyens, pour délivrer la république. D'autres, en paraissant applaudir à leurs intentions, décriaient leur conduite. Si cette confédération, disaient-ils, eût éclaté après la retraite des Russes, elle fût aisément devenue générale. Toute la Pologne s'y serait jointe. Le premier acte eût été de déclarer le trône vacant. Si du moins ceux qui l'ont formée avec une précipitation si imprudente, eussent mis moins de violence dans leur conduite, on se fût prêté à leur envoyer secrètement des secours, en attendant l'occasion d'embrasser ouvertement leur parti. Ainsi parlaient tous

ces gens qui, avec des intentions droites, voudraient les voir exécuter sans qu'il leur en coûtât la moindre perte ni le moindre effort. On demandait à ces nouveaux confédérés de la sagesse, de la patience, de la modération; mais c'était l'indignation et le désespoir qui avaient tout exécuté.

Malgré ces murmures contre eux, toute la Pologne était dans l'attente. Un grand exemple était donné; et le premier effet de cette fermentation générale fut que dans aucune partie du royaume on ne put assembler les diétines de relation pour y rendre compte de ce qui s'était passé à la diète. Ainsi ce code de lois nouvelles, dicté impérieusement à Varsovie, ne reçut sa dernière sanction dans aucuue province.

VI. *Chagrin de l'évêque de Kamienieç sur cet éclat prématuré.*

L'évêque de Kamienieç, aux premières nouvelles de cet éclat prématuré, pendant que les Russes étaient encore maîtres de toutes les villes, avant qu'aucun de ses projets fût exécuté, voulut tout abjurer et tout abandonner. Il voyait avec un violent chagrin que son frère eût été déclaré maréchal; il craignait que cette généreuse entreprise ne devînt suspecte d'ambition. Il aurait voulu un chef dont les talents eussent accrédité l'entreprise. Il résolut, dans le premier mouvement de sa douleur, de faire un manifeste pour désavouer cette prise d'armes, et de le faire insérer dans tous les greffes du royaume. Il s'accusait lui-même de démence d'avoir cru qu'on pouvait encore sauver cette nation imprudente et légère, où les desseins les mieux concertés avortaient toujours par l'impatience et l'insubordination; mais son amour pour sa patrie l'emporta bientôt sur la violence de ce dépit; et en détestant l'imprudence des confédérés, il sentit que tout était perdu s'ils étaient abandon-

nés; que si cet effort, quoique téméraire, quoique fait à contre-temps, devenait inutile, ce serait cependant le dernier effort, et qu'alors l'esclavage et la honte seraient au comble.

VII. *Il se résout à seconder la confédération.*

Il courut aussitôt à Dresde, à Vienne, à Versailles, implorer la générosité de ces cours, éclairer leur politique, représenter : « Que le moment fatal était arrivé; que la noblesse polonaise allait être exterminée ou assujettie, si elle était abandonnée; la Pologne conquise par les Russes, si ses efforts étaient faibles, ou partagée par toutes les puissances voisines, s'ils étaient opiniâtres; que la crise actuelle ne souffrait plus aucun délai, et qu'un moment perdu pouvait opérer cette grande révolution, dont les conséquences influeraient sur la destinée de tous les Etats. »

Repnin, outré de colère et personnellement attaqué dans le manifeste des confédérés, menaçait, pour tout finir, disait-il, de les faire massacrer, de les faire périr du dernier supplice. Il soutenait qu'aucune convention, ni publique, ni secrète, n'empêchait les troupes de sa souveraine d'aller chercher les confédérés jusques dans les cantons voisins des frontières turques. Il n'osait cependant en donner l'ordre; et ce ménagement, qui était une suite nécessaire des conventions signées à Constantinople, donnait à la confédération le temps de s'accroître.

VIII. *Réquisition pressante des Turks pour la sortie des Russes hors de Pologne.*

Pour comble d'embarras, l'envoyé de Moldavie lui remit alors en main propre une réquisition pressante, par laquelle

il exigeait, au nom du grand-seigneur, que la Russie accomplît enfin la promesse tant de fois réitérée de faire sortir toutes ses troupes de Pologne. Repnin répondit qu'elles en en avaient reçu l'ordre; que malgré l'inconvénient d'abandonner cette république aux divers intérêts qui commençaient déjà à y éclater avec fureur, il n'avait rien changé à cet ordre; que ces troupes étaient partout en mouvement pour leur retraite; qu'il prévenait seulement les ministres turks qu'en se retirant elles formeraient un cordon qui empêcherait le feu actuel de s'étendre. Le résident répliqua qu'il lui était enjoint d'envoyer dans toutes les provinces vérifier la réalité de cette retraite; mais le courrier qu'il expédia à Constantinople pour y porter des nouvelles exactes de tout ce qui se passait alors en Pologne fut assassiné sur la route, et les Russes gagnèrent ainsi quelques semaines pour donner à la situation actuelle des affaires la couleur sous laquelle il leur importait de la représenter aux yeux des Turks.

IX. *Assemblée des sénateurs que Repnin force à réclamer les secours de la Russie.*

En effet, le petit nombre des sénateurs qui étaient alors a Varsovie furent aussitôt convoqués. Repnin avait imaginé de les forcer à implorer, au nom de la république, les secours de la Russie. Il déclara qu'il traiterait en ennemis de l'impératrice tous ceux qui combattraient cette proposition. Mais dans le nombre même de ces sénateurs courtisans, la plupart paraissaient résolus à s'exposer à tout plutôt que d'y consentir. Le primat opina le premier; et s'efforçant, à cette occasion, de justifier son ouvrage, il dit: « Qu'on ne pouvait trop s'étonner du mécontentement qui s'annonçait dans une

partie de la nation, sur la garantie de ses constitutions obtenue d'une puissance amie et voisine; que plusieurs républiques ont cherché ce frein à l'amour de la nouveauté et à l'animosité des partis; que les Anglais eux-mêmes, cette nation si éclairée et si justement célèbre, ont donné, au commencement de notre siècle, un exemple pareil; qu'ils ont fait garantir par tous leurs alliés la couronne d'Angleterre à la maison qui règne aujourd'hui sur eux, et qu'ils se sont ainsi privés volontairement du droit auparavant si cher à cette nation, de juger et de déposséder ses souverains ». Il finit par proposer d'envoyer vers les confédérés pour écouter leurs plaintes, et si l'indulgence et la raison ne suffisaient pas pour les désarmer, d'envoyer d'autres députés à l'impératrice de Russie, pour la supplier de ne point retirer ses troupes dans un moment où la Pologne était menacée de nouveaux troubles. Cette proposition fut vivement combattue; mais la plupart n'osant dire ouvertement leurs pensées, se rejetèrent sur ce qu'une assemblée composée seulement de vingt-huit sénateurs n'avait pas droit d'appeler un secours étranger. Ils proposèrent de députer vers les confédérés, et si on ne pouvait les apaiser, de convoquer l'assemblée générale de tous les sénateurs du royaume. Le roi ne voulut point signer ce résultat. Il annonça pour le lendemain une seconde séance. Ce prince tremblait d'être abandonné à sa nation sans l'appui d'une armée russe. Il encourageait Repnin à braver les menaces des Turks; il lui représentait qu'ils étaient amollis, dégénérés, incapables de résister aux moindres efforts de la Russie. Il semblait désirer avec le plus vif empressement de voir éclater une guerre entre ces deux empires, ayant également à se venger de l'un et de l'autre, et préférant les hasards de cette guerre à la certitude des malheurs qui l'attendaient, s'il était laissé à la merci de sa nation. Dans l'intervalle de la première à la

seconde séance, Repnin redoubla ses menaces. Il dit qu'il ferait mettre le feu aux maisons des opposants ; qu'il ne voulait point de neutralité dans une pareille conjoncture. Les sénateurs les plus accrédités s'absentèrent, les autres plièrent devant le mot *Sibérie ;* et ce fut ainsi qu'une assemblée peu nombreuse parut, au nom de la république de Pologne, se réunir avec les Russes. Ceux qui avaient été d'un avis contraire, les princes Lubomirski, Sanguszko, les princes Czartoryski eux-mêmes, qui sentaient enfin le danger de ces funestes secours, et qui espéraient par leur conduite présente justifier leurs intentions passées, protestèrent contre cette prétendue résolution du sénat. Ils déposèrent leurs opinions dans les actes publics du royaume, pour laisser au moins à la postérité un monument de leur véritable façon de penser dans une délibération d'où dépendait la destinée de la république.

X. *Premier combat des confédérés. — Harangue de Pulaski.*

Les troupes russes, sans attaquer les confédérés, avançaient de plus en plus pour les resserrer et leur couper la communication des palatinats voisins. Ils n'avaient plus de liberté que du côté des frontières turques. Ceux-ci voulant continuer leurs incursions, les escarmouches devinrent inévitables. Il y eut plusieurs rencontres à leur avantage. Le cordon russe dans toute son étendue fut obligé de reculer; Pulaski assembla alors les confédérés à la tête de leur camp, et leur tint ce magnifique discours : « Enfin, grâce à « vous, braves Polonais, les perfides alliés de la Pologne en « deviennent les ennemis déclarés. Depuis soixante ans, une « guerre sourde et plus dangereuse que de sanglantes hosti- « lités affaiblit et désole notre infortunée patrie. Un peuple

« exécrable qui ne peut être désarmé par la justice, fléchi « par la soumission, touché par les bienfaits, rassasié par le « pillage, a entrepris de nous subjuguer. Nous avons em- « ployé jusqu'ici toutes les vertus qui nous sont propres, « un mélange inouï de déférence et de fermeté ; mais ceux « qui nous ont donné ces grands exemples en sont deve- « nus les déplorables victimes. Les vertus les plus saintes « ont passé pour des crimes aux yeux de nos oppresseurs ; « et de généreux citoyens, nos pères et nos modèles, gé- « missent aujourd'hui dans des cachots inconnus, chez cette « nation barbare. Si jamais l'homme eut des devoirs à « remplir, ce sont ceux qui nous forcent enfin de recourir « aux armes. La république envahie, la religion outragée, « un État souverain mis sous le joug, la justice qu'on of- « frait de nous rendre devenue un piége, le droit des gens « foulé aux pieds, nos sénateurs enchaînés... Non, je ne « craindrai point de le dire, si les nations les plus serviles « éprouvaient du souverain le plus légitime tant d'injustices « et tant d'outrages, il n'en est point d'assez lâches pour les « souffrir ; l'univers entier applaudirait aux efforts de leur « rébellion, et nous avons supporté ce qui dans les pays les « plus assujettis justifierait les séditions et les révoltes. Mais « quel est donc le tyran qui nous persécute ? Quel est ce « peuple insolent qui nous brave ? Rappelons-nous, il en « est temps, que ce vil peuple a toujours fui devant nos « ancêtres ; que ses empereurs ont prêté hommage à nos « rois ; que ses provinces sont redevenues les nôtres ; que s'ils « ont fondé au milieu des forêts et des déserts un nouvel « empire, c'est qu'alors nous étions occupés par d'autres « guerres. Rappelons-nous que de simples gentilshommes « polonais, pour venger leurs amis massacrés dans la capi- « tale de ce nouvel empire, assemblèrent leurs troupes do- « mestiques ; et (que ne peut la vertu animée d'un juste

« ressentiment !) mirent en fuite le tzar et ses armées ; que « peu d'années après, quelques-uns de nos pères, appelés « dans cette cour perfide, y soutinrent tous les efforts de « ce peuple entier mutiné contre eux, et n'en sortirent « qu'après avoir réduit cette capitale en cendres. Il ne faut « pas toutefois qu'un vain souvenir de gloire nous abuse ; « et nous dissimuler, en commençant une si généreuse entre- « prise, les avantages que les troupes moskovites ont à pré- « sent sur nous. Des officiers expérimentés, des soldats « aguerris, une discipline sévère, une artillerie nombreuse, « voilà, direz-vous, une supériorité effrayante. Non, mes « braves compatriotes ; vous ne le direz pas ! Vous sentez « en vous-mêmes de plus grands avantages : le courage per- « sonnel, l'honneur, dont le nom même leur est inconnu, « toutes les vertus auxquelles la discipline tâche en vain de « suppléer. Un seul homme, maître de cette nation barbare, « lui a donné quelque célébrité ; et dans cette discipline ri- « goureuse qui consiste à craindre ses officiers plus que ses « ennemis, c'est le génie terrible de cet ancien despote qui « vit encore parmi eux pour s'éteindre à leurs premiers « revers. Aucun de ces Russes ne sait ce qu'il veut de nous ; « ils exécutent de vains projets tramés dans les alcôves et « dans les bains de cette femme parricide et voluptueuse qui « les gouverne ; animaux dociles et féroces, qui, sans en « espérer aucun avantage particulier, vainqueurs ou vaincus, « n'agissent que par la crainte du fouet et des châtiments. « Pour nous, tous frères et tous égaux, nous que la patrie « appelle également à sa délivrance, tout ce que nous dé- « fendons nous est commun, et tout nous est personnel.

« Nous commençons sans doute une pénible carrière, et « ces premiers combats où nous nous engageons ne sont « que le prélude de nos travaux. Ce serait même une erreur « fatale que de nous attendre à trouver nos sentiments dans

« tous nos compatriotes. Chez les nations les plus vertueu-
« ses, il se trouva toujours des âmes lâches qui en furent
« l'opprobre. Dans les temps immortels de la Grèce, le pas-
« sage des Thermopyles ne fut ouvert que par la trahison.
« Plus de la moitié des Grecs avait déjà cédé, quand
« quelques hommes généreux prirent la résolution de dé-
« fendre leur liberté. Nous qui aspirons à la même gloire,
« attendons-nous aux mêmes obstacles, ou plutôt félici-
« tons-nous de ce que les âmes lâches se joindront à nos
« ennemis, de ce qu'elles se rendront à elle-mêmes la jus-
« tice sévère de se séparer d'avec nous. D'autres, qui se
« croient de zélés citoyens, nous font demander en grand
« secret que disent nos alliés, quels secours nous ont-ils
« promis, que devons-nous attendre de telle cour ou de telle
« autre? Comme si nous étions encore au temps de ces déli-
« bérations craintives, comme si la situation où nous som-
« mes nous laissait encore le choix des partis et les négo-
« ciations pour ressource! Le dessein de nous subjuguer
« étant pris, les combats sont devenus nécessaires. Ce
« siècle heureux est passé, où la Pologne se trouvant liée
« au système général de l'Europe, si quelque puissance eût
« entrepris de nous conquérir, nous étions assurés d'un se-
« cours étranger. Pendant que, sur la foi des événements
« anciens et d'une balance qui n'existe plus, la Pologne
« continuait d'attendre son salut du dehors, le joug de la
« Russie s'est appesanti de jour en jour; et désormais que
« peut importer à notre situation celle du reste de l'uni-
« vers? Avons-nous besoin de secours ou de conseil pour
« savoir si nous voulons vivre libres ou mourir? Mais
« quel que soit le nombre des citoyens corrompus ou timi-
« des, la Pologne compte encore assez de citoyens coura-
« geux pour être assurée de sa délivrance. Braves confédé-
« rés, c'est au nom de toutes les provinces que je suis

« chargé de vous donner cette assurance. Une nombreuse
« noblesse propre aux armes et prodigieusement augmentée
« dans la tranquillité des derniers règnes est prête à vous
« joindre ; si nous avons l'heureux avantage de nous être
« les premiers choisis pous ses défenseurs, c'est parce que
« nous étions plus éloignés de l'œil vigilant des tyrans qui
« la tiennent désarmée : encore dispersée, elle attend avec
« une généreuse impatience que nous allions prêter la main
« à ses premiers efforts. Le premier objet que nous ayons
« à nous proposer, c'est d'appuyer partout ses confédérations
« particulières ; c'est de faire éclater tous les districts de
« proche en proche : et ceux qui se seront confédérés prê-
« tant ensuite la main à ceux de leur voisinage pour leur
« réunion, nous parviendrons ainsi à confédérer tout le
« royaume. Ce n'est donc point un désespoir aveugle qui
« nous conduit, c'est une résolution ferme, une espérance
« fondée, un juste sentiment de ce que nous sommes. Il
« doit laisser à la prudence toutes ses précautions et toutes
« ses vues. Commençons une guerre où tous les avantages
« des Russes, leurs magasins, leur artillerie, leur nombreuse
« armée, leur sévère discipline deviennent pour eux autant
« d'embarras, autant d'obstacles ; combattons assez pour les
« faire souvenir de leurs anciennes défaites ; dispersons-nous
« assez tôt pour éluder tous ces prétendus avantages, et qu'en
« marchant ainsi de fausses victoires en fausses victoires, af-
« faiblis, épuisés et détruits, ils retrouvent partout la même
« guerre et partout les mêmes ennemis. Dois-je avant de
« finir, prévenir encore vos esprits sur les piéges qu'ils vont
« vous tendre, sur la mauvaise foi des accommodements
« qu'ils vont vous offrir ? Laissez-moi vous rappeler que leurs
« propositions sont plus à craindre pour nous que leurs atta-
« ques. Plus de traité entre eux et nous. Après que, sous
« l'espoir de rétablir les anciennes lois, la nation a été sé-

« duite et trahie, quel autre traité reste-t-il que leur mort « ou la nôtre ? Félicitons-nous, braves citoyens, de ce que « par une destinée singulière nous ne pouvons mourir sans « vengeance. Cette femme ambitieuse et perfide qui, ne « croyant à aucune vertu, a cru de son intérêt de les « feindre toutes, verra par ce généreux dévouement tous « ses artifices démentis. Notre sang volontairement répandu « déposera contre sa tyrannie ; et cette fausse gloire dont « elle est si amoureuse sera également flétrie par nos dé- « faites ou par nos victoires (1). »

Les confédérés, animés par de pareils sentiments, étaient partout les agresseurs. Les Russes, réduits par les ordres qu'ils avaient reçus, à les empêcher de s'étendre, se tenaient sur la défensive. Les confédérés rompirent le cordon en plusieurs endroits, et pénétrèrent dans les provinces voisines. Le bruit de ces légers avantages semblait affranchir la nation de la crainte ; par tout le royaume les animosités contre les dissidents prenaient plus de chaleur ; la haine contre les Russes éclatait davantage ; le désir de détrôner le roi ne se cachait plus. Recommander la tranquillité, c'était se rendre suspect ; on ne parlait qu'avec fureur des oppresseurs de la liberté ; on ne craignait plus de se livrer à toute son indignation contre les événements passés.

XI. *Les confédérés surpris par trahison.*

Mais la confédération, au milieu de ses avantages mêmes, fut sur le point d'être détruite par une horrible trahison. Dzieduszycki, régimentaire de Podolie, Polonais dévoué au

(1) Voyez la réproduction exacte de ce discours, ainsi que de toutes les pièces officielles se rattachant à cette époque, dans le *Recueil des traités, conventions, et actes diplomatiques concernant la Pologne* (1762-1862), par le comte d'Angeberg ; Paris, chez Amyot.

roi, avait promis aux confédérés de se joindre à eux avec les troupes qu'il avait sous son commandement. Comme il marchait la nuit pour cette jonction, il fit arrêter leurs émissaires qui lui servaient de guides ; et, à la tête de trois mille hommes, il surprit leur camp et commençait à les faire égorger dans leurs tentes ; mais la plus grande partie de ses troupes eut horreur de sa perfidie : elle menaça de fondre sur ceux qui l'exécutaient, et se joignit aux confédérés. Tout ce qui resta fidèle au régimentaire fut tué ou dispersé, et la confédération se trouva grossie des troupes qui avaient été employées pour la détruire.

XII. *Beaucoup de gentilshommes prennent l'engagement de s'y joindre.*

Parmi la foule de ceux qui brûlaient de s'y joindre, la plupart, pendant qu'une armée russe était dans leur voisinage, n'osaient abandonner leurs maisons, leurs femmes et leurs enfants ; et, ne sachant où mettre en sûreté de si précieux dépôts, hésitaient encore à se joindre à leurs défenseurs. Toutes les familles polonaises ainsi éparses dans les châteaux devenaient autant d'otages entre les mains des Russes, maîtres du pays. Un grand nombre de gentilshommes venaient la nuit signer l'acte de la confédération, et retournaient chez eux attendre l'occasion de se déclarer. Sans ajouter aucune force réelle aux confédérations, c'était toutefois leur donner de l'espérance et de l'encouragement ; mais les paysans de ces contrées professant la religion grecque croyaient, sur la foi de leurs curés, servir Dieu en trahissant leurs maîtres. Les Russes, avertis par cet exécrable espionnage, notaient ceux qui allaient prendre cet engagement secret ; et nous verrons bientôt quel usage ils firent de ces délations.

XIII. *Mokranowski leur est envoyé au nom du sénat. — Perfidie de Repnin.*

Cependant, sur la résolution du sénat de députer vers les confédérés pour écouter leurs plaintes, Mokranowski fut mandé par cette assemblée. On crut que s'il y avait un moyen de calmer les esprits, c'était d'y employer un homme droit, courageux et populaire. Repnin, de son côté, vit dans cette mission une occasion de renouveler cette vieille ruse déjà employée au temps de l'interrègne, et de gagner par une fausse négociation le temps de recevoir les ordres qu'il attendait de Pétersbourg. Il espéra suspendre les efforts des confédérés ; et, s'il recevait l'ordre de les poursuivre par la force, profiter de la sécurité où ils seraient par cette négociation, pour les surprendre et les faire massacrer. Mokranowski, de son côté, regardait cette confédération comme une de ces émeutes téméraires qu'il avait toujours cherché à prévenir, et qu'il prévoyait, avec trop de raison, devoir occasionner les derniers malheurs de sa patrie. Étonné cependant des bruits favorables à cette entreprise qui commençaient à se répandre, il désirait la connaître de plus près. En se chargeant d'aller négocier avec les confédérés, il eut un double objet : celui de prévenir la division des Polonais entre eux et la guerre civile, en réunissant le roi aux confédérations, s'il les trouvait assez fortes pour concevoir l'espérance de délivrer la patrie : ou si leur entreprise, dont il soupçonnait la témérité, lui paraissait impossible à soutenir, il voulait essayer de sauver ces braves gens par les négociations. Le roi, à qui il confia ce double dessein, parut y consentir, et l'assura que personne ne souhaitait plus ardemment que lui d'affranchir la Pologne

du joug que la tzarine lui avait imposé; que personne ne détestait davantage ce code de lois nouvelles, dont toutes les dispositions étaient autant d'obstacles au bien qu'il avait espéré faire. Il rejeta sur les violences de Repnin la résolution qu'il avait prise de demander le secours de la Russie. Mokranowski exigea, pour traiter avec les confédérés, un plein pouvoir donné au nom du sénat, et dans lequel le titre de *confédération* leur fût donné. C'était un moyen dont il se servait pour les sauver, quel que fût l'événement; les lois et les mœurs polonaises étant telles, qu'une confédération est mise sous la sauvegarde du droit des gens aussitôt qu'elle a été reconnue et qu'on a commencé à traiter avec elle.

En arrivant dans les cantons qu'ils parcouraient, il fut sur le point d'être massacré par un de leurs partis. Il se nomma, et à son nom seul cette troupe, qui ne l'avait jamais vu, lui demanda pardon. Mokranowski écrivit aux deux chefs qu'il se remettait entre leurs mains sans autre caution que leur honneur, et que pendant tout le temps de sa mission les hostilités cesseraient. Les deux maréchaux étaient alors séparés, l'un parcourant l'Ukraine, et l'autre la Podolie, pour recueillir la noblesse impatiente de se joindre à eux. De nouvelles confédérations allaient se former dans leur voisinage. Pułaski répondit au général, que toute négociation était suspecte; que la perfidie si connue des Russes empêchait d'avoir aucune confiance aux paroles portées de leur aveu ou de leur part. « Ce n'est pas assez, disait-il, d'avoir remarqué que leur langue n'a point de mot pour exprimer l'honneur; il fallait ajouter qu'elle en a une multitude pour exprimer favorablement le mensonge et la fraude ». Il lui disait ensuite que les confédérés le connaissaient trop pour ne pas être assurés de son estime; mais que d'autres confédérations étant près d'éclater, il était

nécessaire qu'avant de conférer avec lui, il se concertât avec les nouveaux maréchaux. Pendant cet intervalle, Repnin reçut enfin de Pétersbourg les ordres qu'il attendait.

XIV. *Ordres envoyés de Pétersbourg au sujet de la confédération.*

L'impératrice, aux premières nouvelles de la confédération de Bar, laissa éclater quelques mouvements d'impatience et d'ennui. Elle dit publiquement, que ses bonnes intentions et ses efforts pour rétablir la tranquillité dans cette république, au lieu de produire cet effet salutaire, ayant occasionné de nouveaux troubles, elle était résolue d'abandonner les Polonais à eux-mêmes. Repnin lui assurait cependant que la plus saine partie des Polonais applaudissait aux dernières constitutions; et la demande forcée faite au nom du sénat, servit également à tromper cette princesse. Elle crut entrevoir dans les mouvements des confédérés et dans les menaces des Turks, les suggestions de la France; elle se persuada que tous ces embarras lui étaient suscités par jalousie de sa gloire. Elle espéra que du côté des Turks, il lui serait encore facile de gagner du temps, de tromper les ministres, de corrompre les subalternes, d'entretenir la rebellion dans quelques provinces. Elle envoya, à cette occasion, quarante mille ducats à Constantinople; et s'étant résolue à soutenir tout ce que son ambassadeur avait fait en Pologne, elle y fit passer précipitamment un renfort de troupes. Un frère de Repnin fut chargé d'apporter à cet ambassadeur, avec la ratification du traité conclu dans la diète, les preuves les plus éclatantes de la satisfaction de l'impératrice, l'ordre de Saint-Alexandre, une gratification de 50 mille roubles, le brevet de

lieutenant-général, une permission de voyager en Europe, en conservant sa place et ses appointements. L'impératrice déclarait en même temps les confédérés ennemis de son empire, et rebelles à leur patrie ; elle commandait que le roi joignît ses troupes aux Russes, et le menaçait d'en agir hostilement dans toutes les provinces, de tout ruiner et dévaster par le fer et le feu, s'il ne concourait à pacifier les troubles de son royaume.

XV. *Combats livrés aux confédérés pendant l'armistice.*

Ces ordres étant arrivés pendant que la demande des conférences, au nom du sénat, avait suspendu toute hostilité de la part des confédérés, Repnin exécuta contre eux son horrible dessein. Il profita de leur sécurité pour les faire attaquer, au même instant, dans tous les postes qu'ils occupaient. Sept régiments de troupes réglées et cinq mille kosaks marchèrent à la fois ; et en se divisant à Bar, à Winniça, à Konstantynow, à Chmielnik, mettant tout à feu et à sang sur leur passage, ils brûlaient les villages et les maisons éparses dans les campagnes : d'autres troupes dépouillaient et massacraient les familles errantes et fugitives qu'elles rencontraient sur les chemins. Un de leurs détachements traversa la petite ville de Terespol, habitée par de pauvres gentilshommes cultivateurs, dont il ne restait dans leurs habitations que les femmes et les enfants, parce que tous avaient pris parti parmi les confédérés; ces malheureuses familles furent égorgées. Les confédérés, avertis par la lueur des incendies, se mirent partout en défense, et soutinrent avec intrépidité ces attaques inattendues.

XVI. *Premières actions de Kasimir Pulaski.*

Pendant ces combats, une fausse nouvelle se répandit que les trois fils de Pulaski venaient d'être tués. Il répondit à cette nouvelle : « Je suis sûr qu'ils ont fait leur devoir ! » et continua de donner des ordres ; mais ce fut au contraire dans ces premiers combats que le jeune Kasimir Pulaski, à l'âge de vingt-un ans, commença de développer ces talents qui le rendirent bientôt si célèbre et si redoutable. Dans cette extrême jeunesse, il avait déjà l'expérience de ces difficiles épreuves, la seule école où l'on apprenne à devenir véritablement homme. Attaché au duc Charles de Kourlande, il avait passé dans le palais de Mittau tout le temps où le prince y avait été bloqué par quinze mille Russes. Ses premiers sentiments avaient été ceux d'une haine violente contre les oppresseurs de son prince, devenus maintenant les oppresseurs de son pays. En voyant pendant six mois les exercices et la discipline de ces quinze mille Russes, il y avait acquis quelque usage des armes et une connaissance réfléchie des ennemis qu'il avait à combattre. Le poste qu'il défendait avec douze cents hommes fut attaqué pendant sept jours consécutifs, d'abord par un nombre égal, ensuite par deux mille hommes, et enfin le troisième par six mille. Il s'y soutint toujours avec avantage. Il en coûta beaucoup de sang aux confédérés pour conserver leurs postes les plus importants. Ils furent repoussés de quelques autres.

XVII. *Fin de la commission de Mokranowski.*

Mokranowski recueillit alors le fruit de quarante ans de probité. Dans le temps où il était employé à une perfidie,

ceux même qui en étaient les victimes ne l'en soupçonnèrent point. Le vieux Pulaski écrivit : « Tant de meurtres et de pillages font voir la sûreté que nous pourrions nous promettre pendant nos conférences. Cette nation et ses chefs ne se conduisent pas par les règles militaires, ils n'agissent que comme des assassins ; avertissez-nous en frère de ce que nous devons penser, et aidez-nous par vos conseils à chasser de notre patrie ces violateurs de toutes les lois des nations ».

Mokranowski reçut dans le même temps l'ordre du sénat qui le rappelait. De retour à Varsovie, il dit au roi : « Sire, ou on vous trompe, ou vous m'avez trompé. Mais dans l'un ou l'autre cas, il ne me convient plus de vous servir. » Il quitta cette cour, et partit aussitôt pour la France, où l'on continuait encore cette correspondance ignorée du ministère français, et dont le roi de France lui-même était confident. Mokranowski y courut dans l'espoir d'y faire sentir à ce prince que le moment décisif était arrivé. Il n'était même pas sans espérance de déterminer le ministère français à venir au secours de cette infortunée république.

XVIII. *Déclaration de la tzarine contre les confédérés.*

On attendait encore dans toute la Pologne quelles seraient les résolutions de l'impératrice. On les apprit par la nouvelle des combats livrés aux confédérés, et elle remplit toutes les provinces de désespoir. En vain le sénat avait reconnu la confédération, en lui envoyant un député pour traiter avec elle. C'était maintenant le despotisme russe qui gouvernait tout; et cette coutume antique qui, dans tous les âges de la république, avait été la dernière ressource

de la liberté opprimée, se trouvait maintenant violée avec la plus atroce perfidie. On publia aussitôt une déclaration de la tzarine qui donnait aux confédérés les noms de séditieux, de rebelles, de brigands; à leur entreprise, les noms d'attentat et de crime. Des hommes à qui la défense la plus légitime avait mis les armes à la main; si légitime, qu'ils étaient flétris d'une ignominie ineffaçable, s'ils n'avaient pas pris les armes, furent traités de révoltés et de scélérats. « Le sénat, disait cette déclaration, a reconnu la nécessesité d'éteindre une entreprise aussi criminelle, et a eu recours à sa majesté impériale comme garante des lois et des libertés de la république; mais les seules obligations de cette garantie que sa majesté a reçue sur elle, suffisent pour l'engager à déraciner cette rebellion : toujours portée comme elle l'est à remplir les engagements de sa couronne et à veiller au repos et au bonheur de l'humanité... »

Mais cette déclaration ne servit qu'à soulever tous les esprits. Ces ordres de sang et les récompenses envoyées à Repnin ne laissèrent plus d'espérance à la nation que dans ses propres efforts, et devinrent dans toutes les provinces un signal de soulèvement.

XIX. *Les troupes du roi sous le commandement de Braneçki, se joignent aux Russes. — Dispositions des cours étrangères.*

Le roi, qui ne pouvait se dissimuler cette disposition générale, et qui détestait ce joug imposé non moins à lui-même qu'à sa nation, hésitait encore à se joindre ouvertement aux Russes. Braneçki, le premier confident de la tzarine et du roi, cet homme, d'une bravoure sauvage, d'un caractère audacieux, abandonné effrontément à tous ses vices, désirant avec passion de jouer quelque rôle dans ces troubles, l'en-

traîna enfin dans ce parti dangereux. La commission militaire signa l'ordre aux régiments des gardes et aux hulans d'aller combattre contre leurs concitoyens ; mais n'oublions pas que le comte Mionczynski, castellan de Lublin, un des commissaires, après avoir fait au roi d'inutiles représentations, quitta son emploi plutôt que de signer cet ordre. Ce malheureux pays, opprimé par une armée étrangère, allait donc être exposé encore à tous les malheurs d'une guerre civile. Les dissidents, en trop petit nombre pour être remarqués dans le tumulte dont ils avaient été l'occasion, se jetèrent dans les armées russes.

Cependant, l'évêque de Kamienieç, le général Mokranowski et plusieurs députés de la confédération, cherchaient à intéresser les différentes cours aux malheurs de la Pologne. Le grand-général avait écrit à presque tous les souverains. Ce vieillard, quoique rebuté des vaines instances qu'il avait faites depuis tant d'années, quoiqu'indigné du total délaissement que lui-même avait éprouvé, quand de perfides encouragements l'eurent excité à prendre les armes pour défendre la république, ne craignit pas de s'abaisser, en prenant cette fois un ton de suppliant. « La Russie, disait-il, éteindra cet incendie dans le sang des Polonais. Qui pourra voir avec indifférence ce massacre universel de citoyens armés pour défendre leur liberté ? Quel est le souverain qui n'en prévoit pas les suites funestes ? Peut-il exister un homme qui n'en ait pas de compassion ? Il ne faut pas de grands efforts pour arrêter ces progrès déplorables. Il ne faut ni guerre, ni argent ; il ne faut qu'offrir une puissante médiation entre un peuple divisé, il est vrai, mais dont la plus grande partie est résolue de périr ou d'être libre, et une femme qui doit reconnaître enfin que son ambition et les fautes de son ambassadeur l'ont poussée plus loin qu'elle ne l'avait cru ». Quelques-uns se flattaient aussi qu'une foule d'officiers étran-

gers accourraient de toutes parts et viendraient prendre parti dans les confédérations ; mais ce n'était plus le temps où l'Europe était remplie de généreux aventuriers, toujours prêts à se jeter dans les armées des peuples faibles qui défendaient leur liberté ; où la noblesse vivait dans une grande indépendance et allait partout au gré de son courage chercher les périls et la gloire. Toute la milice de l'Europe était soudoyée, la puissance des souverains affermie. C'était à de grands princes qu'il fallait demander des secours ; c'était la politique de leurs ministres qu'il fallait intéresser. La cour dont il semblait que les confédérés dussent espérer le plus d'appui, celle que l'Europe entière soupçonnait d'avoir suscité la confédération, la cour de Saxe était dans des dispositions bien opposées. Elle paraissait, il est vrai, regretter la couronne. Après en avoir perdu la puissance et le titre, elle s'attachait en toute occasion à conserver quelques restes du cérémonial attaché à la royauté ; mais les liaisons qu'elle avait prises en Pologne avaient été formées avec l'aveu de la Russie. Elle paraissait contente de cette dernière diète qui lui avait conservé dans cette république des établissements, des pensions, un palais à Varsovie, des correspondances légitimes, et par conséquent, à ce qu'elle croyait, l'espérance d'y remonter un jour sur le trône. Le régent, car la minorité du jeune électeur durait encore, inspirait toutefois à son neveu des sentiments opposés à cette ambition. Il lui représentait qu'une nouvelle réunion de ces deux couronnes achèverait la ruine de ses États héréditaires, si avancée par les malheurs des règnes précédents ; mais on prétend qu'il nourrissait pour lui-même cette ambition dont il éloignait son neveu ; qu'il songeait à mériter personnellement la bienveillance de la tzarine ; et que, bien instruit de l'aigreur et des ressentiments qui subsistaient entre cette princesse et Poniatowski, il avait conçu le projet et l'espoir, si elle abandonnait cet an-

cien favori, de faire tomber sur lui-même un second choix. Il venait d'envoyer de magnifiques présents au primat, à Repnin, à tous ceux qui avaient secondé cet ambassadeur dans les travaux de la diète ; et toujours fidèle à ce plan de conduite, il n'osa recevoir à Dresde ni l'évêque de Kamienieç ni les députés de la confédération. Il fut même sur le point d'accorder à la demande d'un envoyé russe une déclaration formelle contre les confédérés. Mais d'autres intérêts que ceux du prince et même que ceux du régent divisaient cette petite cour, et prévinrent une démarche qui eût rendu la Saxe pour jamais odieuse aux Polonais. L'électrice douairière, dont les ressentiments contre la tzarine étaient si récents, le prince Charles, qui ne pouvait attendre que d'une révolution son rétablissement en Kourlande, tous deux également inquiets des projets du régent, également jaloux de son autorité, mécontents de son administration, firent changer le dessein de ce prince. On porta de leur part aux confédérés la promesse de les seconder un jour, si leur parti prenait, par ses propres ressources, assez de force et de consistance pour qu'on pût réellement attendre d'eux la couronne qu'ils offraient. Ce fut à des paroles si vagues que se réduisit tout ce qu'ils obtinrent alors de la cour de Saxe. Quant à la cour de Vienne, elle subordonnait depuis longtemps le zèle qu'on lui supposait pour la religion catholique, et toutes ses autres vues, à celle d'une sage circonspection. Elle craignait et observait le roi de Prusse. Ces deux puissances n'avaient point posé les armes depuis la paix ; toujours rivales l'une de l'autre, elles entretenaient, avec un effort qui passait les ressources réelles de leurs États, chacune une armée de deux cent mille hommes ; et malgré l'impuissance où elles étaient toutes deux d'entretenir de si formidables armées, la plus légère augmentation que l'une faisait dans ses troupes, devenait pour l'autre une

raison d'augmenter encore plus les siennes. Toutefois, elles évitaient avec le plus grand soin de se donner l'une à l'autre un motif d'agression. La santé affaiblie du roi de Prusse persuadait à la cour de Vienne que le temps n'était pas éloigné où elle pourrait faire plus sûrement usage des grandes forces qu'elle avait en main. Un jeune empereur, dans le premier feu de l'âge et de l'ambition, avait succédé à la couronne impériale, et sa mère l'avait appelé à la co-régence de tous ses États héréditaires. Ce jeune prince laissait apercevoir en toute occasion une vive impatience de commander les armées. Il semblait cependant respecter la vieillesse du héros ennemi de sa maison, et regarder le roi de Prusse, moins comme l'adversaire qu'il se proposait de combattre que comme le modèle qu'il avait résolu d'imiter. Dans cette espèce d'attente des grands événements auxquels cette cour semblait se réserver, elle n'était pas fâchée de voir la Russie épuiser ses forces et consommer ses finances. Elle souhaitait même que les Turks prissent les armes contre cette puissance, et pour les y déterminer, elle promettait secrètement de rester neutre ; mais elle n'osait en faire davantage en faveur des confédérés : elle ne voulait ni donner le moindre ressentiment à la tzarine en recevant leurs députés, ni les décourager en rejetant leurs demandes, et elle cachait son embarras et sa réserve sous l'orgueil inabordable du premier ministre autrichien.

La France, plus décidée dans ses mesures, mais encore circonspecte dans ses démarches, résolut au contraire d'encourager des mouvements qu'elle souhaitait depuis longtemps de voir éclore. Elle avait obtenu de la cour de Vienne cette promesse de neutralité ; elle la faisait porter aux Turks. Le duc de Choiseul, toujours maître de ce royaume, malgré les cabales de ses rivaux, s'apprêtait à venger la France des affronts reçus dans la dernière guerre ; il voyait avec joie la

Russie employer pour ses propres querelles des forces que les Anglais eussent soudoyées pour leur service; mais plus les troubles naissants en Pologne étaient favorables au plan qu'il méditait, plus il voulait assurer la durée de ces troubles. Il se méfiait de cette facilité de conciliation dont les Polonais avaient, dans tous les siècles, donné tant de preuves. Il voulait prévenir que les confédérés n'employassent les secours qu'il leur promettait à se procurer un meilleur accommodement, et il exigeait, avant de les secourir, que les choses fussent portées aux dernières extrémités; que la confédération fût devenue générale, et que la vacance du trône eût été proclamée. Il employait cependant toute l'activité de son génie à procurer aux Polonais les secours des Turks; et pour décider le kan des Tatars à quelque démarche qui engageât la guerre, il avait envoyé à ce prince un émissaire adroit qui possédait toutes les langues de ces contrées, et dont le père, au temps de l'élection de Stanislas, avait exécuté avec succès une commission semblable.

Les ministres ottomans prêtaient l'oreille aux insinuations de la France, tout déterminés qu'ils étaient à ne les pas suivre. Ils voulaient, sans se compromettre avec la Russie, opposer à cette puissance perfide une politique artificieuse qui satisfît la juste animosité du sultan contre la tzarine, et qui les laissât eux-mêmes jouir paisiblement, dans la mollesse de leur sérail, des richesses et des honneurs attachés à leurs emplois. Ils favorisaient le soulèvement des Polonais par tous les bons offices que les commandants des frontières pouvaient rendre aux confédérés; mais ils évitaient de leur accorder une protection ouverte. Ils refusaient même d'en recevoir les émissaires. Ils continuaient d'exiger la sortie prompte et entière de toutes les troupes russes hors de la Pologne; mais cette négociation se traitait avec le plus profond mystère, de sorte que l'honneur de l'empire n'était

pas compromis par les perpétuels délais que le grand-visir accordait à l'exécution de cette promesse. Toutes les opinions de ce visir étaient pacifiques ; et tant qu'il conserverait sa place, les Russes, quels que fussent les événements, étaient assurés de la paix.

Dans cette disposition de toutes les cours, et de celles même qui étaient les plus favorables aux confédérés, ils étaient donc véritablement abandonnés. Repnin fit même imprimer dans toutes les gazettes qui avaient cours en Pologne, que la Porte avait déclaré par écrit, qu'elle les regardait comme des sujets rebelles ; qu'elle leur avait refusé hautement sa protection, et qu'elle avait ordonné à tous les gouverneurs de ses frontières, de leur interdire tout asile dans ses États. C'est ainsi que Repnin avait exagéré à dessein, dans une traduction infidèle, les expressions modérées dont les ministres turks s'étaient servis.

XX. *Confédération du comte Potoçki. — Trahison du roi.*

Quoique ces nouvelles falsifiées fussent répandues dans tout le royaume, et que les confédérés n'eussent plus d'autre ressource que dans leur désespoir, leur ligue devint bientôt véritablement formidable. La seconde confédération se forma sous le comte Marian Potoçki, grand-échanson. Toute sa famille et les femmes même de son nom le pressaient de se déclarer. Il avait vu dans sa jeunesse ses deux oncles prendre les armes pour défendre la liberté de la république contre l'élection illégale du roi Auguste, et quoique vaincus, se soutenir par la faveur de la nation contre les ressentiments d'une cour ennemie. Leur grandeur conservée après leur défaite, avait élevé son courage et nourri son ambition. Il se jetait dans les confédérations avec le désir

d'en devenir le chef; et malgré quelques disgrâces de la nature, on ne peut nier qu'il n'eût des talents pour remplir une si grande place. Ses alliances et sa fortune étaient aussi considérables que son nom. Il avait épousé la nièce et l'héritière du grand-général Braniçki, et ce vieillard lui avait confié des ordres adressés à tous les régiments de la couronne, pour leur enjoindre d'obéir à Potoçki. Il prévint les confédérés de Bar de son dessein ; il leur demanda le titre de régimentaire-général, et quoiqu'on eût résolu dans les premières assemblées de la confédération de se tenir en garde contre l'ambition des plus grandes familles, Pulaski fit taire cette crainte et lui envoya au nom des confédérés le titre qu'il sollicitait. On l'avertit que le régiment du palatin de Krakovie, un des sénateurs enlevés, allait passer près de ses terres, pour joindre les troupes du roi, qui avaient ordre de combattre les confédérés. Il se présenta devant ce régiment avec les troupes de sa maison. Au nom illustre de Potoçki, au cri de vengeance sur l'enlèvement de leur colonel, aux ordres du grand-général, ce régiment mit bas les armes, et prêta serment à la confédération. Potoçki se trouvant à la tête de quinze cents hommes, revint aussitôt chez lui pour arranger ses affaires domestiques, envoyer, s'il était possible, sa femme et ses enfants en quelque lieu sûr, résolu de ne plus rentrer dans sa maison que la patrie ne fût libre. Il se rendit ensuite dans la petite ville de Podhaïcé ; et en ayant fait sa place d'armes, il fit former sous cet appui la confédération de tout le district d'Halicz. Dans le même temps Rozewski, homme presque inconnu, ayant formé une confédération le 23 avril dans le voisinage de Lublin, entra dans cette ville pour faire prêter serment de fidélité aux magistrats. Pendant le tumulte de cette cérémonie, un lieutenant-colonel russe qui commandait dans les environs, informé de cet événement, rassembla cinq

cents hommes de ses troupes, entra dans un faubourg, somma Rozewski de se rendre, fit jeter sur la ville quelques bombes qui mirent le feu aux maisons, et fit en même temps tirer du canon à cartouche sur ceux qui accouraient pour éteindre les flammes. Les confédérés, malgré leur petit nombre, tiraient aussi sur les Russes ; mais aux instances des habitants qui craignaient le sac de leur ville, ils sortirent par la porte opposée au côté de l'attaque, prirent la route de Chelm pour se réunir à la noblesse de ce district et en appuyer la confédération.

Toutes les terres de ceux qui se joignaient aux confédérés, dans quelques parties du royaume qu'elles fussent situées, étaient aussitôt ravagées par des détachements russes ; mais si c'était des starosties ou terres du domaine qu'ils possédaient, alors elles étaient regardées comme vacantes ; et ces généraux russes que la dernière diète avait reconnus gentilshommes polonais, en obtenaient la concession de Repnin, devenu l'unique administrateur des grâces. Ces nouveaux Polonais montaient aussitôt à cheval, pour aller enrichir leurs nouvelles possessions par la dévastation des terres voisines.

Il y avait à peine deux mois que ces pillages étaient commencés, quand les équipages de l'un d'eux tombèrent entre les mains des confédérés. Il y trouvèrent les vases sacrés de l'évêché de Krakovie, la vaisselle aux armes de toutes les grandes familles , quarante mille ducats en espèces, des diamants, de riches tapis et des meubles que cet homme envoyait en Russie, comme un convoi.

La faveur pour les confédérés était si grande, que la noblesse de Podlaquie, en apprenant que les Russes dévastaient une terre du comte Potoçki, s'attroupa pour empêcher ce ravage, attaqua les Russes et se confédéra. Il s'agissait de former la confédération générale ; mais les Russes couraient

d'un bout du royaume à l'autre, et dans un pays absolument ouvert et sans défense, ils s'emparaient avec facilité des points où la noblesse de chaque district eût pu se réunir. Leurs marches rapides et leurs prompts retours répandaient partout la terreur. Sur les plus simples soupçons, les seigneurs étaient enlevés dans leurs terres, et traînés à la suite de ces troupes. Des Kosaks amenaient des provinces au palais de l'ambassadeur russe, des gentilshommes liés à la queue de leurs chevaux. Les Russes s'étaient emparés de tous les lieux où on pouvait déposer les actes publics. Les habitants des villes, sous peine de voir leurs villes brûlées, étaient forcés de dénoncer toute assemblée qui s'y faisait; et, en effet, si on apprenait qu'il se fût formé une confédération dans une ville, elle était aussitôt brûlée. Si quelques gentilshommes, avant d'éclater, tâchaient de se pourvoir d'armes et de munitions, le dépôt était presque toujours découvert et saisi. Les confédérations même qui parvenaient à se former, après avoir employé à leur réunion un courage héroïque, étaient pour la plupart aisément dispersées; parce que sans armes et sans aucune habitude de la guerre, elles n'employaient pour se garder aucune des plus simples précautions.

Malgré ces désavantages et ces pertes, chaque moment faisait sentir un accroissement de vigueur. La confédération croissait au milieu de ses désastres. Les cruautés des Russes enflammaient le désespoir de la nation, et plus il périssait de confédérés, plus il s'en reproduisait. On essaya alors d'opposer aux Polonais des moyens pareils à ceux qu'ils employaient, et de former une confédération en faveur de la cour, des nouvelles constitutions et de la garantie; mais les émissaires qui se présentèrent dans deux endroits pour exécuter ce projet furent massacrés. Quelques créatures du roi tentèrent d'en faire une en sa faveur, et en même temps

contre la garantie russe. Pas un gentilhomme n'y voulut souscrire; le seul nom de ce prince rendait suspect tout projet auquel il prenait part.

La cour, craignant la nation, cherchait à la désarmer; et le roi, ayant eu avis qu'en échange des grains envoyés cette année à Dantzick, les seigneurs des terres qui y faisaient vendre leurs récoltes avaient secrètement acheté tout ce qui s'y trouvait d'armes à feu, ce prince fit saisir ces armes sur la route par les officiers de ses douanes. Mais si la cour craignait la nation et voulait la désarmer, les Russes craignaient également la cour. Repnin envoya des détachements s'emparer des munitions de guerre, poudres, boulets, cartouches, auxquelles par les ordres du ministère polonais on travaillait avec activité. Il fit partout le royaume enlever de tous les châteaux l'artillerie, les munitions, les armes. Les Russes, dans toutes les provinces, s'emparèrent des moulins à poudre; il y avait peine de mort contre tout marchand qui vendrait de la poudre à tirer.

Ainsi, on voyait un peuple désarmé, dont le territoire dans toute son étendue était occupé par une armée ennemie, nombreuse, disciplinée, formidable, et sans cesse recrutée; un peuple trahi par son roi et par une partie de son sénat, dans un pays sans forteresses et même sans montagnes, ces asiles naturels de l'indépendance, se soulever de toutes parts, et attaquer à coups de sabres des batteries de canon. Ils étaient souvent dispersés, ils se ralliaient à quelques lieues de là; et ces nombreux avantages que les Russes avaient soin de publier pour contenir les esprits, se réduisaient à ce que les troupes confédérées, n'ayant pas quelquefois de quoi charger un fusil, n'ayant souvent point d'autres armes que des barres de fer, se dispersaient lorsqu'elles étaient attaquées par de l'artillerie.

Ce ne furent point les chefs de la nation qui jouèrent ces

rôles hasardeux. Ceux que leur grand nom et l'étendue de leurs possessions rendaient plus redoutables étaient gardés à vue dans leurs châteaux. D'un autre côté, le servage rendait inutiles à la défense de l'État tous les paysans polonais.

Le servage de la glèbe est établi en Pologne de temps immémorial ; mais aucune superstition n'y altère dans les serfs, comme en Russie dans les esclaves, le penchant naturel des hommes à la liberté. Ils ne connaissent point cette insensibilité stupide avec laquelle les Russes se laissent ôter leur misérable vie, dont ils ne croient pas avoir la propriété. Ils ne diffèrent en rien de cette multitude prodigieuse de serfs qui couvrent la terre, assujettis par la force, ployant avec douleur sous la dure nécessité de leur condition, habitués par leurs parents à supporter patiemment le triste hasard de leur naissance, et capables, par l'impulsion même de la nature, d'ouvrir leurs cœurs a l'espérance d'une révolution. Mais les désordres, les pillages, les cruautés des troupes russes empêchaient ces opprimés mêmes de se joindre à elles; de sorte que cette partie de la nation restait véritablement neutre entre ses maîtres et les oppresseurs de ses maîtres. Ce sont, au contraire, les esclaves russes qui font la force des armées de cet empire. Abrutis et féroces, ils regardent leur esclavage comme l'état naturel des hommes ; ils bénissent Dieu de leur état, et croient gagner le ciel en subissant la mort pour obéir au tzar. C'était donc un empire de plusieurs millions d'hommes mis en mouvement par une seule volonté, qui en attaquait quelques milliers épars, sans union, sans armes, et dont la plus grande partie n'osait encore se déclarer. Aussi les romans n'ont-ils rien imaginé de plus extraordinaire que les aventures de quelques-uns de ces hommes adroits et audacieux, en qui l'indépendance avait developpé toutes les qualités et toute l'industrie dont l'humanité peut être capable.

XXI. *Histoire de Beniowski* (1).

L'un d'eux, le comte Beniowski, d'une famille originairement hongroise, atteint d'un coup de canon dans les reins, et échappé de ses fers en Russie même; reconnu à Pétersbourg, et d'abord accueilli, mais bientôt indigné des infâmes propositions qu'il y reçut, pour acheter sa liberté par la promesse de retourner parmi les confédérés et d'y assassiner Pulaski; transporté ensuite au Kamtchatka, à l'extrémité orientale du continent, employé avec les plus vils malfaiteurs à faire du charbon dans les forêts, y trame une conjuration, y réunit cent cinquante hommes audacieux, et sans autres armes que les instruments de leur travail et quelques fusils de chasse, escalade une forteresse, se rend maître d'une ville, fait prêter serment par les habitants à la confédération de Pologne; et, prévoyant l'imposibilité de se soutenir dans cette capitale d'une province russe, se jette avec sa troupe dans un mauvais navire, le conduit avec habileté sur cette mer inconnue, cherche en remontant vers le nord ce passage de l'Europe à l'Asie, objet de tant de voyages; repoussé bientôt par les glaces, revient vers le midi, découvre quelques îles, leur donne son nom, livre plusieurs combats à des sauvages, aborde au Japon, à l'île Formose, à la Chine; parvient aux établissements des Européens dans les Indes, ramène en Europe sur un vaisseau français quatre-vingts compagnons de son infortune et de son courage, parmi lesquels se trouvaient deux Suédois, six Hongrois, dix Polonais, sept Prussiens, deux Hollandais, un Suisse, deux Danois, plusieurs Allemands, quelques Russes, des Kamtchadales, des gens des frontières de la Chine, et un sauvage de

(1). Voyez ses *Voyages et Mémoires*. Paris 1791, 2 vol. in-8°.

l'Amérique : et enfin, pour prix de l'accueil qu'il reçoit en France, y remet entre les mains du ministère toutes les archives du Kamtchatka enlevées de cette province. Il s'y trouvait un projet d'invasion de la Chine, et tout le plan de ce que les gouverneurs des provinces limitrophes et les commandants des frontières devaient faire d'avance pour préparer l'exécution de ce projet; et par une suite de cette destinée qui enchaîne les uns aux autres tous les événements de l'univers, les ministres français profitèrent de l'étendue de leurs correspondances pour faire parvenir cet avis jusqu'à Pékin, et remettre une copie du projet entre les mains de l'empereur même de la Chine.

XXII. *Histoire de Dzierzanowski. — Son discours au roi. — Son projet d'enlever Repnin.*

Il y avait parmi les chambellans du roi de Pologne un homme que les hasards de sa vie avaient porté dans presque tous les pays du monde. Dzierzanowski avait quitté sa patrie pour venir en France, au temps où le célèbre Lowendahl venait d'entrer au service de cette puissance, et composait de Polonais le régiment qu'il commandait. La frégate sur laquelle Dzierzanowski s'était embarqué à Dantzick avec un grand nombre de ses compatriotes, fut prise par les Anglais. Il fut mené à Londres, y obtint sa liberté, et vint faire en Flandres deux campagnes dans les armées françaises, qui, sous deux généraux étrangers, étaient alors la meilleure école de la guerre. Dzierzanowski, à la paix, revenu en Pologne, trouva sa famille en désordre. Un sentiment d'équité dominait en lui au milieu des plus terribles passions. Il ne put voir sans fureur une belle-mère ruiner sa famille et dépouiller ses sœurs. Il alla reprendre de vive force une

somme de 15,000 florins que son père avait donnée à cette femme, ne s'en appropria rien, porta à ses sœurs cet unique reste de leur fortune, et, troublé cependant par des remords sur cette révolte contre l'autorité paternelle, il partit pour s'en aller à Rome en pèlerin. Il revint, par la France, sous le même habit; mais l'extrême police qui règne dans ce royaume n'y permettant pas de pareils voyages, il fut arrêté et enfermé comme un homme sans aveu. Quelques-uns de ses compatriotes le réclamèrent, et les protections qu'il trouva lui obtinrent de la cour de France un emploi aux Indes orientales. Il y parvint, au grand étonnement de tout le pays, à faire combattre de pied ferme et manœuvrer à la manière européenne un corps de cipayes dont il avait le commandement. Il les mena plusieurs fois au feu, sans que jamais ils aient plié; et les Anglais reconnurent en plus d'une occasion combien ces cipayes étaient supérieurs aux leurs, qu'ils s'étudiaient à former à la même discipline. Mais il se brouilla bientôt avec le commandant, et revint en France pour y suivre un procès contre lui. Le vaisseau qui le ramenait ayant touché aux îles de l'Amérique, il y eut, comme officier français, une grande liberté, dont il se servit pour lever tous les plans et noter tous les ancrages. Son procès en France n'ayant pas eu le succès qu'il en attendait, le ressentiment le fit passer en Angleterre, où il traita avec le ministre Pitt de tous ses mémoires sur la Martinique. Un Portugais célèbre qui était alors à Londres l'engagea à passer en Portugal pour y servir dans l'armée qu'on envoyait au Paraguay. Mais à peine arrivé à Lisbonne, la licence de ses discours le fit mettre à l'inquisition. Une telle sévérité révolta son esprit naturellement indépendant; il passa en Espagne, où le gouvernement paraissait s'adoucir et favoriser les étrangers. Le frère d'un favori du comte Brulh y était résident de Saxe; Dzierzanowski, mécontent de quelques

propos que le Saxon tenait contre les Polonais, lui donna un soufflet. Malgré les traverses que cette vivacité lui occasionna, il obtint de cette cour un brevet de colonel, et partit pour aller lever un régiment en Pologne. Cet homme, conteur très-amusant, y plut au nouveau roi, qui se l'attacha par un emploi de chambellan ; mais un violent amour pour sa patrie se mêlait à toutes ses vertus et à tous ses vices, et la hardiesse des discours qu'il tenait à ce prince fut bientôt remarquée. Un jour, entre autres, il prétendait avoir été élu roi en Amérique par des sauvages. « Comment, lui répondit le roi, avez-vous perdu cette couronne ? » Il reprit : « Sire, j'avais été élu par un peuple libre ; il s'aperçut que je pensais à l'asservir : je fus chassé comme tous les tyrans doivent l'être ». L'espèce de faveur dont il continuait de jouir à la cour ne l'empêcha pas de se lier avec tous les bons citoyens ; et pendant la dernière diète il avait montré pour eux du zèle et de la vigilance. C'était lui qui, par ses avis et ses instances, avait empêché l'évêque de Krakovie de se rendre à la comédie, où le projet de son enlèvement devait être exécuté. Le roi, qui l'en soupçonna, lui montra depuis ce temps un visage glacé. Dzierzanowski osa lui demander une explication. La profonde dissimulation du prince excita la noble franchise du chambellan. Le roi dans cet entretien demanda ce que le public pensait de lui. Dzierzanowski ne lui cacha point « que la nation lui imputait toutes les humiliations qu'elle éprouvait sous son règne ; que son intimité avec Repnin le faisait regarder comme complice de tous les attentats de cet ambassadeur ; qu'il avait, avant d'être roi, donné une autre opinion de lui ; qu'alors ses plus cruels ennemis ne lui refusaient point des talents, des connaissances, des sentiments élevés ; qu'aujourd'hui ses partisans mêmes s'étonnaient que toutes ses heureuses qualités se fussent éclipsées, et qu'il fût monté sur le trône pour y

être un instrument dont la tyrannie se servait contre sa nation ; qu'un petit nombre de gens, il est vrai, avaient encore suspendu leur opinion, et disaient que près d'être détrôné, il avait ménagé les Russes pour se soutenir ; qu'élevé dans toutes les intrigues de la république et des cours, il n'était pas novice dans l'art de dissimuler, et qu'on pouvait encore excuser sa conduite, ou plutôt lui pardonner de n'en avoir aucune ; d'avoir abandonné le gouvernail et en quelque sorte cédé à la tempête, dans le temps où il ne pouvait entrevoir aucune voie de salut ; mais qu'aujourd'hui, sa route était tracée, et que les sentiments de la nation, ceux de l'Europe entière et ceux de la postérité, allaient être fixés sans retour ». Le roi, les larmes aux yeux, demanda ce qu'il y avait à faire. Dzierzanowski répondit : « La nation s'étant soulevée contre les Russes, elle vous pardonnera tout, si vous vous réunissez à elle. Par nos constitutions, l'autorité du roi, quoique indirecte, est très-étendue ; il représente l'idole de la fortune, une foule de gens, enchaînés par l'espérance des emplois, hésiteront à se déclarer tant que vous-même vous ne vous déclarerez point ; par là, les difficultés de cette entreprise se multiplieront ; la confédération désavouée passera pour une révolte ; mais ne vous flattez pas qu'il y ait aucune conciliation à espérer : la plus grande partie de la noblesse veut être libre ou exterminée. Il ne vous reste plus, pour régner avec honneur, que d'être le libérateur de votre royaume. Vainqueur avec les Russes, si le malheur de la nation le veut ainsi, que vous restera-t-il ? un pays dévasté, l'esclavage sur le trône, quelques lâches pour sujets, et une honte éternelle attachée à votre mémoire ! » Le roi se rejeta sur l'espèce de captivité où Repnin le retenait. Dzierzanowski lui représenta que le droit des gens n'existait plus à l'égard d'un tel homme, proposa de l'enlever et se chargea de l'entreprise. Le roi lui demanda son projet par écrit. A

cette proposition Dzierzanowski le regarda fixement. Le roi sentit tout ce que ce regard lui exprimait de défiance ; il rassura le chambellan par les serments les plus sacrés Le projet fut écrit et confié au roi ; tout était prêt pour l'exécution. Dzierzanowski avait eu l'adresse de tirer de Repnin lui-même une somme d'argent assez considérable. Le complot était formé dans le régiment des gardes-dragons, quoique tout composé de dissidents. Repnin devait être enlevé au retour d'une maison de débauche, où le public savait que cet ambassadeur devait passer la soirée; mais Dzierzanowski, ce même jour, étant à dîner dans une maison ouverte à toute la noblesse, un gentilhomme arriva avec empressement et dit comme une nouvelle répandue dans la ville : « Qu'il y avait un complot pour enlever Repnin; que ce complot était découvert, et l'ordre donné pour en arrêter l'auteur ». Dzierzanowski, sur ce récit, sentant tout le péril où il se trouvait, demanda une bouteille de vin de champagne, la but tout entière, s'échauffa encore de plusieurs tasses de café qui donnassent à ses esprits toute l'exaltation dont ils pouvaient être susceptibles, et sortit pour aller aux nouvelles. Il alla dans une promenade publique, y rencontra un de ses amis qui se promenait avec un général russe. Ce général était celui même qui avait l'ordre de l'arrêter. Les plus sûres precautions étaient déjà prises pour l'enlever à l'entrée de la nuit. Dzierzanowski les aborda, en disant qu'il méditait un projet utile et pressé pour lequel il avait besoin d'un passe-port. Il était connu pour un des favoris du roi; son ami ne l'appelait, suivant l'usage du pays, que du nom de son emploi, et le hasard voulut qu'il obtînt le passe-port dont il avait besoin, de cet officier même chargé de l'arrêter. Cependant la troupe qu'il avait formée se présenta le soir devant la porte de l'ambassadeur; mais la grille qui en défendait l'entrée se trouva

fermée : la garde donna l'alarme, et cette troupe se trouvant sans chef se dissipa d'elle-même.

Sur la nouvelle de son évasion, Repnin fit afficher la promesse de cinq mille ducats à quiconque amènerait Dzierzanowski vif ou mort. Celui-ci avait choisi sur toute la troupe dont il s'était assuré les sept hommes qu'il crut les plus déterminés ; et s'étant sauvé avec eux, il rassembla bientôt une troupe de vingt ou trente hommes. En passant dans une petite ville où la noblesse du voisinage était assemblée pour quelque fonction de judicature, il entre le sabre haut, et prenant en main le crucifix qui était devant les juges, il force cette noblesse assemblée de l'élire maréchal, et de faire serment entre ses mains dans la même forme que les confédérés de Bar. Ayant ainsi acquis un titre dans la confédération et une autorité dans la république, il se fit suivre de quelque noblesse. Les Russes le poursuivaient avec acharnement et l'atteignirent bientôt. Il chargea les sept hommes déterminés qu'il avait choisis, de défendre le passage d'un pont. Ils le défendirent avec un courage héroïque, et lui donnèrent le temps de sauver sa troupe en la dispersant. Il ordonna à un homme de chaque peloton de dire qu'il était Dzierzanowski. Ceux-ci en acquéraient plus de considération dans leur fuite, et lui plus de sûreté dans la sienne. On le poursuivit à la fois sur plusieurs routes différentes. On écrivait de tous côtés à Repnin, l'un qu'il avait pris Dzierzanowski, l'autre qu'il l'avait tué, un autre qu'il était près de le prendre ; et lui, déguisé en moine, traversait la Pologne pour aller se mettre à la tête de quelqu'autre parti, ne doutant pas qu'il n'eût été trahi par le roi, et nourrissant contre ce prince une haine capable de se porter à toutes les extrémités. Il publia un manifeste où il rappelait que Jean-Kasimir voyant combien son règne était funeste, et désespérant d'apporter remède aux maux de la

patrie, avait mieux aimé abdiquer la couronne, que de rester roi pour le malheur public.

XXIII. *Inquiétudes de tous ceux qui étaient restés à Varsovie.*

Repnin, effrayé du danger qu'il venait de courir, fit entrer dans la ville de nouveaux détachements russes. Auteur de tous les maux qui rendaient exécrables dans tous les esprits la nation et la domination russe, il cherchait maintenant à s'en justifier; il s'était conformé, disait-il, aux principes du roi, qui, ne pouvant se faire aimer, avait du moins voulu se faire craindre. Telle était l'association de ces deux hommes; telle était leur reconnaissance mutuelle des services faux ou vrais qu'ils se rendaient réciproquement. Ils s'accusaient l'un l'autre de tout ce qu'ils avaient concerté ensemble. Le primat commença aussi à se faire garder dans son palais. On se barricada dans presque toutes les maisons de la ville. Tous ceux qui avaient trahi leur patrie, rassemblés dans la capitale, s'y méfiaient les uns des autres et ne s'y croyaient plus en sûreté. Le primat, dont les funestes intrigues avaient amené les affaires à cette horrible confusion, écrivit à l'impératrice pour s'en disculper. « Ce n'était, lui disait-il, ni l'admission des dissidents à l'égalité, ni la garantie des nouvelles lois qui suscitaient les confédérations et soulevaient tout le royaume. L'unique source du mal était que la Russie eût manqué de parole à la noblesse, en conservant le roi sur le trône ». Il assurait qu'en sacrifiant ce prince, il était encore temps de tout pacifier. Quelle que fût l'intention de la tzarine, soit d'intimider le roi, soit de lui prouver la générosité qu'elle avait de le soutenir contre tant d'ennemis, soit enfin de déchaîner à la fois toutes les furies dans cette

déplorable cour, elle lui envoya ces lettres mêmes en original.

Le roi consultait ceux qu'il croyait ses amis. Il ne savait s'il devait abdiquer, faire un manifeste, se retirer en Angleterre. L'impératrice, qui lui avait donné un royaume, n'aurait osé lui donner un asile. Dans ce manque total de refuge, il parut enfin résolu de ne point quitter Varsovie, quels que fussent les événements, et de s'abandonner, s'il le fallait, à la merci des confédérés.

XXIV. *Les troupes du comte Potoçki dissipées, et sa fuite en Moldavie.*

Les Russes avaient alors remporté un avantage considérable, mais qui devenait l'occasion de nouvelles craintes.

La petite armée du comte Potoçki avait été entièrement dispersée. Quatre cents Russes, pendant qu'il s'occupait à enlever les compagnies polonaises, saisissant le temps de son absence, surprirent et emportèrent la ville de Podhaïcé, dont il avait fait sa place d'armes. C'était le poste le plus avancé des confédérés de la Podolie. A son retour, il voulut attaquer ces quatre cents Russes dans cette même ville; mais ceux-ci, pendant l'obscurité de la nuit, feignant de capituler, firent une sortie. Cette attaque imprévue jeta l'épouvante dans ses troupes; tout prit la fuite. Potoçki tâcha vainement de les rallier, la déroute fut totale. La plupart des compagnies polonaises l'abandonnèrent en l'accusant de leur avoir montré de faux ordres pour les engager à se joindre à lui. Il se sauva au-delà du Dniester avec le peu de troupes qui lui restaient fidèles, espérant trouver dans sa défaite l'occasion de compromettre la Russie avec les Turks; et en effet, il fut poursuivi jusque sur le territoire ottoman. Le

colonel russe trompé par les gazettes, où Repnin avait fait publier que la Porte ne prenait aucun intérêt aux confédérés et avait défendu aux gouverneurs des provinces frontières de leur donner asile, écrivit au pacha de Chocim et au prince de Moldavie pour demander de faire désarmer les troupes de Potoçki, et de lui livrer leurs armes. « Il attendait, disait-il, de pied ferme, et les avertissait que désormais il poursuivrait ses ennemis partout où il les trouverait, si l'hospodar n'avait pas soin de prévenir de pareilles irruptions ». Ce colonel était un étranger d'une grande bravoure, d'une naissance distinguée, mais sans bien et qui cherchait fortune dans les armées russes. Il désirait d'engager la guerre dans laquelle il s'acquit bientôt un grand nom. Il tenta cependant d'éteindre la confédération d'une manière plus sûre et plus prompte. Il envoya de secrets émissaires au pacha de Chocim et à l'hospodar de Moldavie, chargés d'offres d'argent, pour les engager à lui livrer les confédérés et le comte Potoçki. Le pacha se laissa corrompre à vil prix; mais l'hospodar, espérant de sa fidélité de plus grands avantages, envoya à Constantinople et la lettre insolente de l'officier russe, et le récit des propositions secrètes qu'il en avait reçues. Non-seulement les confédérés trouvèrent asile sous la protection de l'hospodar, mais ils traversèrent librement avec armes et bagages une partie de cette province. Un frère du comte Potoçki, avec quelques centaines d'hommes, s'y étant aussi réfugié, ils se rejoignirent. Les Turks leur aidèrent à repasser le Dniester sur leurs prames. Potoçki, ainsi rentré en Pologne, prit à dos les Russes qui l'avaient poursuivi, les attendit et en massacra une partie au passage du Dniester.

XXV. *Histoire des Zaporoves ou Haydamaki, et massacres d'Ukraine.*

Cependant on croyait en Russie, et à Varsovie même, que d'exterminer les confédérés de Bar, ce serait pacifier le royaume; parce que la plupart des autres confédérations avaient simplement adhéré à celle-ci, et lui avaient par là confié en quelque sorte tous les pouvoirs de la république. Les Russes avaient réuni leurs plus grandes forces dans cette province. L'infâme Braneçki venait d'y arriver, à la tête des troupes royales. On s'attendait à Varsovie à la nouvelle d'une victoire complète; mais on en reçut une qui remplit tous les esprits d'épouvante et d'horreur.

Près des contrées où la confédération avait éclaté, vers l'orient de la Pologne, habite le plus exécrable des peuples, si on peut donner le nom de peuple à un ramas de brigands de toutes les nations, échappés la plupart au supplice. Ils se rassemblent dans des lieux inaccessibles, au milieu des cataractes (*poroki*) du Borysthène, à 50 lieues de Kiow, en descendant le fleuve. Dans les premiers temps de l'empire grec, ces îles étaient déjà connues pour un repaire de pirates; et cette demeure sauvage entre des rochers escarpés, toujours battus par la chute des cataractes, endurcirait seule les hommes des mœurs les plus douces. Elle pourrait nourrir avec abondance ses féroces habitants, par l'étendue de ses pâturages, par la chasse et la pêche; mais ils préfèrent vivre de rapines sur tous les pays voisins. Ils sortaient autrefois par les embouchures du Borysthène, côtoyaient tous les rivages de la mer Noire, pillaient les villes et les bourgs, et souvent ils ont répandu la terreur jusque dans Constantinople. Les premières lois observées parmi eux sont, depuis

plusieurs siècles, de professer la religion grecque, et de temps immémorial, de ne recevoir aucune femme. Ils se perpétuent, tant par l'affluence de nouveaux scélérats, que par la quantité d'enfants qu'ils enlèvent dans leurs incursions pour les former à leurs mœurs; et il est remarquable que cette étrange république se soit établie vis-à-vis de la côte où la fable avait placé le séjour des Amazones.

L'horrible événement que nous devons raconter, nous forçant à bien faire connaître cet exécrable ramas de brigands, nous ajouterons encore ici quelques détails.

Leurs biens et leurs pillages sont en commun; ils logent ensemble dans de vastes granges; aucun vœu ne les attachant à cette société, ils la quittent à volonté; mais tant qu'ils vivent parmi ses membres, il leur est absolument défendu de lire et d'écrire. Un officier public en a seul le droit; tout papier lui doit être remis, et en cas de contravention, il est juge souverain de cette espèce de délit. Quand les Turks conquirent tous les pays voisins, ces îles qui jusque-là n'avaient été que l'asile de l'impunité, devinrent le refuge de l'indépendance; et le zèle de la religion se joignant à l'amour de la piraterie, ils ne reçurent plus parmi eux que ceux qui firent profession de la religion grecque, opprimée dans les pays tombés au pouvoir des Turks. Ils se disaient prêts à mourir pour leur foi; d'autant plus superstitieux qu'ils croyaient par un zèle fanatique expier tous leurs crimes.

Ce fut de ces îles trop peuplées par l'affluence des brigands que sortit, il y a deux siècles, la nation des Kosaks, lorsque la plupart d'entre eux, enrichis de butin et rappelés par le désir de la société des femmes, acquirent des terres dans les plaines qu'arrose le Borysthène, et se marièrent dans les villes de Pologne et dans les domaines de la noblesse polonaise. C'était aussi dans le même temps que la noblesse polonaise commençait à faire cultiver les rives de ce

même fleuve auparavant désertes, vastes plaines connues sous le nom de l'Ukraine, et que la crainte des incursions des Tatars avait fait abandonner depuis plusieurs siècles. Ainsi les querelles des Polonais avec cette nation nouvelle commencèrent dès son origine. Le roi Étienne Batory parvint à y établir quelque discipline et des lois qui ont subsisté plusieurs années à l'avantage des deux nations; mais les habitants des cataractes étaient toujours regardés comme les premiers citoyens de ce peuple nouveau, dont ils étaient en effet la tige. Ils avaient le premier rang à l'armée, la principale influence dans les conseils et dans l'élection du capitaine-général ou hetman. Eux seuls avaient droit d'élire leur hetman particulier. Cependant les seigneurs polonais et les administrateurs des biens royaux, habitués à traiter les paysans en sujets, ne connaissant point de conditions entre vassal et maître, s'efforçaient de réduire les Kosaks à la même servitude. Ils prétendaient les charger des mêmes redevances que les paysans polonais, les assujétir aux mêmes corvées. Les Juifs, qui de tout temps ont fait valoir les biens de la noblesse polonaise, voulurent ajouter cette nouvelle richesse au profit de leurs fermes. Les Kosaks se révoltèrent souvent; et l'horreur que les chrétiens ont généralement contre les Juifs, étant redoublée par la haine de ces exactions, ils commençaient toujours leurs soulèvements par égorger tous les Juifs. Ils empêchaient aussi quelquefois les seigneurs de rentrer dans leurs terres ou les y massacraient, et quand une armée trop nombreuse venait les attaquer, ils fuyaient dans leurs îles.

Quelques années avant l'établissement de ces Kosaks dans l'Ukraine, les Polonais avaient été forcés de donner des armes aux paysans des provinces voisines, pour qu'ils pussent se garantir des incursions des Tatars. La plupart de ces paysans se joignirent aux Kosaks. Le désir de la même li-

berté, le zèle de la même religion, les fit souvent, dans le dernier siècle, livrer en commun des combats à la noblesse polonaise. Ceux même qui ne prenaient pas les armes avec les Kosaks, cachaient leurs marches, leur donnaient des avis; en un mot, ils avaient eu de tout temps la faveur de tous les paysans de ces contrées. Enfin, après de longues guerres, une partie de ces Kosaks étant restée sous la domination polonaise, où elle se vit perpétuellement exposée au servage domestique, et l'autre partie étant passée sous la domination russe, où elle fut bientôt dépouillée de toute liberté civile, toutes deux furent également mécontentes de leur sort. Entre ces deux nations opprimées, les îles du Borysthène, leur ancien asile, continuèrent d'être fréquentées; il y eut toujours dans ce refuge ouvert à tous les complots et à tous les crimes, une espèce de nation. Elle conserve encore aujourd'hui son institution primitive; zèle pour la religion grecque, exclusion des femmes et amour pour le pillage : et peut-être ne sera-t-il pas inutile, pour marquer l'opinion qu'on a dans les pays orientaux des établissements que nous respectons le plus, de rapporter qu'on y appelle quelquefois cette société de brigands une espèce de chevalerie de Malte. L'impératrice et le grand-duc de Russie sont depuis une trentaine d'années inscrits les premiers sur la liste de cette confrérie militaire. On ne sait pas précisément leur nombre, et eux-mêmes ne s'en sont jamais assurés; on la croyait, au temps dont nous parlons, de quarante à cinquante mille; mais ils sont aujourd'hui extrêmement resserrés par cette ligne de forteresses dont les Russes enferment tout ce qu'ils ont envahi dans les déserts qui les entourent. Les Russes cherchent tous les moyens d'affaiblir et de subjuguer cette redoutable société. Ils se sont emparés de quelques-unes des îles; ils violent souvent à main armée le territoire de toutes les autres, pour enlever de vive force les esclaves

russes qui s'y réfugient; ils tiennent des femmes dans le voisinage, cherchant ainsi à attirer ces brigands hors de leur repaire, à les mettre à la solde et à les subordonner à la même discipline que les autres Kosaks. Cependant, ces hommes presque assujettis par le gouvernement russe, et qui conservent en Russie leur ancien nom de Zaporoves, ce qui signifie les habitants des cataractes, mais qu'on nomme Haydamaki chez tous leurs autres voisins, ce qui signifie les scélérats, ravagent encore, tous les étés, cette frontière de Pologne. Ils attendent exprès, pour faire leurs incursions, le temps où la richesse des campagnes les attire, et où l'épaisseur des bois favorise leurs marches et leurs retraites. Ils se partagent d'ordinaire en petites troupes, et se suivent un à un sur une seule file pour se cacher plus sûrement, cherchant plus à voler qu'à combattre. Ils obligent par leurs incursions tous les gentilshommes de ces contrées à se tenir toujours sous les armes, sont empalés aussitôt qu'ils sont pris, et souffrent toujours cette horrible mort avec un courage incroyable. Ils entretiennent des correspondances avec les paysans de Podolie; et la menace ordinaire des serfs de ces provinces, dans leurs mécontentements contre leurs maîtres, c'est d'appeler les Haydamaki.

La plupart des gentilshommes avaient alors abandonné leurs maisons et leurs familles pour aller combattre les Russes; d'autres avaient eu le courage d'envoyer à la confédération les Kosaks par lesquels ils se faisaient auparavant garder. Les Russes eux-mêmes avaient enlevé toutes les petites garnisons particulières que les seigneurs entretenaient dans ces contrées pour la sûreté de leurs terres. Cette province était absolument sans défense, quand les Russes conçurent l'horrible dessein de faire massacrer dans ses maisons toute la noblesse qui avait signé l'acte de confédération.

Ils annonçaient de toutes parts qu'il leur arrivait du côté de l'Ukraine un secours de cinquante mille hommes. C'était l'annonce de ces affreuses atrocités.

Les Zaporoves, que la crainte des Russes avait cette année contenus dans leurs îles, furent préparés à ces désordres par les édits mêmes de l'impératrice. Elle se plaignait dans ces édits du soulèvement excité en haine de la religion grecque, ayant soin d'unir les Juifs aux Polonais, afin que ceux ci se trouvassent confondus dans la même haine. Les Zaporoves sortirent donc de leurs retraites, sous le commandement de Zelezniak, leur chef. C'est presque toujours quelque hardi aventurier, célèbre chez les nations voisines, par les écarts de sa jeunesse ou par quelque grand crime. Ils montrèrent aux officiers russes les édits de l'impératrice qui autorisaient leurs incursions. Ils étaient précédés de missionnaires russes qui allaient partout prêcher le même évangile aux paysans polonais. Ils avançaient en les soulevant. Les Zaporoves fournissaient des armes aux paysans, et ceux-ci les conduisaient de maisons en maisons. Tout ce qui n'était pas de la religion grecque, vieillards, femmes, enfants, gentilshommes, valets, moines, artisans, juifs et luthériens, tout fut massacré. Toute la noblesse éparse dans ses maisons en Ukraine y fut égorgée. Les Juifs, plus haïs à cause de leurs concussions, furent presque tous brûlés vifs. Ces scélérats s'amusaient à pendre aux mêmes potences un gentilhomme, un moine, un Juif et un chien, avec cette inscription : *C'est tout un*. On vit à un même gibet une mère entourée de ses quatre enfants. Une de leurs troupes enterra tout vifs, et près les uns des autres, plusieurs centaines d'hommes, de manière que les têtes de ces malheureux passassent hors de terre, et ensuite ils les fauchèrent comme les herbes d'un champ. Oserai-je l'écrire, et la plume ne va-t-elle pas me tomber des mains? Ils ouvraient le

ventre des femmes grosses, et à la place des enfants qu'ils en arrachaient, ils y renfermaient des chats vivants. Il y en avait d'âgés à peine de dix ans; ils étaient conduits à ces meurtres par leurs pères: ceux-ci tenaient les mains des malheureuses victimes liées derrière le dos, pendant qu'ils exerçaient ces enfants à égorger, à poignarder, à faire souffrir des morts lentes. Si un inconnu leur tombait entre les mains, et qu'ils le soupçonnassent de cacher sa naissance ou sa religion, ils le forçaient à massacrer de ses mains des gentilshommes et des prêtres. Tout ce qui pouvait fuir prit la fuite. On ne rencontrait plus dans les villages que femmes égorgées, enfants écrasés sous les pieds des chevaux. Un malheureux échappé de ce carnage traversa des villages dont les puits étaient comblés de cadavres d'enfants. Trois villes, cinquante bourgs et plusieurs milliers de maisons éparses dans les campagnes furent brûlés. Il restait encore la petite ville d'Human, un peu fortifiée, appartenant au palatin de Kïow. Une foule de femmes, d'enfants et de vieillards abandonnés sans défense, parce que tout ce qui était en état de porter les armes avait joint les confédérés, s'était réfugiée dans les murs de cette ville. C'était le dépôt de tous les effets précieux de cette province. On fit un horrible complot pour surprendre ces infortunés. Le général russe, commandant alors dans cette contrée fit secrètement avertir un major prussien qui y était avec cinquante hommes pour acheter des chevaux, de s'en retirer. On avait fait soulever tous les Kosaks polonais en leur donnant à entendre que l'admission des Grecs à toutes les dignités de la république allait eux-mêmes les associer au gouvernement. Le complot se forma entre Zelezniak, chef de Zaporoves, et Gonta, chef des Kosaks polonais. Celui-ci se présenta sous les murs d'Human, se fit connaître pour le chef des troupes du palatin à qui la ville appartenait; il demanda du pain, en

disant que la dévastation des terres et l'incendie des maisons en faisait manquer ses troupes. On lui ouvre pour lui porter des vivres. Il se rend maître de la porte. Les Zaporoves accourent ; on ordonne aux malheureux habitants d'apporter sur la place publique tous leurs effets, tout leur argent, pour racheter leur vie. Cet ordre exécuté, le massacre commence, avec le pillage de tout ce qui était resté dans les maisons. Seize mille personnes de tout âge, de tout sexe, furent égorgées. Enfin un évêque vint de Russie établir sa religion dans cette malheureuse contrée, dont la possession avait toujours été ambitionnée par la Russie ; et ce fut ainsi que toutes les autres religions y furent éteintes dans le sang et la domination russe établie par le massacre !

Il est impossible de savoir avec exactitude le nombre de ceux qui périrent dans ce carnage. Ceux qui en échappèrent, et à qui l'effroi en a sans doute fait exagérer le nombre, le font monter à deux cent mille personnes. Ceux qui ont présidé aux informations juridiques qu'on essaya ensuite de faire contre ce soulèvement, et dont l'intérêt était d'en diminuer l'horreur, ne font monter ce nombre qu'à cinquante mille (1).

XXVI. *Revers des confédérés de Bar.*

Pendant ce temps les confédérés, contenus par les troupes russes, ne pouvaient aller au secours de leurs familles qu'on égorgeait. Potocki, au retour de la Moldavie, était tombé dangereusement malade, et Pulaski était allé avec quinze

(1) Voyez le *Manifeste de Catherine II autorisant les massacres de l'Ukraine,* dans le *Recueil des traités,* etc., *concernant la Pologne,* par d'Angeborg ; Paris, chez Amyot.

cents hommes recueillir les débris de cette armée battue. Les généraux russes, et Braneçki avec eux, saisirent cet moment pour mettre le siége devant la ville de Bar. Elle était à peine fortifiée contre un coup de main. Quelques ouvrages de terre, un fossé sec et une palissade, en faisaient toute la force. Le père Marc, ce religieux dont le zèle, poussé jusqu'à l'héroïsme, avait tant contribué à former la confédération, monta sur le rempart au moment où les Russes eurent établi leur première batterie ; et, avec une sainte confiance, il saisit l'instant où ils mettaient le feu à un canon, et fit un signe de croix. Le canon creva. Tous les assiégés crièrent au miracle, et crurent voir la main de Dieu s'armer pour leur défense. D'autres tentatives de ce patriote n'eurent pas autant de succès. Une sortie qu'il conduisait, et qui avait en première ligne des prêtres en chappes et en surplis, portant des images de saints et des hosties consacrées, fut repoussée avec un grand carnage. Le père Marc disait alors aux confédérés que leurs divisions empêchaient le ciel de les bénir. Enfin, après quelques jours de siége, cette ville, le chef-lieu de la confédération, fut emportée d'assaut. Les confédérés, au nombre de douze cents, furent mis aux fers et conduits en Russie. Le père Marc tomba entre les mains des Russes. Son air saint et inspiré en imposa à ce peuple superstitieux. Les généraux ordonnèrent sa mort; les soldats se prosternèrent en lui demandant sa bénédiction. Il se mit à leur faire des prophéties. Il leur annonça que sa mort serait la fin de leur empire; ils le gardèrent avec un respect infini, et ils ne tardèrent pas à raconter des prodiges arrivés dans sa prison.

Dans le même temps, Kasimir Pulaski avait été forcé de se jeter avec treize cents hommes dans le monastère de Berdyczew. Il y fut assiégé. Outre les grandes richesses que la piété de plusieurs siècles avait amassées, la noblesse de ce

canton l'avait choisi pour y déposer ce qu'elle avait de plus précieux. Kasimir se défendit plusieurs semaines. Le secours qu'il attendait fut battu ; et, pour lui ôter toute espérance, les généraux russes lui envoyèrent ceux des prisonniers qui ne pouvaient lui être suspects. Le manque de vivres le força de capituler. On ne viola que pour lui seul la promesse signée généralement pour tous les assiégés de les laisser libres. Il fut retenu contre la foi donnée ; mais bientôt on lui proposa sa liberté, sous la condition d'aller porter aux principaux chefs des confédérés des paroles de conciliation. Il partit en effet, chargé des plus grandes promesses pour son père et tous les autres chefs, s'ils consentaient à mettre bas les armes.

La nouvelle de ces victoires se répandit avec le bruit des massacres, et la cour n'osa se livrer ouvertement à la joie. Toute la Pologne frémissait. Chacun dans Varsovie cherchait à se disculper d'avoir attiré les Russes dans le royaume. Tous rejetaient ce crime les uns sur les autres. Repnin, voyant l'horreur qu'inspiraient ces affreux désordres, dit avec tranquillité qu'il les ferait cesser quand il voudrait ; et il menaça la noblesse de tous les palatinats voisins des malheureuses contrées baignées dans le sang, d'exciter de pareils soulèvements si elle remuait. En effet, des émissaires étaient envoyés dans toute la Pologne pour y soulever les paysans ; tout était fureur, désolation, désespoir : on n'entendait partout que des lamentations sur l'indifférence avec laquelle toute l'Europe regardait l'état d'oppression où la république était reduite. Les uns, alarmés de cette indifférence, n'osaient défendre leur liberté, de peur de perdre tout-à-fait le peu qui en restait ; les autres s'animaient par la perspective de gloire que s'acquerrait la nation, en se procurant elle seule et par la réunion de ses propres efforts, le bien qu'elle ambitionnait de recouvrer. Un grand nombre de dames polo-

naises envoyaient en Turquie, en présent aux sultanes, tous leurs bijoux, tous leurs effets.

XXVII. *Nouvelles confédérations ; celles de Lithuanie, de Zakroczym, de Krakovie.*

Malgré cet abandon, ces désastres et ce désespoir, il se formait encore de nouvelles confédérations ; et même, en Lithuanie, près des frontières russes, un grand nombre de gentilshommes, après avoir acheté secrètement toutes les armes à feu qui se trouvaient dans la province, se confédérèrent et se retirèrent dans des bois environnés de marais. Ils avaient pour chef un jeune homme plein d'activité et de ressources, celui même qui, peu d'années auparavant, pendant qu'une armée de quinze mille Russes bloquait le duc Charles de Kourlande dans son palais, était parti de Lithuanie à la tête de cinquante gentilshommes, était entré dans Mittau, le sabre haut, avait traversé l'armée russe étonnée de cette audace, et les avait conduits dans le palais du prince pour lui servir de garde. Ce jeune homme, nommé Kossakowski, fit des courses heureuses sur les frontières de Russie, et jeta l'alarme jusque dans le palais de Mittau.

Mais il s'agissait moins à présent de combattre les Russes, que de former cette autorité souveraine d'une confédération générale qui pût rassembler la nation et en diriger tous les efforts. Si, de toutes les maisons éparses dans les campagnes, la noblesse se trouvait rassemblée le dimanche dans l'église, elle saisissait cette occasion pour se confédérer. Les Russes occupant les cités, on s'assemblait dans les bois du voisinage, on signait l'acte de confédération ; on revenait dans sa maison, en attendant qu'on pût former

une troupe armée. Leurs manifestes étaient des harangues mâles, arrachées à l'indignation, et pleines de traits de la plus sublime éloquence; ils protestaient devant toute la postérité contre la tyrannie; c'était sur l'aliénation du pouvoir législatif que portait surtout le cri de la nation. La plus singulière de ces confédérations se forma dans la ville de Zakroczym, à dix lieues de Varsovie, en descendant la Vistule. Cette confédération, si voisine de la capitale, et environnée de tous côtés par les troupes russes, se soutenait en se dispersant à propos. Chacun de ceux qui la composaient retournait sur les terres des gentilshommes voisins, qui paraissaient les soudoyer, sous le prétexte de la garde de leurs maisons. Un grand nombre habitait dans Varsovie même. Ils étaient instruits par là des moindres mouvements des Russes; et, se rassemblant à propos, ils mettaient à contribution toutes ces contrées. Ils faisaient passer aux chefs des autres confédérations l'argent qu'ils levaient par ce moyen, et des avis sûrs de tous les mouvements des ennemis. Leurs principaux rendez-vous étaient dans les îles de la Vistule, d'où ils faisaient payer une forte contribution à tout le commerce de la Pologne. Ils alarmèrent plus d'une fois Varsovie; et il est remarquable que, jusqu'à la fin des troubles, ils ne furent jamais trahis malgré leur nombre, ni découverts malgré leur hardiesse. Ils n'eurent qu'une seule affaire avec les Russes, où ils remportèrent un avantage considérable. Ils avaient pour chef un gentilhomme nommé Zakrzewski, un de ceux qui, à la diète de 1766, étaient entrés dans le complot de massacrer, en pleine diète, le roi et tous ses adhérents; et ce fut dans cette même confédération que se forma, dans la suite, une conjuration pour l'enlèvement de ce prince.

Une autre confédération, plus audacieuse, se forma à Krakovie, dans la seule province où il se trouve des monta-

gnes favorables à une guerre défensive; et elle rendit l'espoir à la nation. Depuis l'élection du roi, les Russes étaient restés maîtres de cette ville, l'ancienne capitale du royaume. Ils venaient enfin de l'évacuer, afin de seconder le projet d'une confédération qu'on voulait y tenter en faveur de ce prince ; mais la noblesse assemblée adhéra au contraire à la confédération de Bar, et força les émissaires du roi de signer cette adhésion. Les Russes accoururent, et furent repoussés avec une perte considérable. Ils se campèrent non loin de la ville, et menacèrent de la bombarder; mais l'incendie de la première ville de la Pologne eût été un événement trop remarquable pour pouvoir le pallier aux yeux des Turks. On publia que les ministres polonais veillaient encore sur les malheureux débris de leur patrie, et qu'ils avaient obtenu de Repnin que cet ordre ne fût pas donné. La ville fut assiégée : on accourut de toutes les parties du royaume pour la défendre. Elle devint le point de raillement de toutes les confédérations. Les Russes accoururent aussi de toutes les provinces où ils croyaient avoir dissipé tout ce qui avait pris les armes. L'évêque de Kamienieç écrivit aux assiégés pour leur recommander d'épargner les dissidents qui, en grand nombre, habitaient dans cette ville : « C'était, leur disait-il, une occasion de détromper l'Europe entière, que leurs persécuteurs cherchaient à abuser, et de prouver que leur résistance n'était point une guerre de religion. »

XXVIII. *Les Russes poursuivent les confédérés sur le territoire ottoman. — Nouveaux massacres.*

Pendant que l'attaque et la défense Krakovie fixaient ainsi l'attention générale, un grand nombre de Polonais

échappés aux massacres d'Ukraine, femmes, vieillards et enfants erraient dans les campagnes de la Moldavie, chargés de tout ce qu'ils avaient pu sauver de leurs effets. L'hospodar reçut ordre de les faire retirer de cette province. Ces malheureux allaient manquer d'asile; mais, par une suite de la politique que les Turks avaient embrassée, le prince moldave leur fit insinuer de s'avancer davantage dans l'intérieur du pays pour être moins observés par les Russes. Comme ils s'enfonçaient dans cette province, les Russes au contraire firent publier le retour de la tranquillité en Ukraine, afin, disaient-ils, que ceux qui y possédaient des terres, prissent soin de les faire régir, et qu'elles ne fussent pas envahies par le premier occupant. Tout ce qui avait échappé au premier carnage revint peu à peu. Ces infortunés, dans toute l'étendue de ce pays si florissant il y avait quelques semaines, ne virent qu'un vaste désert sans autres traces de ses habitants que le sang et la cendre confondus ensemble; et à peine furent-ils revenus que les soulèvements et les massacres recommencèrent. On voulait exterminer tout ce qui avait signé les confédérations.

Il y avait sur les frontières de cette province, du côté de la Bessarabie, la petite ville de Balta, appartenant au kan des Tatars. Elle est séparée de l'Ukraine par un ruisseau qui marque les limites. Le hetman, ou gouverneur tatar de cette petite ville, cherchait depuis longtemps tous les moyens d'engager la guerre entre les Russes et les Turks; il se nommait Iakoubaga. Il avait été sécrétaire de Krim-Gueray, ce kan, irréconciliable ennemi des Russes, qui attribuait son exil à leurs intrigues, et qui attendait des premières hostilités son rétablissement sur le trône. Iakoubaga, pendant le règne de Krim-Gueray, était souvent venu en Pologne pour s'informer sur les lieux mêmes de toutes les affaires de cette république; il y pre-

nait véritablement intérêt. Il s'était lié d'amitié avec un grand nombre de Polonais. La disgrâce de Krim-Gueray avait non-seulement ruiné toutes les espérances de Iakoubaga, mais ce secrétaire trop fidèle à son maître, était devenu victime de son attachement. Le kan actuel le regardant de mauvais œil, avait épié une occasion de le perdre, et en avait enfin saisi une de le faire jeter dans les fers. L'émissaire de France découvrit ce Tatar, le visita dans sa prison, le vit déterminé à tout faire, s'il retournait dans son gouvernement, pour engager la guerre. Cet émissaire parvint à apaiser la colère du sultan. Iakoubaga, sorti de prison et retourné à Balta, dont il était gouverneur, entra en liaison avec les confédérés. Il savait que le Koran défend aux peuples qui suivent cette religion (c'était la sienne à lui-même) de déclarer la guerre, à moins qu'ils n'aient été attaqués dans leurs frontières. Ils peuvent menacer, faire des dispositions défensives; mais leur religion ne leur permet pas d'être les agresseurs. Il s'agissait de faire attaquer à main armée le territoire ottoman. Iakoubaga exhorta une troupe de confédérés à se sacrifier, s'il le fallait, pour procurer cet avantage à leur patrie; et ceux-ci, de concert avec le Tatar, attaquèrent une de ces troupes errantes de haydamaki auxquels s'étaient jointes alors quelques troupes russes. Elles étaient commandées par ce même colonel qui avait déjà fait une irruption dans la Moldavie, cet étranger qui servant dans les armées russes, ne pouvait attendre sa fortune que de la guerre. Il poursuivit jusque dans Balta les confédérés, qui y fuyaient à dessein. Les Russes forcèrent aisément cette ville. Un grand nombre de musulmans périrent dans le massacre; et l'on prétend que Iakoubaga en tua plusieurs de sa main et mit lui-même le feu à la ville. Les Russes, croyant alors la confédération éteinte dans ces contrées, enveloppèrent les Zaporoves, les dépouillèrent de

tout leur butin, qui se montait en espèces à plus de cent mille ducats ; et, cherchant toujours à subjuguer cette exécrable société de brigands, ils n'en renvoyèrent qu'une faible partie dans les îles, permirent à une autre de s'établir dans l'Ukraine polonaise, et forcèrent le plus grand nombre à s'enrôler parmi les Kosaks russes. Ils livrèrent à Braneçki les paysans polonais. Il en fit pendre plusieurs milliers. Il en conserva huit cents pour les employer aux travaux publics. La moitié de ce nombre fut conduite à Léopol, où le tribunal de la Couronne commença leur procès ; mais on reçut ordre de Varsovie d'interrompre les interrogatoires, de brûler toutes les pièces, et de les livrer aux supplices sans faire de plus amples informations. Ils furent tous abandonnés aux bourreaux pêle-mêle, comme du bétail.

XXIX. *Mouvements à Constantinople sur cette nouvelle.*

Cependant Iakoubaga avait rendu au kan des Tatars et au grand-seigneur un compte très-exagéré de l'incendie de Balta. Cette relation apportée à Constantinople, la nuit du 13 au 14 juillet 1768, annonçait la violation du territoire ottoman, le sang musulman versé, le souverain outragé ; trois motifs de guerre également sanctifiés par cette même loi religieuse dont les ministres ottomans s'étaient fait un prétexte pour conserver la paix. Mustapha, indigné de ce que son empire avait reçu cette insulte sous son règne, se reprocha d'avoir donné trop de confiance à la sagesse timide de ses visirs. Ses ministres eux-mêmes crurent les hostilités déjà commencées. Tous les ordres furent donnés pour faire marcher les troupes, armer les janissaires, établir les magasins, mettre en ordre les arsenaux. Le sultan ouvrit avec joie ses trésors amassés depuis tant d'années. Le peuple

s'émut au bruit de ces préparatifs. Son inclination belliqueuse parut se réveiller, et de toutes parts on se pourvut d'armes avec un égal empressement. Cependant Mustapha, qui ne voulait régner que suivant les maximes musulmanes, qui n'exerçait aucun autre despotisme que celui dont sa religion lui confiait le pouvoir, subordonnant toujours toutes ses volontés aux décisions des interprètes de la loi, en convoqua aussitôt l'assemblée ; mais sûr de la justice de sa cause, il prononça une malédiction formelle contre tous ceux qui entreprendraient de s'opposer à la guerre. La frayeur suppléa au courage. Le grand-conseil opina pour la guerre. Il prononça que les traités avaient été formellement enfreints par la Russie, et que la religion et la loi autorisaient le sultan à venger cet outrage dans le sang de ses ennemis.

Mais ce premier mouvement donné à la peur et à l'orgueil fit bientôt place à des réflexions plus tranquilles. Ces vieillards amollis virent avec regret l'obligation de quitter les délices de leurs sérails pour le tumulte des camps ; et dès qu'ils entendirent le ministre russe parler encore de paix, offrir des satisfactions, promettre des explications, assurer que les coupables avaient été punis, ils se reprochèrent d'avoir précipité leurs mesures, d'avoir pris conseil de cette impétuosité qui tient à la fierté musulmane, et d'avoir en quelque sorte réveillé tout l'empire par le bruit d'une prochaine guerre. Ils se montrèrent contents de cette prompte justice faite par la Russie, et parvinrent à remettre cette affaire en négociation. La guerre ou la paix furent laissées au choix de la Russie; mais il fallait, pour conserver la paix, qu'elle se soumît à la satisfaction la plus éclatante, et qu'elle retirât sans le moindre délai toutes ses troupes de Pologne.

XXX. *La tzarine croit ces mouvements aisés à apaiser.*

Catherine, de son côté, dans les premières inquiétudes que lui causa cet événement, chercha à la hâte s'il existait quelque moyen de pacifier la Pologne. Repnin reçut ordre de tenter toutes les voies d'accommodement ; et cet ambassadeur manda précipitamment tous les chefs des dissidents à Varsovie. Il voulait, afin de pallier la honte de rétracter les lois qu'il avait imposées, les engager, ou s'il le fallait, les forcer à supplier eux-mêmes la tzarine de les laisser renoncer aux prérogatives qu'elle avait obtenues pour eux. Il proposa à l'homme que sa vertu et sa fermeté faisaient le plus respecter de tous les partis, à l'ancien grand-chancelier Zamoyski, de se charger de cette négociation ; mais deux nouvelles qui survinrent dans ce temps rendirent aux Russes toute leur fierté : l'une que les ministres turks reprenaient sur l'esprit du sultan leur ascendant accoutumé, l'autre que la ville de Krakovie était tombée au pouvoir des assiégeants.

XXXI. *Prise de Krakovie.*

Cette ville, enfermée d'une simple muraille, avait soutenu un siége de six semaines. Les secours qu'elle attendait avaient été coupés. Un grand nombre de confédérés sortis pour prêter la main à ces secours, n'avaient pu y rentrer. Ceux qui y restaient, manquant de munitions, chargeaient leurs fusils avec des pièces de monnaie ; et la nuit du 17 au 18 août, ils furent emportés d'assaut. Aussitôt que les Russes furent dans la ville, leurs officiers se présentèrent devant eux pour prévenir le pillage. Les confédérés n'avaient

pu se réfugier dans le château, et s'étaient jetés dans quelques églises, où ils s'étaient barricadés. On les somma à son de trompe, on leur promit la vie et la liberté s'ils mettaient bas les armes ; mais après quelques jours de bons traitements, assez marqués pour que la nouvelle en fût généralement répandue en Europe et parvînt à Constantinople, ces infortunés furent mis aux fers et conduits enchaînés dans les provinces les plus reculées de la Russie. Une autre confédération, plus formidable que toutes les précédentes, éclata, il est vrai, alors dans la grande Pologne ; mais les ministres russes exagérant à leur souveraine les nouvelles heureuses, et affaiblissant, suivant l'usage de toutes les cours, l'impression de celles qui l'étaient moins, ne lui représentèrent ces nouveaux mouvements que comme les dernières agitations d'une tempête qui finit. Un renfort de troupes Russes entra en Pologne pour accélérer la soumission totale de cette république; et Catherine suivit avec chaleur la négociation ouverte avec les ministres ottomans. Elle offrit de livrer vivants deux cents Zaporoves, et de les abandonner à la vengeance des Turks. Elle fit remettre à Constantinople une copie fausse ou vraie du compte rendu par le commandant de ses troupes, dans laquelle il s'excusait de l'incendie de Balta, sur l'ignorance des limites. Tout ce qu'il y avait de troupes russes en Pologne reçut défense, sous peine de mort, d'approcher des frontières ottomanes; et quant à leur retraite prompte et entière de toutes les terres de la république, elle demandait un peu de temps. Elle démontrait la prétendue impossibilité de livrer les Polonais à eux-mêmes dans la situation où étaient les affaires ; elle offrait d'exécuter cette condition aussitôt que les troubles seraient pacifiés.

Ces offres étaient accompagnées de présents ; et les dispositions des ministres turks étant bien connues à Pétersbourg,

on ne doutait pas que cet orage ne fût déjà entièrement calmé. On ne fit aucune sorte de préparatifs pour la guerre. On eût craint d'alarmer la nation russe, et peut-être d'exciter des soulèvements par la seule apparence d'une guerre odieuse à tout l'empire.

XXXII. *Changement de ministère à Constantinople. — Déclaration de guerre.*

Mais la distance des lieux empêchait que les conseils du cabinet ne pussent suivre la rapidité des événements. Quand cette réponse de la tzarine arriva à Constantinople, les conjonctures étaient changées. Une révolution dans le ministère ne laissait plus aucun accès aux intrigues des Russes. Le sultan s'était aperçu avec colère que le grand-visir cherchait à lui opposer le suffrage des gens de loi. Il avait déposé ce vieillard, le 5 de septembre. Sa disgrâce avait entraîné celle du reys-effendi; et le changement du ministère avait décidé sans retour le changement de système. Le sultan nomma un nouveau visir, dont l'élévation rapide avait commencé sous le règne présent, et qui ne pouvait opposer aux vues de son maître cette considération d'une longue expérience acquise sous les administrations précédentes, considération que lui avaient jusqu'alors opposée tous ses visirs.

On apprit dans le même temps à Constantinople que la révolte des Monténégrins était apaisée; que ces peuples avaient été vaincus; qu'on avait pénétré dans leurs vallées, qu'on s'était emparé des couvents qui leur tenaient lieu de forteresses. L'artillerie du sérail et du port annonça cette victoire au peuple. Vingt-deux têtes des principaux rebelles furent exposées aux portes du sérail. Ce fut au milieu de

cette joie, et pour ainsi dire de ce triomphe, qu'on reçut la réponse des Russes. Un grand-conseil fut de nouveau assemblé. Le résultat de toutes les opinions fut encore que les refus de la Russie n'étaient pas assez constatés pour légitimer la déclaration de guerre ; et d'après la décision de cette assemblée, le résident de Russie fut mandé à l'audience du nouveau visir. Les portes en restèrent ouvertes à tout le peuple. Cette publicité annonçait des résolutions fermes. Le premier ministre ottoman commença par tirer de son sein les articles signés en 1764. « N'avez-vous pas, dit-il au résident russe, en lui montrant cette convention, promis et signé au nom de votre souveraine, qu'elle ne laisserait en Pologne, et pour très-peu de temps seulement, que sept mille hommes de ses troupes tout au plus et sans canons ; à présent n'y en avez-vous pas un plus grand nombre ?— Il est vrai, répondit le ministre russe, que les circonstances l'ont exigé. — Combien y en a-t-il, répliqua le grand-visir ? — Environ vingt-cinq mille, lui répondit Obreskoff. — Eh bien ! parjure, ne faites-vous pas l'aveu de votre infidélité ? Ne rougissez-vous point devant Dieu et devant les hommes des horreurs qu'au mépris de toutes les lois divines et à la honte de l'humanité, vos troupes ont commises dans un pays qui ne vous appartient pas ? Et vos canons, ne les a-t-on pas vus sur nos frontières abattre un palais du kan des Tatars ? » Le résident répondit avec embarras. « Laissons tout cela, interrompit le grand-visir ; une pareille conduite n'est-elle pas opposée aux capitulations, et une infraction manifeste des traités ? » Le résident russe demeura en silence. « Je vous demande aujourd'hui une réponse formelle ; et si vos troupes, conformément aux engagements signés par vous-même, ont reçu ordre d'évacuer entièrement le royaume de Pologne. — Je ne crois pas, répondit Obreskoff, que cet ordre soit donné. — Prendrez-vous, au nom de votre souveraine,

l'engagement nouveau qu'elles l'évacueront sans aucun délai? » Obreskoff ayant répondu qu'un pareil engagement passait ses pouvoirs, le chef de la loi, qui était dans un appartement voisin, envoya au grand-visir le consentement à la guerre, et ce ministre la déclara au résident russe. Celui-ci, troublé, voulut répliquer. Le grand-visir lui imposa silence et le fit retirer. On le conduisit dans un appartement voisin; d'où, après que, suivant l'usage de ce pays, on lui eût servi le café, il fut enfermé au château des Sept-Tours. Le drapeau rouge, signe de la guerre, fut déployé dans toutes les villes; et on se pressa de faire passer cette nouvelle en Pologne, avec un manifeste où l'élection de Poniatowski était nommément attaquée, et ce prince déclaré indigne de régner.

XXXII. *Rappel de Krim-Gueray. Invasion de la nouvelle Serbie.*

Le premier ordre que donna le grand-seigneur, fut de rappeler Krim-Gueray de l'exil. Le sultan pensa avec raison qu'il devait armer contre la Russie un prince qui aimait la guerre, qui l'avait faite avec succès, que les Tatars suivaient avec confiance, et qui, par son ressentiment personnel contre les Russes, était devenu pour eux un ennemi irréconciliable. Krim-Gueray revint de Natolie, eut avec l'empereur plusieurs entretiens publics et secrets, fut comblé d'honneurs et de présents. Sa bravoure déjà éprouvée, sa prévoyance justifiée par les événements, ses projets, son air audacieux, inspirèrent une juste confiance à Mustapha; et Krim-Gueray reçut une autorité souveraine sur les Turks mêmes et le commandement absolu de cette guerre. Il ne perdit pas un instant, et partit pour la Bessarabie. Il y

trouva ce qui restait des confédérés de Bar, au nombre de quinze cents, tous gentilshommes de quelque nom, et dépouillés de tout. Il se mit à la tête de son armée dès la fin de 1768; et malgré la rigueur de l'hiver, il entra enfin dans la nouvelle Serbie, cette province envahie par les Russes contre la foi des traités. Les malheureux colons ne furent point défendus. Les Tatars les emmenèrent en esclavage. Tout fut détruit par le fer et le feu, à l'exception de trois forts, dont les Tatars, dépourvus d'artillerie, n'osèrent approcher. Trois cents soldats russes étaient sortis du fort Sainte-Élisabeth, et rangés en bataille sous le canon de ce fort. Les Tatars les regardèrent de loin. Krim-Gueray admira leur contenance; et, sans les attaquer, les laissa rentrer dans le fort.

Ni l'un ni l'autre des deux empires n'était prêt à cette guerre qui les menaçait tous deux depuis si longtemps; et, à la nouvelle de cette irruption des Tatars, l'alarme fut générale en Russie. La terreur s'étendit à plus de cinquante lieues des lignes. Tout ce qui habitait dans cette étendue prit la fuite. On tremblait jusque dans Moskou; et tous les habitants de cette grande ville coururent en foule dans les églises. On envoya précipitamment des troupes, des munitions, de l'artillerie; et la facilité des transports, par cette incroyable rapidité avec laquelle les traîneaux volent pour ainsi dire sur la neige, servit à mettre ces contrées en état de défense.

Les Tatars brûlèrent tous les villages qui étaient sur la frontière. Ils emmenèrent trente-cinq mille prisonniers, tous malheureux Européens trafiqués en Hollande, déserteurs français ou allemands, paysans arrachés à leur sol natal par la séduction. Tout fut vendu à quatre-vingts piastres par tête. Le kan choisit deux cents belles filles, les fit revêtir d'habillements turks, et les envoya en présent au grand-

seigneur et à quelques autres de ses amis à Constantinople. Pendant cette expédition, qui dura six semaines, les chevaux des Tatars n'eurent pour nourriture que ce qu'ils trouvèrent sous la neige; et l'on sait, par des témoins oculaires, qu'il n'en périt aucun. Krim-Gueray, sans prendre aucun repos à son retour, annonça à toutes ses troupes le dessein d'aller aussitôt chercher les Russes en Pologne.

XXXIV. *Dispositions des Russes envers la Turquie.*

Cette guerre si redoutée de la nation russe, et qu'en Russie même tous les ennemis du gouvernement se vantaient d'avoir prévue, éclatait enfin et surprenait cet empire sans aucun préparatif pour sa défense. Catherine n'avait pu parvenir ni à se faire aimer du plus grand nombre de ses sujets, ni à leur faire prendre aucun intérêt à ses desseins. Il y avait encore peu de mois qu'elle s'était vue en quelque sorte forcée à fuir de Moskou, pour échapper au danger d'une révolution; et, après ce départ précipité, les mêmes sentiments qui, au commencement de son règne, avaient éclaté contre elle dans cette ville, s'y étaient reproduits d'une manière terrible. Le peuple en foule était venu supplier le comte Panin, gouverneur du grand-duc, de faire monter son pupille sur le trône, d'armer cet enfant contre sa mère, et de rendre ainsi à l'empire son légitime souverain.

Panin leur avait représenté l'extrême jeunesse du grand-duc. On lui avait répliqué en le suppliant du moins de veiller sur la vie de cet enfant, que cette mère parricide était capable, disaient-ils, de poignarder entre les bras de son gouverneur. Dans toutes les villes de l'ancienne Moskovie, sur le passage de ce prince pour retourner à Pétersbourg, le peuple avait fait éclater les mêmes sentiments; et, dans

plus d'un endroit, Panin avait été obligé de rappeler à la foule qui l'environnait les bornes de l'obéissance et le respect dû à celle qui occupait le trône. Tout le peuple nommait le grand-duc son unique souverain, et Panin le père et le protecteur de la nation.

Depuis ce temps, les nouvelles de Pologne avaient irrité les esprits. Les troubles de cette république avaient jeté beaucoup d'embarras et de divisions dans le ministère russe, et même parmi les courtisans. Tous ceux qui voyaient avec envie le crédit des ministres, avaient saisi ce prétexte pour déclamer contre eux, et renouvelaient sans cesse la proposition d'abandonner la Pologne. Les parents des officiers russes tués en combattant contre les confédérés, en déploraient hautement la perte, pour un objet, disaient-ils, qui n'intéressait que la vaine gloire de l'impératrice et ses passions personnelles.

XXXV. *Catherine rejette toute la faute de la guerre sur le comte Panin.*

Dans ces conjonctures, Catherine, menacée par les Turks, mais craignant d'effrayer ses peuples, n'avait fait aucun préparatif pour la guerre. Elle croyait la paix solidement raffermie par ses intrigues ; et en recevant la déclaration de guerre, elle ne put dissimuler ni son étonnement ni ses craintes. Ses pleurs la suffoquèrent. Panin, huit jours avant, l'avait assurée que les Turks ne rompraient certainement pas avec elle. Elle reçut en même temps une lettre de Repnin qui, pour réponse au reproche qu'elle lui avait fait de l'avoir mal informée des véritables sentiments de la nation polonaise, lui citait quelques lettres dont cette princesse n'avait aucune connaissance ; et on découvrit

qu'elles étaient restées depuis six semaines sans être lues, et encore toutes cachetées sur le bureau du comte Panin.

La disgrâce de ce ministre parut certaine. Cette foule d'ennemis cachés qui environnent toujours les hommes en place, tous ces rivaux de leur crédit, tous ces envieux de leur fortune, tous ces courtisans inutiles et sans faveur, mais jaloux par caractère et mécontents de tous les ministres, saisirent cette apparence de disgrâce, et se déchaînèrent contre des fautes si palpables et si funestes. Lui-même ne pouvait dissimuler ses craintes, et l'embarras de son maintien décelait celui de sa position; mais Catherine, après lui avoir marqué le plus vif mécontentement, le conserva dans tous ses emplois, satisfaite de s'être ainsi justifiée elle-même aux yeux de son peuple, en rejetant toute la faute de la guerre sur cet homme qui en était véritablement l'idole; et après ce premier moment, au milieu de ses embarras les plus cruels, elle ne montra plus que de la sérénité et de la joie.

XXXVI. *Mouvements que cette déclaration de guerre produit en Pologne.*

Si de nouvelles confédérations n'avaient cessé d'éclater en Pologne, malgré tous les désastres que les premières avaient éprouvées, et dans le temps où ces infortunés républicains paraissaient abandonnés de l'Europe entière, comment peindre la fermentation qu'excita dans la république la nouvelle de cette déclaration de guerre des Turks? L'espoir de rester libre devenait certain; mais la crainte de voir les armées tatares et ottomanes inonder toutes les provinces, et d'être en proie à tous les désordres que la barbarie de ces peuples ajoute aux calamités de la guerre, modérait cette joie. Le vœu de la nation fut de se délivrer par ses propres

efforts, pendant que les armées ottomanes attaqueraient directement l'empire de Russie.

XXXVII. *L'évêque de Kamienieç entreprend de diriger les efforts de la nation.*

L'évêque de Kamienieç accourut de France pour diriger dans la crise actuelle les affaires de sa patrie. Ses correspondances s'étendirent bientôt dans toutes les provinces. Il fit passer des sommes plus ou moins considérables entre les mains des citoyens les plus accrédités, pour les aider à se pourvoir d'armes, à faire des recrues, à rassembler des munitions. Lui-même établit sa résidence à Cieszyn, ville de la Silésie autrichienne, voisine des frontières de Pologne; et dans ce refuge, les principaux confédérés et ceux qui méditaient de le devenir se rendirent auprès de lui. Là s'établit ouvertement le conseil qui dirigeait toutes les affaires des confédérations, n'ayant encore aucun asile en Pologne, dont toutes les villes étaient occupées par les Russes, et dont toutes les provinces étaient ouvertes et sans défense. C'est de là que l'évêque de Kamienieç avec un zèle infatigable luttait contre tous les vices de sa nation, ne se rebutant jamais, et parvenant à mettre une espèce d'ordre dans l'anarchie, de la prudence dans les passions les plus inconsidérées, réunissant les esprits divisés, employant dans des lieux éloignés ceux dont les haines étaient irréconciliables. Il représentait dans tous ses entretiens, dans toutes ses lettres, que les armées russes destinées à combattre les Turks allaient s'assembler en Pologne; que ce serait se sacrifier imprudemment que d'éclater avant l'ouverture de la campagne; que ce serait tout perdre au moment de la plus grande espérance. Mais comment, dans une oppression pareille, au milieu d'une

si confuse résistance, dans un moment où toutes les passions étaient si vivement excitées, où l'ambition personnelle pouvait prendre des prétextes si honorables, où chaque citoyen, pendant que deux empires si redoutés allaient combattre pour la destinée de la république, voyait son sort dépendre en quelque sorte de sa propre résolution, comment pouvoir espérer une conduite si mesurée et si patiente, et tant de prudence avec des intérêts si pressants? Une foule de confédérations éclataient avec témérité, et s'exposaient à être écrasées avant d'avoir acquis quelque force. Quelquefois dans les mêmes districts, deux ou trois confédérations formées indépendamment l'une de l'autre, à cause du profond mystère qu'elles étaient obligées d'observer, éclataient séparément; et chacune prétendait que le chef qu'elle s'était donné était le véritable représentant du district. Des traîtres se mêlaient aisément dans ces nouvelles confédérations. Quelques-uns, il est vrai, étaient massacrés aussitôt que soupçonnés; mais ces massacres mêmes répandaient une défiance générale : et parmi les confédérations, celles qui étaient assez habiles ou assez heureuses pour se soutenir contre les incursions des Russes, devenaient suspectes de collusion avec eux.

XXXVIII. *Intrigues de la cour de Saxe.*

La cour de Saxe, commençant à entrevoir de plus près l'espérance du renversement de Poniatowski, chercha aussitôt à former de plus intimes liaisons avec les confédérés; mais cette cour intrigante, soupçonneuse, versée dans l'art de semer les défiances, peu contente de la réserve noble et digne de citoyens libres, avec laquelle les premiers confédérés lui avaient fait espérer la couronne, plus portée enfin, sui-

vant l'esprit de toutes les cours, à se confier à de vils flatteurs qu'à des hommes vertueux et vrais, employa les médiocres secours qu'elle fit passer aux confédérés à discréditer leurs principaux chefs, et à tâcher d'élever à leur place des hommes livrés à ses intérêts.

XXXIX. *Divisions parmi les confédérés. — Emprisonnement de Joseph Pulaski. — Ses derniers mots à ses fils.*

Cependant Pulaski, animé par le succès qui suivait enfin son entreprise, impatient de rentrer en Pologne, publia, des frontières de Moldavie, où il était refugié, une déclaration par laquelle il annonçait l'approche de l'armée tatare et la rentrée des confédérés sur les terres de la république. Il priait ceux de ses concitoyens qui habitaient près des limites d'amasser des vivres dans leurs châteaux, afin que le soldat trouvât une subsistance suffisante, n'ayant point de paie et n'apportant, disait-il, que son sang et sa vie pour la défense de la liberté; mais ce moment vit éclater aussi parmi les confédérés de Bar de funestes divisions. Depuis longtemps Potoçki travaillait à s'emparer de toute l'autorité; et la vacance du trône, regardée comme prochaine, donnait alors le plus grand motif à son ambition. Il voyait avec douleur le commandement des troupes entre les mains de Pulaski. Dans ses désastres même, il avait sauvé presque tout son argent; et celui-ci, au contraire, qui soutenait la guerre depuis plusieurs mois, avait épuisé toutes ses ressources. Déjà les confédérés étaient entrés en fureur contre lui, en apprenant que son éclat imprudent avait fait avorter tous les desseins de l'évêque de Kamienieç. Le peu d'estime que sa vie passée avait inspiré pour lui

avait rendu ses moindres fautes suspectes de trahison. Il retrouvait, en faisant les plus grandes choses, la peine de cette espèce d'abaissement dans lequel il avait volontairement vécu. Potoçki parut embrasser l'opinion de ceux qui craignaient l'invasion des armées turques et tatares en Pologne, et qui travaillaient à faire tomber ce fléau uniquement sur les provinces russes. Dans ces entrefaites arriva le jeune Kasimir Pulaski, chargé de porter aux confédérés des paroles de paix. Il avait écrit, il est vrai, à Repnin : « Qu'il ne se croyait point tenu à une parole arrachée par la violence; qu'il n'exhorterait point son père à poser les armes, et qu'il comptait lui-même non-seulement les porter contre les Russes, mais conduire quelque jour les Polonais en Russie. » Toutefois Potoçki, s'attachant à rendre cette famille suspecte, profita de cette commission à laquelle Kasimir devait sa liberté, pour répandre partout les plus odieux soupçons. Kasimir, impatient de s'en laver, obtint de son père quelques troupes, prit un long détour, passa le Dniester, battit un détachement russe, ramassa des fourrages, leva des contributions, et revint au camp, ramenant des prisonniers, des vivres et de quoi équiper les troupes. Une seconde incursion eut encore un succès plus heureux. Il s'établit en Pologne et s'y fortifia dans un poste avantageux. Son père vint l'y rejoindre; et tous deux, concertant leurs incursions, se rendirent maîtres d'une grande étendue de pays, et préparèrent des magasins pour la subsistance d'une armée. Mais bientôt le séraskier tatare qui commandait sur ces frontières, prêtant l'oreille à de perfides insinuations, manda au vieux Pulaski de le venir trouver pour apaiser, disait-il, les divisions qui régnaient parmi les confédérés. Il s'y rendit; et on apprit ensuite qu'il était étroitement gardé. Il écrivit à ses fils d'être tranquilles sur son innocence; mais quelle que fût sa destinée, de sacrifier leurs ressentiments,

de ne jamais songer qu'à la patrie, et de justifier sa mémoire par leur conduite.

XL. *Imprudence des Lithuaniens. — Les troupes de Radzivill dissipées par les Russes.*

Parmi les confédérations imprudemment formées, il y en eut une dont le mauvais succès exige, par l'importance de ses suites, une attention particulière. Elle priva la république d'une de ses plus grandes ressources.

Radzivill, rétabli dans ses biens et ses dignités par des moyens que lui-même détestait, avait enfin quitté Varsovie, le 13 mars, et était venu en Lithuanie, dans la forteresse de Niewiez, qui lui avait été rendue. Ses sentiments étaient si connus, malgré le personnage odieux qu'il avait été forcé de revêtir, que les premiers confédérés l'avaient destiné à être le chef suprême des confédérations. En effet, ce prince, au désespoir d'avoir été indignement trompé, d'avoir servi d'instrument au malheur de son pays, était impatient de se justifier aux yeux de l'univers, et ne respirait que la vengeance. Mais toutes ses terres avaient été ravagées, son artillerie prise, ses troupes dispersées, tous ses biens mis au pillage. Il lui fallut l'espace de quelques mois pour rassembler l'argent et les troupes nécessaires à une pareille entreprise.

Les Russes cependant faisaient épier chacune de ses démarches ; ils étaient instruits de toutes ses actions, de ses moindres discours : et, il faut l'avouer, son ivresse fréquente ne lui permettait pas de les mesurer sur le danger de sa position.

Un grand nombre de gentilshommes lithuaniens se rendaient avec empressement dans cette forteresse ; c'était à qui s'emparerait de la confiance de Radzivill et de ses

troupes. Le comte Paç surtout, homme d'une sagesse consommée, d'un très-grand nom et d'une fortune médiocre, frère d'un homme qui avait toujours suivi ce prince, qui en avait partagé les revers, et qui avait refusé son établissement particulier avant le rétablissement de Radzivill, semblait destiné, par le vœu des plus sages Lithuaniens, à diriger leur confédération. Il avait pour concurrent ce jeune Kossakowski, lequel avait le premier formé des confédérations en Lithuanie, avait jeté l'alarme dans la Kourlande et sur les frontières russes, et s'était déjà assuré de plusieurs maréchaux pour former des confédérations dans tous les districts. La plupart des grandes dames de la province s'étaient réfugiées dans cette forteresse. Chacune voulant faire de son amant le libérateur de la patrie, tramait des intrigues pour décider le choix du prince ; et Radzivill, dans ce tourbillon d'affaires et cette affluence de monde, était incapable d'en soutenir l'agitation.

Dans ces conjonctures, une confédération de trois cents gentilshommes, la plus florissante jeunesse de Lithuanie, se forma dans le voisinage, sous la direction d'un nommé Chominski. Ils vinrent aussitôt se présenter devant cette forteresse, et sommer le prince au nom de la république. On leur laissa l'entrée libre ; mais pendant le trouble qu'y causa leur arrivée et les délibérations tumultueuses qui en furent la suite, un général russe accourut avec six cents hommes, et annonça que plus de trente mille Russes répartis dans cette province, allaient se rassembler autour de cette forteresse. Radzivill, dans la confusion où tout se trouvait encore, ses nouvelles recrues peu exercées, ses munitions incomplètes, crut que le plus sûr parti était de ne point hasarder une résistance inutile. Les Russes s'emparèrent une seconde fois de cette forteresse, la seule qu'il y eût en Lithuanie. Il désarmèrent quatre mille soldats qu'il avait déjà

rassemblés, en prirent la plus grande partie à leur service ; ceux qui refusèrent de s'y enrôler eurent la tête rasée, et furent ainsi renvoyés dans leurs villages. Enfin, après avoir forcé tous les gentilshommes qui étaient présents de signer une promesse de ne point prendre parti dans les confédérations, ils laissèrent se disperser toute cette assemblée, et forcèrent Radzivill à se retirer dans une terre plus voisine de Varsovie.

XLI. *Intrigues de la tzarine pour pacifier la Pologne.*

Cependant Catherine continuait d'employer toutes les ruses de sa politique et toutes les ressources de son génie, pour sortir avec honneur d'une position si embarrassante ; ou si la guerre devenait inévitable, pour la soutenir avec gloire. Elle faisait publier en Pologne, par tous les organes qui lui étaient vendus, que la paix avec les Turks était prochaine, et tâchait, par ce bruit, de faire craindre aux Polonais qui oseraient s'armer contre elle, d'être abandonnés à toute sa vengeance. Cette paix en effet n'était pas hors de vraisemblance. Les Anglais négociaient avec activité pour l'obtenir. Le grand-visir, qui avait déclaré la guerre, homme ferme et altier, voyant l'autorité suprême sur les armées confiée au kan des Tatars, avait abdiqué le ministère ; et on tentait auprès du nouveau visir tous les moyens de persuasion, d'intrigue et de corruption.

Le bonheur qui avait toujours accompagné l'impératrice dans toutes ses entreprises ne l'abandonna pas dans ces conjonctures, s'il est vrai qu'il ne faille donner que le nom de bonheur à l'événement qui suivit. Krim-Gueray, cet implacable ennemi des Russes, ce fidèle allié des Polonais, au retour de son expédition dans la nouvelle Serbie, après le

long repos de son exil, au moment où il se préparait à venir attaquer les Russes en Pologne, fut attaqué d'une fièvre jaune non sans soupçon de poison, et mourut dans la ville de Cautchan, qu'il avait bâtie. L'émissaire de France vit ce prince mort. Son visage et son corps étaient couverts de taches livides ; les poils de sa barbe restaient à la main dès qu'on y touchait ; ses ongles tombaient ; tout marquait le poison : on montrait publiquement le Russe soupçonné de ce crime. Mais enfin, ce descendant de Genghiskan, cousu dans un sac de maroquin, et lié de grosses cordes, fut mis sur un petit chariot, et, sous l'escorte de six Tatars, fut conduit à Baqtchiseraï ; et toute cette armée qu'il allait conduire à la délivrance de la Pologne, resta en proie aux divisions qu'y firent naître la vacance du trône et les factions en faveur des différents concurrents.

On employait dans le même temps tous les moyens de terreur pour désarmer les Polonais. Des ordres de sang étaient donnés contre toutes les confédérations ; et pour les désarmer plus sûrement encore par une sorte de satisfaction, il fut annoncé de toutes parts que l'ambassade de Repnin allait finir. Catherine affecta de se plaindre hautement d'avoir toujours été mal informée des dispositions des Polonais. C'était depuis longtemps le cri de ces infortunés. Dans ce mécontentement feint ou réel, on annonça l'arrivée prochaine d'un autre ambassadeur vieux courtisan d'Élisabeth, dont l'esprit était doux, dont, les manières étaient polies, et qui, sous cet autre règne, s'était fait chérir des Polonais. Mais en attendant son arrivée, Repnin, qui avait conduit les affaires à cette horrible confusion, continua encore de les gérer ; et il osa donner à cette princesse l'espérance d'armer contre les Turks la nation polonaise. Il comptait faire cette proposition dans la diète, dont l'époque était prochaine, et dont cet extravagant croyait l'as-

sentiment possible. Catherine agréa ce projet; et il reçut l'ordre d'offrir au roi, à cette condition, le commandement des armées. Il fallait que les préjugés du despotisme, le profond mépris des hommes et le respect religieux pour l'autorité fussent bien profondément enracinés dans l'esprit de cette princesse et de son ambassadeur, pour qu'ils crussent encore que la volonté d'un roi pouvait changer à ce point toute une nation. Le roi répondit à Repnin par ce vers :

« Connais-tu quelque dieu qui fasse un tel prodige? »

En vain Repnin lui-dit : « Vous voyez comme les Turks vous traitent; c'est contre vous qu'ils ont pris les armes, c'est à vous nommément qu'ils déclarent la guerre : justifiez le choix qu'a fait de vous votre protectrice, en devenant vous-même aujourd'hui son défenseur. » Poniatowski se refusa à ce rôle dangereux, mais dont la seule tentative, quoique hasardeuse par elle-même, n'eût peut-être pas été sans honneur. Il se renferma dans les principes d'une politique circonspecte et timide. L'abandon total que la tzarine lui fit annoncer en vengeance de ce refus, et les outrages de Repnin qui en furent la suite, ne purent ébranler sa résolution.

Tout dans Varsovie opposa une égale résistance au projet insensé de Repnin. Les princes Czartoryski répondirent que dans la situation actuelle, où deux empires formidables prenaient une part aussi active aux affaires de la république, il ne s'agissait plus que d'attendre et de recevoir la loi du plus fort.

XLII. *Cruautés inouïes exercées contre les confédérés.*

Pendant qu'on agissait à Varsovie pour chercher des moyens de concilier les esprits, et pour armer, s'il était possible, la nation polonaise contre ses défenseurs ; les Russes, tâchant dans toutes les provinces d'assoupir tous les troubles et d'étouffer jusqu'au moindre germe de soulèvement, exerçaient les plus horribles cruautés contre tous ceux des confédérés qui avaient le malheur de leur tomber entre les mains. On vit alors tous les usages par lesquels les nations les plus barbares ont adouci le fléau de la guerre, violés à l'égard des confédérés ; toutes les capitulations devenues des piéges ; la foi donnée aux prisonniers toujours trahie ; un colonel russe, nommé Drewitz, massacrant de sang-froid des gentilhommes qui s'étaient rendus prisonniers de guerre, faisant expirer les chefs dans les supplices inventés en Russie pour les esclaves, les faisant quelquefois lier à des arbres, pour les exposer comme un but à l'adresse de ses soldats ; d'autres fois les faisant enchaîner, pour que leurs têtes, enlevées avec dextérité au bout des piques, représentassent tous les jeux d'un carrousel. On vit ainsi le carnage, qui n'a pour excuse que la nécessité des combats, devenu par ces horribles variétés l'amusement des vainqueurs. La barbarie fut encore poussée plus loin. Cet homme laissait errer dans les campagnes des troupes entières à qui il avait fait couper les deux mains ; d'autres fois, par une inconcevable férocité, joignant l'ironie et l'insulte à la cruauté la plus inouïe, il faisait écorcher ces malheureux tout vivants, de manière que leur peau représentât sur eux l'habillement polonais. Il est remarquable que cet homme si atroce, et qui fut alors le héros des Russes, était un homme sans courage. Il était fin et patient ;

il passait quelquefois deux mois entiers à guetter un parti, à s'assurer de quelques traîtres, à se pourvoir d'espions; et quand ce parti, après quelques courses heureuses, commençait à être moins sur ses gardes, il le surprenait, ne combattant jamais de sa personne, et revenant toujours aux mêmes manœuvres. Il fut plus d'une fois battu dans la suite par le jeune Pulaski, et perdit tout le renom qu'il avait d'abord acquis par ses effroyables succès.

Mais l'épouvante qui se répandit en Pologne suspendit ces émeutes téméraires ; et les plus impatients sentirent enfin la nécessité d'attendre l'ouverture de la campagne, et de recourir à des desseins mieux concertés.

XLIII. *Tableau de l'état intérieur de l'empire de Russie.*

Avant de commencer le récit de cette guerre terrible où le trône des Ottomans fut ébranlé, où les habitants de la zône glacée allèrent combattre des hommes nés près de l'équateur, où la Russie, devenue plus illustre par des victoires inespérées, se trouva cependant incapable d'achever ses conquêtes et de poursuivre ses entreprises, examinons quel était l'état intérieur de cet empire. Cet examen paraît nécessaire pour apprécier ses vastes projets, et pour nous donner l'intelligence des principaux événements qui nous restent à raconter.

La Russie, peu fréquentée des voyageurs, n'était connue en Europe que par la voix des panégyristes, par des relations de succès toujours exagérées, par les efforts excessifs qu'elle avait faits depuis soixante ans. L'enthousiasme qu'avait excité dans les esprits le règne extraordinaire de Pierre Ier, durait encore. Du sein de l'ignorance et de la pauvreté, un peuple nouveau s'élevait à l'empire, sans que les peuples ri-

ches, polis et savants, en eussent témoigné ni jalousie, ni inquiétude. Cet exemple est unique dans l'histoire. Au lieu de ce dédain que toutes les nations ont tour à tour éprouvé dans le premier éclat de leur puissance, de ces railleries trompeuses que des villes plongées dans le luxe faisaient autrefois contre Rome bâtie de bois et de briques, au temps où elle commençait à donner des lois à l'univers, au lieu du ridicule que des courtisans asiatiques s'efforçaient de jeter sur les mœurs des Spartiates, dont ils sentaient avec dépit l'ascendant, et dont ils méconnaissaient les vertus, les Russes au contraire éprouvaient en Europe une faveur générale. Les causes n'en sont pas difficiles à saisir. Le soin qu'ils avaient eu de prendre nos manières et d'imiter nos usages, l'accueil que Pierre Ier avait fait aux sciences et qui attachait à sa gloire ceux qui dispensent la louange ou le blâme, l'amour du merveilleux qui se trouvait dans ces exagérations, cette espèce d'intérêt qu'on prend même involontairement à voir réussir de grands desseins, et peut-être enfin notre haine contre notre gouvernement, tout avait contribué à donner aux esprits cette singulière disposition. On applaudissait aux entreprises de cet empire. On le voyait avec plaisir se porter pour rival des puissances les plus considérées; mais au moment où d'imprudentes démarches l'engagèrent dans de nouveaux efforts, quel était en effet son état intérieur? Les desseins conçus par Pierre Ier pour faire passer par son empire le commerce du monde n'avaient point eu d'exécution. Les canaux qu'il avait commencés pour la jonction des mers restaient interrompus; la ville de Kronstadt, premier port de cet empire et située près de sa capitale, demeurait déserte; le port construit sur une rivière dans laquelle les eaux de la mer ne remontent point, voyait se pourrir dans l'eau douce le peu de vaisseaux échappés aux tempêtes de la mer Baltique, ou plutôt à l'ignorance de

leurs conducteurs; la ville de Pétersbourg n'ayant point été achevée sur les plans de son fondateur, on n'y voyait plus que les vestiges des canaux qu'il avait creusés pour la rendre semblable à Venise; cette chaussée fameuse entre Pétersbourg et Moskou, si vantée dans quelques relations et comparée aux voies romaines, n'était qu'une misérable route dans des sables, sur des fascines, au travers de vastes solitudes : et l'admiration avec laquelle les Russes ne cessaient d'en parler provenait de l'étonnement où ces barbares étaient encore d'avoir vu ouvrir ces longues forêts. Il est vrai que Moskou, leur ancienne capitale, était d'une immense étendue, et ne cessait de s'agrandir. C'était l'effet d'une étrange superstition. Jamais en Russie une église n'a été abattue; achever de la démolir quand elle menace ruine serait un sacrilége; on l'abandonne, et à côté on en bâtit une nouvelle. Les Moskovites racontent sérieusement qu'ils ont seize cents églises dans leur ville. Ce calcul est exact; mais pour peu que leur superstition dure, ils auront bientôt une ville toute d'églises.

La plupart des nations ayant reçu dans leurs mœurs des influences étrangères sont perpétuellement en contradiction avec elles-mêmes, et n'offrent aux observateurs qu'un tableau variable; mais la discordance actuelle des mœurs du peuple russe passe ce qu'il y a jamais eu de plus bizarre. Leur antique pauvreté et le faste asiatique; les superstitions judaïques et la licence la plus effrénée; la stupide ignorance et la manie des arts; l'insociabilité dans une cour galante; la fierté d'un peuple conquérant et la fourberie des esclaves; des académies chez un peuple ignorant; des ordres de chevalerie dans un pays où le nom même de l'honneur est inconnu; des arcs de triomphe, des trophées et des monuments de bois; l'image de tout, et rien en réalité; un sentiment secret de leur faiblesse et la persuasion qu'ils ont atteint

dans tous les genres la gloire des peuples les plus fameux : voilà ce qui résulte après un demi-siècle de ces étonnants travaux de Pierre Ier, parce qu'il ne songea point à donner des lois, qu'il laissa subsister tous les vices, et qu'il se pressa d'appeler tous les arts avant que d'avoir réformé les mœurs. On croirait voir les matériaux d'un superbe édifice épars, dégradés et noircis par le temps avant que d'avoir été employés, parce qu'un architecte imprudent les avait préparés sur de fausses mesures ; et que, par cette faute, l'ouvrage à peine élevé au-dessus de ses premiers fondements et abandonné sans pouvoir être fini, n'offre déjà plus qu'un spectacle de ruines.

Ce qui restait de ce règne célèbre, ce n'était pas un empire policé, comme les panégyristes de Pierre ne cessaient de le répéter ; c'était un peuple féroce armé de tous les arts de la guerre.

Cependant, leur état militaire était présenté sous leurs yeux d'une manière trompeuse et qui donnait une fausse idée de leur puissance. Tout ce qui recevait du tzar quelques appointements, chambellans, médecins, comédiens et valets, tout se trouvait écrit sur l'état de la guerre. Quatorze éléphants, autrefois envoyés de Perse à cette cour, étaient pour leur entretien inscrits sur la liste militaire au grade de lieutenants-généraux. Ainsi était composée cette formidable liste de huit cent mille combattants qui leur donnait tant de confiance et de vanité, mais qui était véritablement réduite à cent cinquante mille hommes sous les armes. La discipline de ces troupes facilitée par l'esclavage, n'avait pas corrigé tous leurs anciens vices ; et la plus dangereuse malpropreté régnait encore dans leurs camps, ainsi que dans leurs palais.

Pour entretenir cette armée, les provinces continuaient de se dépeupler. Dans celles du nord, les filles ne trouvaient

plus de maris. Quand il y naissait un enfant mâle, on voyait aussitôt vingt filles nubiles accourir et s'offrir à l'envi pour prendre soin de cet enfant, en restant servantes dans la maison où il était né, sans aucun autre salaire que la promesse de l'épouser un jour.

On réparait, il est vrai, cette dépopulation en attirant sans cesse des étrangers ; mais les colonies fondées par leur affluence étaient bientôt dévastées par l'autorité tyrannique des gouverneurs. La nouvelle Serbie, florissante dans les premières années, parce que les Grecs y accoururent en foule, était déjà tombée avant l'incursion des Tatars ; et la plupart des colons grecs, préférant leur ancien esclavage, étaient déjà retournés dans leur pays.

Catherine connaissait si bien cette dépopulation qu'à son avénement au trône, elle fit répandre par toute l'Europe et imprimer dans tous les papiers publics, une espèce d'état des déserts de son empire, offrant des possessions à quiconque voudrait les venir cultiver.

L'Europe, depuis que le luxe s'y est généralement introduit, a vu passer entre les mains de quelques heureux la fortune des peuples ; et tous les États sont pleins d'une multitude sans possessions et sans patrie. Une foule de ces infortunés vint alors chercher quelque propriété en Russie. Les Russes n'épargnaient aucun artifice pour ces sortes de séductions. Leurs ministres, dans toutes les cours, avaient dans leurs instructions un ordre particulier à ce sujet. Ils annonçaient le dessein d'attirer des artistes dans tous les genres ; mais tout homme était bon pour eux, et sous quelque prétexte qu'il eût été attiré en Russie, s'il avait des enfants, c'étaient autant d'esclaves pour les maisons des seigneurs russes. Tout voyageur de cette nation se livrait à ces manœuvres. Ils avaient partout de ces émissaires auxquels on donne le nom d'embaucheurs. Il se trouvait même en Hollande un Français nommé Beau-

regard, établi auprès d'Utrecht, qui avait traité publiquement avec l'impératrice pour lui vendre des hommes, et qui avait dans toutes des parties de l'Europe des correspondants chargés de débaucher des paysans, des artistes et des soldats. Les Hollandais sous un pareil entrepreneur, faisaient avec la Russie le commerce d'aventuriers européens, comme on fait la traite des nègres.

En quittant les belles provinces que la Russie possède en Europe, pour pénétrer dans le nord de l'Asie, on croirait du moins trouver dans ces pays inconnus, la nature encore innocente et neuve, spectacle doux et consolant, que les observateurs attentifs ont plus d'une fois opposé aux maux qu'ils voyaient plus près d'eux; mais que trouve-t-on dans ces vastes contrées? Des milliers de soldats épars à la garde des prisonniers; des cachots où la disgrâce et le crime sont punis des mêmes peines; des sauvages nés doux et bienfaisants, que le plus féroce des peuples prétend civiliser; des pays presque déserts et de plus en plus dépeuplés par l'exploitation des mines, et surtout par cette horrible maladie apportée d'Amérique, et déjà parvenue si loin, sans qu'on y ait acquis la connaissance du remède.

La révolution entreprise par Pierre Ier n'a point franchi les limites de l'Europe. Les pays éloignés de la capitale ignorent les arts les plus nécessaires. Au delà de Moskou, en avançant vers l'Asie, vous rencontrerez à quatre-vingts lieues des nations sauvages qui errent dans des forêts inconnues. On peut assurer, sur la foi de témoins oculaires, qu'au nord de la Sibérie, dans une bourgade nommée la ville de Tomsk, un couteau apporté par quelque hasard, il y a peu d'années, y passa pour une merveille, et fut, par une délibération publique, attaché solennellement à un tronc d'arbre au milieu de la ville, pour l'usage commun de tous les habitants.

La plupart de ces nations sont uniquement occupées à la chasse des animaux qui portent les fourrures précieuses. Elles en échangent les peaux contre des merceries ; et les Russes donnent à ce commerce le nom insolent de tribut. Mais si ces fourrures abondent dans un pays nouvellement découvert, il en sera bientôt épuisé, comme le sont à présent les autres pays où le luxe les cherchait autrefois. Ces sauvages n'ayant plus alors aucun objet de commerce, il est vraisemblable que la Russie éprouvera au sein de son empire, ces petites guerres dont l'Amérique fut longtemps le théâtre. Elle voudra asservir ces nations qui se croient encore indépendantes, et qui déjà revenues de la première terreur que les armes à feu leur avaient inspirée, se défendront avec le désespoir où les réduira la vue prochaine de l'esclavage. Cet exemple est déjà donné ; et ces petites guerres commencent avec des succès balancés.

Les frontières exposées aux incursions de toutes les nations tatares, sont bordées de redoutes élevées à la distance de huit lieues l'une de l'autre. Quinze mille hommes un peu disciplinés ont suffi longtemps à garder cet espace immense. Les Russes, qui doivent cet avantage à la supériorité de leurs armes et de leur discipline, portent une attention rigoureuse à empêcher nos arts militaires de pénétrer chez ces peuples ; mais ceux auxquels le voisinage de la Chine à communiqué les armes à feu, attaquent à présent les Russes avec égalité.

Les frontières de ces deux empires se trouvent aujourd'hui contiguës dans une étendue de mille lieues ; et de toutes les affaires des Russes en Asie, les rapports qui subsistent entre ces deux États les plus grands de l'univers, étant les plus intéressants, nous en donnerons ici quelques idées.

Leurs guerres et leurs correspondances commencèrent

aussitôt que les Tatars Mantchous se furent rendus maîtres de la Chine 1644. Le pays qu'ils habitaient auparavant étant limitrophe des Russes, ceux-ci, en parcourant les armes à la main toutes les contrées du Nord, arrivèrent à l'ancienne patrie de ces Tatars, que leur émigration récente avait rendue presque déserte. Après quelques hostilités entre les deux empires, il fut réglé par un traité solennel, que le fleuve Amour leur servirait de limites. Les Russes n'observèrent point le traité, et bâtirent une ville sur le bord qui appartenait aux Chinois. Ceux-ci la détruisirent, et la guerre recommença; c'était à la fin du dernier siècle.

La Russie semblait encore balancer sur quelle partie de l'univers tomberait sa puissance, également attirée par les trésors de la Chine, les délices de la Perse et les arts de l'Europe; vaste repaire de barbares qui, par sa position singulière, pouvait menacer à la fois sur toute la surface du globe tous les peuples policés. Pierre soutenait alors en Europe ses guerres les plus difficiles. Cette circonstance et la sagesse du négociateur qu'il envoya à la Chine, le comte Sava, natif de Raguse, firent prendre le parti le plus utile et le plus sage. Au lieu de continuer les hostilités contre cet empire si riche, si peuplé, si florissant, et dont toutes les puissances maritimes de l'Europe se disputent le commerce, il fut résolu de détourner ce commerce, et de lui faire prendre un nouveau cours au travers de la Russie. Le comte Sava consentit donc à resserrer les frontières russes en les éloignant du fleuve Amour; mais il régla qu'une nombreuse caravane de marchands russes irait tous les trois ans à la Chine. Il établit à Pékin une maison russe sous l'administration d'un de leurs archimandrites; il prit les plus sages précautions pour le succès d'une entreprise qui devait produire une si grande révolution dans le commerce général. Les Russes cependant ne virent dans cette négociation que

l'abandon de quelques déserts ; et ils accusent encore aujourd'hui le comte Sava de s'être laissé corrompre par l'or des Chinois : mais Pierre en jugea mieux que son peuple, et pour le succès d'un si grand projet, il travailla pendant tout son règne à assurer la route de ces caravanes. Les deux empires devaient, suivant leur traité de paix, s'envoyer mutuellement des ambassades au renouvellement de chaque règne. A la mort du tzar, les Chinois, fidèles observateurs du seul traité qu'il eussent jamais eu avec aucune nation, envoyèrent complimenter Catherine Ire. Leurs ambassadeurs ayant appris en chemin la mort de cette impératrice, retournèrent chez eux et revinrent pour complimenter Pierre II. Ils apprirent aussi sa mort encore en chemin ; mais cet événement étant alors prévu dans leurs instructions, ils continuèrent leur route et arrivèrent sous le règne de la tzarine Anne. Ces hommes, partis des contrées les plus peuplées de l'univers, ne purent s'empêcher de marquer leur mépris en arrivant à cette cour, après avoir traversé ces immenses solitudes qui composent presque toute l'étendue de l'empire russe. On les força d'adorer l'impératrice, selon toutes les cérémonies du rit chinois. Ils s'en plaignirent ; et la vanité russe, pour conserver l'avantage de ces adorations, n'envoya à Pékin que de simples députés. Les Chinois se croyant insultés, cessèrent de protéger les caravanes. Le gouvernement les abandonna aux vexations des mandarins et à la friponnerie des marchands. Elles languirent jusqu'à la fin du règne d'Élisabeth. Un nouvel événement les fit alors entièrement cesser.

Des Tatars nommés Kalmouks-Dzoungars, qui occupaient un pays intermédiaire entre ces deux empires, leur étaient devenus également formidables. Quelques officiers suédois envoyés en Sibérie parmi la déplorable colonie des prisonniers de Pultawa, étant parvenus à passer chez cette nation, y avaient été accueillis. Le kan connu en Asie par le sur-

nom de Kantaicht, qui signifie sage prince, commença, avec leurs secours, à policer ses sujets, à les discipliner, à leur apprendre à cultiver la terre. Ces malheureux Suédois, devenus créateurs d'un peuple nouveau, se formaient ainsi des vengeurs. Les Russes voyaient, malgré leurs sévères précautions, et par leur cruauté même, nos arts militaires portés chez ces nations belliqueuses ; événement qui tôt ou tard doit amener le terme fatal de l'empire russe sur le nord de l'Asie. Mais Kantaicht, plus attiré vers les Chinois par leurs richesses et par la douceur de leur climat, leur causait alors plus d'inquiétude. Chaque course qu'il faisait sur leurs frontières, ils lui payaient des sommes immenses pour acheter leur tranquillité, et le faire retourner sur ses pas. Mais sous le règne de son successeur, des divisions intestines s'élevèrent parmi ces Kalmouks. Ce prince appela les Chinois à son secours ; et par une horrible perfidie, après avoir vaincu avec eux, il fit massacrer leur armée auxiliaire. Les Chinois envoyèrent contre lui une autre armée, qui trouvant encore cette nation divisée, se vengea avec fureur et l'extermina presque tout entière. Les Russes, suivant la politique qu'ils ont toujours eue, de recueillir dans leurs limites les hordes de Tatars battues et fugitives, donnèrent asile au fils de Kantaicht et à seize mille de ses sujets, restes infortunés de cette belliqueuse nation. Ce fut, dit-on, une grande faute du règne d'Élisabeth, de l'avoir laissé détruire. Les Chinois, par cette victoire, se sont rendus maîtres de la petite Boukharie, ancienne patrie de ces Tatars. Leur empire s'étend ainsi jusqu'auprès de la mer Caspienne. Ils sont voisins des sources de l'Irtish, où sont les mines d'or le plus anciennement connues qui soient dans l'univers, indiquées par Hérodote dans le pays des Massagètes, et devenues aujourd'hui un sujet de discorde entre un peuple du nord de l'Europe et un autre des extrémités de l'Asie.

Les Chinois, poursuivant leur vengeance, demandèrent aux Russes de leur livrer Kantaicht. Sur la nouvelle de sa mort, ils envoyèrent des commissaires pour la vérifier ; et l'usage étant parmi eux de conserver longtemps les corps sans les inhumer, ils finirent par exiger qu'on leur livrât les os de ce traître. Cette contestation aigrissait toutes les autres difficultés qui s'étaient élevées entre ces deux empires. Les hostilités étaient recommencées. Les caravanes, le grand objet des travaux de Pierre Ier, étaient entièrement arrêtées, lorsque Catherine II parvint au gouvernement; et l'un de ses premiers soins fut de nommer une ambassade solennelle, que les Chinois refusèrent.

Les Russes affectent un grand mépris pour la nation chinoise ; mais ceux qui ont commandé sur cette frontière (et on tient tous ces détails d'eux-mêmes), n'ont pas à beaucoup près le même mépris pour les Tatars soumis et pour ceux qui règnent sur la Chine. Les Soyons ont étendu au loin leur conquêtes ou plutôt leurs ravages. D'autres peuplades tatares refugiées en Russie et renfermées dans les limites russes, se voyaient avec désespoir tombées dans l'esclavage, et n'attendaient qu'une occasion favorable pour recouvrer leur liberté; soit en se soulevant contre leurs oppresseurs, soit en franchissant les limites pour retourner dans les vastes plaines de la Tatarie. L'une et l'autre de ces dispositions ne tardèrent pas à éclater pendant la guerre, d'une manière funeste à l'empire russe. En un mot, le déclin de cet empire en Asie était devenu si sensible, que des gens sages avaient proposé à cette cour d'en faire revenir ses troupes, en chassant devant elles les sauvages habitants de ces climats, et de laisser ces contrées ou absolument désertes, ou abandonnées aux peuples qui s'y défendent.

Mais l'esprit qui régna toujours parmi les Russes était bien éloigné d'une semblable modération. Jamais aucun État,

pour réparer ses maux intérieurs, n'eut un plus grand besoin de la paix, et ne fut plus heureusement situé pour conserver cette paix nécessaire. Jamais, au contraire, aucune nation ne forma des projets plus immodérés d'ambition et de conquête. Les uns, partant en imagination du Kamtchatka, croyaient traverser aisément des mers inconnues, se voyaient déjà établis en Amérique, et s'attendaient à disputer un jour aux Anglais l'empire du Canada. D'autres prétendaient qu'avec trente mille hommes de troupes européennes, ils iraient conquérir la Chine ; qu'ils en ramèneraient des millions d'hommes dont ils peupleraient leurs déserts, et qu'ils en rapporteraient des sommes immenses dont ils achèteraient l'Europe. Tel fut le projet que le confédéré Beniowski trouva dans les archives de Kamtchatka, dont il remit les originaux entre les mains des ministres de France, et que ceux-ci ont fait parvenir entre les mains de l'empereur de la Chine. Depuis quarante ans, la Pologne n'était dejà plus aux yeux des Russes qu'une de leurs provinces sous le nom de royaume; et tous les régiments attendaient avec impatience l'ordre d'aller en partager le pillage. Quelques-uns pensaient qu'il fallait établir à Constantinople le siége de l'empire russe, et racontaient comment cet événement avait été sur le point d'arriver dans leur dernière guerre contre les Turks. Cet esprit général dominait dans leurs conversations, dans leurs livres, dans leurs minces tragédies ; soit que ces imaginations démesurées vinssent du caractère ordinaire de ce peuple, toujours emporté au-dessus des nues dans la prospérité, soit que les esclaves prennent dans leur aveugle obéissance une idée excessive du pouvoir de leur prince, soit enfin qu'une impulsion involontaire porte toujours les peuples du Nord à désirer des climats plus heureux lorsqu'ils les connaissent, et que tous ces projets ne vinssent que du désir vague d'une émigration.

Parmi tous ces projets, il y en avait un auquel le cabinet de Pétersbourg paraissait s'attacher de préférence, parce qu'il pouvait s'accorder en même temps avec une excessive ambition et une extrême faiblesse. C'était le projet de s'ériger en protecteur de la religion grecque, dans tous les pays de l'Europe et de l'Asie où elle est répandue.

Les anciens tzars étaient si éloignés d'une pareille ambition, que pour se procurer quelque alliance en Europe, ils se montrèrent plus d'une fois disposés à embrasser la religion romaine. Mais Pierre Ier s'étant formé des nœuds plus réels avec la république européenne, laissa tomber cette vieille ruse politique. Il réunit le pouvoir du patriarchat à celui du trône ; il devint en Russie le chef de sa religion : il en décida ainsi pour jamais la séparation avec l'église de Rome. On voyait même à sa cour un de ses bouffons porter le nom de pape, jouir en cette qualité d'un palais et d'un revenu ; et sous l'autorité de ce bouffon, on y parodiait dans les plus folles débauches toutes les cérémonies de l'église romaine. Mais son génie violent et hardi ne fit jamais servir à son ambition l'avantage d'être devenu patriarche dans l'église grecque, et d'être le seul souverain puissant qui professât cette religion. En étouffant autant qu'il le put la superstition parmi ses sujets, il n'imagina point d'exciter le fanatisme chez ses voisins. Mais le clergé grec, ignorant, superstitieux et pauvre, ne tarda pas à chercher de la protection et des aumônes à la cour de Russie ; et dès le règne suivant, cette cour, plus par superstition que par politique, entretint de pareilles liaisons dans la plupart des provinces soumises aux Turks. Ceux-ci n'en conçurent point d'ombrage ; et, accoutumés à voir les princes catholiques protéger les moines de Jérusalem, ils ne virent pas plus de danger dans cette protection nouvelle.

Les Grecs, cependant, sur la foi d'une vieille prédiction

accréditée parmi eux, « que l'empire turk sera détruit par une nation blonde », s'accoutumèrent à regarder les Moskovites, chez lesquels cette couleur domine, comme devant être leurs libérateurs. Munich songea le premier à profiter de cette singulière disposition des esprits ; la paix rompit son dessein, avant que l'exécution en fût assez avancée pour avertir les Turks du danger qu'ils avaient couru, et qui allait toujours menacer leur empire. Depuis ce temps, une nouvelle conjoncture favorable aux Russes cimenta de plus en plus leurs liaisons avec les sujets de l'empire ottoman. Ces anciens peuples slaves, de même origine que les Russes, attachés à la même religion, parlant le même langage, apprirent avec plaisir qu'une de leurs peuplades était devenue puissante ; et jusque sur les bords du golfe de Venise, dans les vallées du Monténegro, les aumônes de la Russie allèrent chercher leurs prêtres, décorer leurs églises, et fomenter la haine de ces peuples contre leurs maîtres. Par une particularité remarquable, l'ancienne langue slavonne se trouve précisément la même dans ces vallées et dans la Moskovie. Les Russes et les Monténégrins retirent cet avantage d'avoir si longtemps conservé leur barbarie, qu'aujourd'hui ils s'entendent comme un même peuple (1).

XLIV. *Vains effort pour y remédier.*

Cependant, au milieu de tous ces projets d'ambition et de conquête, il était impossible que les Russes se dissimulassent les maux intérieurs de leur empire. Depuis longtemps, chacun de leurs souverains en arrivant au trône, avait paru sentir que le soin de remédier à ces maux devait être son

(1) Les Moskovites, que Rulhière et les écrivains étrangers appellent improprement les Russes, ne sont point d'origine slave, européenne, mais bien d'origine tatare, asiatique; quoique leur langue ait acquis, à la suite des temps, quelque analogie avec le slave.

premier objet. On les avait vus, depuis quatre règnes, condamner à leur avénement la guerre qu'ils trouvaient entreprise, la regarder comme étrangère aux véritables intérêts de l'État, se presser de la terminer, et tâcher de remédier au désordre général ; jusqu'à ce qu'une ambition personnelle, ou de nouvelles intrigues les engageassent à leur tour dans la même faute. Ainsi, Anne avait mis fin à la guerre de Perse, Élisabeth à celle de Prusse, et Catherine à celle de Holstein. Un grand dessein, celui de réparer l'erreur de Pierre Ier, et de donner enfin des lois à la Russie, occupait alors le génie de cette princesse. Nous l'avons vue convoquer tous les députés de toutes les provinces de son empire. Ils travaillaient sous sa dictée à la rédaction d'un code général et uniforme. Elle avait, à son avénement, trouvé les finances dans un extrême désordre. Elle s'occupa d'abord de les rétablir, tant par une économie sévère, que par la réunion de presque tous les biens de l'église au domaine impérial; mais, cédant bientôt à un désir immodéré d'illustrer son règne, elle les avait épuisées de nouveau par des fondations éclatantes, par des établissements de tous les genres, par la construction de superbes quais sur la rivière qui traverse la capitale.

Ces dépenses avaient absorbé la plus grande partie des sommes destinées aux militaires ; et dans la profonde sécurité où était cet empire, tout ce qui était relatif à la défense de l'État avait été sacrifié pour ces embellisements. Le grand-maître de l'artillerie, qui ne devait cette place qu'à la faveur, uniquement occupé de plaire, rapportait tous les ans à Catherine la plus grande partie des sommes destinées à l'entretien de la milice. Le ministre de la guerre, qu'un zèle imprudent, ou plutôt une jalousie indiscrète contre le favori, avait d'abord fait disgracier, rétabli dans son ministère, imita la conduite de son antagoniste, et laissait l'armée sans

recrues, sans habillements et sans armes. Rien n'était prêt pour la guerre, ni l'armée, ni l'artillerie, ni la flotte. Toutes les caisses étaient vides; et à cette déclaration inattendue, tous les travaux furent suspendus. Les députés même pour la législation furent congédiés. On rassembla à la hâte tout ce qu'on put trouver d'ouvriers, et l'on précipita tous ces préparatifs pour la guerre, sans discontinuer les négociations pour la paix, qui pouvaient jeter plus de lenteur dans les préparatifs de l'empire ottoman.

FIN DU DEUXIÈME VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE DEUXIÈME VOLUME.

LIVRE SIXIÈME.

Pages.

I. Caractère et conduite du primat Lubienski..... 1
II. Le nouvel électeur de Saxe se présente pour candidat... 2
III. Insinuations de Keyserling et ses premières démarches. 3
IV. Le vœu général est en faveur du comte Branicki..... 4
V. Prétentions du comte Poniatowski..... 6
VI. Sa conduite..... 7
VII. Disposition de la maison Czartoryski..... 8
VIII. Caractère du comte Oginski..... 12
IX. Intrigues du ministre de Danemarck à Pétersbourg, en faveur de Poniatowski..... 14
X. Retard des diétines..... 16
XI. Projets pour réformer le gouvernement de Pologne... 17
XII. Opposition des puissances voisines..... 18
XIII. États de l'Europe..... 22
XIV. Opposition de Bestucheff..... 25
XV. Arrivée d'Oginski, et suite de cette intrigue..... 27
XVI. Plan des Czartoryski..... 28
XVII. Caractère de Repnin, et son arrivée en Pologne..... 29
XVIII. Conduite de Keyserling..... 32
XIX. L'arrivée de Repnin change toutes les affaires..... 33
XX. Conduite de la France et de l'Autriche..... 35
XXI. Arrivée du comte de Mercy en Pologne..... 40
XXII. Parti en faveur de l'électeur de Saxe..... 41
XXIII. Divisions entre les oncles du nouvel électeur..... 42
XXIV. Assemblée des grands à Bialystok, et leurs projets.. *ib*

Pages.
XXV. Conduite du roi de Prusse, et son alliance avec la Russie..... 43
XXVI. Ce qui se passe en Pologne et en Lithuanie..... 46
XXVII. Les Czartoryski demandent à la tzarine un secours de troupes..... 50
XXVIII. Déclarations de la France et de l'Autriche..... 51
XXIX. Diétine de Prusse rompue..... 52
XXX. On se rend à Varsovie..... 53
XXXI. Arrivée du grand-général..... 54
XXXII. Tableau de Varsovie, et tout ce qui se passe avant la diète..... 56
XXXIII. Diète de convocation..... 63
XXXIV. Grande action de Mokranowski et du maréchal de la diète..... 65
XXXV. La diète continue, quoique rompue..... 68
XXXVI. Sortie des républicains hors de Varsovie..... 69
XXXVII. La diète destitue le grand-général de ses emplois. 71
XXXVIII. Repnin et Braneçki partent pour le poursuivre; ce que c'est que Braneçki..... 72
XXXIX. Discours artificieux de Poniatowski..... 73
XL. Le grand-général ne trouve point l'armée de la Couronne où elle avait eu ordre de s'assembler..... 74
XLI. Radzivill condamné..... 77
XLII. Il gagne un combat contre les Russes..... 78
XLIII. Il se réfugie en Turquie..... 80
XLIV. Nouveau gouvernement établi en Pologne..... 81
XLV. Opposition des puissances voisines, à la réforme du *liberum veto*..... 84
XLVI. Commencement de l'affaire des dissidents..... 86
XLVII. La province de Prusse dépouillée de ses priviléges. 88
XLVIII. Résumé de la conduite du grand-chancelier..... *ib.*
XLIX. Conduite de Poniatowski..... 90
L. Départ de tous les ambassadeurs et de tous les ministres alliés..... 95
LI. Entretien de Mokranowski et du roi de Prusse..... *ib.*
LII. Dispositions de la cour de Saxe..... 97

Pages.
LIII. Conduite des Turks..... 99
LIV. Voyage de la tzarine sur les frontières de la Pologne. 103
LV. Massacre du prince Yvan..... 104
LVI. La tzarine permet de choisir un autre roi..... 106
LVII. Pourquoi ce changement n'eut pas lieu..... 107
LVIII. *Pacta conventa*..... 108
LIX. Harangue et mort de Keyserling..... 109

LIVRE SEPTIÈME.

I. Sentiments mutuels de la tzarine et du nouveau roi..... 111
II. Situation de ce nouveau roi..... 112
III. Manière dont la tzarine reçoit la nouvelle de l'élection. *ib.*
IV. Colère du grand-seigneur en apprenant cette même nouvelle..... 113
V. État de l'empire turk..... *ib.*
VI. Les ministres russe et prussien à Constantinople..... 115
VII. Exil de Krim-Gueray..... 116
VIII. Inquiétude du roi de Prusse sur le nouveau gouvernement 118
IX. Repnin brouillé avec les princes Czartoryski, et devenu ambassadeur malgré eux..... 119
X. Écrits pour et contre les nouvelles lois..... 120
XI. Couronnement du roi, et son début sur le trône..... 121
XII. Diète de couronnement; les Czartoryski achèvent ouvertement la révolution qu'ils avaient entreprise..... 123
XIII. Réflexions sur le nouveau gouvernement établi par les Czartoryski..... 127
XIV. Les mécontents s'adressent à la tzarine; situation de la république..... 128
XV. Lettre du nouveau roi à Catherine, au sujet des dissidents..... 129
XVI. Projet de la tzarine d'ériger un nouveau royaume pour son nouvel amant..... 130
XVII. Conduite des Russes envers les Polonais..... 131
XVIII. Poniatowski reconnu roi de Pologne par les cours étrangères..... 132

Pages.
XIX. État de la Pologne et conduite du nouveau roi..... 137
XX. Sa brouillerie avec ses oncles..... 141
XXI. Le roi de Prusse s'oppose à l'établissement du nouvel impôt..... 143
XXII. Ses ressentiments personnels contre Poniatowski... 144
XXIII. Voyage du baron Saldern à Varsovie, comme médiateur..... 145
XXIV. Négociations pour une alliance générale de tous les États du Nord, confiées à Saldern..... 147
XXV. Conduite de Saldern à Varsovie, comme médiateur. 148
XXVI. Élection des nonces pour la diète..... 150
XXVII. L'évêque de Krakovie devient chef du parti opposé à la cour et à la Russie..... 151
XXVIII. Son caractère et ses premières démarches..... 152
XXIX. Arrivée de deux colonels russes pour seconder Repnin. 155
XXX. Déclaration de Catherine au sujet des dissidents.... 156
XXXI. Raisons pour et contre les dissidents..... 157
XXXII. Fausse réconciliation du roi et de ses oncles..... 160
XXXIII. Discours du roi à Repnin..... 161
XXXIV. Commencement de la diète..... 162
XXXV. Repnin forme un nouveau parti opposé à la cour.. 166
XXXVI. Caractère de Podoski et ses projets contre le roi. 167
XXXVII. Le roi, étonné de la contradiction qu'il éprouve, s'évanouit sur son trône..... 171
XXXVIII. Résistance qu'il oppose à l'ambassadeur russe.. 172
XXXIX. Accommodement en faveur des dissidents..... 173
XL. Nouveaux ordres de Russie contraires à cet accommodement..... 174
XLI. Catherine s'engage à soutenir les dissidens par la force des armes..... 176
LXII. L'ambassadeur de Russie, le ministre de Prusse, le nonce du pape, prennent audience des états, au sujet de l'affaire des dissidents..... *ib.*
XLIII. Le roi cherche à exploiter l'affaire de la religion.. 177
XLIV. Ses oncles et lui consentent à dissoudre le nouveau gouvernement..... 180

Pages.
XLV. Concessions faites aux dissidents..... 181
XLVI. Démarches des dissidents pour se confédérer..... 184
XLVII. Manœuvres de Podoski, pour soulever la nation contre le roi..... 186
XLVIII. Signification faite par tzarine au roi..... 188

LIVRE HUITIÈME.

I. Confédération des dissidents..... 189
II. Les villes de Prusse forcées d'accéder à cette ligue..... 190
III. Audience du roi aux députés des dissidents..... 191
IV. Projet de Podoski..... *ib.*
V. Déclaration de la tzarine, et lettre de Panin..... 193
VI. Mouvement pour préparer la confédération générale... 195
VII. La cour tente de faire soulever les paysans..... 196
VIII. Projets de la confédération arrangés à Varsovie..... 197
IX. L'impératrice veut que Radzivill soit élu maréchal.... 199
X. La cour se résout à convoquer une diète..... 200
XI. Dispositions des provinces..... 201
XII. Retour de Radzivill..... 202
XIII. Confédération de la Lithuanie..... 203
XIV. Conduite du grand-général Branicki..... 204
XV. Confédération de Radom..... 205
XVI. Députations des confédérés à l'impératrice et au roi de Pologne..... 210
XVII. Intentions de la cour de Varsovie, et celles de Repnin. 213
XVIII. Celles de Catherine.— Ses négociations avec les autres cours..... 214
XIX. Le roi craint pour ses prérogatives, et cède en toutes choses à Repnin..... 219
XX. Le grand-général se retire dans ses terres..... 220
XXI. Accession de l'évêque de Krakovie et des autres évêques..... 221
XXII. Arrivée de Radzivill dans la capitale; son entrevue avec le roi..... 222
XXIII. Crainte et fermentation générale..... 224
XXIV. Violences inouïes de l'ambassadeur russe..... 225

Pages.
XXV. Plan de conduite proposé par l'évêque de Krakovie. 231
XXVI. Histoire de l'évêque de Kamienieç et ses projets... 233
XXVII. Autre système de conduite suivi par le nouveau primat..... 236
XXVIII. Préliminaires de la diète..... 237
XXIX. Ses premières séances..... 239
XXX. Projet d'enlever les opposants..... 244
XXXI. Les députés de la confédération reçus à Moskou.... 246
XXXII. Nouvelles menaces de Repnin..... 247
XXXIII. Autre séance de la diète..... 248
XXXIV. Première tentative pour enlever l'évêque de Krakovie..... 250
XXXV. Premiers projets de la confédération de Bar..... 252
XXXVI. Enlèvement des principaux opposants, et ses suites. 256
XXXVII. Établissement d'une commission législative..... 261
XXXVIII. Conduite du roi..... 262
XXXIX. Commencement des conférences..... 263
XL. Affaire des dissidents signée..... 264
XLI. Réflexions sur cette affaire..... 265
XLII. Conduite de Repnin, et belle réponse de Marian Potoçki..... 266
XLIII. Les nouvelles constitutions dépendent de celui qui prendra plus d'ascendant sur Repnin..... 268
XLIV. Repnin veut inutilement faire faire le procès au grand-chancelier de Lithuanie..... 269
XLV. La fin de la commission législative..... 271
XLVI. La diète se rassemble; manifeste contre le nouveau code..... 279
XLVII. Séance de la diète..... 280
XLVIII. Premier avis d'une confédération formée à Bar... 281
XLIX. La nouvelle de la confédération de Bar se répand... 282

LIVRE NEUVIÈME.

I. Ce que devient l'évêque de Kamienieç, après son évasion de Varsovie..... 285

Pages.

II. Caractère de Pulaski. — Ses premières démarches pour former une confédération contre les Russes..... 286
III. Caractère de Krasinski..... 290
IV. Tous deux forment la confédération de Bar, et prennent les armes contre la Russie..... 291
V. Premier effet de cette nouvelle dans le royaume..... 295
VI. Chagrin de l'évêque de Kamienieç sur cet éclat prématuré..... 297
VII. Il se résout à seconder la confédération..... 298
VIII. Réquisition pressante des Turks pour la sortie des Russes hors de Pologne..... *ib.*
IX. Assemblée des sénateurs que Repnin force à réclamer les secours de la Russie..... 299
X. Premier combat des confédérés. — Harangue de Pulaski. 301
XI. Les confédérés surpris par trahison..... 306
XII. Beaucoup de gentilshommes prennent l'engagement de s'y joindre..... 307
XIII. Mokranowski leur est envoyé au nom du sénat. — Perfidie de Repnin..... 308
XIV. Ordres envoyés de Pétersbourg au sujet de la confédération..... 310
XV. Combats livrés aux confédérés pendant l'armistice..... 311
XVI. Premières actions de Kasimir Pulaski..... 312
XVII. Fin de la commission de Mokranowski..... *ib.*
XVIII. Déclaration de la tzarine contre les confédérés..... 313
XIX. Les troupes du roi, sous le commandement de Braneçki, se joignent aux Russes. — Dispositions des cours étrangères..... 314
XX. Confédération du comte Potoçki. — Trahison du roi... 320
XXI. Histoire de Beniowski..... 326
XXII. Histoire de Dzierzanowski. — Son discours au roi. — Son projet d'enlever Repnin..... 327
XXIII. Inquiétudes de tous ceux qui étaient restés à Varsovie..... 333
XXIV. Les troupes du comte Potoçki dissipées, et sa fuite en Moldavie..... 334

Pages.
XXV. Histoire des Zaporoves ou Haydamaki, et massacres d'Ukraine..... 336
XXVI. Revers des confédérés de Bar..... 343
XXVII. Nouvelles confédérations; celles de Lithuanie, de Zakroczym, de Krakovie..... 346
XXVIII. Les Russes poursuivent les confédérés sur le territoire ottoman. — Nouveaux massacres..... 348
XXIX. Mouvements à Constantinople sur cette nouvelle.. 351
XXX. La tzarine croit ces mouvements aisés à apaiser.... 353
XXXI. Prise de Krakovie..... *ib.*
XXXII. Changement de ministère à Constantinople. — Déclaration de guerre..... 355
XXXIII. Rappel de Krim-Gueray. — Invasion de la nouvelle Serbie..... 357
XXXIV. Dispositions des Russes envers la Turquie..... 359
XXXV. Catherine rejette toute la faute de la guerre sur le comte Panin..... 360
XXXVI. Mouvements que cette déclaration de guerre produit en Pologne..... 361
XXXVIII. L'évêque de Kamienieç entreprend de diriger les efforts de la nation..... 362
XXXVII. Intrigues de la cour de Saxe..... 363
XXXIX. Divisions parmi les confédérés. — Emprisonnement de Joseph Pulaski. — Ses derniers mots à ses fils..... 364
XL, Imprudence des Lithuaniens. — Les troupes de Radzivill dissipées par les Russes..... 366
XLI. Intrigues de la tzarine pour pacifier la Pologne..... 368
XLII. Cruautés inouïes exercées contre les confédérés..... 371
XLIII. Tableau de l'état intérieur de l'empire de Russie.... 372
XLIV. Vains efforts pour y remédier..... 385

FIN DE LA TABLE DU DEUXIÈME VOLUME.

EXTRAIT DU CATALOGUE

DE

FIRMIN DIDOT FRÈRES, FILS ET Cie,

IMPRIMEURS DE L'INSTITUT DE FRANCE.

CHEFS-D'OEUVRE

DE LA LITTÉRATURE FRANÇAISE,

FORMAT IN-18 ANGLAIS, AVEC PORTRAITS.

Ces éditions sont correctes et élégantes; les préfaces littéraires, les notes et notices ont été confiées à des hommes de goût.

CHAQUE VOLUME CONTIENT LA VALEUR DE DEUX VOLUMES ORDINAIRES.

Prix de chaque volume : 3 francs.

Chaque auteur est précédé d'une notice sur sa vie et sur ses ouvrages.

Joinville, Vie de saint Louis. Prix : 4 fr. ..... 1 vol.
Éginhard, Vie de Charlemagne, avec notes et notice, par M. Teulet ..... 1 vol.
Froissart, Chroniques ..... 1 vol.
Rabelais, nouvelle édition collationnée sur les éditions originales, par MM. Burgaud des Marets et Rathery. Prix : 4 fr. le vol. 2 vol.
Malherbe, **J.-B. Rousseau**, **Lebrun**, Choix ..... 1 vol.
Pascal, Provinciales ..... 1 vol.
— Pensées ..... 1 vol.
La Fontaine, Fables ..... 1 vol
Racine, Théâtre ..... 1 vol
Corneille, Théâtre ..... 2 vol.
Molière, Théâtre ..... 2 vol.
Boileau, OEuvres poétiques, Correspondance, etc ..... 1 vol.
Bossuet, Sermons ..... 1 vol.
— Oraisons funèbres ..... 1 vol.
— Discours sur l'histoire universelle ..... 1 vol.
Fénelon, Télémaque ..... 1 vol.
— De l'éducation des filles ..... 1 vol
— De l'existence de Dieu ..... 1 vol.
Sévigné, Choix de Lettres ..... 1 vol.
— Lettres complètes ..... 6 vol.
La Bruyère, Caractères ..... 1 vol
Massillon, Petit Carême ..... 1 vol.
La Rochefoucauld, Sentences et Maximes ..... 1 vol

Saint-Évremond, Choix, Correspondance, etc. Prix : 4 fr.... 1 vol.
D'Aguesseau (le chancelier), Mercuriales, etc..... 1 vol.
Rollin, Traité des Études..... 3 vol.
— Histoire Ancienne..... 10 vol.
— Histoire Romaine. (*Sous presse.*)..... 10 vol.
Regnard, Théâtre..... 1 vol.
Sarrazin, De Retz et Bessé..... 1 vol.
Saint-Réal, Ruihière, Florian, Vertot..... 1 vol.
Le Sage, Gil Blas de Santillane..... 1 vol.
Montesquieu, Grandeur des Romains..... 1 vol.
— Esprit des Lois..... 1 vol.
Voltaire, Henriade..... 1 vol.
— Théâtre..... 1 vol.
— Louis XIV..... 1 vol.
— Louis XV..... 1 vol.
— Charles XII..... 1 vol.
— Contes..... 1 vol.
— Romans..... 1 vol.
Hamilton, Mémoires du chevalier de Grammont..... 1 vol.
Marmontel, Éléments de littérature..... 3 vol.
Buffon, Choix..... 2 vol.
Rousseau, Nouvelle Héloïse..... 1 vol.
— Émile..... 1 vol.
— Confessions..... 1 vol.
— Petits chefs-d'œuvre..... 1 vol.
Diderot, Romans et Contes, Salons, etc..... 2 vol.
Bernardin de Saint-Pierre, Paul et Virginie..... 1 vol.
— Études de la Nature..... 1 vol.
Chateaubriand, Atala..... 1 vol.
— Génie du Christianisme..... 2 vol.
— Martyrs..... 1 vol.
— Natchez..... 1 vol.
— Itinéraire de Paris à Jérusalem..... 2 vol.
— Mélanges politiques et littéraires..... 1 vol.
— Études historiques..... 1 vol.
— Analyse raisonnée de l'Histoire de France..... 1 vol.
Beaumarchais, Théâtre..... 1 vol.
Florian, Fables..... 1 vol.
— Don Quichotte..... 1 vol.
Louis Racine, Poëme de la Religion..... 1 vol.
De Foë, Robinson Crusoé..... 1 vol.
Delille, Choix..... 1 vol.
De Staël, Corinne..... 1 vol.
— De l'Allemagne..... 1 vol.
— Delphine..... 1 vol.

Courier (Paul-Louis), Pamphlets..... 1 vol.
Cuvier, Discours sur les révolutions du Globe..... 1 vol.
Mignet, Histoire de la Révolution française. Prix : 7 fr..... 2 vol.
Maury, Éloquence de la Chaire..... 1 vol.
Azaïs, Des compensations..... 1 vol.
Silvio Pellico, Mes Prisons et le Traité des devoirs..... 1 vol.
Napoléon, Recueil par ordre chronologique de ses Lettres, Proclamations, Bulletins, Discours sur les matières civiles et politiques, etc., formant une histoire de son règne, écrite par lui-même, et accompagnée de notes hist., par M. KERMOYSAN. 3 vol.
T. Ier. Campagne d'Italie. — Campagne d'Égypte. — Consulat. — Empire.
T. II. Campagne de Prusse. — Guerre d'Espagne. — Campagne d'Autriche. — Campagne de Russie.
T. III. De 1813-1814-1815. Pièces diverses.
Lezaud, Résumés philosophiques..... 1 vol.
Dureau de la Malle, l'Algérie..... 1 vol.
Baudouin, Anecdotes du temps de la Restauration..... 1 vol.
Chefs-d'œuvre tragiques..... 2 vol.
Chefs-d'œuvre comiques..... 8 vol.
Scribe..... 5 vol.
Walckenaër, Mémoires touchant la vie et les écrits de Mme de Sévigné : Prix 4 fr. le vol..... 5 vol.
— Caractères de Théophraste..... 2 vol.
Viennet, Mélanges de poésie..... 1 vol.
— Promenade au cimetière du Père-Lachaise..... 1 vol.
De Souza, Lettres portugaises..... 1 vol.
Étienne Pasquier, Recherches sur la France. Prix : 4 fr. chaque vol..... 2 vol.
Genoude, Vie de Jésus-Christ..... 1 vol.
Vies des saints..... 2 vol.
Desjardins, Jeanne d'Arc..... 1 vol.

LITTÉRATURE ANCIENNE.

TRADUCTION FRANÇAISE.

Dante, la Divine Comédie, traduite en français par M. le chevalier Artaud de Montor, ancien chargé d'affaires de France à Rome, à Florence, etc., etc., membre de l'Institut, etc.; accompagnée de notes, commentaires et introduction. *Troisième édition.* Prix : 3 fr..... 1 vol.
Cicéron, Morale et politique, ou résumé et fragments traduits de ses œuvres philosophiques, par M. P. L. Lezaud, 2e édition. — Les Académiques. — Du souverain bien. — Les Tusculanes.

— Des Devoirs. — De la Nature des dieux. — De la Divination. — De la République. — Des Lois, suivi des dialogues sur l'éloquence. — De l'Orateur, Brutus, l'Orateur. — Des Académiques, liv. Ier, et du Traité de la Vieillesse..... 1 vol.

Homère, Iliade. Traduction, par Dugas-Montbel, précédée de l'*Histoire des poésies homériques*..... 1 vol.

Odyssée, traduction, par Dugas-Montbel, suivie de la *Batrachomyomachie, des Hymnes* et de fragments de divers poëmes attribués à Homère..... 1 vol.

Shakspeare, Chefs-d'œuvre. (*Sous presse.*)..... 4 vol.

Platon, **Aristote**, Exposé substantiel de leur doctrine morale et politique, ou résumé de Platon. — La République et les Lois. *Idem* d'Aristote. — La Morale et la Politique, par M. P. L. Lezaud, 4e édit..... 1 vol.

Aristophane, traduction par M. Artaud, inspecteur général de l'instruction publique, avec notes et commentaires. Prix : 7 fr. 2 vol.

Euripide, par M. Artaud, inspect. gén. de l'instr. publ. 7 fr... 2 vol.

Eschyle, par le même. (*Sous presse.*) 3 fr. 50 c..... 1 vol.

Hérodote, trad. nouv., par M. Miot, membre de l'Institut, précédé d'une notice par M. Letronne..... 2 vol.

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE.

Pétrarque, le Rime, memorie sulla vita del poeta, i saggi di Ugo Foscolo, le dichiarazioni de' migliori commentarj. 3 fr..... 1 vol.

— Sonnets. Texte et traduction en regard. 5 fr..... 1 vol.

Dante, la Divina Commedia, con spiegazioni tratte dai migliori commenti, e colla vita di Dante da Giovanni Boccaccio. 3 fr..... 1 vol.

— Traduction nouvelle par M. le chevalier Artaud. 3e édition avec notes. 3 fr..... 1 vol.

Tasse, la Gerusalemme liberata, e l'Aminta, colla vita del poeta. 3 fr..... 1 vol.

Arioste, l'Orlando furioso. 3 fr..... 2 vol.

Boccace, il Decamerone, spiegazioni tratte dai migliori commentarj. 3 fr..... 2 vol.

Goldoni, commedie scelte. 3 fr..... 1 vol.

Camoens, os Lusiadas, nova ediçao por Moura, com as notas e vida do autor pelo mesmo, etc. 3 fr..... 1 vol.

MORATIN.

Comédies espagnoles, traduites pour la première fois d'après le texte de la plus récente édition de Paris (1838), par M. Ernest Hollander..... 6 fr.

Typographie de H. Firmin Didot. — Mesnil (Eure).

RÉVOLUTIONS
DE POLOGNE

PAR

CLAUDE CARLOMAN DE RULHIÈRE
DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Ouvrage désigné par l'Institut
Pour le grand prix décennal de 1810.

QUATRIÈME ÉDITION, REVUE SUR LE TEXTE ET COMPLÉTÉE

PAR

CHRISTIEN OSTROWSKI.

TOME DEUXIÈME

PARIS
LIBRAIRIE DE FIRMIN DIDOT FRÈRES, FILS ET Cie
IMPRIMEURS DE L'INSTITUT, RUE JACOB, 56
1862

LIBRAIRIE DE FIRMIN DIDOT FRÈRES, FILS ET Cie

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR :

ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES

DE

ADAM MIÇKIEWICZ

TRADUCTION FRANÇAISE EN 2 VOLUMES

QUATRIÈME ÉDITION. — PRIX : 7 FR.

LETTRES-SLAVES

(ORIENT, POLOGNE, RUSSIE)

TROISIÈME ÉDITION, AUGMENTÉE DE DOCUMENTS INÉDITS

ESSAI

SUR L'UNITÉ DE LA SCIENCE

OU LA MATHÈSE

Typographie de H. Firmin Didot. — Mesnil (Eure).